

LE DUC DE CHOISEUL

ET

LA HOLLANDE

(Suite et fin¹.)

IX.

Quels regrets devait éprouver Choiseul en pensant au merveilleux parti que l'on pourrait tirer contre le cabinet de Londres d'une entente entre les divers pays maritimes! La terreur de l'Angleterre, si fière de la sécurité que lui offre le « splendide isolement » de son île, a toujours été cette possibilité d'invasion que donne la possession d'une flotte. Un exemple frappant s'en produisit alors, qui n'était pas pour ralentir le zèle avec lequel Choiseul travaillait à relever notre marine.

Un dimanche, en effet, une vive panique se produisit dans le pays britannique par suite de l'apparition de quelques bâtiments que la peur avait fait prendre pour des navires français. Deux vaisseaux de guerre anglais, qui étaient à l'ancre, coupèrent leurs câbles et se jetèrent à la côte où ils répandirent l'effroi. On envoya même à Londres des courriers qui y causèrent beaucoup d'alarmes et tout ne rentra dans l'ordre que par l'arrivée d'autres porteurs de nouvelles qui apprirent qu'on s'était trompé et que les vaisseaux, cause de tout le mal, appartenaient à la Hollande².

Puisque de pures illusions créaient en Angleterre un tel état d'esprit, que ferait donc l'arrivée réelle d'une escadre? C'était la pensée de Choiseul en préparant la flotte de M. de Conflans pour tâcher de trouver en Écosse la paix que l'on ne pouvait obtenir

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIX, p. 295, et t. LXXXII, p. 1.

2. D'Affry à Choiseul, 14 juillet 1759. Hollande, vol. 501, fol. 360.

ailleurs. Il commençait à comprendre que nous ne devions plus compter que sur nous-mêmes et sur les efforts que nous entreprendrions. Aussi de toutes les épreuves ou les déceptions qui fondaient sur lui il tâchait, loin de se laisser abattre, de faire sortir une activité et une énergie plus grande pour le bien de son pays. Il s'efforçait aussi de désarmer les préventions que pouvait faire naître contre nous en Hollande la question religieuse. Après avoir bien démontré qu'elle n'était pour rien dans l'expédition contre l'Écosse, il obtenait du roi Louis XV la création d'un « ordre du mérite militaire » réservé aux protestants pour les dédommager de se voir exclus d'autres ordres royaux. C'était une tolérance toute relative, mais il faut cependant en tenir compte à cette époque.

Cette nouvelle produisit une bonne impression à la Haye, mais ce n'était pas une mesure aussi peu importante, en somme, qui pouvait modifier la situation. Le stathoudérat était solidement établi en Hollande et il n'y avait pas apparence qu'il fût renversé de longtemps, à moins que le stathouder ne fût entouré de mauvais conseillers et qu'il ne voulût un jour excéder les prérogatives à lui accordées ou soumettre la République à une espèce de tyrannie. Tel n'était pas le cas à cette heure où le prince Louis de Brunswick détenait le pouvoir et se conduisait en homme sage, prudent et habile qui avait empêché la mort de la princesse royale de tourner à l'avantage absolu des républicains. Si ces derniers n'avaient pas recouvré le pouvoir qu'une minorité et la tutelle d'un étranger les autorisaient à espérer, c'est que le tuteur du jeune stathouder s'était montré assez adroit pour les diviser. Faisant entrer dans sa conduite autant de ménagement et de dextérité que la fille de Georges II avait mis d'humeur et de passion dans la sienne, il savait ne pas blesser les Hollandais dans leurs sentiments les plus profonds. C'est ainsi qu'il n'avait marqué aucune opposition à l'armement maritime auquel tenait ce peuple de commerçants et de marins et qu'il n'avait témoigné aucun désir de voir augmenter l'armée de terre qui intéressait beaucoup moins les habitants des Provinces-Unies. D'Affry ne le croyait pas disposé à faire pencher la balance en faveur de l'Angleterre. Que ce fût par conviction ou par intérêt, il le supposait même favorable au maintien de la neutralité absolue.

Puisqu'on ne devait raisonnablement pas penser que la République joindrait alors ses forces aux nôtres, c'était, en somme,

la solution que pouvait désirer l'ambassadeur de France, et il y comptait fermement.

L'intérêt que les partisans du stathouder ont à maintenir leur gouvernement, écrivait-il à Choiseul le 16 juillet 1759, doit nous assurer de leur sagesse. Le stathouder et la République même risquent tout à nous manquer de parole et ne pourraient en espérer aucun fruit. Je crois, par toutes ces raisons, pouvoir assurer S. M. que la neutralité des Hollandais durera autant que cette guerre. Si nous parvenons, comme je l'espère, à la terminer en réduisant les Anglais à des dédommagements pour le passé et à des sûretés pour l'avenir, la paix sera de longue durée et, malgré l'attachement du stathouder à la cour anglaise, il ne pourra déterminer de longtemps la République à faire cause commune avec l'Angleterre contre nous.

Après avoir vécu en Hollande plusieurs années (d'Affry y était en effet arrivé en 1755), l'ambassadeur de France concevait d'ailleurs quelques inquiétudes sur le rôle politique réservé à ce pays. Il pensait, pour avoir vu de près les compétitions acharnées entre les deux factions qui se partageaient l'influence, que la République devait vraisemblablement tomber un jour dans la classe des puissances de second ordre, au moins relativement aux affaires générales de l'Europe. Toute nation divisée, quand elle ne consent pas à faire les sacrifices nécessaires à l'apaisement intérieur, perd forcément de son prestige au dehors et n'est plus à même de jeter dans la balance un poids suffisant pour en faire pencher le plateau. Les nobles traditions de fierté généreuse, si elles n'avaient pas disparu dans les Pays-Bas, s'étaient singulièrement affaiblies au XVIII^e siècle.

Les Hollandais d'ancienne tige, écrivait d'Affry, pensaient moins mal que les nouveaux, mais l'appât du gain, le désir de jouir d'une prétendue liberté et l'asile accordé à tous les gens qui avaient mal fait ailleurs ont peuplé ce pays d'une espèce d'hommes la plus intéressée et sur laquelle on peut le moins compter. Cette classe fait le plus grand nombre sans comparaison et la plupart des magistratures hollandaises en sont infectées. D'ailleurs, elle compose la plus grande partie de la populace dans les villes, et c'est elle dont on se sert quand on veut forcer les régences à suivre un parti violent et à abandonner celui de la raison¹.

1. Hollande, vol. 501, fol. 363.

Cette puissance de l'argent, véritable calamité pour les peuples qui en sont la proie, combat et détruit à cette époque en Hollande celle des vertus et de l'honneur que représentait, avec le parti républicain en général, le pensionnaire, M. de Stein. Ce dernier avait le prestige et l'autorité morale, mais ne se sentait pas la force matérielle nécessaire pour imposer sa manière de voir et pour entraîner dans sa voie ses concitoyens. Il mettait toutefois son influence et le crédit dont il disposait au service du bon sens, de la sagesse et de la modération poussée parfois jusqu'à la faiblesse.

C'est ce qui lui permit néanmoins, en juillet 1759, d'être confirmé dans son emploi. Il est des moments où l'on hésite à placer dans les hautes fonctions des gens de caractère trop énergique. On a peur de leur activité et l'on redoute moins des natures plus souples et, pour ainsi dire, plus émollientes. La Hollande était à une de ces heures-là, mais la cour de Versailles ne pouvait pas, au fond, regretter son choix. Malgré sa réserve trop prononcée, M. de Stein avait des sympathies bien françaises qui lui valaient l'animosité du parti dévoué à l'Angleterre et qui, probablement, auraient causé son échec si la princesse gouvernante avait encore vécu. Aussi Choiseul écrivait-il à d'Affry le 31 juillet 1759 :

Nous avons appris avec la plus grande satisfaction que M. le pensionnaire a été continué dans l'emploi que les États de Hollande lui ont confié. Ses lumières, ses talents, sa probité et son zèle lui ont déjà acquis en Europe la plus juste considération, et nous ne le cédon's à qui que ce soit en estime et en confiance pour ce ministre¹.

Cette part faite à l'approbation morale, Choiseul ne conservait d'ailleurs pas d'illusions sur l'état de choses existant aux Provinces-Unies. Il voyait fort clairement l'avantage que donnait à la faction opposée la faiblesse des républicains et il se rendait compte à merveille que chacun des deux partis, s'il n'était pas assez puissant pour opérer le mal, l'était du moins assez pour empêcher le bien, ce bien qui, à ses yeux, eût été l'attitude énergique et l'union des puissances maritimes contre l'Angleterre.

Nous n'en avons pas moins eu raison d'encourager la Hollande à augmenter ses forces navales, car nous avions peu à

1. Hollande, vol. 501, fol. 419.

redouter de sa marine. Il ne fallait pas non plus trop en espérer. A moins d'événements impossibles à prévoir, rien ne déterminerait les Hollandais à s'allier avec nous ou à se déclarer contre la cour de Londres. C'était le sentiment de d'Affry, et Choiseul s'y rangeait maintenant sans difficulté.

Les États généraux attendaient toujours, avec une longanimité que pouvait seul expliquer le sentiment de leurs divisions et de leur faiblesse, le résultat des interminables négociations que leurs envoyés poursuivaient à Londres. « Monsieur le pensionnaire m'a dit que la question des vaisseaux pris par l'Angleterre n'avancait pas. » C'est là comme une sorte de refrain que l'on trouve dans les lettres de d'Affry à cette époque.

D'autre part, le Danemark avait fini par s'accommoder avec la cour de Londres. Plusieurs des bâtiments pris par la marine anglaise avaient été restitués à leurs possesseurs. A vrai dire, pour ne pas paraître avoir reculé et pour mettre son honneur à l'abri, la cour de Copenhague prétendait que cette restitution était la conséquence d'un arrangement entre les négociants propriétaires de ces navires et les armateurs ou corsaires qui s'en étaient emparés. Sous quelque forme que l'accord se fût conclu, l'on semblait considérer, dans ce pays, la satisfaction comme suffisante. Choiseul trouvait avec raison que l'affaire pouvait convenir à l'intérêt particulier des marchands, mais qu'elle ne réparait certainement pas l'insulte faite au pavillon et à la dignité de la couronne du Danemark. Il ne pouvait toutefois pas se montrer plus royaliste que le roi, et il devait, en gardant ses sentiments personnels sur la question, tenir compte de la situation nouvelle que créait à Copenhague l'état de choses actuel.

Aussi, malgré le désappointement que lui causait l'échec d'un projet qu'il avait caressé pour le bien de l'Europe et sur lequel il fondait de sérieuses espérances, lui fallait-il renoncer à voir se former cette ligue des neutres qui s'en tenait, pour le moment, à l'accord entre la Suède et la Russie.

Il serait inutile de s'occuper actuellement de l'association maritime entre le Danemark et la Hollande, écrivait-il à d'Affry le 46 août 1759, surtout après l'arrangement conclu par les Danois; mais il faut ne pas perdre entièrement de vue l'idée de cette union que la suite des événements pourra peut-être rendre plus facile à négocier.

Pareil accord avait pourtant bien sa raison d'être, si l'on en juge par un détail qui prouve à quel point les Anglais étaient redoutés. « Les pirateries de cette nation vont si loin, rapportait notre ambassadeur à la Haye, que, dans les actes d'assurances, on évalue la rencontre des corsaires britanniques et leur visite aux mêmes dommages qu'on doit craindre de la rencontre des corsaires barbaresques¹. » N'y avait-il pas là, pour l'honneur de la couronne d'Angleterre, quelque chose de pénible et de fâcheux que justifiait toutefois l'attitude trop fréquente de ses marins?

X.

Ce n'était pas une sinécure pour d'Affry que de maintenir la Hollande ou plutôt l'ensemble de son gouvernement dans des dispositions de neutralité bienveillante pour la France. Choiseul lui envoyait parfois, à cet égard, des ordres qui n'étaient pas agréables à exécuter. On y sentait, en effet, à côté de sentiments personnels sympathiques au pensionnaire, une certaine irritation d'avoir en permanence à lutter contre l'influence anglaise qui avait su trouver, auprès du greffier Fagel et de ses amis, un foyer d'intrigues toujours prêt à nous créer mille difficultés.

Toutes les nouvelles défavorables à la France étaient accueillies avec empressement dans ce milieu et propagées avec satisfaction par des hommes dont les sympathies allaient, sans hésiter, à l'Angleterre ou à ses alliés. C'est ainsi que la bataille de Minden, du 1^{er} août 1759, où le prince Ferdinand de Brunswick avait triomphé du maréchal de Contades, fut un sujet de satisfaction pour les adversaires de notre politique en Hollande. Si *cet échec*, suivant la belle expression de Choiseul, *animait d'un nouveau zèle le ministère de S. M. pour réparer ce désavantage*, il n'en mettait pas moins d'Affry dans une posture peu favorable aux yeux de certains personnages hollandais avec lesquels notre ambassadeur avait à compter.

La journée de Minden présentait un autre côté fâcheux. C'était la prise de la cassette du maréchal de Contades avec ses papiers secrets, et nos ennemis prétendaient que dans ces documents, examinés plusieurs fois en plein conseil des ministres

1. Hollande, vol. 502, fol. 57.

anglais, on avait trouvé l'ordre de saccager l'électorat de Hanovre pour punir l'infidélité de l'Angleterre à observer la capitulation de Closterseven. Choiseul ne voulut pas rester auprès des Hollandais sous le coup d'une pareille accusation, et il écrivit à d'Affry le 26 août 1759 :

Il est vrai qu'on a pris des papiers à M. le maréchal de Contades, mais vous pouvez assurer hardiment que jamais aucun ministre du roi n'a écrit à ce général de mettre à feu et à sang l'électorat de Hanovre. *Il faut que vous détruisiez hautement de pareilles faussetés que les Anglais ne manqueront pas d'accréditer*, mais nous les mettons sur cela au pis, en les priant de rendre publiques les papiers qu'ils ont pris et dont nous avons la minute.

Sans aller jusqu'à modifier contre nous l'attitude officielle de la Hollande, cette affaire de Minden entraînait donc une perte de terrain considérable. Elle éloignait aussi le ministère anglais des idées de paix en lui donnant l'espoir que les armées d'Allemagne prolongeraient leur résistance aux armes françaises. C'est qu'en effet, malgré le délabrement de ses finances, l'Angleterre, avec cette résignation flegmatique et cette endurance merveilleuse qui ont fait sa force en tout temps, comptait prolonger les hostilités jusqu'au moment où elle trouverait son intérêt à les terminer. Le gouvernement britannique avait le talent de faire partager à ses amis cette confiance en son succès final et compensait ainsi les échecs de ses alliés. On en eut la preuve après la sanglante défaite infligée par les Russes à Frédéric sous les murs de Francfort-sur-l'Oder, le 12 août 1759.

Par contre, dès qu'il était question de la France ou de ses partenaires, on accordait volontiers créance à tout ce qui pouvait indiquer un découragement quelconque ou une absence d'esprit de suite. C'est ainsi que le bruit avait couru d'une déclaration faite par la Russie à la cour de Vienne pour lui annoncer l'intention de ne pas poursuivre la guerre contre le roi de Prusse. La conduite du greffier Fagel et ses propos, en cette occasion, confirmèrent une fois de plus Choiseul et d'Affry dans la persuasion où ils étaient de son dévouement à l'Angleterre. Il avait même poussé si loin la partialité dans cette circonstance que Choiseul prit la mouche après avoir reçu les renseignements donnés par notre ambassadeur et lui écrivit le 30 septembre 1759 :

Il faut que nos ennemis connaissent et que vous soyez bien persuadé vous-même, pour le faire sentir en Hollande, que nous ne sommes point effrayés des projets qu'on peut former contre nous et que nous les avons même assez prévus pour que la crainte doive effrayer uniquement ceux qui auraient la faiblesse et l'imprudence de s'associer à la mauvaise volonté et aux desseins pernicieux de l'Angleterre.

Cet avertissement devait être suivi d'une démarche plus nette encore. On faisait en Hollande des difficultés pour le passage, sur le territoire de la République, de canons et de boulets destinés à la France, et le cabinet de Versailles estimait que si, par complaisance pour l'Angleterre, on persévérerait dans cette attitude, il y aurait lieu d'en témoigner son mécontentement d'une façon effective. Choiseul songeait même, au cas où il n'apprendrait pas promptement la fin de ce qu'il appelait « cette tracasserie, » à donner secrètement des ordres dans tous les ports du royaume pour que les Hollandais n'y jouissent plus des faveurs accordées à leur commerce depuis l'année 1748.

Il serait prématuré, disait-il à d'Affry, de vous expliquer sur ce sujet avec les ministres de la République. Vous vous bornerez à leur déclarer bien précisément que nous ne pourrions regarder que comme une infraction éclatante à la neutralité la déference que la Hollande marquerait à l'Angleterre dans l'occasion dont il s'agit¹.

Notre prestige en Hollande allait, à ce moment même, avoir à souffrir d'une nouvelle et cruelle atteinte : Québec venait, en effet, de tomber aux mains des Anglais. Pendant quelque temps, Choiseul avait espéré que la colonie se défendrait « si tant est, disait-il, que nous puissions concevoir des espérances, après qu'elles ont été si cruellement déçues en d'autres occasions où elles étaient certainement beaucoup plus fondées. » Cette incertitude clairvoyante, si l'on ose ainsi parler, se trouvait donc justifiée, et le cœur du ministre en éprouvait une certaine angoisse, non pas seulement pour la France et pour le présent, mais pour l'avenir de l'Europe entière.

Les lignes qu'il adressait à d'Affry méritent d'être conservées, car elles montrent combien Choiseul voyait clair et loin, malgré la réputation de légèreté qui, je ne sais pourquoi, demeure attachée à son nom.

1. Hollande, vol. 502, fol. 217.

La perte de Québec, disait-il dans sa lettre du 28 octobre 1759, est sans doute un événement très fâcheux pour nous, mais il ne l'est peut-être guère moins pour les puissances qui ont des établissements dans les Indes occidentales. Les Anglais, devenus les maîtres de toute l'Amérique septentrionale, ne laisseront aux autres nations commerçantes qu'une navigation précaire, et *l'équilibre sur mer duquel dépend l'équilibre sur terre sera anéanti sans ressource*. Il y a un siècle qu'on ne s'est occupé que de maintenir le dernier, que personne n'attaque, et on a laissé détruire l'autre, que personne n'a défendu. *C'est un ample sujet de réflexions pour quiconque s'intéresse encore au repos et au bien public.*

Cela est aussi bien dit que pensé, mais ils étaient rares à cette époque les hommes en état de se rendre compte combien Choiseul avait raison. Le ministre dépassait les vues de ses contemporains, et cette prévision qu'il avait des dangers que la suprématie anglaise ferait courir à l'Europe échappait à trop d'esprits pour qu'il eût des chances d'être suivi dans ses tentatives contre elle. Ceux mêmes qui en souffraient déjà, comme les Hollandais, préféraient fermer les yeux et se laisser aller, en quelque sorte, à une mainmise sur eux de la puissance britannique, comme s'ils trouvaient, dans ce protectorat moral, une sécurité qui endormait leurs scrupules et les souvenirs de leur valeur d'autrefois.

XI.

C'étaient la timidité et la crainte qui inspiraient presque toujours leur conduite, et, comme le disait d'Affry, « s'ils nous désobligent, ce n'est que par la peur d'en désobliger d'autres. » Aussi jugeait-il que les moyens les plus efficaces de les maintenir dans les dispositions où nous avions besoin de les trouver étaient de leur prouver que Louis XV saurait leur témoigner, lui aussi, du mécontentement. C'est pour cette raison qu'il n'hésitait pas à leur laisser entendre que, *si l'injustice des Anglais pouvait détruire leur marine, le juste ressentiment du roi de France pourrait détruire leur république*¹.

Par ces insinuations et ces menaces, l'ambassadeur obtenait des résultats, puisque, le 5 novembre 1759, le pensionnaire de

1. Hollande, vol. 502, fol. 271.

Hollande lui annonçait que les États généraux consentaient à laisser le libre passage aux canons et aux munitions qui nous appartenaient à Amsterdam. La « résolution » que M. de Stein remit à cet effet entre les mains de d'Affry peint sur le vif la situation vraiment pénible où se trouvait alors le gouvernement hollandais :

Leurs Hautes Puissances, dit ce document, n'ont point donné des ordres contre le transport de l'artillerie qui, suivant le mémoire de M. d'Affry, se trouve à Amsterdam, mais le collège de l'amirauté avait trouvé quelques difficultés à accorder la sortie de cette artillerie, en considération de ce que M. York, ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, a fait des plaintes relativement à ce transport. Le dit événement en a jusqu'ici retardé le transport. Leurs Hautes Puissances n'en empêcheront pas pour cette fois-ci le passage ultérieur. Leurs Hautes Puissances s'assurent que S. M. ne pourra prendre mauvais que *la République, qui se voit souvent dans le dernier embarras pour faire disparaître ombre de partialité entre les puissances belligérantes*, ne mette par provision et pendant leurs délibérations des ordres pour qu'à l'avenir aucun passeport pour des munitions de guerre ou autres marchandises de contrebande soit donné vers les ports ou places des puissances qui sont en guerre¹.

Il était impossible de mieux retracer que par leurs propres affirmations les perplexités par lesquelles passaient les hommes qui assumaient à cette époque la charge du pouvoir. On ne peut vraiment s'empêcher de les plaindre quand on pense combien leur dignité devait souffrir d'une pareille attitude. Ce sentiment de pitié devient une tristesse véritable, si l'on rapproche de cette résolution celle qui en fait la contre-partie et qui fut remise peu de jours après au représentant de l'Angleterre, afin d'apaiser le courroux de cette puissance. Elle essaie d'abord de justifier la concession faite à d'Affry en expliquant que l'ambassadeur de France a allégué plusieurs précédents fournis par les alliés du roi d'Angleterre. Ceux-ci ayant fait, au travers du territoire hollandais, des transports notables d'artillerie et de munitions, il était difficile de ne pas accorder celui que réclamait la France, puisqu'on ne pouvait pas les nier. Les États généraux avertissaient d'ailleurs l'Angleterre que dorénavant ils ne délivreraient

1. Hollande, vol. 502, fol. 275.

plus de passeports et qu'ils seraient toujours prêts à « donner à S. M. britannique toutes les preuves de respect et de considération qu'elle pouvait attendre de la République, sauf sa neutralité. » Suivait enfin une requête présentée dans des termes humbles et entortillés à la fois, comme si l'on hésitait à laisser voir sa pensée :

Plaise à S. M. britannique de ne pas prendre en mauvaise part que Leurs Hautes Puissances, en considération de leur situation, qui ne leur permet pas de favoriser plus une partie belligérante que l'autre ou de refuser à l'une ce qui a été permis à l'autre, fassent difficulté de donner des ordres contre le transport de l'artillerie, que S. E. le comte d'Affry a déclaré appartenir à la couronne de France¹.

Combien, en présence de cette attitude, Choiseul avait raison de déplorer « la faiblesse et la timidité de la République ! » Il avait pour elle des sentiments de commisération véritable et ne voulait pas exiger du gouvernement hollandais une préférence trop marquée pour la France. Il jugeait du moins nécessaire à notre dignité que nous exigions de lui un traitement conforme à la neutralité qu'il prétendait observer dans la guerre pendante.

Malheureusement pour nous, le parti républicain, au lieu d'augmenter et de s'affermir, semblait avoir perdu, depuis la mort de la princesse royale, ce courage qui le soutenait lorsqu'il avait une opposition à vaincre. D'Affry faisait justement observer à Choiseul qu'unis jadis contre le gouvernement stathoudérien, les hommes qui lui étaient hostiles se trouvaient divisés par une foule d'intérêts, maintenant qu'ils détenaient eux-mêmes le pouvoir. L'ambassadeur allait jusqu'à dire : « Je n'oserais, à présent, répondre à S. M. de la fermeté de ce parti ni de la sagesse de ses résolutions. »

Quelques-uns d'entre eux, cependant, conservaient plus de calme et voyaient plus clairement que les autres les vrais intérêts de la Hollande. C'est ainsi que, pendant la délibération des États sur la question de l'artillerie réclamée par la France, la plupart des provinces avaient opiné pour la défense totale de sortie et de passage du matériel de guerre. Les députés de Frise, au contraire, s'y étaient fortement opposés et, par leurs instances, ils avaient obtenu que l'on s'en tiendrait à une prohibition « provi-

1. Hollande, vol. 502, fol. 279 et suiv.

sionnelle » pour donner le temps à la République de revenir sur ses pas si la France témoignait un mécontentement par trop vif.

Ils avaient fait preuve, en agissant ainsi, d'une sage prévoyance. En dépit de la « résolution » du 5 novembre, Choiseul ne voyait rien venir et l'impatience commençait à le gagner. Aussi autorisa-t-il d'Affry à remettre aux États généraux un mémoire par lequel il demanderait un passeport pour une certaine quantité de pièces d'artillerie et de munitions de guerre qui descendraient la Meuse et remonteraient le Rhin :

Je vous prévien, disait-il à l'ambassadeur, que, si la réponse de la République n'est pas telle que nous avons le droit de l'exiger, *S. M. me paraît déterminée à vous accorder la permission de faire sans délai un voyage dans ce pays-ci pour concerter les mesures à prendre contre la Hollande*¹.

Heureusement pour tous, le cabinet de Versailles n'eut pas à pousser les choses aussi loin. Une fois de plus, le gouvernement des Pays-Bas sentit son impuissance à résister et finit par où il aurait dû commencer. Le 7 décembre 1759, d'Affry recevait du pensionnaire un billet lui annonçant que le passeport demandé lui serait délivré « sans résomption. » C'était l'assurance, pour l'avenir, que les munitions et les vivres nécessaires à l'armée française d'Allemagne lui seraient transmis sans difficultés. N'était-il pas fâcheux, comme le faisait remarquer notre ambassadeur, qu'il fallût presque toujours menacer pour obtenir ce que l'on désirait? Il reconnaissait, à vrai dire, que l'espèce d'anarchie qui régnait dans les États généraux les empêchait d'avoir un sentiment unanime, à moins d'y être contraints par la force.

En accordant à la France le passeport destiné à l'artillerie qui devait descendre la Meuse, Leurs Hautes Puissances avaient pris une « résolution » portant qu'à l'avenir il serait fait droit à toutes les demandes des gouvernements étrangers et belligérants. C'était une façon originale de comprendre la neutralité, mais il paraissait difficile pour ce malheureux pays d'en pratiquer une autre. Comme le disait d'Affry : « Si ces messieurs ne s'étaient point écartés de principes aussi sages et aussi justes, ils n'auraient pas fini par avouer leur faiblesse à la face de l'Europe et par indiquer une manière de négocier avec eux qui pouvait leur

1. Hollande, vol. 502, fol. 360.

devenir funeste¹. » Les députés de la province de Frise, en ouvrant les yeux à leurs collègues sur le danger d'exciter le ressentiment de la France, avaient fortement contribué à leurs décisions. Le ton de Choiseul dans ses conversations avec l'ambassadeur de la République à Versailles entraînait peut-être pour une plus large part encore dans le sentiment auquel s'étaient arrêtés les États généraux.

XII.

C'était l'heure où d'Affry, en dehors de ces intéressantes conversations avec le pensionnaire, en poursuivait d'autres non moins importantes au sujet d'une paix possible entre l'Angleterre et nous. Ces pourparlers de la Haye méritent une étude à part, mais il était bon de les signaler au passage, ne fût-ce que pour montrer l'activité de notre ambassadeur.

Il eut bientôt à transmettre à la cour de Versailles une résolution des États généraux priant le roi de France de faire ménager le plus possible par ses troupes les possessions allemandes de la maison de Nassau. Après la preuve de bonne volonté donnée par la Hollande dans l'affaire des canons, il était difficile de ne pas réserver un bon accueil à cette demande. Aussi, dès le 10 janvier 1760, Choiseul chargeait-il le représentant de Louis XV à la Haye d'assurer les ministres de la République que le maréchal de Broglie avait reçu l'ordre du roi de traiter le plus favorablement qu'il pourrait les États pour lesquels on sollicitait sa bienveillance. Il faisait dire en outre aux députés de Frise que :

S. M. était disposée à donner à leur province, en cette occasion et en toute autre circonstance, des marques de son estime et de son amitié particulière. Vous ajouterez à cette déclaration, continuait-il, tout ce que vous croirez le plus propre à flatter les Frisons et à les affermir dans les sentiments et les dispositions où ils paraissent être, mais *je crois que vous devez vous borner à traiter de vive voix cette matière sans rien donner par écrit*².

En faisant cette recommandation, Choiseul agissait aussi bien dans l'intérêt des Frisons que dans le nôtre. Il ne voulait pas risquer de les compromettre aux yeux de leurs compatriotes en

1. D'Affry à Choiseul, 11 décembre 1759.

2. Hollande, vol. 503, fol. 33.

laissant croire qu'ils étaient absolument inféodés à nos intérêts. D'autre part, il ne jugeait pas bon de s'avancer outre mesure vis-à-vis d'eux et de prendre des engagements qui auraient pu devenir une gêne pour notre politique.

Ce fut la même prudence qui inspira le ministre dans une querelle entre la princesse douairière de Nassau et le prince Louis de Brunswick. Puisque nous ne pouvions plus entraîner la Hollande contre l'Angleterre, la France avait profit, pensait Choiseul, à laisser subsister les divisions intérieures de la République et surtout celles qui naissaient dans le parti stathoudérien. Aussi voyait-il avec plaisir l'éloignement de la princesse pour le tuteur du jeune stathouder et les intrigues où s'engageaient les partisans de la première. Il recommandait officiellement à d'Affry de garder les plus grands ménagements; mais il lui écrivait, d'autre part, le 14 février 1760 :

Vous sentirez qu'il est intéressant au service du roi que, sous le masque de ces ménagements, l'ambassadeur de S. M. ne perde pas une occasion d'attiser le feu et d'augmenter une division qui est utile à la France dans les circonstances présentes.

Le double jeu n'est jamais à louer, mais il faut bien reconnaître que chercher à affaiblir la faction anglaise en Hollande était le rôle tout tracé du comte d'Affry.

La grande question du jour à la Haye se trouvait être alors le mariage projeté entre la princesse Caroline et le prince de Nassau-Weilbourg. Le prince de Brunswick alla le communiquer au comte de Walderen, qui présidait aux États généraux pour la province de Gueldre, et lui demanda d'en faire part à Leurs Hautes Puissances. M. de Walderen s'acquitta de la commission, mais l'assemblée laissa voir sur ce point, comme elle le faisait trop souvent sur bien d'autres, combien il y avait en elle de divergences. La province de Hollande, en effet, déclara ne pas s'opposer au mariage; seulement, les enfants qui en proviendraient devaient être, d'après elle, exclus du droit d'hérédité au stathoudérat. Elle fit en outre enregistrer cette déclaration dans les *notules*. Les députés d'Utrecht s'en tirèrent par l'abstention. Ils se dirent trop insuffisamment instruits dans cette affaire pour donner un avis. Ceux de Frise, de Gueldre, de Zélande, d'Over-Yssel et de Groningue approuvèrent le projet sans restriction et proclamèrent les héritiers à naître comme habiles à succéder au stathoudérat s'il y avait lieu.

Comme le faisait remarquer d'Affry, en communiquant ces nouvelles à Versailles, la protestation de la Hollande pouvait devenir de la plus grande conséquence si le stathouder actuel venait à mourir sans enfants. L'ambassadeur estimait en outre que l'on chercherait, dès le moment présent, à former des partis et à fomentier des divisions dans cette province. Le mariage eut lieu néanmoins, et, dans les fêtes brillantes qui furent données à cette occasion, le représentant de la France reçut du prince de Brunswick un accueil particulièrement gracieux. Il témoigna d'ailleurs lui-même la plus grande courtoisie en faisant illuminer l'hôtel de l'ambassade « du haut jusques en bas, simplement en suivant le cadre des fenêtres. Cela suffisait (disait-il dans son compte-rendu à Choiseul) pour que l'hôtel de France fût mieux paré que les maisons des autres ministres étrangers¹. »

Cette conduite de d'Affry fut-elle pour quelque chose dans l'offre des États généraux ? Cela est possible. Quoi qu'il en soit, ils donnèrent bientôt à notre pays une preuve de sympathie et d'intérêt. Bien que le projet de conférences entre les deux camps qui se partageaient l'Europe ne fût pas très avancé, les Hollandais ne pouvaient pas ignorer qu'il en fût question. Le 17 mars 1760, ils firent offrir à la France la ville de Bréda comme siège des négociations éventuelles. Choiseul chargea d'Affry de les en remercier et de leur bien répéter que Louis XV se prêterait toujours avec empressement aux mesures susceptibles d'amener la cessation des hostilités. Seulement le roi ne pouvait s'expliquer qu'après un concert préalable avec ses alliés. Il ne voulait pas, en effet, choisir à lui seul le lieu où se tiendrait le congrès. Trop de considérations diverses pouvaient entrer en jeu à ce propos et trop d'influences y étaient engagées pour risquer de compromettre, par un souhait nettement exprimé, le sort d'une paix à laquelle tenait si vivement la cour de France.

XIII.

Choiseul connaissait trop les hommes pour croire que la sympathie seule guidait, en cette occasion, le gouvernement hollandais, et il s'interrogeait sur les motifs qui l'avaient poussé à proposer Bréda. Il ne jugeait pas impossible que l'on eût voulu

1. D'Affry à Choiseul, 7 mars 1760.

procurer à cette cité les avantages qui résultent ordinairement d'une assemblée de plénipotentiaires. Mais il craignait surtout que cette idée ne leur eût été suggérée par les Anglais, dont il rencontrait toujours les intrigues en travers de ses desseins. Le ministre ne montrait néanmoins (et c'était aussi le sentiment du roi) aucune répugnance personnelle à se prêter aux désirs de la République. Il commençait, en effet, à prendre en elle plus de confiance.

Il eut bientôt l'occasion de prouver à la Hollande le prix qu'il attachait à nos cordiales relations avec elle et la bonne foi qui, suivant lui, devait présider à ces rapports. Un aventurier, qui se faisait pompeusement appeler comte de Saint-Germain, était venu à la Haye sous prétexte de faire de la politique pour la France. Il y faisait surtout des dupes et sa conduite fut telle que Louis XV s'adressa à « l'amitié » des États généraux pour obtenir son arrestation et son transport à Paris, afin qu'on pût l'y punir « suivant la grièveté de ses fautes. » En demandant son extradition, Choiseul ajoutait :

Il est de l'intérêt de tous les souverains et de la foi publique que l'on réprime l'insolence d'une espèce pareille qui s'avise de traiter sans mission les affaires d'une puissance telle que la France.

Un autre petit incident se présenta, qui permit encore au ministre de témoigner ses sentiments. Le curé de la Rochelle avait fait enterrer dans le cimetière catholique un jeune enfant hollandais qui venait de mourir dans cette ville. Une réclamation fut adressée par la famille, et Choiseul écrivait à cette occasion au ministre chargé de la police :

Je crois que la fidélité du roi à ses engagements exige que vous adressiez les ordres nécessaires pour prévenir dans la suite les plaintes des protestants étrangers et pour les faire jouir sans contradiction du privilège que S. M. a bien voulu leur accorder par des traités solennels.

Il y avait alors entre les deux gouvernements échange de bons procédés. Quelques jours après, un libraire hollandais mettait en circulation un libelle intitulé : « Lettre de M^{me} la marquise de Pompadour à la reine de Hongrie. » Les exemplaires trouvés chez cet homme furent tous enlevés, mais il déclara n'en être pas l'éditeur et il indiqua l'adresse de ce dernier à Amsterdam. Immédiatement d'Affry porta plainte au pensionnaire et

celui-ci lui assura que, dès le lendemain, l'on visiterait le dépôt incriminé, que son propriétaire serait mandé à l'hôtel de ville et que, si l'on trouvait quelque chose de suspect, l'édition serait saisie et supprimée. Ce contraste avec la liberté dont jouissaient habituellement les productions de l'esprit en Hollande montra combien l'on était désireux à la Haye de ménager le roi Louis XV.

On en était donc à un moment où nous pouvions pleinement compter sur l'observation franche et loyale de la neutralité. La raison aussi bien que la force des choses avaient fait leur œuvre auprès des Hollandais, qui sont toujours accessibles à ces deux genres d'arguments. Aussi Choiseul, qui, lors de son arrivée aux affaires, n'avait pas cru devoir autoriser d'Affry à quitter son poste, lui écrivait-il le 10 mai 1760 :

Le roi vous permet de faire un voyage en France pour y vaquer à vos affaires particulières. Vous direz au président de semaine, à M. le pensionnaire et aux autres ministres qu'ayant demandé cette permission, elle vous a été accordée pour un mois et que S. M. s'est prêtée à vos desirs avec d'autant plus de bonté qu'elle est très persuadée des sentiments des États généraux et que *votre absence momentanée ne nuira en aucune façon à la parfaite intelligence qui subsiste entre le roi et la République.*

Choiseul avait le droit de se féliciter de cette « parfaite intelligence, » car l'énergie de son attitude et la continuité de sa politique y entraient pour une large part. Sans doute, ce n'était pas encore tout ce qu'il avait espéré, et quelques regrets devaient se mêler au sentiment de la sécurité qu'il éprouvait du côté de la Hollande. Il s'était efforcé, nous l'avons vu, de secouer la torpeur des Provinces-Unies et de souffler au cœur de ce peuple jadis si fier un peu de son ardeur et de sa générosité du passé. S'il n'avait pu parvenir à la réveiller tout à fait, il avait du moins empêché le parti anglais d'entraîner la petite chaloupe hollandaise dans le sillage du navire britannique. L'intelligence du comte d'Affry et son application à bien servir la France avaient puissamment aidé la réalisation de cette œuvre. Aussi n'est-ce que justice de faire sa place à l'ambassadeur à côté du ministre qui, en travaillant à grouper les faibles contre la puissance menaçante de l'Angleterre, montra vraiment que, suivant un mot célèbre, il avait de « l'avenir dans l'esprit. »

Alfred BOURGUET.

LES PRÉLIMINAIRES
DE
LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINÉ
ET
L'ANNEXION DES PHILIPPINES
PAR LES ÉTATS-UNIS.

Cinq guerres marquent déjà pour les États-Unis les grandes étapes de leur existence. Pas plus que les vieilles puissances européennes, la jeune république du Nouveau Monde n'a réussi à grandir dans la paix. En Amérique comme en Europe, il a fallu du sang pour fertiliser le sol, et la grandeur de l'Union a coûté de nombreuses vies humaines. C'est les armes à la main que les colons ont conquis l'indépendance. Bunker Hill et Yorktown ont permis aux États-Unis de prendre rang dans le monde comme nation. La seconde guerre contre la Grande-Bretagne, en 1812, a marqué la date de leur évolution de puissance atlantique en puissance exclusivement américaine. La guerre contre le Mexique leur a permis de compléter leur territoire continental : le traité de Guadalupe-Hidalgo donnait aux États-Unis un littoral étendu sur le Pacifique et le port superbe de San-Francisco. Douze ans après, la crise de l'esclavage mit en péril l'existence même de l'Union, qui ne put être sauvée qu'au prix d'une lutte sanglante. Les victimes d'Antietam et d'Appomatox ne sacrifièrent pas inutilement leur vie. L'abolition de l'esclavage n'a pas ruiné le sud, les haines de l'époque de la Sécession se sont promptement éteintes, et, quelques années après la guerre civile, l'Union reconstruite reprenait sa marche un moment interrompue. Par leur développement prodigieux, les États-Unis égalaient bientôt, puis dépassaient en richesse et en popula-

tion les nations les plus importantes du globe. Ils demeuraient cependant une puissance uniquement américaine, leur ambition était encore limitée au Nouveau Monde, qui paraissait offrir un champ assez vaste à leur activité. La guerre contre l'Espagne a ouvert une ère nouvelle dans leur histoire, elle a marqué l'avènement de l'Union au rang de puissance mondiale. S'il faut croire les hommes d'État américains, ils ont sincèrement désiré éviter cette guerre, et ils l'ont engagée sans aucune préoccupation d'agrandissement territorial. La libération de Cuba était leur unique but, et, si les États-Unis, hostiles à l'expansion coloniale, se sont chargés du sort des Philippines, c'est qu'ils n'ont pu se dérober à un devoir que leur imposaient les suites de la guerre. « Nous n'avons pas cherché la guerre, — a dit M. Mac Kinley, — nous avons toujours souhaité l'éviter, si elle pouvait l'être, sans porter atteinte aux droits de nos voisins et aux nôtres¹. » On ne peut espérer faire la lumière complète sur des événements aussi proches de nous, trop de pièces sont encore célées à notre curiosité, trop de témoins tenus à la discrétion. Les documents publiés permettent cependant d'aborder le problème². Il nous a paru intéressant de rechercher les causes immédiates de la guerre hispano-américaine, qui devait avoir de si grandes conséquences, d'essayer de reconstituer les dernières phases de la lutte diplomatique entre les deux adversaires et de voir comment le gouvernement américain a été amené à revendiquer une part de « ce fardeau de l'homme blanc, » que les puissances européennes semblaient seules, jusqu'à ce jour, ambitionner.

I.

La question cubaine, qui devait amener la guerre de 1898, est

1. A Omaha, 12 octobre 1898.

2. La correspondance relative à la guerre a été publiée : par le gouvernement américain, dans les *Papers relating to the foreign relations of the United States*, 1898, parus en 1901; — et par le gouvernement espagnol, dans trois livres rouges : *Negociaciones generales con los Estados Unidos desde 10 de abril de 1896 hasta la declaracion de guerra*, 1898; *Negociaciones diplomaticas desde el principio de la guerra con los Estados Unidos hasta la firma del protocolo de Washington*, 1898; *Conferencia de Paris y tratado de paz de 10 de diciembre de 1898*, 1899. Il faut joindre à ces documents le livre jaune publié par le ministère des Affaires étrangères de France : *Négociations pour la paix entre l'Espagne et les États-Unis*, 1898.

posée pour les États-Unis depuis l'époque de l'annexion par eux de la Louisiane, en 1803. L'acquisition de ce territoire, en leur donnant la totalité du bassin du Mississipi, faisait d'eux une puissance riveraine du golfe du Mexique. Par sa position entre les presqu'îles de la Floride et du Yucatan, par ses ports, dont le plus important, la Havane, regarde la rive américaine, Cuba est maîtresse des relations entre l'océan Atlantique et le golfe du Mexique et entre ce golfe et la mer des Caraïbes. Elle commande à la fois le golfe et la mer : possession d'une puissance navale riche et hostile, Cuba serait une menace constante pour les États-Unis. Ce danger inquiéta de bonne heure leurs hommes d'État. En 1809, Jefferson voyait dans les embarras de Napoléon, en lutte contre l'Espagne, la possibilité, pour les États-Unis, d'acquiescer Cuba. Ce pouvait être le prix dont l'empereur paierait la cessation, de la part de ceux-ci, de tous rapports avec les colonies espagnoles du Nouveau Monde. Le rêve de Jefferson ne se réalisa pas. Mais Cuba, sous la dépendance de l'impuissante Espagne, ne pouvait causer de graves inquiétudes au gouvernement américain. Un danger subsistait cependant. Dans un moment de nécessité, le gouvernement espagnol ne pouvait-il pas faire de l'île le prix d'une transaction politique qui l'eût donnée à la France ou à l'Angleterre? Ce danger sembla près de se réaliser, lors de l'intervention de la France dans les affaires d'Espagne, en 1823. A cette occasion, les États-Unis proclamèrent officiellement, pour la première fois, la politique qui devait diriger leur attitude pendant trois-quarts de siècle à l'égard de Cuba.

Quelle que puisse être l'issue de la guerre entre ces deux nations européennes [la France et l'Espagne], — écrivait en 1823 John Quincy Adams, secrétaire d'État, au représentant des États-Unis à Madrid¹, — on peut tenir pour certain que la domination de l'Espagne sur les continents américains, nord et sud, est irrévocablement perdue. Cependant, les îles de Cuba et de Porto-Rico restent nominalement sous sa dépendance, et son autorité dans ces îles est encore assez réelle pour qu'elle puisse transférer ses droits sur elles, en même temps que leur possession, à d'autres puissances. Leur situation géographique fait de ces îles des dépendances naturelles du continent de l'Amérique du Nord, et l'une d'elles, Cuba, presque

1. Mr. Adams, sec. of state, to Mr. Nelson, 28 avril 1823 (Wharton's, *International law digest*, vol. I, p. 361-366).

en vue de nos rivages, par suite d'une multitude de considérations, est devenue un objet d'une importance capitale pour les intérêts commerciaux et politiques de notre Union. Sa position maîtresse, par rapport au golfe du Mexique et aux mers des Indes occidentales, le caractère de sa population, sa situation à mi-chemin entre notre côte méridionale et l'île de Saint-Domingue, son port vaste et sûr de la Havane, qui fait face à une longue ligne de nos rivages dépourvus d'un avantage analogue, la nature de ses productions et de ses besoins, éléments d'un commerce immensément profitable et mutuellement avantageux, lui donnent, dans l'ensemble de nos intérêts nationaux, une importance avec laquelle celle d'aucun autre pays ne peut être comparée et à peine inférieure à celle qui tient ensemble les membres de cette Union. Tels sont, à la vérité, entre les intérêts de cette île et de ce pays, les rapports géographiques, commerciaux, moraux et politiques formés par la nature, destinés à s'accroître avec le temps, et, dès à présent même, presque arrivés à maturité, qu'en essayant de deviner le cours probable des événements pour la courte période d'un demi-siècle, il n'est guère possible de ne pas se convaincre que l'annexion de Cuba à notre République fédérale sera indispensable à la continuation et à l'intégrité de notre Union elle-même.

Le moment n'était pas encore venu de réaliser l'annexion, mais il fallait veiller à ce qu'elle ne fût pas, dans l'avenir, rendue plus difficile par un changement dans le statut politique de Cuba. « Nous ne consentirons à l'occupation de ces îles [Cuba et Porto-Rico], — écrivait à son tour Henry Clay, secrétaire d'État, en 1825, — par aucune puissance européenne autre que l'Espagne, sous quelque circonstance que ce soit¹. » Cuba, pour la sécurité des États-Unis, ne pouvait être qu'espagnole ou américaine. De cette politique, les États-Unis ne se sont jamais départis. En 1852, l'Angleterre et la France ayant proposé au gouvernement américain de se joindre à une déclaration par laquelle les trois puissances s'engageraient à ne jamais exercer une domination exclusive sur Cuba, le dernier refusa de se lier ainsi. « Par une convention de ce genre, — écrivait le secrétaire d'État au ministre américain à Londres, — les États-Unis se mettraient dans l'impossibilité de faire une acquisition qui peut avoir lieu

1. Henry Clay aux représentants des États-Unis en Europe, 25 octobre 1825 (*op. cit.*, vol. I, p. 367).

sans amener aucun trouble dans les relations étrangères et qui est dans l'ordre naturel des choses¹. »

De 1845 à 1860, les Américains firent plusieurs tentatives pour acquérir Cuba. Les États du sud, désireux d'augmenter leur puissance déclinante dans le Congrès fédéral, réclamaient l'entrée dans l'Union, au titre d'État, de Cuba, esclavagiste comme eux. Pendant plusieurs années, les partisans de l'esclavage cherchèrent à ébranler le pouvoir de la métropole dans l'île et fomentèrent la révolte, mais les Espagnols réussirent à maintenir leur autorité. En désespoir de cause, les Américains offrirent à l'Espagne de lui acheter Cuba. Ils ne furent pas plus heureux, et ils virent, à leur grand étonnement, leurs offres dédaigneusement repoussées.

La guerre civile, les problèmes politiques, soulevés par la reconstruction de l'Union, reléguèrent pendant quelques années à l'arrière-plan des préoccupations de l'opinion publique américaine la question de Cuba. Les émeutes qui éclatèrent dans l'île en 1868 ramenèrent sur elle l'attention des États-Unis. Leur sympathie ne pouvait faire défaut aux insurgés cubains, soulevés aux cris de « Cuba libre. » Dans un message de décembre 1868, le président Grant déclara que « le peuple et le gouvernement des États-Unis éprouvaient les mêmes sentiments chaleureux à l'égard du peuple de Cuba, dans leur lutte actuelle, qu'ils avaient manifestés à l'époque des luttes antérieures entre l'Espagne et ses anciennes colonies, à l'égard de ces dernières. » Pendant dix années, les Cubains soutinrent une lutte acharnée contre la métropole, trouvant auprès de la population américaine une sympathie active et chez les autorités une bienveillante insouciance pour les nombreuses expéditions qu'ils organisaient sur le territoire de l'Union. A plusieurs reprises, le gouvernement américain adressa de vives remontrances à l'Espagne, au sujet de la situation existant à Cuba, mais il se garda de toute intervention directe. Il semble que, malgré leur assurance en eux-mêmes, les États-Unis hésitaient à affronter la puissance espagnole sur mer. La marine de guerre américaine était presque un mythe. Que pouvait-on attendre de quelques navires en fer et de vieux bateaux en bois, que, depuis la guerre de Sécession, on laissait

1. Mr. Everett, sec. of state, to Mr. Crampton, 1^{er} et 3 décembre 1852 (*op. cit.*, vol. I, p. 376-377).

se rouiller ou pourrir dans les ports, dépourvus eux-mêmes de tous travaux militaires capables d'assurer leur défense?

Le pacte du Zanjón mit fin à la guerre de Dix ans. L'émancipation des esclaves, quelques réformes ramenèrent une paix relative dans l'île. Tout à leur prodigieuse expansion économique, les Américains semblèrent se désintéresser de la situation politique faite aux Cubains. Leur commerce avec Cuba se développait, ils achetaient des plantations, acquéraient des intérêts de plus en plus considérables dans l'île; à la faveur de la paix, ils faisaient la conquête économique de la « Perle des Antilles » et ils attendaient sans trop d'impatience l'heure où, cette conquête achevée, Cuba américanisée, l'Espagne serait obligée de s'incliner devant les faits et d'abandonner à ses nouvelles destinées *la siempre fiel isla de Cuba*, — « la toujours fidèle île de Cuba. »

L'insurrection de 1895 vint modifier la marche prévue des événements. Les insurgés retrouvèrent auprès de la population américaine les mêmes sympathies qu'elle leur avait témoignées lors des précédentes révoltes. La junte cubaine, établie à New-York, exalta, aidée en cela par la presse, ces sentiments, et elle s'occupa avec activité d'organiser, à l'abri du drapeau étoilé, des expéditions militaires pour venir en aide aux révoltés. Les efforts de l'Espagne pour vaincre la rébellion firent un moment espérer que la tranquillité serait promptement rétablie dans l'île. Ces espérances furent déçues. Après douze mois de lutte, l'insurrection, plus forte qu'à ses débuts, tenait en échec dans les provinces orientales les troupes espagnoles. Le maréchal Martinez Campos, l'heureux vainqueur de la guerre de Dix ans, qui avait été envoyé à la Havane dès le commencement de la révolte sur la foi de ses succès passés, avait perdu la confiance de ses compatriotes, et il résignait son commandement. Le gouvernement espagnol lui donna pour successeur le général Weyler, que ses cruautés inutiles devaient rendre si tristement célèbre.

La continuation de la lutte impressionnait la population américaine. Des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient en faveur des rebelles. Dans les premiers mois de 1896, les deux chambres du Congrès votèrent une résolution reconnaissant aux insurgés le caractère de belligérants et décidant que « les bons offices des États-Unis seraient offerts par le président au gouverne-

ment espagnol en vue de la reconnaissance de l'indépendance de Cuba¹. »

Le président, M. Cleveland, refusa de s'associer à une semblable politique. Il jugeait nécessaire le maintien de la souveraineté espagnole dans l'île, il était peu convaincu de l'aptitude des Cubains à se gouverner eux-mêmes et était opposé à toute idée d'annexion. L'octroi par la métropole d'une large autonomie lui semblait le seul moyen de rendre la paix à Cuba. Le 4 avril, il offrait au gouvernement espagnol la coopération des États-Unis « pour arriver à la pacification immédiate de l'île, sur une base qui, laissant à l'Espagne ses droits de souveraineté, donnera à la population les droits et les pouvoirs de gouvernement local, auxquels elle peut raisonnablement prétendre...². » Espérant encore vaincre la rébellion, l'Espagne déclina cette offre. Loin de s'améliorer, la situation alla en empirant au cours de 1896. Les États-Unis ne pouvaient demeurer indifférents à la situation troublée de l'île de Cuba, trop d'intérêts en souffraient. C'est à un chiffre de 150 à 250 millions de francs qu'on évaluait la valeur des capitaux américains placés dans l'île, soit en plantations, soit dans des entreprises de chemins de fer, de mines et d'autre nature. Qu'en adviendrait-il si la lutte se prolongeait? Le ralentissement des relations commerciales avec l'île, qui, de 500 millions de francs, avant l'insurrection, étaient déjà réduites de moitié, soulevait également de vives réclamations. Dans son message de décembre 1896, M. Cleveland récapitula les nombreuses raisons qui obligeaient les États-Unis à se préoccuper de l'état politique d'une île aussi voisine de leur rivage, et, après avoir rappelé le refus opposé par l'Espagne à son offre d'intervention, il termina par une menace non déguisée à l'adresse de celle-ci :

Quand l'incapacité de l'Espagne à vaincre l'insurrection sera devenue manifeste, quand il sera démontré que sa souveraineté est éteinte à Cuba pour tous les objets de son existence légitime et lorsqu'un effort désespéré pour la rétablir aura dégénéré en une lutte qui ne pourra avoir pour résultats qu'un sacrifice inutile de vies humaines et la destruction de l'objet même du conflit, une situation se présentera où, à nos obligations vis-à-vis de la souveraineté de

1. Résolution votée par le Sénat le 28 février et par la Chambre des représentants le 6 avril.

2. Note de M. Richard Olney, secrétaire d'État, au gouvernement espagnol, 4 avril 1896.

l'Espagne, se substitueront des obligations plus hautes que nous ne pourrions hésiter à reconnaître et à remplir.

M. Cleveland s'en tint d'ailleurs à ces menaces. Il laissa à son successeur, qui devait entrer en fonctions le 4 mars 1897, le soin de décider l'attitude des États-Unis. L'élection présidentielle de 1896 avait eu pour résultat le triomphe du parti républicain et de son candidat, M. Mac Kinley. La campagne, très ardente, s'était livrée sur la question monétaire : étalon d'or contre étalon d'argent ; de Cuba, on n'avait guère parlé. Cependant, les deux partis y avaient fait allusion dans leur plate-forme électorale. La plate-forme républicaine déclarait que, « le gouvernement espagnol ayant perdu toute autorité à Cuba et étant incapable de protéger la propriété ou la vie des citoyens américains établis dans l'île ou de remplir ses obligations conventionnelles, le gouvernement des États-Unis doit employer activement son influence et ses bons offices pour rétablir la paix dans l'île et lui donner l'indépendance. » Plus brefs et moins agressifs, les démocrates se bornaient à adresser « leur sympathie au peuple cubain dans sa lutte héroïque pour la liberté et l'indépendance. »

M. Mac Kinley arriva à la présidence sans s'être commis à aucune politique particulière à l'égard de la question cubaine. Il n'y fit aucune allusion directe dans son message inaugural. Loin de donner quelque encouragement aux jingoes, il s'appliqua au contraire à les décourager et il déclara donner pleinement son adhésion à la politique traditionnelle du pays :

Nous poursuivrons une politique étrangère ferme et digne, qui sera juste, impartiale, soucieuse de notre honneur national et insistera toujours et partout sur la reconnaissance des droits légitimes des citoyens américains. Notre diplomatie ne cherchera rien de plus et n'acceptera rien de moins que ce qui nous est dû. Nous ne demandons pas de guerres de conquête ; nous devons éviter la tentation de toute agression territoriale. La guerre ne doit être entreprise qu'après que tous les moyens de paix ont échoués ; la paix est préférable à la guerre dans presque toute circonstance.

La politique du nouveau président s'annonçait donc comme une politique pacifique. Aussi bien, pouvait-il en être autrement ? La réforme douanière et la réforme monétaire, telles étaient les deux mesures qu'avait défendues avec ardeur M. Mac Kinley pendant la campagne électorale. On l'appelait, et de ce

surnom il se montrait fier, « le précurseur de la prospérité. » Réparer les désastres causés par la crise financière et commerciale de 1893 était son désir le plus ardent. La guerre ne semblait pas le moyen indiqué pour y parvenir. La façon dont le président composa son cabinet fut une preuve de la sincérité de son attitude. Il appela au secrétariat d'État un vétéran du parti républicain, M. John Sherman. Ce choix d'un vieillard de plus de soixante-quinze ans, très fatigué, eût été singulier si le président avait l'intention de s'engager dans une politique étrangère active et susceptible d'amener un conflit. M. Sherman s'était toujours plus occupé de questions financières que de questions extérieures. C'est comme secrétaire du Trésor, fonctions qu'il avait remplies de 1877 à 1881 dans l'administration de M. Hayes, qu'il avait acquis sa réputation. Bien que président depuis quelques années du Comité des relations étrangères au Sénat, il se jugeait trop âgé pour se faire une nouvelle renommée dans cet ordre d'idées. Il appartenait, d'ailleurs, à la vieille école des hommes d'État américains, qui regardaient la politique étrangère comme n'ayant pour les États-Unis qu'une importance secondaire. M. Sherman avait abandonné son siège de sénateur à regret; il ne s'y était résigné que pour permettre à M. Marc Hanna, comme lui de l'État d'Ohio, l'homme qui avait dirigé du côté républicain la campagne de 1896, le grand électeur de M. Mac Kinley, d'entrer au Sénat. Les réformes économiques en perspective semblaient devoir donner dans la nouvelle administration le rôle le plus important au secrétaire du Trésor; le président confia ce portefeuille à un homme actif et jeune encore, M. Lyman B. Gage, partisan résolu d'une revision du tarif et de la réforme monétaire.

Dès le 15 mars, sur la convocation du président, le Congrès se réunissait en session extraordinaire pour élaborer un nouveau tarif douanier. La question cubaine continuait cependant à préoccuper l'opinion publique, et celle-ci n'eût pas permis à l'administration, l'eût-elle voulu, de s'en désintéresser. En mai, les principales maisons de commerce et de banque de New-York, Boston et Philadelphie, en relations d'affaires avec Cuba, adressaient au président un mémoire lui exposant les dommages causés au commerce américain par la révolution cubaine et lui demandant, en termes modérés, de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts en souffrance. La popu-

ation était vivement émue aussi par les effets désastreux de la politique de reconcentration inaugurée par le général Weyler à la fin de 1896, et qui fut, à partir du mois de février, appliquée dans l'île entière. En obligeant la population agricole à abandonner les cultures pour se réfugier dans les villes, cette politique augmenta encore la détresse des Cubains. Dans l'impossibilité de travailler, ne recevant des autorités espagnoles que des secours irréguliers et insuffisants, les « reconcentrados » étaient décimés par la maladie et la faim. Parmi eux se trouvaient, au nombre de 7 ou 800, des citoyens américains. Les consuls des États-Unis demandèrent à leur gouvernement des secours pour leurs nationaux. Le 17 mai, le président adressait un message spécial au Congrès, demandant l'ouverture d'un crédit de 50,000 dollars dans ce but. Le crédit fut voté sans débat. Vers la même époque, M. Mac Kinley envoyait à Cuba un commissaire spécial chargé d'une enquête officielle sur la situation politique et économique dans l'île. Le 26 juin, le secrétaire d'État remettait au représentant espagnol à Washington une note de protestation contre la politique de reconcentration du général Weyler et la manière dont il dirigeait les hostilités. « Aucun incident, disait la note, n'a autant affecté le sentiment du peuple américain et impressionné douloureusement son gouvernement que les ordres de reconcentration du général Weyler... Cette politique a atteint des centaines de citoyens américains que le gouvernement des États-Unis a dû secourir... Le président se voit obligé de protester, au nom du peuple américain et au nom de l'humanité, contre cette imposition délibérée de souffrances à des non combattants. Le gouvernement américain estime qu'il a le droit de demander qu'une guerre qui se fait presque en vue de ses côtes, et qui affecte si gravement les citoyens américains et leurs intérêts dans toute l'étendue de son territoire, soit au moins conduite selon les lois militaires du monde civilisé¹. »

L'insuccès des armes espagnoles contribuait à augmenter le nombre des partisans des insurgés aux États-Unis. Ils profitèrent de la session extraordinaire pour agiter de nouveau la question au Congrès. Au Sénat, la politique de temporisation du président fut vivement attaquée et la discussion aboutit, le 20 mai, au vote d'une résolution déclarant l'existence d'un état de guerre entre

1. *Livre rouge espagnol*, n° 29.

l'Espagne et le gouvernement cubain. A la Chambre, les efforts des jingoes pour discuter la question furent déjoués, grâce à l'habileté et à l'énergie du speaker, M. Reed, — le tsar Reed, ainsi que l'avait fait surnommer son autorité despotique, — un des membres les plus influents du parti républicain, qui était l'adversaire de toute politique belliqueuse. La population, de son côté, excitée par la presse, dont une partie, — la triste presse jaune, — trouvait des bénéfices considérables dans la publication de nouvelles sensationnelles souvent fausses ou sciemment exagérées, se passionnait de plus en plus pour les révolutionnaires cubains. Si le calme n'était pas promptement rétabli dans l'île, il était à craindre que le gouvernement américain, poussé par la pression populaire, se verrait bientôt forcé de prendre des mesures dangereuses pour la paix. Les instructions données au ministre des États-Unis à Madrid, le général Woodford¹, au moment où il partit pour rejoindre son poste, en juillet, traduisent cet état d'esprit de la part du président et son désir de convaincre le gouvernement espagnol des périls de la situation. « Le président, — disaient les instructions, — pense que le moment est venu pour le gouvernement des États-Unis de considérer sérieusement et de décider clairement la nature de son devoir vis-à-vis de ses voisins et de lui-même, et des moyens de l'accomplir ; » puis, rappelant les préjudices et les embarras causés aux États-Unis et à leurs citoyens par la situation existant à Cuba, elles ajoutaient : « On ne peut raisonnablement espérer qu'une politique de simple inaction puisse être prolongée avec sécurité... Le gouvernement américain doit sérieusement se demander si le moment n'est pas arrivé où l'Espagne, de sa propre volonté, mue par ses propres intérêts et par des sentiments élevés d'humanité, ne voudra pas mettre fin à cette guerre destructive et faire des propositions d'arrangement honorables pour elle-même et justes à l'égard de sa colonie cubaine... » Le gouvernement américain se déclarait « prêt à assister l'Espagne et à lui prêter ses bons offices dans ce but. » Craignant de se heurter encore à un refus et anxieux d'éviter tout moyen dilatoire, le président enjoignait au ministre de demander au gouvernement espagnol de fixer une date, aussi rapprochée que possible, à laquelle la paix devrait être rétablie

1. Le général Woodford avait été nommé à ce poste le 16 juin. Ce choix avait été interprété comme une confirmation des désirs pacifiques du président.

à Cuba : « Vous ne déguiserez pas la gravité de la situation ni ne cacherez la conviction du président que, si ses efforts actuels demeuraient sans résultats, son devoir à l'égard de ses compatriotes nécessitera une prompte décision relativement à la conduite que le temps et les circonstances exceptionnelles peuvent demander¹. »

A son arrivée à Madrid, M. Woodford trouva l'Espagne en deuil. Le 8 août, M. Canovas del Castillo, le président du Conseil, le plus grand peut-être des hommes d'État espagnols contemporains, était mort, frappé par la haine imbécile d'un anarchiste. Le général Azcarraga, nommé premier ministre, accepta de continuer la politique de son prédécesseur. Le 18 septembre, le ministre des États-Unis avait son premier entretien officiel avec le duc de Tetuan, ministre des Affaires étrangères. Le représentant américain insista sur « l'absolue nécessité » pour les États-Unis de voir une paix durable promptement rétablie à Cuba, et il demanda au gouvernement espagnol de lui donner, avant le 1^{er} novembre, des assurances propres à convaincre les États-Unis que ce résultat serait obtenu dans un court délai : « Autrement, ceux-ci se considéreraient libres de prendre les mesures que leur gouvernement jugerait nécessaires pour amener la paix². »

Le ministère Azcarraga n'eut pas à faire réponse à cette demande. Mis en minorité à la Chambre, il démissionnait le 29 septembre, et les libéraux, sous la direction de M. Sagasta, succédaient aux conservateurs. Le 23 octobre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Gullon, répondait au gouvernement américain. Il reconnaissait les maux causés aux États-Unis par la guerre cubaine, telle qu'elle avait été faite jusqu'alors, mais il ajoutait que l'arrivée des libéraux au pouvoir devait nécessairement amener des modifications dans la conduite de la guerre et des conséquences importantes sur les résultats mêmes de l'insurrection. Le parti libéral était résolu à tenir les engagements qu'il avait pris vis-à-vis de Cuba, alors qu'il était

1. Mr. Sherman to Mr. Woodford, Washington, July 16, 1897 (*Livre rouge américain*, p. 558).

2. Mr. Woodford to Mr. Sherman, San-Sebastian, sept. 20, 1897 (*Livre rouge américain*, p. 565). Le 23, M. Woodford remit au gouvernement espagnol une note conçue dans les mêmes termes : Note of United States to Spain, sept. 23, 1897 (*Ibid.*, p. 568).

dans l'opposition, et à prendre des mesures pour instituer le plus promptement possible un gouvernement autonome dans l'île. Non sans quelque ironie, le ministre répondait à l'offre de coopération des États-Unis en leur demandant d'exercer sur leur territoire « l'énergie et la vigilance nécessaires pour empêcher les Cubains de continuer à s'y procurer les ressources qu'ils ont pu en tirer depuis le début de l'insurrection comme d'un inépuisable arsenal... Mettre fin à un pareil état de choses serait l'aide la plus efficace que pourrait rendre le président en vue de la paix¹. » Les premiers actes du ministère Sagasta s'accordaient avec ces déclarations. Le 9 octobre, le général Weyler avait été rappelé, et le général Ramon Blanco, son successeur, avait l'ordre d'abandonner le plus promptement possible la politique de reconcentration. Le 25 novembre, la *Gazette royale* publiait trois décrets relatifs à Cuba. Le premier accordait aux Cubains les garanties assurées aux citoyens espagnols par la Constitution pour l'exercice des droits qu'elle leur reconnaît; le second étendait à l'île la loi électorale métropolitaine; le troisième, enfin, organisait le gouvernement autonome promis, qui devait être inauguré le 1^{er} janvier suivant.

La séparation du Congrès, en juillet après le vote du tarif douanier, avait rendu plus aisée la tâche du président. Sa réunion en décembre pour la session ordinaire allait permettre de nouveau aux jingoes de continuer leur lutte contre la politique pacifique de l'administration. Dans son message², M. Mac Kinley fit une large place à la question cubaine et discuta longuement les divers moyens proposés pour la résoudre. Il se déclarait opposé à la reconnaissance de l'indépendance de Cuba ou des droits de belligérants aux insurgés, qui n'avaient pas encore réussi à établir une organisation gouvernementale possédant les qualifications essentielles de la souveraineté. Repoussant « l'annexion forcée dont il ne peut être parlé, et qui, suivant notre code de moralité, serait une agression criminelle, » le président arrivait au dernier moyen, l'intervention. Cette mesure avait été l'objet, disait-il, « de la plus sérieuse attention de sa part, » mais était-ce le moment de prendre une telle attitude, alors qu'un changement plein d'espoir venait de se produire dans la politique du gouver-

1. *Livre rouge américain*, p. 582.

2. Message annuel, 5 décembre 1897.

nement espagnol vis-à-vis de Cuba? « L'honnêteté exige d'accorder à l'Espagne le temps nécessaire pour prouver l'efficacité du nouvel ordre de choses auquel elle s'est irrévocablement liée. » Comme son prédécesseur, M. Mac Kinley estimait que l'octroi d'une large autonomie devait satisfaire les Cubains. Ce message fut lu avec plaisir en Espagne; on s'y reprenait à espérer, au reçu de nouvelles meilleures venant de Washington. Le 2 décembre, le ministre d'Espagne écrivait à son gouvernement que « jamais la situation ne lui avait paru aussi bonne ni aussi aisée depuis le mois de mai 1895, et que tous motifs d'irritation avaient disparu¹. » Le 20, le général Woodford remettait une seconde note au gouvernement espagnol. La note témoignait le plaisir du président à voir la nouvelle politique dans laquelle s'engageait le ministère libéral à l'égard de Cuba et sa confiance dans le succès qui devait en résulter, malgré la difficulté de la tâche. Elle se terminait par une promesse, mais une promesse grosse de menaces : « L'Espagne, concluait le ministre, peut attendre des États-Unis qu'ils conserveront une attitude bienveillante jusqu'à ce qu'un avenir prochain montre si la condition indispensable d'une paix loyale, juste aux Cubains et à l'Espagne et équitable pour les intérêts américains, si intime-ment liés au bien-être de l'île, est réalisée². »

La détresse de la population cubaine, qui croissait avec la durée de la lutte, excitait aux États-Unis une profonde pitié. Surchargée par les dépenses de la guerre, l'Espagne était incapable des sacrifices nécessaires pour secourir efficacement ses sujets. Le président pensa qu'un devoir de charité s'imposait aux Américains à l'égard de leurs voisins malheureux. Après entente avec le gouvernement espagnol, il adressa, le 24 décembre, un appel à la population des États-Unis, demandant l'envoi de contribution en argent et en nature pour venir en aide aux Cubains. Les dons affluèrent rapidement et un comité de la Croix-Rouge américaine, sous la direction de miss Clara Barton, fut constitué pour en opérer la distribution.

La question cubaine ne pouvait être résolue pacifiquement qu'à la condition que les insurgés acceptassent loyalement de faire l'essai de l'autonomie. Malheureusement, encouragés par

1. *Livre rouge espagnol*, n° 29.

2. *Livre rouge américain*, p. 647.

leurs succès et confiants dans la sympathie que leur témoignait la population américaine, ils refusèrent de se prêter à cette tentative. La junte cubaine de New-York déclara que seul l'abandon par l'Espagne de sa souveraineté sur Cuba pourrait ramener la paix. De l'île même, les nouvelles les moins encourageantes arrivaient au président. Le 28 décembre, le consul général américain à la Havane, M. Fitzhugh Lee, écrivait : « Le sentiment ici et, d'après ce qu'on me dit, dans les autres parties de l'île est très fort contre l'autonomie. Les Cubains désirent une république indépendante, tandis que les Espagnols préféreraient l'annexion aux États-Unis à un gouvernement autonome. »

C'est dans ces conditions peu encourageantes, tandis que les hostilités régnaient dans la presque totalité de l'île et que les reconcentrados étaient décimés par la maladie et la faim, que fut inauguré à la Havane, le 1^{er} janvier 1898, le nouveau régime politique. Les événements justifiaient les prédictions des pessimistes. Les insurgés refusèrent d'entrer en relations avec les partisans de l'autonomie. Un représentant du gouverneur général, le colonel Joaquin Ruiz, chargé de faire connaître aux rebelles la nouvelle politique de la métropole, fut fait prisonnier et lâchement tué, malgré sa qualité de parlementaire. Les Cubains espagnols et l'élément militaire témoignaient de leur côté une vive hostilité à l'autonomie. Le 12 janvier, une émeute éclatait à la Havane aux cris de : « Mort à Blanco ! Mort à l'autonomie ! Vive Weyler ! » Ces événements amenèrent une recrudescence de jingoïsme aux États-Unis. On accusait l'administration de se complaire dans une inertie coupable. M. Fitzhugh Lee, en avisant le secrétaire d'État des troubles survenus à la Havane, émettait la crainte de voir les Américains menacés, si le gouverneur général ne pouvait dominer la situation, et il demandait que des navires fussent préparés pour faire une démonstration navale en cas de nécessité¹. Ordre fut donné à l'escadre de l'Atlantique de se rendre dans les parages de la Floride², où se trouvaient déjà quelques navires chargés d'arrêter les expéditions clandestines armées aux États-Unis pour venir en aide aux

1. General Lee to Mr. Day, [assistant-secrétaire d'État], 13 janvier 1898 (*Livre rouge américain*, p. 1024).

2. Le 11 janvier, l'ordre avait été envoyé aux commandants en chef des diverses escadres de retenir les hommes dont le contrat d'engagement arrivait à expiration.

insurgés cubains. Le 24 janvier, après avoir avisé le ministre d'Espagne de son désir de reprendre les visites amicales des navires de guerre dans les ports cubains, coutume abandonnée depuis une assez longue période, le gouvernement américain donna l'ordre au cuirassé *le Maine* de se rendre à la Havane. L'Espagne ne put qu'acquiescer à cette demande. En recevant la nouvelle de l'envoi du *Maine*, M. Fitzhugh Lee comprit tout le danger d'une semblable visite, alors que l'émeute grondait encore à la Havane, où l'armée et la population, en grande partie espagnole, témoignaient une vive hostilité aux Américains pour leur sympathie envers les rebelles. Le consul général télégraphia à Washington de retarder de quelques jours l'envoi du *Maine* pour donner le temps à l'agitation de se calmer¹. Ses dépêches arrivèrent trop tard. Le 25, *le Maine* entra dans le port de la Havane, où il devait achever sa carrière moins d'un mois après dans une catastrophe épouvantable.

Le 1^{er} février, le gouvernement espagnol répondit à la note américaine du 20 décembre. M. Gullon protestait avec énergie contre l'avertissement donné à l'Espagne par les États-Unis qu'ils n'attendraient que pendant un temps raisonnable pour juger du succès ou de l'insuccès de l'autonomie donnée à Cuba avant de décider leur attitude définitive. « L'Espagne ne saurait admettre l'intervention d'une puissance étrangère... Le gouvernement espagnol est convaincu que les États-Unis ne fixeront pas une date pour la fin de l'insurrection cubaine... Il ne reste aucune raison ni aucun prétexte pour discuter la durée de cette lutte, qui a un caractère exclusivement domestique. » En terminant, le ministre reconnaissait la peine prise par le gouvernement américain, pendant les dernières années, pour faire observer par sa population les lois de la neutralité, mais il protestait contre l'existence de la junte cubaine de New-York : « une organisation composée principalement de Nord-Américains naturalisés, ... qui violent les lois de leur nouveau pays et abusent de la liberté qui leur est accordée pour conspirer contre le pays de leur naissance²... »

Les rapports se tendaient de plus en plus entre les deux gouvernements, soutenus chacun par leurs citoyens avec une

1. Dépêches du 24 et du 25 janvier (*Livre rouge américain*, p. 1026).

2. Señor Gullon to Mr. Woodford, 1^{er} février 1898 (*Ibid.*, p. 658).

âpreté plus dangereuse de jour en jour. Un regrettable incident vint aggraver encore, au début de février, la mésintelligence croissante entre les deux peuples. Le 8 février, le *New-York Journal* publia le fac-similé d'une lettre attribuée au ministre d'Espagne à Washington, contenant une appréciation des plus froissantes pour les Américains sur le caractère du président. Cette lettre, non datée, écrite vraisemblablement vers le milieu du mois de décembre précédent, était adressée par M. Dupuy de Lôme à don Jose Canalejas, qui avait été envoyé aux États-Unis par le ministère Sagasta pour se rendre compte de l'opinion publique, et, de là, était reparti pour Cuba. La lettre adressée à la Havane avait été dérobée par des émissaires des insurgés et communiquée par eux à la presse. M. Dupuy de Lôme déclarait que « le message [du 16 décembre] avait causé une désillusion aux insurgés; » malgré cela, il le regardait comme mauvais pour l'Espagne. « Il montre, — ajoutait-il, — une fois de plus, ce qu'est M. Mac Kinley : un homme faible et un enchérisseur pour l'admiration de la foule, un vulgaire politicien qui essaie de garder une porte ouverte derrière lui, tout en demeurant en bons termes avec les jingoes de son parti. » Appréciant ensuite la situation, le ministre d'Espagne disait que seul le succès des armes espagnoles pourrait résoudre la question cubaine. Il conseillait de commencer les négociations avec les États-Unis pour l'élaboration d'un traité de commerce entre eux et Cuba, quand même ce ne devrait être « que pour l'effet, » et il exprimait le désir « d'avoir auprès de lui un homme de quelque importance dont il pourrait se servir pour faire de la propagande parmi les sénateurs et d'autres personnes, dans le but de contrecarrer la junte et d'essayer de regagner à l'Espagne les réfugiés¹. » La publication de cette lettre, dont M. Dupuy de Lôme dut se reconnaître l'auteur, rendit impossible la continuation de son séjour à Washington. Avant que le gouvernement américain eût demandé son rappel, il avait envoyé sa démission à Madrid, où elle fut immédiatement acceptée.

Cet incident n'eut point d'effet apparent sur les relations officielles des deux gouvernements, mais il froissa profondément l'opinion publique américaine. En outre, la dernière partie de la

1. Translation of letter written by señor don Enrique Dupuy de Lome to señor don José Canalejas (*Livre rouge américain*, p. 1007).

lettre vint confirmer les doutes d'un grand nombre d'hommes politiques et du grand public sur la sincérité de la nouvelle attitude de l'Espagne vis-à-vis de Cuba et jeta le discrédit sur les négociations commerciales en cours. L'explosion de colère qui avait accueilli aux États-Unis la publication de la lettre de M. Dupuy de Lôme eut son contre-coup en Espagne. Les Espagnols croyaient sincèrement que la métropole aurait vaincu depuis longtemps l'insurrection, sans l'appui que celle-ci trouvait aux États-Unis. A l'intransigeance des jingoes américains, ils répondirent par une intransigeance égale. Le 12 février, M. Woodford écrivait à M. Sherman : « Les sentiments espagnols deviennent chaque jour plus amers contre les États-Unis... Je crois que le gouvernement ne fera plus de nouvelles concessions et qu'il insistera sur son droit de mettre fin à la rébellion à l'époque où il le jugera convenable... Dans une conversation, ils me disent qu'ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir et que nous avons le devoir, maintenant, de publier une nouvelle proclamation [de neutralité], d'empêcher les expéditions militaires à destination de Cuba et de dissoudre tout de suite la junte de New-York¹. »

Le gouvernement espagnol avait perdu confiance dans la sincérité des protestations pacifiques du président. La demande de l'autonomie ne lui semblait plus qu'un prétexte pour arracher Cuba à l'Espagne. De son côté, M. Mac Kinley sentait de plus en plus son pouvoir de direction lui échapper. Au Congrès, sa politique soulevait l'ironie et la colère des jingoes, qui lui reprochaient de persister dans une attitude de conciliation dont le mauvais vouloir de l'Espagne rendait l'insuccès certain. Les partisans de l'administration avaient grand'peine à empêcher le vote d'une résolution conjointe reconnaissant l'indépendance de Cuba ou le droit de belligérant aux insurgés. Cette résolution eût pu sans doute être ignorée du président, le droit de reconnaissance d'une nation nouvelle étant une prérogative de l'exécutif; mais, dans ce cas, il se fût trouvé en conflit avec le Congrès, et cela, à un moment où les républicains avaient la majorité dans ses deux branches. Pour éviter une scission dans son propre parti, le président transigea. D'accord avec lui, les chefs du parti républicain se rallièrent à une résolution qui fut votée à l'unanimité par les deux Chambres le

1. *Livre rouge américain*, p. 1011.

14 février, demandant communication de la correspondance des consuls américains relative à la situation des reconcentrados et aux progrès faits par l'autonomie. Dans l'état des esprits, c'était une mesure des plus dangereuses ; la publication de ces rapports ne pouvait que fournir un aliment nouveau à la colère populaire contre l'Espagne.

II.

La situation allait ainsi, empirant chaque jour, sans que cependant l'espoir d'une solution pacifique eût encore été complètement abandonné par aucun des deux pays, lorsqu'un événement terrible vint brusquement menacer la continuation de la paix. Le 15 février, à neuf heures quarante du soir, le navire *le Maine* était détruit par une explosion dans le port de la Havane. Dans cette catastrophe, deux officiers et deux cent soixante-quatre hommes périrent. Le capitaine Sigsbee, commandant du navire, terminait son télégramme annonçant cette désastreuse nouvelle en disant : « L'opinion publique doit être suspendue jusqu'à un rapport ultérieur. » C'était trop demander. Surexcité depuis si longtemps déjà par la presse jaune, qui ne perdit pas une si belle occasion d'ajouter à ses méfaits, la population accusa sans hésiter la trahison des Espagnols de la destruction du *Maine*.

Le 17, le président nommait une commission navale pour rechercher les causes de la catastrophe. Malgré l'assurance avec laquelle on déclarait dans les cercles gouvernementaux, à Washington et à Madrid, que l'accident du *Maine* devait être considéré isolément et ne pouvait avoir aucune influence sur la question cubaine et sur les rapports entre les deux pays, on sentait que ce triste événement avait singulièrement aggravé la situation. Tout dépendait de la décision de la Commission d'enquête. Le chargé d'affaires d'Espagne écrivait à son gouvernement, le 25 février : « Si la Commission déclare que la catastrophe est le résultat d'un accident, je crois pouvoir assurer que le péril actuel sera conjuré ; si, au contraire, la Commission conclut qu'elle est l'œuvre d'une main criminelle, cela créera une situation de la plus excessive gravité¹. »

1. El encargado de negocios de España al ministro de estado, 25 février 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 74).

Après le premier moment de colère causée par l'explosion du *Maine*, on put constater une atténuation sensible dans la campagne d'excitation menée par les jingoes dans la presse et au Congrès. Ils comprenaient la gravité de la situation. Les rumeurs de guerre prenaient de la consistance. Le 1^{er} mars, on signalait la conclusion à Washington de contrats importants par les administrations de l'armée et de la marine pour l'achat de matériel, et, quelques jours après, on apprenait que les gouvernements américain et espagnol commençaient des négociations dans les pays étrangers pour acquérir des navires de guerre.

Une note confidentielle du secrétaire d'État à M. Woodford, datée du 1^{er} mars, montre l'état d'esprit du gouvernement à ce moment critique :

Deux mois se sont écoulés, — écrit M. Sherman, — depuis l'installation à la Havane du gouvernement autonome de Cuba..., et je suis incapable de discerner les modifications favorables que l'on espérait devoir résulter du changement de l'état de choses... Les témoignages qui me parviennent s'accordent pour constater l'absence de tout succès notable des armes espagnoles [depuis le commencement de l'année]... Le gouvernement autonome de Cuba paraît avoir été étendu de la Havane à un certain nombre des principales villes et des plus importants districts de l'île... Il n'y a aucune raison de douter de la bonne foi du gouvernement espagnol en installant et étendant ainsi, dans des régions limitées, le système de l'autonomie. Tant que son opération est ainsi restreinte à une étroite étendue et qu'il est encore dans une période de transition, il peut être prématuré de préjuger jusqu'à quel point il peut fournir un remède aux maux sous lesquels l'administration cubaine a travaillé pendant de nombreuses années... Quant à l'effet de l'offre d'autonomie sur les insurgés qui tiennent la campagne, on doit reconnaître qu'aucun résultat encourageant ne peut être signalé jusqu'ici... D'un autre côté, l'hostilité de l'élément espagnol à Cuba contre toute forme d'autonomie est visible... La condition de l'île au point de vue financier et au point de vue de la production ne s'est pas améliorée. Elle a plutôt empiré. La condition des reconcentrados devient chaque jour plus misérable, tandis que le pouvoir de les secourir... diminue avec l'épuisement des ressources de l'île elle-même. Les autorités reconnaissent leur impuissance à remédier à la situation... Les décrets permettant aux victimes de retourner sur leurs plantations et de reprendre leurs travaux agricoles n'ont eu aucun résultat. Leurs

champs sont en friche... et, s'ils retournaient sur leurs propriétés, ils ne pourraient se soutenir jusqu'à la prochaine récolte¹...

Aucune instruction ne termine cette note, mais, en la lisant, on devine que le gouvernement américain est arrivé à la conclusion que l'autonomie de Cuba, sous l'autorité espagnole, ne pourra réussir, et que cette solution est insuffisante pour résoudre définitivement le problème cubain. Pouvait-on espérer obtenir de l'Espagne de nouveaux sacrifices? Devant la perspective d'une guerre avec les États-Unis, se résignerait-elle à se retirer de Cuba? Une lettre de M. Woodford au président, datée du 26 février, montre combien paraissait difficile au représentant des États-Unis la situation du gouvernement espagnol :

... Ils ne peuvent aller plus loin dans la voie des concessions avouées sans être renversés par leur propre peuple ici, en Espagne... Ils désirent la paix, s'ils peuvent la conserver et sauver la dynastie. Ils préfèrent courir les chances de la guerre, avec la perte certaine de Cuba, plutôt que de voir renverser la dynastie...

Le ministre ajoute cependant :

Bien que je ne pense pas qu'ils puissent nous faire de nouvelles concessions directes et garder le pouvoir, je commence à entrevoir des moyens par lesquels ils peuvent faire des concessions plus étendues à Cuba, par l'intermédiaire du gouvernement insulaire cubain, et, de la sorte, probablement éviter la guerre²...

A quelles concessions faisait allusion M. Woodford? Jusqu'à quel point supposait-il que le gouvernement espagnol consentirait à aller? La dépêche le disait, sans doute, mais cette partie intéressante a été supprimée dans le *Livre rouge*.

Le 1^{er} mars, un nouvel incident diplomatique vint montrer l'hésitation de l'Espagne à heurter de front son puissant adversaire. L'attitude du consul général américain à la Havane avait été, depuis le début de l'insurrection, l'objet de critiques de la part des Espagnols; ils se plaignaient de la sympathie par trop ostensible qu'il témoignait pour les insurgés. Le 20 janvier, après les troubles de la Havane, M. Gullon avait écrit au

1. (Confidential) Mr. Sherman to Mr. Woodford, 1^{er} mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 666-669).

2. Mr. Woodford to the President, Madrid, 26 février 1898 (*Livre rouge américain*, p. 664).

ministre d'Espagne à Washington, lui disant de « saisir la première occasion favorable pour appeler l'attention du gouvernement américain sur l'inexactitude des informations du consul Lee et sur la partialité de sa conduite, pour le cas où il deviendrait nécessaire de demander son remplacement¹. » Le 1^{er} mars, M. Moret, ministre des Colonies, dans une conversation privée avec M. Woodford, lui signala comme une des causes de danger, et non la moindre, la conduite de M. Lee : « Le gouvernement espagnol, — dit M. Moret, — ne peut le regarder comme un homme digne de confiance; ses rapports sont toujours trompeurs et erronés, et le gouvernement insulaire est fort incliné à solliciter son rappel. » A la nouvelle de cette démarche, le secrétaire d'État répondit que « le président n'examinerait aucune proposition ayant en vue le rappel de M. Lee, et qu'une suggestion de ce genre à ce moment serait à tous les points de vue malheureuse... » Le gouvernement espagnol s'inclina; le 4 mars, M. Woodford télégraphiait : « On ne fera aucune ouverture concernant le rappel du consul général à la Havane². »

Le 7 mars, le président réunit à la Maison-Blanche le secrétaire de la marine et les présidents des Comités de la marine et des appropriations du Sénat et de la Chambre. A la suite de cette réunion, il fut décidé que le jour même un bill ouvrant au gouvernement un crédit de 50 millions de dollars pour la défense nationale serait déposé au Congrès. En présentant ce bill au Sénat, M. Cannon déclara que cette mesure n'était pas prise en vue de la guerre : « Je dis, en pesant mes paroles, que c'est une mesure pacifique. Le gouvernement des États-Unis ne voudrait pas, même si c'était en son pouvoir, empiéter sur les droits d'aucune nation sur la terre. » De son côté, l'administration affirmait que le président n'avait nullement modifié sa politique, mais que son devoir l'obligeait, dans les circonstances présentes, à mettre le pays en état de faire face à toute éventualité. M. Mac Kinley, bien que convaincu, sans doute, de la fragilité du maintien de la paix, n'avait pas encore perdu tout espoir d'éviter la guerre. Ce vote, qui lui donnait les moyens de parer, en partie au moins, aux insuffisances

1. El ministro de estado al ministro plenipo. de S. M. en Washington, Madrid, 20 janvier 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 45).

2. Mr. Woodford to the president, 1^{er} mars; Mr Day to Mr. Woodford, 2 mars; Mr. Woodford to Mr. Day, 4 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 676).

considérables de la préparation militaire des États-Unis, était aussi un nouvel acte de la politique de pression à l'aide de laquelle il espérait arracher à l'Espagne, sans coup férir, les concessions nécessaires pour régler la question cubaine. Le bill fut adopté à l'unanimité dans les deux Chambres et sans aucune discussion. Des représentants de tous les partis et de toutes les régions de l'Union se bornèrent à prononcer quelques paroles en faveur de la mesure proposée : la nation entière se groupait derrière le président.

Le vote de ce bill, suivant M. Woodford, « étourdit » les Espagnols, mais il ne produisit aucun changement dans l'état de l'opinion publique. Dans une dépêche du 9 mars, le ministre américain rapporte une conversation qu'il avait eue l'avant-veille avec un riche négociant qui lui avait semblé exprimer « le jugement moyen des hommes d'affaires espagnols. » Son interlocuteur lui avait déclaré que « l'Espagne avait fait à l'égard de Cuba tout ce qu'elle pouvait faire; que la majorité des blancs acceptait l'autonomie; que le seul espoir de la rébellion était dans l'appui qu'elle recevait des États-Unis et dans l'attente que la guerre finirait par éclater entre l'Espagne et les États-Unis; que l'Espagne ne vendrait jamais Cuba aux États-Unis : aucun gouvernement ne pourrait faire cela et vivre¹. » Dans les cercles officiels espagnols, le vote du Congrès semble avoir produit un réel découragement; il enlevait tout espoir dans la réussite de l'essai d'autonomie, car il ne pouvait qu'encourager les rebelles dans leur foi de l'intervention prochaine des États-Unis et il montrait la détermination de ceux-ci à en finir avec la question de Cuba. La perspective d'une lutte certaine avec la puissante République du Nouveau Monde aurait-elle raison de la résistance de l'Espagne? Le 17 mars, M. Woodford écrivait au président :

L'idée de la vente [de Cuba] est aujourd'hui dans l'air à Madrid... Il est possible que vous puissiez acheter Cuba, et telle circonstance peut se présenter où il serait utile pour moi d'être autorisé au moins à discuter la question avec la reine ou avec Moret, si l'un ou l'autre abordait ce sujet²...

Le 18 mars, la question de la paix ou de la guerre fut discutée

1. Mr. Woodford to the president, 9 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 681-685).

2. Ibid., 19 mars 1898 (*Ibid.*, p. 685).

au Conseil des ministres à Madrid. Les ministres de la Guerre et de la Marine conseillèrent l'action immédiate, mais, après un long débat, le parti de la paix triompha. L'après-midi de ce jour, M. Woodford eut avec M. Moret une entrevue non officielle sur le sujet de Cuba : « Pouvez-vous et voudriez-vous demander à votre président, — dit M. Moret, — de conseiller aux insurgés de déposer les armes et d'accepter l'autonomie? » Le ministre américain répondit que cette démarche était impossible; elle ne pouvait être faite qu'à la requête officielle de l'Espagne, et, dans ce cas, celle-ci devait laisser aux États-Unis une entière liberté d'action. Il suggéra alors l'idée de l'achat de Cuba par son gouvernement, sous une forme déguisée, pour ménager les susceptibilités de l'Espagne. Les divers moyens d'exécution de ce projet furent discutés quelque peu par les deux hommes d'État. M. Moret termina la conversation sur ces mots : « Je ne m'attache pas aux détails. Le moyen convenable peut être trouvé si nous faisons de notre mieux; je travaillerai avec vous pour la paix et je suis sûr que nous nous entendrons quant aux détails. Ceci doit rester secret, car nous ne parlons pas en notre qualité officielle¹. »

Le lendemain, M. Woodford télégraphiait au président, lui demandant de retarder toute décision, « à moins que le rapport sur le *Maine* exige une action immédiate. » Il est convaincu que M. Moret « regarde comme inévitable l'abandon de Cuba et qu'il cherche seulement le moyen de le faire en sauvegardant l'honneur espagnol². » Il fallait à tout prix gagner du temps pour surmonter les nombreuses oppositions que rencontrait encore ce projet parmi les hommes publics espagnols et auprès de la reine, et pour y préparer la population. Malheureusement, le président se sentait rapidement débordé. Le retard sagement apporté à la publication des rapports des consuls américains à Cuba, demandée par le Congrès le 14 février, provoquait un vif mécontentement chez les jingoes. Les mesures militaires prises ostensiblement par le gouvernement ne les satisfaisaient pas davantage. Le 14 mars, on annonçait que le Département de la marine avait acheté deux croiseurs brésiliens dont la construction venait d'être achevée en Angleterre. Le même jour, un Comité

1. Mr. Woodford to the president, Madrid, 18 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 688-692).

2. Ibid., Madrid, 19 mars 1898 (*Ibid.*, p. 692, 693).

de la marine commençait à New-York l'examen des navires privés susceptibles d'être utilisés en cas de guerre. Le 16, la flotte réunie depuis le mois de janvier sur les côtes de la Floride était renforcée et on en organisait une seconde à Hampton-Roads. Le 17 mars, M. Proctor, de Vermont, prononça au Sénat un discours qui eut un retentissement considérable. De retour d'un voyage à Cuba, il fit une peinture navrante de ce qu'il avait vu : l'île ravagée, pillée ; la situation des reconcentrados, incapables de retourner dans leurs propriétés, pire que jamais ; l'Espagne maîtresse uniquement dans le rayon que commandaient les fusils de ses soldats. Il conclut en déclarant que l'autonomie avait échoué et qu'une seule solution était possible : l'indépendance de Cuba. Le caractère de M. Proctor inspirait le respect et on savait, en outre, qu'avant de parler il avait eu une entrevue avec le président. Prononcé avec calme et sur le ton de la plus grande sincérité, ce discours fit plus d'effet que toutes les déclamations antérieures des jingoes. Il marque une étape nouvelle dans le développement de la question cubaine. La population américaine, dans sa grande majorité, fut dès lors convaincue, comme l'était depuis quelque temps déjà le gouvernement, que seul l'abandon par l'Espagne de Cuba pourrait ramener la paix définitive dans l'île. Désormais, elle est décidée à faire la guerre, s'il le faut, pour atteindre ce but.

Aux griefs contre l'Espagne, nés de la question cubaine, s'ajoutaient dans l'esprit populaire ceux nés de la colère excitée par l'explosion du *Maine*. Le public attendait avec une impatience anxieuse les résultats de la Commission d'enquête. Son opinion cependant était déjà faite ; il n'admettait pas que ce douloureux événement pût être le simple résultat de la fatalité. Que pouvaient les gens sérieux pour combattre cette conviction anticipée, fortifiée chaque jour par les articles enflammés d'une partie de la presse qui avait perdu tout scrupule et tout sentiment de l'honnêteté ? Le 20 mars, l'assistant-secrétaire d'État, M. Day, annonçait à M. Woodford que, « suivant un renseignement officiel, le Comité d'enquête conclurait à l'unanimité que le *Maine* avait été détruit par une mine sous-marine. » « Ce rapport, — ajoutait-il, — doit être envoyé bientôt au Congrès. » Le seul moyen de conjurer l'effet que la publication du rapport devait produire était d'obtenir de l'Espagne à la fois « pleine réparation pour la perte du *Maine* et la nouvelle d'une paix hono-

nable à Cuba, qui mettra fin à la famine et donnera à la population la possibilité de prendre soin d'elle-même et de rétablir le commerce maintenant entièrement détruit¹. » Mais il fallait que l'Espagne se décidât promptement. M. Day fixait le 15 avril comme la date extrême jusqu'à laquelle le gouvernement américain pouvait attendre. Le 22, M. Woodford avait un entretien personnel avec M. Moret; il lui exposa la difficulté de la situation et la nécessité d'arriver à un accord. Le lendemain, seconde entrevue, officielle cette fois, avec MM. Gullon et Moret. M. Gullon déclara que, n'ayant pas encore reçu le rapport de la Commission espagnole chargée de faire une enquête sur l'explosion du *Maine*, il ne pouvait répondre sur ce sujet, mais que son gouvernement ferait assurément « tout ce que le droit et la justice exigeraient quand les faits seraient entièrement connus. » Quant à la question cubaine, il demanda pour la régler un délai jusqu'au début de la saison des pluies, — qui commencent vers le 1^{er} mai, — affirmant sa conviction que le gouvernement insulaire parviendrait à traiter avec les insurgés avant cette date. Le ministre américain refusa d'accéder à ces propositions et remit une note résumant les demandes de son gouvernement. Cette note avait l'allure d'un véritable ultimatum : « Je dois vous aviser que le rapport sur le *Maine* « est entre les mains du président. Je ne suis autorisé à vous en « faire connaître ni la tendance ni les conclusions, mais je suis « autorisé à vous déclarer que si, dans un petit nombre de jours, « un accord satisfaisant n'est pas conclu, qui assure une paix « immédiate et honorable à Cuba, le président ne pourra pas « faire autrement que de soumettre à la décision du Congrès, « dans son ensemble, la question des rapports entre l'Espagne et « les États-Unis, comprenant aussi le sujet du *Maine*. Je com- « muniquerai aussitôt, par la voie télégraphique, au président « toute observation que pourra faire l'Espagne, et j'espère rece- « voir dans très peu de jours une proposition concrète qui équi- « vaudra à l'établissement immédiat de la paix à Cuba². »

Le 25 mars, M. Gullon adressait un mémoire au ministre des

1. Mr. Day to Mr. Woodford, Washington, 20 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 692).

2. Manifestacion escrita, entregada por el ministro plenipotenciario de los Estados Unidos en la conferencia que celebró el día 23 de marzo de 1898 con los señores ministros de estado y de Ultramar (*Livre rouge espagnol*, a., n° 91).

États-Unis. Il protestait contre l'envoi du rapport sur *le Maine* au Congrès : « L'équité veut, — disait-il, — que les États-Unis attendent avant d'agir le rapport de la Commission espagnole nommée pour faire une enquête sur le même sujet; en cas de différend entre les conclusions des deux Commissions, l'arbitrage est le seul moyen capable de mettre les deux partis d'accord. » Pour Cuba, il déclarait que le gouvernement espagnol ne pouvait rien faire sans consulter le Parlement insulaire, dont la réunion était fixée au 4 mai¹. Le même jour, le ministre d'État télégraphiait aux représentants de l'Espagne à l'étranger de demander les bons offices des gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités pour obtenir du président des États-Unis qu'il conservât dans la juridiction de l'exécutif tout ce qui se rapportait aux différends avec l'Espagne, seul moyen d'aboutir à une fin heureuse².

La situation du président, aux États-Unis, devenait de plus en plus difficile. On savait que la Commission du *Maine* avait achevé ses travaux depuis le 21. De toutes parts on réclamait la publication de son rapport. L'élément belliqueux sentait croître sa force dans le pays. La population, dans les États de l'ouest surtout, s'irritait contre la lenteur des négociations. Les États-Unis ne pouvaient laisser plus longtemps sans le secourir un peuple luttant pour sa liberté. L'Espagne traitresse, arriérée, incapable de progrès, devait abandonner toute domination dans le Nouveau Monde; si elle s'y refusait, il fallait l'en chasser. Le président, cependant, atermoyait, espérant toujours voir l'Espagne céder. Le 24, dans une conférence avec les principaux membres de la Chambre des représentants, il déclara qu'il ferait son possible pour éviter la guerre et il exprima l'espoir d'être encore à même de l'empêcher³.

Le 25, à minuit, M. Day télégraphiait de nouvelles instructions à M. Woodford : « Le président, — disait-il, — désire la paix, » et il communiquait au ministre les conditions auxquelles elle pourrait être conservée : révocation des ordres de reconcentration et offre aux Cubains du *self government intégral*⁴.

1. Manifestacion escrita entregada por el Sr. ministro de Estado al ministro plenipotenciario de los Estados Unidos, Madrid, 25 mars 1898 (*Livre rouge espagnol*, a., n° 93).

2. *Livre rouge espagnol*, a., n° 95.

3. *Times* du 25 mars 1898.

4. A une dépêche de M. Woodford lui demandant ce qu'il entendait au jsute

contre le paiement d'une indemnité raisonnable. Le président accorderait volontiers sa médiation si elle lui était demandée par l'Espagne et par les insurgés¹. Le 27, autre dépêche : « Voyez si ce qui suit peut être obtenu : 1^o un armistice jusqu'au 1^{er} octobre, les négociations pour la paix devant se poursuivre pendant ce délai entre l'Espagne et les insurgés, par l'intermédiaire du président ; — 2^o révocation immédiate de l'ordre de reconcentration... ; ajouter, s'il est possible, que si les termes d'une paix satisfaisante n'ont pu être fixés le 1^{er} octobre, le président des États-Unis agira comme arbitre final entre l'Espagne et les insurgés². »

Le 28 mars, le président envoyait au Congrès le rapport de la Commission d'enquête sur l'explosion du *Maine*. Dans le message qui l'accompagnait, il fit simplement le récit de l'accident et il se borna à reproduire, sans commentaire, les conclusions du rapport : « Le navire, — disait la Commission, — a été détruit par l'explosion d'une mine sous-marine, mais aucune preuve n'a été obtenue permettant de faire peser sur une personne déterminée la destruction du *Maine*. » Le président terminait en annonçant qu'il avait communiqué ce rapport au gouvernement espagnol et qu'il ne doutait pas que « le sentiment de justice de la nation espagnole lui dicterait une conduite suggérée par l'honneur et les relations amicales des deux gouvernements. » Il espérait, en séparant la question du *Maine* de celle de Cuba, contrairement à son intention primitive, gagner du temps et donner à l'Espagne un dernier délai pour se soumettre à la volonté des États-Unis. Le message fut reçu avec calme. Grâce aux efforts des partisans de l'administration, aucun débat ne s'engagea à son sujet et il fut aussitôt envoyé par les Chambres à leur Comité des Affaires étrangères. Quant à la presse jaune, son ton était si monté depuis quelque temps qu'il lui était impossible de prendre une attitude plus agressive.

Le même jour où le président envoyait son message au Congrès, M. Woodford remettait un sommaire du rapport de la Commission d'enquête au ministre des Affaires étrangères d'Espagne, et le représentant de l'Espagne à Washington transmettait au

par cette expression, M. Day répondait, le 28 : « Le self government intégral avec une indemnité signifierait l'indépendance cubaine » (*Livre rouge américain*, p. 713).

1. Mr. Day to Mr. Woodford, 25 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 704).

2. Id., 27 mars 1898 (*Ibid.*, p. 711).

secrétaire d'État un extrait du rapport de la Commission espagnole. Celle-ci, en désaccord avec la Commission américaine, déclarait que « l'explosion, dans ses apparences extérieures, prouve l'absence de tous les phénomènes qui accompagnent toujours nécessairement l'explosion d'une torpille. » Elle faisait remarquer que l'observation du principe de l'exterritorialité « l'avait empêchée de faire dans l'intérieur du navire les recherches qui lui auraient permis de déterminer, au moins hypothétiquement, la cause intérieure du désastre, » et elle exprimait le regret que le refus des États-Unis eût empêché les deux Commissions de coopérer dans leurs travaux¹.

Le 29, le ministre des États-Unis fit part à M. Sagasta, président du Conseil, des conditions auxquelles le président demandait à l'Espagne de souscrire. C'étaient celles que contenait la dépêche de M. Day du 27. M. Sagasta répondit que « de grandes difficultés dans la situation intérieure de l'Espagne rendraient presque impossible d'accorder l'armistice. » Cette proposition ne pourrait être considérée que si elle était faite par le Congrès insulaire. Les États-Unis ne pouvaient-ils laisser à l'Espagne les six semaines qui devaient s'écouler avant l'ouverture du parlement cubain? M. Woodford déclara que « le peuple américain insistait sur la cessation immédiate des hostilités, » qu'il ne pouvait être question d'un nouveau délai, et il demanda une réponse définitive pour le 31 mars au plus tard².

Le calme avec lequel le message du président avait été reçu par le Congrès ne fut pas de longue durée. Dès le lendemain, un débat violent s'engageait de nouveau dans les deux Chambres sur la question cubaine. Au Sénat, la politique du président fut l'objet d'acribes critiques et plusieurs résolutions furent déposées. Le sénateur Allen, d'Illinois, en présenta une reconnaissant l'indépendance de Cuba; M. Rawlins, d'Utah, demandait que la liberté de Cuba fût reconnue et la guerre déclarée sur-le-champ à l'Espagne, et M. Frye, du Maine, voulait que le Congrès ordonnât au président de contraindre l'Espagne à retirer tout de suite les forces militaires et navales qu'elle avait dans l'île et dans les eaux cubaines. Toutes ces résolutions furent envoyées au Comité des Affaires étrangères. A la Chambre, le chef de la

1. *Livre rouge américain*, p. 1044.

2. Mr. Woodford to the president, 29 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 718).

minorité, M. Bailey, démocrate, représentant de l'État du Texas, déposa, le 30 mars, une résolution reconnaissant l'indépendance de Cuba, et il réclama un débat immédiat. Grâce à la décision du speaker, M. Reed, qui réussissait encore à maintenir son autorité sur le parti républicain, la demande de M. Bailey fut repoussée.

Ces débats témoignaient de la volonté arrêtée des jingoes de forcer la main au président et de le contraindre à remettre au Congrès la solution de la question cubaine. M. Mac Kinley luttait encore pour conserver la discussion avec l'Espagne sur le terrain diplomatique, mais, chaque jour, la lutte devenait plus difficile. Dédaigneuse des lenteurs de la diplomatie, consciente de sa force, la population américaine, bien que, dans la masse, hostile à la guerre, se révoltait à l'idée qu'une puissance comme l'Espagne osât lui résister. D'autre part, l'indiscipline commençait à se faire sentir dans le parti républicain. Beaucoup de membres du parti redoutaient l'avantage que les démocrates tireraient auprès des électeurs de leur ténacité en faveur de l'indépendance cubaine s'ils pouvaient réussir à arracher au Congrès le vote d'une résolution dans ce sens. Les chefs : M. Reed, les sénateurs Marc Hanna et Platt, aussi désireux que M. Mac Kinley d'une solution pacifique, sentaient l'autorité leur échapper.

Le président attendait avec anxiété la réponse de l'Espagne à ses demandes. Le 29, M. Woodford lui télégraphiait : « Je crois sincèrement qu'un accord sera atteint [à l'entrevue du 31], honorable pour l'Espagne, satisfaisant pour les États-Unis, équitable pour Cuba... » M. Day lui répondait le même jour : « Il est de la plus haute importance que la conférence ne soit pas remise et qu'un résultat définitif soit obtenu. L'opinion ici est très excitée. » Le lendemain, l'assistant-secrétaire d'État câblait : « Les États-Unis ne peuvent aider l'Espagne dans l'application d'aucun système d'autonomie, » et, dans une autre dépêche envoyée quelques heures plus tard, il exposait la gravité de la situation à Washington : « ... Les membres les plus conservateurs du Congrès appréhendent fort le vote par les deux chambres d'une résolution en faveur de l'intervention, malgré tous les efforts faits pour s'y opposer. Seule, l'assurance que le président, s'il échoue dans les négociations pacifiques, soumettra dans un délai très court tous les faits au Congrès, empêchera une action immédiate de la part de celui-ci... Nous espérons que vos

négociations conduiront à une paix acceptable pour le pays¹. »

Les *Livres rouges* américain et espagnol sont muets sur la somme que le ministre américain était autorisé à offrir à l'Espagne comme indemnité pour l'évacuation de l'île, mais le bruit courait à ce moment à Washington qu'elle pourrait s'élever jusqu'à 200 millions de dollars. Cette somme aurait été mise à la charge de Cuba et les États-Unis en auraient garanti le paiement. Les membres de la junte cubaine, il est vrai, la trouvaient trop élevée et le conseil de celle-ci, M. Horatio S. Rubens, déclarait que les insurgés acceptaient de payer une indemnité, à condition qu'elle ne dépassât pas 100 millions de dollars².

Fidèle à ses traditions d'honneur, la malheureuse Espagne demeura insensible aux offres qui lui furent faites. Le 31 mars, le gouvernement espagnol répondit aux États-Unis par des contre-propositions : la question du *Maine* serait soumise à l'arbitrage et la pacification de Cuba confiée au Parlement insulaire; quant à l'armistice, les insurgés devraient en faire la demande au général en chef, qui en fixerait la durée et les conditions :

Le point d'honneur, — télégraphiait M. Woodford au président, — a tout fait échouer. La fierté espagnole ne permet pas au gouvernement de proposer et d'offrir un armistice qu'il désire réellement, parce que les ministres savent qu'un armistice, à présent, c'est la paix assurée pour l'automne prochain. On m'a dit confidentiellement que l'offre de l'armistice par le gouvernement espagnol amènerait la révolution³...

III.

La réponse du gouvernement espagnol ne donnait pas satisfaction au président. Les concessions faites étaient insuffisantes. Tout espoir de solution pacifique du conflit semblait irrémédiablement perdu. A ce moment, tandis que les grandes puissances européennes discutaient, sans parvenir à se mettre d'accord, l'utilité et la forme d'une intervention collective, le pape fit une tentative personnelle pour empêcher la guerre.

1. *Livre rouge américain*, p. 718 et 721.

2. *The New-York Weekly Post*, 30 mars 1898.

3. Mr. Woodford to Mr. Day; Mr. Woodford to the President, 31 mars 1898 (*Livre rouge américain*, p. 726 et 727).

Le 2 avril, le ministre d'Espagne près du Vatican télégraphiait à Madrid qu'il avait reçu le jour même la visite du cardinal Rampolla :

Les nouvelles reçues des États-Unis, — m'a dit le cardinal de la part de S. S., — sont très graves. Le président de la République est désireux de régler la question, mais il est entraîné par les Chambres. La difficulté consiste à trouver quelqu'un qui puisse demander la suspension des hostilités. Le président paraît très disposé à accepter l'aide du pape, et ce dernier désire savoir, pour vous être utile : 1° si l'intervention de S. S., demandant l'armistice, est acceptable pour l'honneur national; 2° si cette intervention serait agréable à S. M. et au gouvernement¹...

Le ministre d'État répondit que le gouvernement espagnol acceptait l'offre de médiation du pape et qu'il promettait de souscrire à la demande de suspension des hostilités faite par S. S., pourvu que les États-Unis retirassent leur escadre du voisinage de Cuba et de Key-West². Le même jour, M. Gullon faisait part à M. Woodford des ouvertures du pape et l'informait de la seule clause que l'Espagne mettait à son acceptation. En transmettant ces nouvelles au président, M. Woodford ajoutait : « Si l'état des esprits à Washington vous permet encore de me donner le temps nécessaire, je suis sûr qu'avant octobre prochain j'aurai obtenu la paix à Cuba...³. »

L'anxiété n'était pas moins grande à la Maison-Blanche qu'à l'Escurial, mais le président se sentait dominé par la pression de l'opinion publique : celle-ci ne lui permettait plus de faire aucune concession. Le 3 avril, M. Day répondait au ministre à Madrid : « ... La disposition de notre flotte doit nous être laissée. Un armistice, pour être efficace, doit être immédiatement proclamé et accepté par les insurgés. » Il posait ensuite cette grave question : « La paix que vous êtes si confiant d'assurer signifie-t-elle l'indépendance de Cuba? » Le 4, il avisait M. Woodford que le message du président sur la question cubaine serait envoyé au Congrès le surlendemain⁴.

1. El embajador de S. M. cerca de la Santa Sede al ministro de Estado, Roma, 2 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 113).

2. El ministro de Estado al embajador de S. M. cerca de la Santa Sede, 3 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 116).

3. Mr. Woodford to the president, 3 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 732).

4. *Livre rouge américain*, p. 733.

Le même jour (4 avril), le ministre d'Espagne aux États-Unis informait son gouvernement qu'il avait reçu la visite de Mgr Ireland venu de Saint-Paul à Washington sur l'ordre du pape. Le prélat, qui avait vu le président la veille et le matin même, avait déclaré au ministre que M. Mac Kinley désirait ardemment la paix, mais que le Congrès voterait certainement l'intervention ou la guerre si le gouvernement espagnol n'aidait pas le président. « L'archevêque m'a exprimé sa conviction absolue que le Congrès voulait la guerre et que le président, qui désirait la paix, serait à la fin obligé de céder. Il nous demande de faire un dernier effort pour accorder l'armistice sans condition¹. » Impressionnée par ces conseils désintéressés, la reine régente parut disposée à accepter l'inévitable. Le 5, M. Woodford télégraphiait au président le texte d'une proclamation d'armistice immédiat et pour une durée de six mois. Si la reine, demandait-il, « publie cette proclamation avant midi, le 6 avril, la soutiendrez-vous, et pouvez-vous empêcher une action hostile par le Congrès²? » M. Day répondit que le président ne pourrait que communiquer le fait au Congrès³.

La simple publication de l'armistice paraissait maintenant insuffisante à l'administration pour calmer l'irritation populaire. Par une malchance extraordinaire, le bon effet que l'on pouvait attendre de l'intervention du pape avait été fortement diminué par une nouvelle venue de Londres, d'après laquelle un ministre espagnol avait affirmé que le pape avait agi à la demande du président des États-Unis. Le gouvernement espagnol reconnu sans difficulté l'inexactitude de ce propos⁴, mais le démenti vint trop tard; le mal était déjà fait.

À Madrid, le gouvernement recula un dernier moment et l'armistice ne fut pas proclamé. De son côté, le président décida de retarder l'envoi de son message. Le 6 avril, M. Day télégraphiait à M. Woodford : « Le message du président ne sera pas envoyé au Congrès jusqu'à lundi prochain (11), pour donner au consul général à la Havane le temps qu'il réclame instam-

1. El ministro plenipotenciario de S. M. al ministro de Estado, 4 avril 1898 (*Livre rouge espagnol*, n° 117).

2. Mr. Woodford to the president, 5 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 734).

3. Mr. Day to Mr. Woodford, 5 avril 1898, minuit (*Ibid.*, p. 735).

4. *Livre rouge américain*, p. 736.

ment pour assurer le départ des Américains¹. » C'était un dernier répit avant d'abandonner tout espoir de paix; et ce délai était aussi nécessaire aux troupes américaines pour achever de se préparer à la tâche qui allait leur incomber.

L'appel adressé par l'Espagne aux grandes puissances le 25 mars n'avait eu aucun résultat. Leurs démarches individuelles n'avaient pas empêché l'envoi au Congrès du rapport sur la perte du *Maine*. Cependant, à mesure que croissait la menace du conflit, les puissances s'inquiétaient des résultats considérables que pourrait avoir une victoire des États-Unis. Après de longues hésitations, leurs gouvernements se mirent d'accord sur l'opportunité d'une démarche collective, et, le 6 avril, M. Mac Kinley recevait en corps les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie. Les ambassadeurs remirent au président une note adressant « un pressant appel aux sentiments d'humanité et de modération du président et du peuple américain dans leurs différends actuels avec l'Espagne... » La réponse du président fut aussi incolore que la note des ambassadeurs. Il se borna à déclarer : « qu'il espérait, comme les puissances, que la paix ne serait pas troublée...². » Pareille démarche ne pouvait avoir et n'eut aucun résultat.

Ces délais dans l'envoi du message ne faisaient qu'augmenter l'impatience et l'agitation du Congrès. Le 5 avril, cinq orateurs prirent la parole au Sénat en faveur d'une déclaration de guerre immédiate. Les chefs du parti républicain voyaient leur autorité presque complètement méconnue. Les gens modérés eux-mêmes commençaient à se laisser aller à l'excitation générale. Aux yeux de ceux qui conservaient encore leur sang-froid, l'attitude du Congrès était maintenant plus dangereuse pour la paix que l'obstination de l'Espagne.

A Madrid, le gouvernement hésitait encore à céder : il redoutait la colère du peuple et craignait une révolution. Cependant, dans les cercles officiels, on ne s'illusionnait pas sur les dangers d'une guerre avec les États-Unis, qui mettrait en péril non seulement Cuba, mais bien toutes les colonies espagnoles. Le 8 avril, M. Woodford écrivait :

1. *Livre rouge américain*, p. 743.

2. Le texte de la note et de la réponse, toutes deux très courtes, est donné dans le *Livre rouge américain*, p. 740 et 741.

La fin est encore très douteuse, et je travaille plutôt par sentiment du devoir que parce que j'ai foi dans le succès. Pourtant, il est évident, et cela me laisse quelque espoir, que le sobre sens de l'Espagne s'élève lentement mais sûrement; dans quelques jours, — si ces quelques jours peuvent être obtenus, — un sentiment public se sera formé qui soutiendra le gouvernement espagnol, si ce gouvernement a le courage de faire tout de suite les choses nécessaires pour la paix¹.

L'Espagne ne pouvait conserver aucune illusion sur l'impossibilité d'obtenir des États-Unis aucun adoucissement à leur ultimatum. Le 6 avril, Mgr Ireland fit une nouvelle visite au ministre d'Espagne à Washington pour lui conseiller encore une fois la concession immédiate de l'armistice et lui déclarer qu'il ne fallait pas songer à obtenir, à ce moment, le retrait de l'escadre des États-Unis des eaux cubaines². Le 9, les ambassadeurs des grandes puissances à Madrid firent une démarche collective auprès du ministre d'État pour l'engager à accorder l'armistice à la demande du pape³.

Convaincu de l'inutilité de toute résistance, le gouvernement espagnol se résigna à subir la volonté des États-Unis, mais il ne put se résoudre au sacrifice suprême exigé de lui : l'abandon de Cuba. Le 10 avril, le ministre d'Espagne à Washington remettait au secrétaire d'État un memorandum au nom de son gouvernement. L'ordre d'accorder un armistice immédiat avait été envoyé à Cuba, où il était publié le jour même; le général en chef devait en fixer la durée. Le memorandum déclarait que l'autonomie accordée à Cuba était aussi libérale que celle existant au Canada, et que les Cubains étant représentés aux Cortès jouissaient en outre d'un avantage refusé aux Canadiens. Si donc ils désiraient dans l'avenir quelques réformes nouvelles, leurs représentants pourraient présenter leurs revendications au Parlement espagnol, où leurs demandes recevraient certainement satisfaction « dans les limites de la raison et de la souveraineté nationale⁴. » Le secrétaire d'État se borna à accuser réception

1. Mr. Woodford to Mr. Sherman, 8 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 744).

2. *Livre rouge espagnol*, n° 120.

3. *Ibid.*, n° 127.

4. Señor Polo de Bernabe to Mr. Sherman, memorandum, 10 avril 1898 (*Livre rouge américain*, p. 747).

de cette déclaration, ajoutant que, « en envoyant son message le lendemain, le président donnerait connaissance au Congrès de cette dernière communication du gouvernement espagnol¹. »

Le sacrifice de l'Espagne était insuffisant. Elle ne voulait pas détacher de sa couronne royale le domaine qui en était encore un des plus beaux fleurons; elle se refusait à abaisser son drapeau dans ce Nouveau Monde où il avait régné sur des régions si étendues. Mais la population américaine, qui avait fait sienne la question de Cuba, refusait maintenant l'autonomie, si large qu'elle fût : elle avait perdu toute confiance en l'Espagne, et elle la croyait incapable d'appliquer cette forme de gouvernement. Ce qu'elle voulait, c'était « Cuba libre. » L'indépendance de Cuba était devenue le but du président comme de la population et du Congrès. Il n'y avait de désaccord que sur les moyens à employer pour l'obtenir : M. Mac Kinley espérait encore arriver à son but sans troubler la paix; dans le Congrès, une majorité de plus en plus grande estimait que les moyens pacifiques avaient définitivement échoué et qu'il fallait en appeler à l'*ultima ratio* : la guerre. Les insurgés, d'ailleurs, déclaraient ne vouloir accepter l'armistice que si l'Espagne consentait à évacuer Cuba².

Le 11 avril, le président envoyait enfin au Congrès le message sur Cuba si impatiemment attendu³. Après un bref résumé de l'histoire des négociations avec l'Espagne depuis le début de sa présidence, il reprenait les propositions faites en son nom au gouvernement espagnol le 27 mars et les contre-propositions de celui-ci jugées inacceptables. « Avec cette dernière tentative, en vue de la paix immédiate et sa réception désappointante par l'Espagne, l'Exécutif, — concluait M. Mac Kinley, — est arrivé au bout de ses efforts. » Il examinait ensuite les diverses alternatives qui se présentaient. La reconnaissance de belligérance des Cubains ne pouvait avoir aucun résultat pour la pacification immédiate de l'île. La reconnaissance de la République cubaine était inutile et dangereuse. Inutile : point n'était besoin d'elle pour permettre l'intervention des États-Unis. Dangereuse : quels

1. Mr. Day to Mr. Woodford, 10 avril 1898, 6 p. m. (*Livre rouge américain*, p. 749).

2. *Times*, 12 avril 1898 : extrait d'une lettre de Maximo Gomez au président des États-Unis, remise au consul Barker.

3. Le même jour, il envoyait au Sénat les extraits des rapports des consuls américains à Cuba réclamés par la résolution du 14 février.

embarras ne pourraient créer au gouvernement américain des alliés dépourvus d'un gouvernement stable? Il ne restait donc qu'une alternative : l'intervention par la force pour mettre fin à la guerre. Celle-ci était amplement justifiée par des motifs d'humanité et par les pertes considérables que faisait éprouver aux citoyens américains la continuation des hostilités à Cuba. Le président demandait donc au Congrès l'autorisation d'intervenir :

Je demande au Congrès d'autoriser le président à prendre des mesures propres à amener la terminaison complète et définitive des hostilités entre l'Espagne et le peuple de Cuba et à assurer dans l'île l'établissement d'un gouvernement stable, capable de maintenir l'ordre et d'observer ses obligations internationales, d'assurer la paix et la tranquillité de ses citoyens aussi bien que notre paix et notre tranquillité, et je lui demande de permettre au président d'employer dans ce but les forces militaires et navales des États-Unis.

Dans un paragraphe supplémentaire, M. Mac Kinley informait le Congrès de la communication que lui avait faite la veille le ministre d'Espagne :

Le dernier décret de la reine régente d'Espagne ordonne au général Blanco, pour préparer et faciliter la paix, de proclamer une suspension des hostilités, dont la durée et les détails ne m'ont pas encore été communiqués. Ce fait recevra, j'en suis sûr, votre équitable et soigneuse attention dans les délibérations solennelles que vous allez entreprendre. Si cette mesure aboutit à un heureux résultat, alors nos aspirations comme peuple chrétien et pacifique seront réalisées. Si elle échoue, ce sera une justification de plus pour la conduite que nous envisageons.

Le message fut mal accueilli par le parti de la guerre. Ce parti redoutait les intentions pacifiques du président, qui exprimait encore l'espoir d'amener l'Espagne à céder. Les démocrates et nombre de républicains aussi réclamaient, en outre, la reconnaissance du gouvernement provisoire de Cuba, voulant mettre le pays à l'abri d'une combinaison politique qui aurait pour résultat l'annexion forcée de l'île. Les partisans de la paix furent également déçus; remettre à une assemblée, dominée par la passion et où la raison ne pouvait plus se faire entendre, la solution de la question cubaine, n'était-ce pas abandonner tout espoir d'éviter un conflit sanglant? S'il avait espéré pouvoir modérer le Congrès et diriger encore la situation dans la phase nouvelle où il

venait de la faire entrer, M. Mac Kinley fut vite détrompé. Le lendemain de la publication du message, un organe jingoe s'écriait triomphalement : « Le président abandonne la direction. » C'était la vérité. La solitude se fit autour de la Maison-Blanche, et, pendant quelques jours, la vie politique parut se concentrer tout entière au Capitole, envahi par une foule passionnée et impatiente de voir enfin proclamer l'ultimatum qui contraindrait l'Espagne à abandonner Cuba. Dès le 12 avril, une discussion nouvelle, plus passionnée encore que les précédentes, s'ouvrait dans les deux Chambres sur la question cubaine¹. Le 16, le Sénat adoptait par 67 voix contre 21 une résolution conjointe reconnaissant la république de Cuba, enjoignant à l'Espagne d'évacuer l'île et chargeant le président d'employer pour l'y contraindre, s'il était nécessaire, les forces militaires et navales des États-Unis. La lutte se concentra alors à la Chambre des représentants, où les partisans de l'administration espéraient encore faire échouer le vote de la reconnaissance du gouvernement cubain. Le président déclara qu'au cas où une résolution conjointe de cette nature serait adoptée par les deux Chambres, il était décidé à ne pas en tenir compte. On paraissait de nouveau à la veille d'un conflit entre le président et le Congrès. Il fut heureusement évité. Le 17, la résolution du Sénat était repoussée à la Chambre par 172 voix contre 148. 24 voix de majorité, c'est tout ce qu'avait pu obtenir l'administration, alors que la majorité ordinaire du parti républicain était de 60 voix. Le 20 avril, enfin, après une séance tumultueuse de quatorze heures, la Chambre et le Sénat réussirent à se mettre d'accord sur un texte, qui fut approuvé le même jour par le président. La résolution conjointe adoptée déclarait que « le peuple de l'île de Cuba est, et de droit doit être libre et indépendant; » elle demandait à l'Espagne d'abandonner sa souveraineté sur l'île et de l'évacuer et autorisait le président à employer les forces militaires des États-Unis, s'il était nécessaire, pour faire exécuter ces résolutions. Elle se terminait par une affirmation de désintéressement au nom des États-Unis : « Les États-Unis répudient toute disposition ou

1. Le 14, le corps diplomatique se réunit à l'ambassade d'Angleterre. Le projet d'une nouvelle manifestation des puissances fut discuté, mais aucune suite ne lui fut donnée. Une vive discussion a été soulevée dans la presse au début de 1902 au sujet de l'attitude de l'Angleterre et de l'Allemagne à cette occasion.

intention d'exercer la souveraineté, la juridiction ou une domination quelconque sur ladite île, excepté pour sa pacification, et affirment leur détermination, lorsque celle-ci sera accomplie, de laisser le gouvernement et la souveraineté (*control*) de l'île à son peuple¹. »

Le 20 avril, le secrétaire d'État télégraphiait au ministre des États-Unis à Madrid de communiquer la résolution dont il lui envoyait le texte au gouvernement espagnol et de demander à ce dernier un acquiescement à la volonté des États-Unis avant le samedi 23, à midi. M. Woodford ne put remettre cet ultimatum. Dès qu'il avait été informé de la signature de la résolution conjointe par le président, le ministre d'Espagne à Washington avait demandé ses passeports, et, avant que M. Woodford eût pu remplir sa mission, le ministre d'État lui notifiait la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'Espagne refusait de s'incliner devant la volonté des États-Unis. La guerre seule pouvait résoudre la question cubaine. Le 22 avril, le président proclamait le blocus des ports de la côte septentrionale de Cuba et du port de Cienfuegos, et, le 23, il appelait 125,000 volontaires. Le 25, il envoyait au Congrès un message pour recommander l'adoption d'une résolution conjointe déclarant la guerre contre l'Espagne. La résolution fut votée sans débat². Deux jours après, les hostilités commençaient.

Le 3 mai, on recevait à Washington la nouvelle de la destruction, par le commodore Dewey, de la flotte espagnole du Pacifique réfugiée dans la baie de Manille. Cette attaque soudaine, qui devait avoir pour résultat l'acquisition des Philippines par les États-Unis, a fait supposer que ceux-ci avaient eu en vue, dans leur lutte contre l'Espagne, la conquête de cet archipel, en même temps que l'expulsion de cette puissance du Nouveau-Monde. M. Mac Kinley l'a nié :

Quand Dewey coula les navires espagnols à Manille, ce n'était pas

1. La résolution fut adoptée : au Sénat, par 42 voix contre 35 ; — à la Chambre, par 310 voix contre 6.

2. Le 25 avril, M. Sherman donnait sa démission de secrétaire d'État. Depuis plusieurs mois déjà, le bruit courait que son grand âge ne lui permettait plus de remplir ses devoirs, surtout dans des circonstances aussi difficiles. En réalité, pendant toute la dernière période de la lutte diplomatique avec l'Espagne, c'est l'assistant-secrétaire d'État, M. Day, qui avait dirigé les négociations, dans une collaboration étroite avec le président. M. Day fut donc tout naturellement appelé à succéder à M. Sherman.

dans le but de s'emparer des Philippines. C'était pour détruire la flotte espagnole, la flotte de la nation contre laquelle nous étions en guerre; nous pensions que la voie la plus prompte pour terminer les hostilités était de détruire la puissance de l'Espagne. C'est dans ce dessein que nous envoyâmes Dewey¹.

Peut-on croire cette affirmation? La reconstitution de la marine américaine, tombée en décadence après la guerre de Sécession, ne remonte qu'à une quinzaine d'années. Les constructions navales, surtout depuis 1890, ont été nombreuses, mais la marine se plaignait, avec juste raison, de manquer, pour utiliser les instruments qu'on lui donnait, de bases navales en dehors des côtes américaines; elle n'en avait aucune dans les Antilles, et les deux qu'elle possédait dans le Pacifique, Pearl Harbour et Tutuila², étaient à une distance trop considérable l'une de l'autre. Les Américains ambitionnent fort d'étendre leur influence du côté de la Chine, où ils entrevoient la possibilité d'un grand développement pour leur commerce et des débouchés importants pour leur industrie; cette raison faisait naturellement désirer à la marine l'acquisition d'un point d'atterrissage dans cette région, et l'on dit que l'escadre asiatique accordait depuis assez longtemps une attention particulière à l'archipel philippin. On ne peut donc douter que la possibilité d'un conflit avec l'Espagne ait donné à l'administration de la marine l'espoir de réaliser ses vues, malgré l'hostilité que l'opinion publique leur avait témoignée jusqu'alors. Il est donc vraisemblable que le gouvernement envisagea, au moment où la guerre parut inévitable, la possibilité d'acquérir, à la faveur de ce conflit, les stations navales dont ses conseillers lui affirmaient la nécessité³. Le 25 février,

1. Mac Kinley à Youngstown, Ohio, 18 octobre 1899.

2. Par le traité du 17 janvier 1878 avec le gouvernement des Iles de Samoa, les États-Unis avaient acquis le droit d'établir une station de charbon dans l'île de Tutuila; cette île est américaine depuis le traité du 14 novembre 1899. Le traité du 6 décembre 1884 avait donné aux États-Unis le droit d'installer un dépôt analogue dans l'île d'Oahu, du groupe des Sandwich, qui a été annexé le 6 juillet 1898. Cette dernière annexion, effectuée à la faveur de la guerre contre l'Espagne, était réclamée depuis plusieurs années déjà par les Américains, qui s'étaient emparés du pouvoir dans l'archipel et avaient renversé la dynastie indigène.

3. Un des conseillers les plus influents du gouvernement américain était le capitaine A. T. Mahan, ancien officier de marine, qui avait fait une campagne très vive pour propager ces idées.

le commodore Dewey, qui avait été appelé au commandement de l'escadre asiatique le 1^{er} janvier 1898, était avisé qu'en cas de guerre il aurait à entreprendre des « opérations offensives dans les Philippines. » Un mois plus tard, le navire *le Baltimore* était détaché de l'escadre du Pacifique pour aller renforcer l'escadre de Chine¹. Au début d'avril, le commodore reçut l'ordre de se procurer deux navires auxiliaires pour transporter le charbon et les provisions nécessaires au ravitaillement de la flotte. Enfin, le 24 avril, il recevait le télégramme suivant :

La guerre est commencée entre les États-Unis et l'Espagne. Dirigez-vous immédiatement sur les Philippines. Commencez les opérations tout de suite, particulièrement contre la flotte espagnole. Vous capturerez les navires ou vous les détruirez. Faites les plus grands efforts².

Le 1^{er} mai, la flotte américaine anéantissait, dans la baie de Manille, l'escadre espagnole, qui ne put que défendre vaillamment l'honneur du drapeau. Dewey restait devant Manille, mais, sans troupes de débarquement, il ne pouvait s'emparer de la ville. Le 3, il télégraphiait à Washington :

Je commande complètement la baie et je peux m'emparer de la ville à tout moment, mais je n'ai pas assez d'hommes pour m'y maintenir...

Ici se place une question qu'il est impossible d'éclaircir complètement encore : jusqu'à quel point le gouvernement américain comptait-il sur la coopération des insurgés philippins ? Suivant la déposition de l'amiral Dewey devant le Comité du Sénat pour les Philippines, il s'attendait, d'après les informations que lui avait données le consul américain à Manille, à voir « accourir à son aide, dès le premier coup de canon, 25 à 30,000 Philippins. » C'est en vue d'utiliser leur concours qu'il autorisa Aguinaldo, le chef de la précédente insurrection, à se rendre de Hong-Kong à Manille sur un de ses navires, mais les Philippins n'étaient pas organisés, et c'est Aguinaldo qui les organisa. On paraît avoir été surpris à Washington par la demande de ren-

1. *Le Baltimore* arriva à Hong-Kong le 22 avril. Le 19 mars, l'*Oregon* était également parti de San-Francisco pour aller grossir les forces réunies dans l'Atlantique; il arriva le 25 mai à Jupiter-Inlet (Floride).

2. Cité par Richard H. Titherington, *A history of the Spanish war*.

forts de Dewey. Aucunes troupes n'étaient prêtes à lui être envoyées, on discuta même plusieurs jours au ministère de la guerre avant d'arrêter le chiffre des renforts, et la première expédition ne partit de San-Francisco que le 25 mai. Elle n'arriva à Manille que le 30 juin¹. L'hésitation dont fit preuve le président au sujet du sort des Philippines, après la défaite de l'Espagne, vient à l'appui des faits précédents pour prouver que le gouvernement américain n'avait aucune ligne de conduite arrêtée à l'égard de cet archipel au commencement de la guerre. Le but initial de l'expédition de Dewey semble donc simplement avoir été, indépendamment de la destruction de l'escadre espagnole, de créer, aux États-Unis des droits leur permettant de se faire donner, à la fin de la guerre, une station navale dans cette partie du Pacifique.

IV.

La guerre ne fut pas de longue durée. En dépit de la vaillance de ses soldats et de ses marins, et malgré le manque de préparation et les fautes de ses adversaires, l'Espagne n'éprouva que des défaites. Après la destruction de la flotte de l'amiral Cervera (3 juillet) et la reddition de Santiago (17 juillet), elle songea à traiter. Le 19 juillet, l'ambassadeur d'Espagne à Paris demanda au ministre des Affaires étrangères la médiation du gouvernement français. Ce dernier accepta, et, le 26, M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Washington, remettait au président un mémorandum² du gouvernement espagnol demandant la suspension des hostilités et les conditions de la paix.

Le gouvernement américain ne répondit que le 30. Il exigeait l'abandon de Cuba par l'Espagne; la cession aux États-Unis, à titre d'indemnité de guerre, de Porto-Rico³ et des autres îles espagnoles situées dans les Indes occidentales, et d'une île des Ladrões, aux choix des États-Unis. Quant aux Philippines, les

1. Le croiseur *Charleston*, qui convoyait l'expédition, s'arrêta en passant, le 20 juin, à l'île de Guam, où il arbora le drapeau américain.

2. Daté du 22 juillet.

3. Le 25 juillet, les troupes américaines avaient débarqué dans l'île; le même jour, elles s'emparaient de Guarnica et, le 28, Ponce se rendait à son tour.

États-Unis occuperaient et garderaient la ville, la baie et le port de Manille, en attendant la conclusion du traité de paix qui en déterminerait « le contrôle (*control*), la disposition et le gouvernement¹. »

Le ministère espagnol accepta, le 7 août, les conditions qui lui étaient imposées, mais, dans son mémorandum à M. Mac Kinley, le ministre des Affaires étrangères faisait remarquer le caractère indéterminé que présentait la note américaine relativement aux Philippines. L'occupation temporaire de Manille ne pouvait avoir lieu en vertu de la conquête, cette place ne s'étant pas rendue, et les Philippines se trouvant encore sous l'autorité de l'Espagne, l'occupation ne pouvait constituer qu'une garantie. En acceptant la troisième condition, le gouvernement espagnol déclarait donc : « Ne pas renoncer à priori à la souveraineté de l'Espagne sur l'archipel, laissant aux négociateurs le soin de s'entendre sur les réformes que la condition de ces possessions et le niveau de culture des indigènes peut rendre désirables². »

L'administration américaine refusa d'accepter ces réserves :

Convaincu, — dit M. Mac Kinley, dans son message du 4 décembre 1899, — que la discussion sur ce point ne pouvait être ni pratique ni profitable, je donnai l'ordre, qu'afin d'éviter tout malentendu, la question fût immédiatement fermée en proposant la rédaction en un protocole des termes sur la base desquels les négociations pour la paix seraient entreprises. Les vagues suggestions de la note espagnole ne pouvaient être acceptées...

Le protocole fut remis à M. Cambon le 10 août. Il reproduisait les termes de la note du 30 juillet et contenait, en outre, des stipulations relatives à la nomination des commissaires chargés de régler l'évacuation des Antilles³. Le 12, M. Cambon ayant reçu pleins pouvoirs du gouvernement espagnol, le protocole était signé par lui au nom de l'Espagne et par M. William R. Day

1. Mr. Day to Duke of Almadovar del Rio, 30 juillet 1898 (*Livre rouge américain*, p. 820). Le duc de Almadovar del Rio avait succédé à M. Gullon comme ministre des Affaires étrangères, à la suite d'une refonte du cabinet faite par M. Sagasta, en mai.

2. Message of the E. the duke of Almadovar del Rio... to Hon. William R. Day, Madrid, 7 août 1898 (*Livre rouge américain*, p. 822).

3. Protocole of agreement between the United States and Spain, embodying the terms of a basis for the establishment of peace between the two countries. Texte anglais et français (*Livre rouge américain*, p. 828).

au nom des États-Unis. Accédant aux désirs de l'Espagne, ceux-ci consentirent à ce que les négociations finales eussent lieu à Paris. Les commissaires des deux puissances devaient se rencontrer dans cette ville le 1^{er} octobre au plus tard.

Le jour même de la signature du protocole, le gouvernement américain ordonna aux commandants des troupes et de la marine de cesser les hostilités. Le câble reliant les Philippines à Hong-Kong, coupé au mois de mai par Dewey, n'avait pas été rétabli. La dépêche adressée à ce dernier dut être portée par un vapeur; lorsqu'elle arriva, le drapeau américain flottait sur Manille. Le 7 août, l'amiral avait envoyé un ultimatum au commandant des forces espagnoles, lui enjoignant de rendre la ville dans les quarante-huit heures. L'attaque, fixée d'abord au 9, fut retardée de quatre jours; elle eut lieu le 13, et, après une faible résistance, la ville capitula. Le 11 septembre, M. Cambon remettait à M. Day une note du gouvernement espagnol déclarant que l'occupation de Manille devait être considérée comme faite en vertu du protocole du 12 août, et non en vertu de la capitulation du 14, « qui est absolument nulle, ayant été conclue après que les belligérants avaient signé un accord déclarant que les hostilités devaient être suspendues. » Le secrétaire d'État répondit le 16 septembre que les États-Unis ne pouvaient accepter l'opinion de l'Espagne, que la capitulation de Manille était nulle et vide :

Quant à la nature du droit en vertu duquel les États-Unis occupent la ville, la baie et le port de Manille, ce gouvernement pense qu'il importe peu que l'occupation soit considérée comme existant en vertu de l'occupation ou en vertu du protocole, puisque dans l'un et l'autre cas les pouvoirs de l'occupant militaire sont les mêmes¹.

Le 26 août, le président désigna les membres de la commission de la paix. M. William R. Day abandonnait le secrétariat d'État pour diriger à Paris même la fin des négociations². Les autres membres étaient les sénateurs Cushman K. Davis, président du Comité des relations étrangères; Wm. P. Frye, président du Comité du commerce; Geo. Gray, le seul démocrate figurant dans la commission, membre influent du Comité des relations

1. *Livre rouge américain*, p. 813 et 814.

2. Son successeur au secrétariat d'État fut M. Hay, alors ambassadeur à Londres.

étrangères, et M. Whitelaw Reid, directeur de la *New-York Tribune*, un des journaux républicains les plus importants; ce dernier avait représenté les États-Unis en France pendant l'administration de M. Harrison.

Les commissaires espagnols étaient : MM. Eugenio Montero Rio, B. de Abarzuza, J. de Garnica, W. R. de Villa Urrulia et Rafael Cerero.

Dans ses instructions aux commissaires américains, le président disait :

C'est mon désir que pendant les négociations confiées à la commission, le but et l'esprit dans lequel les États-Unis acceptèrent la nécessité de la guerre soient gardés constamment en vue. Nous avons pris les armes uniquement pour obéir aux dictées de l'humanité et pour l'accomplissement de hautes obligations publiques et morales. Nous n'avions aucun désir d'agrandissement, ni aucune ambition de conquête... En réglant les conditions de la paix, nous devons avoir en vue les résultats durables et la réalisation du bien commun sous les demandes de la civilisation, plutôt que des desseins ambitieux. Les termes du protocole ont été fixés d'accord avec ces idées. L'abandon par l'Espagne de l'hémisphère occidental était une impérieuse nécessité. En présentant cette demande, nous remplissions simplement un devoir universellement reconnu... Les Philippines sont dans une situation différente. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que, sans aucune pensée primitive d'acquisition complète ou même partielle, la présence et le succès de nos armes à Manille nous imposent des obligations auxquelles nous ne pouvons nous soustraire...

Au nom des obligations qui incombent à une « grande nation » et des intérêts commerciaux auxquels la politique américaine ne peut rester indifférente, » le président concluait : « Les États-Unis ne peuvent accepter moins que la cession en plein droit et souveraineté de l'île de Luçon. » Relativement aux Ladrones, les États-Unis avaient décidé de réclamer la plus importante, l'île de Guam¹.

Les conférences commencèrent à Paris le 1^{er} octobre. Dès le début, un désaccord se produisit entre les représentants des deux pays. L'Espagne demandait que la nouvelle puissance souveraine des territoires qu'elle allait abandonner fût chargée des

1. Instructions to the peace commissioners, 16 septembre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 904-908).

dettes et obligations de toute espèce contractées légalement par l'ancienne métropole pour le service de ses colonies. Le gouvernement américain refusa d'accéder à cette demande. Dans une entrevue avec M. Whitelaw Reid, le 26 octobre, l'ambassadeur d'Espagne lui déclara que les commissaires espagnols ne pouvaient abandonner leurs revendications très légitimes relativement au partage de la dette cubaine, et que, si les États-Unis persistaient dans leur prétention, les négociations devraient être rompues. Les ordres formels du président empêchaient toute concession sur ce point, mais M. Reid fit espérer qu'une compensation pourrait être trouvée lorsqu'on discuterait le sort des Philippines, et les Espagnols se soumirent¹.

Avant que les commissaires arrivassent à la discussion du statut des Philippines, les dispositions du gouvernement américain à leur égard s'étaient profondément modifiées. Le général Merritt, qui avait commandé les troupes de l'Union envoyées dans l'archipel, était arrivé à Paris, sur l'ordre du président, au commencement d'octobre. Il venait donner aux représentants américains les renseignements nécessaires pour les aider dans leurs travaux. Suivant le général, dont l'opinion s'accordait avec les instructions présidentielles, les États-Unis ne pouvaient abandonner Luçon, leur retraite serait le signal de l'assassinat des Espagnols et des prêtres et du pillage de leurs biens par les insurgés philippins. Il croyait cependant qu'il y aurait avantage pour les États-Unis à garder l'archipel tout entier. Le consul de Belgique à Manille, à l'opinion duquel le général Merritt disait attacher une grande importance, conseillait aux États-Unis de « prendre tout ou rien. » « Si les îles méridionales étaient laissées à l'Espagne, elles seraient en révolution constante, et les États-Unis auraient aux Philippines une seconde Cuba². »

Les renseignements fournis par le général Merritt divisèrent l'opinion des commissaires. MM. Davis, Frye et Reid étaient d'avis que « ce serait une erreur navale, politique et commerciale de diviser l'archipel ; » ils demandèrent au gouvernement d'autoriser la commission à l'acquérir tout entier. M. Gray, au contraire, repoussait toute acquisition, si modeste fût-elle : « Ce

1. Mr. Day to Mr. Adee, Paris, 27 octobre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 936).

2. Mr. Day to Mr. Hay, 6 octobre 1898 (*Ibid.*, p. 918).

serait renverser la politique continentale acceptée par le pays et qui domine notre histoire... L'intérêt et le devoir nous commandent d'abandonner Manille. » M. Day, dont l'opinion offre le plus d'intérêt par la part qu'il avait prise aux négociations préliminaires de la guerre et à la rédaction du protocole, s'opposait à une « demande péremptoire de cession du groupe entier des Philippines. » Une semblable acquisition lui paraissait imprudente : « L'expérience seule peut déterminer le succès de la politique d'expansion coloniale dans laquelle entrent les États-Unis, » il serait donc sage de procéder doucement. L'acquisition de Luçon peut nécessiter peut-être, pour compléter ses avantages stratégiques, celle de quelques autres îles voisines, Mindanao et Palawan, par exemple, qui commandent l'entrée de la mer de Chine, mais il ne faut pas dépasser cela. Le danger de voir les autres îles devenir la propriété de grandes puissances européennes peut être évité en stipulant l'interdiction de les aliéner sans le consentement des États-Unis. « Ceci nous permettrait de dominer la situation entière, tout en nous donnant une base d'opérations pour la marine et le commerce en Orient... et en nous permettant d'amoinrir la charge du gouvernement colonial, tout en laissant la perspective d'une expansion ultérieure, si nous le désirons¹. »

C'est à l'opinion de la majorité des commissaires que l'administration, qui avait reçu également des renseignements directs de Manille, se rallia. Le 26 octobre, le secrétaire d'État télégraphiait à M. Day :

Les informations parvenues au président depuis votre départ l'ont convaincu que l'acceptation de Luzon seule, en laissant les autres îles sous la domination espagnole, ou pour être l'occasion de disputes futures, ne peut être justifiée par des raisons politiques, commerciales ou humanitaires. Nous devons exiger l'archipel entier ou ne rien demander. La seconde solution étant impossible, c'est la première que nous devons adopter...

La raison humanitaire était la raison principale qu'invoquait le président pour expliquer sa décision :

... L'expansion territoriale doit être le moindre de nos soucis;

1. Peace commissioners to Mr. Hay, télégramme du 25 octobre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 932-935).

l'important est de ne pas éluder les obligations morales de notre victoire. Il est avéré que l'autorité de l'Espagne est détruite à jamais dans tout l'archipel. En laisser une partie sous sa faible domination augmenterait nos difficultés et serait contraire aux intérêts de l'humanité. Le sentiment aux États-Unis est presque universel sur ce point que le peuple des Philippines doit être libéré de la domination espagnole¹.

Jugeant les Philippins, à la différence du peuple de Cuba, incapables encore de gouvernement, le président ne pouvait voir d'autre solution que l'annexion de l'archipel.

Les commissaires américains firent leur demande de cession de la totalité des Philippines à la séance du 31 octobre. Ils les revendiquaient en vertu du droit de conquête, la destruction de la flotte espagnole du 1^{er} mai ayant, suivant l'administration, déterminé le sort de Manille, et, par suite, de l'archipel entier. Les commissaires espagnols témoignèrent leur étonnement d'une prétention semblable, contraire, d'après eux, au protocole du 12 août. Ils soutenaient que l'occupation de Manille n'était que provisoire et que la situation politique de l'archipel n'avait pas été préjugée dans cet instrument, qui laissait au contraire aux négociateurs le soin de la déterminer. Le droit de conquête, sur lequel se basait le gouvernement américain, ne pouvait être invoqué, disaient-ils, en la circonstance². Il sembla de nouveau, pendant quelques jours, que l'on ne pourrait arriver à s'entendre. Les Espagnols menacèrent de rompre les relations. A Washington, cependant, si on voulait conserver les Philippines, on tenait aussi beaucoup à avoir un traité. Le gouvernement américain se résigna donc à faire quelques concessions, et les commissaires furent autorisés à offrir à l'Espagne une indemnité de 20 millions de dollars pour la cession de l'archipel. Les représentants espagnols proposèrent alors de soumettre le différend à un tribunal arbitral. Les Américains déclinèrent la proposition et renouvelèrent leurs offres, en demandant une réponse définitive avant le 28 novembre. C'était un véritable ultimatum. L'Espagne dut s'incliner devant la volonté des vainqueurs, et, le 10 décembre, le traité de paix définitif était signé sur les bases fixées par les États-Unis³.

1. *Livre rouge américain*, p. 935.

2. Mr. Hay to Mr. Day, 28 octobre 1898 (*Ibid.*, p. 937).

3. Treaty of peace between the United States of America and the Kingdom of Spain, signed at Paris, 10 décembre 1898 (*Livre rouge américain*, p. 831).

Le président avait maintenant à obtenir du Sénat la ratification de ce traité, qui apportait de si profonds changements à la politique de l'Union. Au lendemain de la victoire de Dewey, la question avait été soulevée dans la presse de savoir si les États-Unis devaient ou non s'établir aux Philippines. Beaucoup, dans le public, eussent vu avec joie donner l'ordre à l'escadre américaine, son œuvre accomplie, d'abandonner Manille. Le parti démocrate, qui avait le plus ardemment poussé à la guerre pour la délivrance des Cubains, appréhendait fort la tentation pour le gouvernement de devenir, à l'exemple des États européens, une puissance coloniale. Pourtant, sous l'influence de la victoire, dans l'enthousiasme des succès remportés, l'opinion publique se transforma vite. Le nombre augmenta rapidement de ceux qui voyaient dans les événements récents le signe de la « destinée manifeste » qui doit faire des États-Unis la première puissance du monde. Devait-on, par un attachement aveugle aux anciennes traditions, par une crainte pusillanime de questions inconnues jusqu'alors, se dérober au devoir qui incombe aux grandes nations de conduire dans la voie du progrès les peuples arriérés et dédaigner en même temps les résultats avantageux d'une guerre heureuse? C'est la diffusion de ces idées dans le public, leur réussite rapide auprès de lui, qui entraîna la décision de M. Mac Kinley. Dans les discours prononcés durant le voyage qu'il fit à l'automne dans les États de l'ouest, il parla surtout des devoirs nouveaux que la guerre avait imposés au pays :

Notre drapeau a été planté sur les deux hémisphères et il y flotte, symbole de liberté et de justice, de paix et de progrès. — Qui l'enlèvera aux populations qu'il abrite sous ses plis protecteurs? Qui osera l'abaisser?... Jusqu'à présent, nous avons accompli notre devoir. Est-ce maintenant, quand les résultats de la victoire sont inscrits dans un traité de paix, que nous nous détournerons timidement des devoirs imposés à notre pays par ses propres actes?

Le 4 janvier 1899, le président transmet le traité de paix au Sénat. Les débats ayant eu lieu en session exécutive ne sont pas publiés, mais on sait qu'ils furent très vifs; le résultat même du vote en est la preuve. La Constitution exige, pour la ratification des traités, une majorité égale aux deux tiers des votants.

Les républicains n'étaient qu'au nombre de 46 sur 90 sénateurs. Il leur fallait donc, pour faire triompher leur politique, détacher de l'opposition plusieurs de leurs adversaires. Parmi ceux-ci, un grand nombre étaient sans doute opposés à l'annexion, mais beaucoup trouvaient impossible de refuser la ratification du traité. M. Bryan, le chef des démocrates, leur candidat à l'élection présidentielle de 1896 et leur candidat désigné à celle de 1900, déclara que mieux valait accepter le traité : « le Congrès pourrait ensuite régler suivant sa volonté le sort des Philippines. » Son attitude décida du vote. Le 6 février, le Sénat adoptait le traité par 57 voix contre 27, une de plus seulement que le chiffre exigé par la Constitution; deux républicains votèrent avec l'opposition, mais dix démocrates et trois populistes vinrent grossir la majorité¹. Le 2 mars, la Chambre des représentants vota le crédit de 20 millions de dollars stipulé comme indemnité à l'Espagne; le 11 avril, l'échange des ratifications avait lieu à Washington.

Achille VIALATE.

1. Six sénateurs ne prirent pas part au vote.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

CARLYLE ET LE SAINT-SIMONISME.

LETTRES A GUSTAVE D'EICHTHAL.

J'ai retrouvé dans les papiers de mon père, se rapportant aux années 1830-1831-1832, deux longues et intéressantes lettres et deux billets de Thomas Carlyle au sujet du Saint-Simonisme. On trouvera ces documents traduits plus loin. La première des lettres était motivée par un envoi de livres saint-simoniens que mon père avait fait à Carlyle et qu'il lui avait annoncé dans une lettre dont il avait gardé copie et que je reproduis :

A l'auteur de l'article intitulé : « Caractères de notre époque. »

Juillet 1830.

Monsieur,

Au nom de mes Pères, chefs de la Société saint-simonienne, je vous prie de vouloir bien regarder comme vous étant personnellement adressée la note circulaire explicative du *Nouveau christianisme* qui se trouve inscrite au n° 34 ci-joint de notre journal *l'Organisateur*. Je vous prie aussi de vouloir bien prendre connaissance du *Nouveau christianisme* ainsi que des autres livres et journaux que j'ai cru devoir y joindre et dont l'ensemble renferme une exposition assez complète de notre doctrine.

Les disciples de Saint-Simon ont lu avec un vif intérêt l'article intitulé : *Caractères de notre époque* que vous avez inséré dans la *Revue d'Édimbourg* et que la *Revue britannique* a fait connaître en France. Ils ont admiré la vigueur avec laquelle vous avez tracé le tableau des travers de la Société actuelle; ils se sont réjouis du sentiment d'amour et de foi qui vous fait désirer, espérer un meilleur avenir; si vous n'êtes point allé au delà de ces *désirs vagues* et de ces *espérances incertaines*, ils ne vous l'ont point reproché; car ils savent qu'aux hommes seulement qui ont été éclairés de la lumière nouvelle que Dieu a donnée aux hommes par Saint-Simon, appartient aujourd'hui de voir l'avenir sous une forme précise et pour ainsi dire *face à face*; et

maintenant ils viennent à vous, ils vous appellent à jouir de cette lumière qui a lui sur eux et que vous semblez plus que tout autre préparé à recevoir.

Votre travail a été l'objet de deux articles dans notre journal; vous les trouverez dans les nos 32 et 36 de l'*Organisateur* ci-joints.

Lorsque vous aurez lu ces deux articles et la *Note explicative*, nous vous engageons à lire successivement le *Nouveau christianisme*, les numéros de l'*Organisateur* qui contiennent l'exposition des principaux points de notre dogme telle qu'elle a eu lieu cette année dans nos séances publiques, enfin le travail sur le passé et l'avenir des beaux-arts.

Trois autres ouvrages sont joints à ceux que je viens de citer : le *Producteur*, l'*Industrie*, l'*Éducation du genre humain*, par Lessing.

Sur ces ouvrages, quelques remarques sont nécessaires.

La *Note explicative* vous fera comprendre comment et pourquoi notre maître et son école sont longtemps restés au point de vue humain dans les spéculations philosophiques avant de passer au point de vue divin, à l'inspiration religieuse. Ainsi qu'un de nos frères l'a dit dans le travail sur les beaux-arts qui se trouve maintenant entre vos mains, « notre maître a commencé ses travaux comme Socrate et les a terminés comme Jésus. »

L'*Industrie* appartient à l'âge philosophique de notre maître, le *Producteur* à l'âge philosophique de ses disciples; ces ouvrages renferment d'excellents matériaux; mais on se méprendrait complètement si on les regardait comme représentant le caractère général de notre doctrine à son état actuel.

Dans le *Producteur*, les articles de M. Olinde Rodrigues sur Saint-Simon, ceux de MM. Enfantin et Bazard, qui sont aujourd'hui les Pères de notre Société, suffiront pour vous mettre au courant des questions les plus importantes traitées dans ce recueil.

Quant à l'écrit de Lessing, il contient des vues remarquables sur la perfectibilité de la révélation. C'est un de ces ouvrages qui, comme ceux de Vico en Italie, de Condorcet, de Maistre, de Ballanche en France, comme ceux des écoles philosophiques en Allemagne, comme les vôtres mêmes en Angleterre, ont annoncé ou annoncent l'aurore de la rénovation religieuse qui s'opère aujourd'hui par Saint-Simon. Nous serons charmés, Monsieur, de recevoir de votre part toutes les communications auxquelles pourra donner lieu l'envoi que nous vous faisons aujourd'hui.

Si vous nous écrivez, veuillez adresser vos lettres ainsi qu'il suit : « M. Gustave d'Eichthal, au bureau de l'*Organisateur*, rue Monsigny, n° 6. Paris. »

Je vous donne le salut de la fraternité chrétienne, espérant vous donner un jour celui de la fraternité saint-simonienne.

G. D'EICHTHAL.

Le journal de Carlyle, reproduit par Froude, mentionne, dans les termes suivants, l'envoi qui lui était parvenu : « J'ai reçu, il y a environ quatre semaines, une lettre étrange de Saint-Simoniens, motivée par mon article *Signs of the Times*. Ces hommes ont des idées extraordinaires, non sans une forte dose de vérité, et ils sont eux-mêmes des signes. Je suis curieux de savoir ce qu'ils deviendront. *La classe la plus pauvre* (en français) est évidemment en voie de se relever de son profond abaissement. » Et l'auteur du *Journal* écrit à la suite plusieurs pages de réflexions sur la mauvaise répartition des richesses.

Voici maintenant sa lettre à Gustave d'Eichthal :

A Monsieur Gustave d'Eichthal, au bureau du journal « l'Organisateur, »
rue de Monsigny, n° 6. Paris.

Craigenputtoch, près Dumfries (Écosse), 9 août 1830.

Cher Monsieur,

Il y a environ trois semaines est arrivé ici un paquet de livres, accompagné d'une lettre adressée à l'auteur de l'article intitulé : *Caractères de notre époque*. Le tout en excellent état ; les livres au complet, d'après la liste qui y était jointe. Étant l'auteur de l'article en question intitulé : *Signs of the Times*, dans la *Revue d'Édimbourg*, je ne puis qu'accepter avec plaisir cet envoi. Par quelle voie m'est-il arrivé jusqu'ici ? Je le saurai peut-être un jour.

Permettez-moi d'exprimer à vous-même et à la *Société saint-simonienne* toute ma reconnaissance de l'intérêt que vous prenez à mes études et ma vive satisfaction de voir acceptées par vous quelques-unes de mes idées. Et ici rendons hommage au caractère matériel et mécanique de notre temps auquel on fait tant de critiques¹. C'est

1. Ceci se rapporte à l'article de Carlyle, dans la *Revue d'Édimbourg* (recueilli dans le 1^{er} vol. des *Mélanges*), article qui était un long et éloquent développement de cette pensée : « Notre vraie Divinité actuelle, c'est la *mécanique*. » L'auteur traçait un tableau, curieux pour l'époque, des progrès des machines et rattachait au développement du machinisme l'organisation corporative, scientifique, industrielle et littéraire qui se substituait peu à peu à l'initiative individuelle. L'individu, disait-il, ne peut plus rien sans une machine ou une association. Vivre aujourd'hui, c'est se lier à un parti ou en créer un. Il proclamait notre supériorité dans l'action extérieure de la vie et craignait que nous ne fussions inférieurs à d'autres siècles sous le rapport de la valeur morale, de la dignité de l'âme et du caractère. — « Les hommes, ajoutait-il, ont perdu leur foi dans l'invisible et travaillent dans le visible... La philosophie même a suivi cette pente... Nous ne nous demandons plus : qu'est cet objet ? mais : comment est-il ? »

En terminant, l'auteur affirmait sa foi dans le progrès. « Notre nuit, disait-il, est voisine de l'aurore. » La *Revue britannique* le traduit en l'attribuant à A. Smith.

grâce à lui et aux triomphes des sciences physiques que les pensées d'un solitaire, qu'il verse silencieusement dans le courant des choses humaines, vont à travers les mers jusqu'à de lointaines capitales et qu'à peu d'intervalle elles lui ramènent jusque dans ses granits d'Écosse une réponse fraternelle.

J'ai parcouru dans l'ordre indiqué vos écrits en y consacrant le loisir dont je disposais, me réservant d'ailleurs d'y revenir plus à fond dès que je le pourrai.

Votre entrée en scène est plutôt extraordinaire. Mais je me suis aperçu depuis longtemps que l'extraordinaire n'est pas toujours le faux et que c'est une bonne règle d'y regarder de ses propres yeux. Si j'avais pu imaginer en 1825 que, près du Palais-Royal, au milieu des *cafés et billards* de votre joyeuse cité¹, une société d'apôtres couvait dans son sein une nouvelle religion, qu'avec un zèle judicieux et une grande pénétration philosophique elle cherchait ardemment à répandre, j'eusse aussitôt tenté de faire votre connaissance personnelle.

Dans ces livres, la plupart nouveaux pour moi, je ne trouve rien ou presque rien à reprendre; en tous cas, l'esprit qui les inspire a toute ma sympathie. Vos opinions sont souvent celles qui me sont chères et que dans mes écrits j'ai cherché à exprimer plus ou moins clairement. Que le dernier siècle ait été une période de négation, d'irrégulation et de destruction à laquelle doit succéder une période d'affirmation et de religion, si la Société doit être reconstituée ou même continuer à exister, c'est là une vérité qu'avec ses innombrables corollaires les penseurs de tous les pays sont prêts à accepter. Il est également vrai que la religion étant le seul lien et la vie des sociétés, le seul gouvernement réel a toujours été une hiérarchie; bien plus, c'est maintenant une hiérarchie ou une hérésiarchie; nos vrais gouvernants dans ce siècle sont non pas les Capets ou les Guelfes, mais le pape Voltaire, l'évêque Hume, l'évêque Smith, l'archidiacre Helvétius et quelques autres avec des milliers de journalistes pour curés²; et de ceux-là rois,

1. Carlyle avait passé quelques jours à Paris. Dans son *Journal*, il décrit le Palais-Royal comme le repaire de la vanité et du vice, « un vrai palais de *tigres-singes*, comme Voltaire appelait ses compatriotes... Je me réjouis d'être séparé de ce lieu par la ceinture de l'Océan. »

2. Je retrouve cette idée dans *Sartor resartus* (Trad. franç., p. 291) : « Il n'y a pas d'Église, dis-tu ? La voix des Prophètes s'est tue ? Voilà justement ce que je conteste. Ne fait-on pas encore une prédication suffisante ? Un Frère Prêcheur s'établit dans chaque village ; il y dresse sa chaire qu'il appelle *Journal*. » Carlyle avait, d'ailleurs, déjà exprimé la même pensée dans l'article *Signs of the Times* : « La vraie Église d'Angleterre, en ce moment, c'est les directeurs de journaux. Ils prêchent chaque jour ou chaque semaine et morigènent les rois eux-mêmes, annonçant la paix ou la guerre, censurant, consolant, édifiant, avec une autorité qui n'a appartenu qu'aux prédicants de la Réforme ou aux anciens papes..., semblables à certains ordres mendiants, extérieurement remplis d'un saint zèle, avec, intérieurement, des visées plus terrestres... »

premiers ministres et feld-maréchaux sont les sacristains et les bedeaux, gagnant, il est vrai, des salaires absurdes et faisant mal leur besogne.

Cet avenir et ces grands intérêts de la Société sont présentés dans vos livres avec un enchaînement logique plein de force, avec une grande abondance et une grande clarté de démonstration, jointes à la chaleur d'un noble zèle. Je suis d'autant plus curieux de comprendre comment dans vos esprits l'idée scientifique s'est transformée en religion, dans quel sens, et non sous forme de métaphore, des hommes aussi cultivés et de pensée aussi puissante, qui sont au-dessus de toute superstition et de toute tromperie, emploient ces mots extraordinaires : *Dieu est revenu à la France en Saint-Simon, et la France annoncera au monde le Dieu nouveau*. C'est là le point le plus important de tous ceux sur lesquels je voudrais des éclaircissements. Vous, les disciples dévoués, ne prenez pas en mauvaise part l'opinion d'un homme étranger à votre doctrine et à votre maître; mais, dans les écrits de Saint-Simon, même dans le *Nouveau christianisme*, je trouve en effet une nature ardente et forte d'espérance, une vision d'avenir hardie, pénétrante, et cependant souvent, il me semble, hâtive et superficielle; en tous cas, rien d'un caractère divin; comme inspiration, celle que peut ressentir tout homme de génie qui, ayant aperçu la vérité, l'a embrasée de toute son âme, celle aussi que plusieurs de ses disciples revêtent d'une forme encore plus saisissante. N'en doutez donc pas : le livre où vous exposerez vos principes religieux sera particulièrement bien venu ici; l'histoire détaillée et l'organisation actuelle de votre Société, ses actes intérieurs et extérieurs, son recrutement, sa situation politique et économique; tout l'ensemble de son existence sont des questions du plus haut intérêt pour moi.

Que mon bienveillant critique de l'*Organisateur* ne croie pas d'ailleurs que ma défiance des groupes ou comités aille jusqu'à l'aversion pour les associations fondées sur la religion, qui est la seule base vraie et durable de toute association. La religion ne peut réellement exister que dans l'union; je l'ai senti depuis longtemps; cette profonde, mystique, incommensurable sympathie que l'homme a pour l'homme est le vrai élément de la religion; la *communio des saints*, dont il est parlé dans le *Credo*, n'est pas une illusion, mais le fait dominant de notre destinée¹.

Qu'il n'existe, pour le moment, aucune religion publique, il suffit d'ouvrir les yeux pour le constater; qu'il doive en exister une, nul homme qui sent en lui une âme d'homme généreuse et intacte n'en peut douter, car cette même toute-puissance que nous appelons Dieu est toujours autour de nous et en nous, et rien de ce que l'homme a

1. Ce passage est reproduit presque textuellement dans *Sartor resartus*, p. 285 : « Il y a littéralement une vivante Communion des saints, vaste comme le monde lui-même et comme l'histoire du monde. »

fait et a été, l'homme n'est devenu incapable de l'être et de le faire. La foi, qui réside dans tout cœur pieux, nous enseigne que l'homme aujourd'hui n'est pas aveuglé, mais entouré de ténèbres; s'il a longtemps marché sous la lueur des embrasements, parmi le fracas des cités croulantes, et s'il s'arrête maintenant en larmes parmi les cendres et la désolation, une aube nouvelle lui apparaîtra bientôt. « De ces cendres jailliront de futures prairies et de riches moissons. » — « Maintenant, » dit Jean-Paul, un penseur profond et prophétique qui vous est probablement bien connu, « c'est le glas de la douzième heure nocturne; les spectres hurlent, les morts marchent, les vivants rêvent. A toi, éternelle Providence, de faire poindre le jour! » Vous êtes dans la bonne direction, j'en suis sûr, car vous êtes animé de cet esprit de martyre et d'apostolat qui ne s'est jamais complètement trompé. Êtes-vous dans le bon sentier? Je me réjouirai de le constater et je l'espérerai jusqu'à ce que j'aie eu la preuve du contraire. Et, en vous souhaitant du fond du cœur un bon succès, bien plus, en m'efforçant, dans ma propre voie, de coopérer à vos efforts, je demeure, cher Monsieur, votre ami et celui de votre Société.

Thomas CARLYLE.

Mon adresse est : « Thomas Carlyle, Craigenputtoch, Dumfries (Écosse). » Les libraires de Londres *Black, Young and Young*, correspondent parfois avec moi, de même *Treuttel et Würz*, qui ont un établissement à Paris. — J'entends dire aujourd'hui que votre vieille bête de roi est arrivé en Angleterre; entre nos deux pays, qui maintenant commencent à se comprendre, il n'y aura pas de guerre; espérons qu'il n'y en aura jamais plus! — Avec le duc d'Orléans, si les choses s'arrangent définitivement, tout sera pour le mieux. En tous cas, votre tâche, si vous voulez l'accomplir sincèrement, n'est pas celle d'un jour ou d'une génération, mais de tout un avenir. Si votre Société était curieuse de comparer avec ses propres vues quelques-unes de mes idées morales et religieuses qui, bien qu'issues d'un point de départ presque opposé, correspondent d'une façon curieuse avec les vôtres, vous les trouveriez dans un article intitulé *Voltaire*, n° 6 de la *Foreign Review*; *Novalis*, n° 7 de la même revue, et *Gœthe*, n° 3. La *Foreign Review*, maintenant fondue avec la *Foreign quarterly Review*, se vendait chez Galignani et chez Arthus Bertrand à Paris. Mais, probablement, elle vous est inconnue, et elle le mérite pour une grande partie de son contenu.

Mon père continua de tenir Carlyle au courant des publications et des travaux de l'École, car je trouve mentionné, dans ses notes, l'envoi d'une collection du *Globe* et d'un volume.

Carlyle semble avoir persévéré dans l'intérêt qu'il portait aux néophytes et à leur Église, et cela malgré le conseil que lui avait donné Gœthe et que Froude reproduit dans ces termes d'après le journal de

Carlyle : « Tiens-toi, je t'en prie, à l'écart de la Société saint-simonienne » (von der Société saint-simonienne, bitte dich fern zu halten). Carlyle inscrit dans ce même journal : « Je viens de lire, dans la *Quarterly Review*, l'article de Southey sur les Saint-Simoniens. C'est un misérable article, écrit non par un philosophe, mais par un chantre de paroisse... Il sait ce qu'ils ne sont pas, mais il ne sait rien de ce qu'ils sont. »

La lettre suivante, du 17 mai 1831, est écrite en réponse à une lettre de Gustave d'Eichthal, du 27 avril, que je ne retrouve pas.

*A Monsieur Gustave d'Eichthal, au bureau du journal « le Globe »,
6, rue Monsigny. Paris.*

Craigputtoch, Dumfries, 17 mai 1831.

Cher Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 27 avril, qui m'est arrivée il y a quelques jours, et je m'empresse d'y répondre. Votre envoi de publications saint-simoniennes, contenant l'*Organisateur*, la première année de l'*Exposition* et divers autres écrits, m'est parvenu sous forme de deux paquets successifs. Je n'ai pas manqué de les lire attentivement. Un nouveau paquet, de contenance analogue, m'est annoncé de Londres; il trouvera ici au moins un lecteur assidu.

Je ne puis que me réjouir d'être en relations amicales avec des hommes d'intelligence élevée et d'esprit religieux. Avec de tels hommes, et avec eux seulement, on peut être en amitié et en communauté d'âme. Pour moi et pour tous les esprits généreux, c'est un spectacle d'une haute signification, et je pourrais dire d'une émouvante beauté, qu'une phalange d'hommes comme vous, forte de sa foi, se serrant avec un courage désespéré pour le bon combat et faisant front héroïquement, à l'aide des armes et de la tactique dont elle dispose, contre l'innombrable armée du mal. Et quel singulier hasard aussi, permettez-moi de m'en féliciter, qui fait que celui qui a ici l'honneur de correspondre avec vous sur des sujets d'intérêt public se trouve déjà avec vous en rapports personnels; en effet, mon ancien élève, Charles Buller, est de vos relations; et, ce qui est plus extraordinaire, mon frère, que vous verrez à Londres, a été, pendant une année entière, l'hôte de feu votre digne oncle le baron von Eichthal à Munich, avec qui je me suis trouvé également en correspondance amicale. Je me réjouis de tous ces liens qui nous rapprochent.

Vous voudriez savoir ce que je pense actuellement de votre Société, de ses doctrines, de son avenir, de ses actes? J'essaierais vainement d'exposer mon opinion avec quelque précision; depuis plusieurs mois, j'ai tantôt jeté un coup d'œil rapide, tantôt fixé un regard attentif sur le phénomène que vous êtes, et il en est résulté un état d'esprit complexe; fait d'approbation, de curiosité, d'anxiété, et où l'étonnement

nuît encore à la netteté du jugement; ce n'est pas une, mais plusieurs lettres qu'il me faudrait pour dire le peu que je sais de vous et combien je désire en savoir plus.

Je dois vous dire en toute sincérité que mon respect pour la personne de vos frères et de vos chefs, loin de diminuer, s'est accru à mesure que je les étudiais mieux; j'aperçois en vous des hommes d'une vive pénétration intellectuelle, d'un caractère décidé, animé d'un zèle noble qui les éclaire autant qu'il les enflamme; des hommes avec qui tous les cœurs généreux doivent en tous cas se sentir dans une certaine confraternité. Je puis même dire que vos opinions doctrinales, politiques, morales, philosophiques portent pour la plupart en elles-mêmes leur justification, et j'y adhère de grand cœur; souvent, j'y retrouve seulement exposé d'une façon plus rigoureuse ce que j'avais déduit de mes propres observations. A mes yeux, une de vos plus importantes démonstrations est celle de la non-existence actuelle d'une Société, celle aussi de l'alternance des périodes critiques et organiques dans l'histoire; je suis touché également de la chaleur de vos préceptes concernant notre devoir envers les pauvres, lequel, à vrai dire, n'est que l'ancien devoir d'amour, de charité envers le faible, le faible par manque d'argent ou d'autres ressources, devoir qui a été et qui doit être la base de toute morale sociale. Il n'est pas non plus douteux que votre maxime : *à chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres*, est le but de toute vraie organisation sociale qui sera d'autant plus parfaite qu'elle s'en approchera davantage. En résumé, si la doctrine saint-simonienne se présentait comme une doctrine purement scientifique, ou comme la *prophétie* d'une *perfection suprême* vers laquelle la Société doit progresser, je pourrais, sauf de légères réserves, y souscrire et convenir avec vous, bien sincèrement, qu'il est du devoir de chacun, dans la mesure de ses moyens, de concourir à votre entreprise. Cependant, il y a un trou noir qui reste pour moi encore complètement ténébreux. Vous vous intitulez une *Église* et vous vous donnez pour les fondateurs d'une nouvelle *religion*; mais cette religion, je vous l'avoue, jusqu'ici je la cherche en vain. Loin de moi de vous refuser une sorte de *renoncement* pieux et le sentiment de l'existence de Dieu dans la nature, dans tous les phénomènes de la nature, spécialement dans l'homme, qui est sa principale création; je ne voudrais pas non plus entreprendre témérairement d'expliquer ce qu'est la religion ou de définir ce qui est proprement indéfinissable. Mais assurément, dans toutes les religions jusqu'ici reconnues, un élément indispensable, et même essentiel, était celui-ci : *un symbole ou une représentation symbolique dans laquelle la divinité se manifestait d'une façon sensible*. Le symbole peut être des plus grossiers, comme une idole scandinave ou un *munbo-jumbo* africain, ou des plus élevés et d'une signification infinie, comme Jésus de Nazareth, sa *vie*, sa *biographie* et tout ce qui en a découlé; mais, en tous cas, il faut qu'il y ait quelque symbole qui s'offre de lui-même aux

croyants, car c'est par là seulement que l'imagination, le vrai organe de l'Infini dans l'homme, peut s'harmoniser avec l'intelligence, qui est l'organe du fini. Jusqu'ici, je ne trouve nulle part dans votre doctrine un tel symbole; je n'en trouve même pas un vestige; tout au plus, vois-je la prophétie d'une religion; mais jusqu'ici pas de religion. Ou, si notre symbole de la divinité doit être l'*Univers* lui-même et notre évangile l'*histoire de l'homme*, à mon avis une telle religion prend à tort le nom de *Saint-Simonisme*, car elle a été la religion de tous les penseurs (quoique dans une communion largement disséminée) du dernier demi-siècle, de Goethe par exemple, et, à un moindre degré, de Schiller, Lessing, Jacobi, Herder. Hélas! la *liturgie* de cette religion est encore à créer; ses *homélies* aussi gisent dispersées dans ce vaste Océan écumeux que nous appelons littérature¹, et ce serait un homme supérieur celui qui saurait les recueillir et les compléter.

Je me demande même, sur ce point, si vous faites bien de *prophétiser* seulement la bonne nouvelle, religieuse et politique (ce qui semble être votre tâche actuelle), lorsque, peut-être, vous pourriez mieux contribuer à la hâter par d'autres moyens. Pourquoi s'en tenir à *montrer du doigt* la terre promise, que tant d'hommes de toutes nations ont déjà découverte, lorsqu'avec des facultés comme celles dont quelques-uns d'entre vous ont fait preuve on pourrait nous donner des *ailes* pour l'atteindre, ce qui serait le plus précieux service à nous rendre?

Vous vous tromperiez gravement si vous imputiez ces critiques à un aveuglement obstiné, à une indifférence hostile et non à un doute sincère fondé probablement, dans une large mesure, sur le manque d'information suffisante. Je me suis dit et je me répète : voici des hommes qui savent et sentent par toute leur âme la grande vérité presque oubliée, *l'homme est toujours l'homme*, et s'en font gloire comme ils le doivent. Avec ces hommes, je suis du fond du cœur, sinon frère en Saint-Simon ou en aucun autre mortel, du moins frère en Dieu, par l'inspiration duquel eux et moi sommes faits pour nous entendre. Mieux vaut, dans ce siècle de machines à vapeur, qu'une vérité aussi sublime et si réconfortante soit mal appliquée plutôt que de rester inconnue.

C'est pourquoi, sans compter les autres raisons, je vous souhaite de réussir en Angleterre et je me réjouirai de vous y rencontrer et de m'entretenir amicalement avec vous. Malheureusement, mes engagements, auxquels s'ajoutent des considérations d'économie, ne me permettront pas un voyage à Londres. Mais il y a un moyen : ne pourriez-vous pas venir ici? Vous avez le choix entre trois *stage-coach* qui vous amèneraient à Dumfries en trente-six heures; deux heures après vous seriez ici, dans nos rochers solitaires; vous êtes sûr d'y trouver un

1. Cf. *Sartor resartus*, ch. VII : « Il n'y a pas, dites-vous, de religion? Insensés... Avez-vous regardé ce qu'il y a dans cet immense océan écumeux que nous appelons *Littérature*? Là flottent épars les fragments d'une vraie *homélie*, que le temps rassemblera, et même les fragments d'une *Liturgie*. »

accueil chaleureux, de longues conversations, une hospitalité suffisante pour un philosophe. Ma femme, qui connaît un peu vos doctrines et se fait comprendre dans les trois langues que vous parlez, s'unit à moi pour vous adresser cette invitation cordiale. Croyez bien que ce serait le meilleur moyen d'entrer en communication directe. J'espère que ce projet pourra se réaliser prochainement, et pour le moment, avec tous mes bons souhaits pour vos frères et pour leur cause, je reste votre sincèrement dévoué.

T. CARLYLE.

P.-S. — Si vous visitez l'Angleterre en ce moment, vous la trouverez dans un état de fermentation électorale que les hommes les plus âgés n'ont pas encore vu. La démocratie s'est soulevée et ne s'arrêtera pas jusqu'à ce qu'elle ait conquis ses droits ; ce pauvre monstre aveugle croit, pour le moment, que la liberté réside dans la franchise électorale, qu'en tressant ses chaînes en festons elle sera libre. Dans notre état habituel, nous avons trois grandes sectes actives parmi nous : premièrement, les chrétiens, une classe encore puissante et même respectable, bien au-dessus de ce qu'elle est chez vous et ailleurs ; elle seule possède encore un vestige de religion ; secondement, les incroyants *whigs*, dont le principe est le *dilettantisme* en tout ; troisièmement, les incroyants radicaux ou utilitaires, pour qui l'âme est synonyme d'*estomac*. Une classe honnête et de laquelle il y a à espérer.

Le meilleur moyen pour les lettres est de les adresser ici directement. Une lettre de Paris arrive au bureau de poste de Dumfries, avec un port insignifiant, et en toute sûreté, en quatre ou cinq jours.

Quelques mois après, le billet suivant fut apporté à Gustave d'Eichthal par le frère de Carlyle :

Londres, 3 octobre 1831.

Cher Monsieur,

Permettez-moi de vous présenter mon frère, le Dr Carlyle, qui est en route pour l'Italie, et qui, passant par Paris, souhaite faire votre connaissance. Je l'ai chargé, et c'est aussi son propre désir, de se familiariser autant que possible avec la doctrine de Saint-Simon sous son aspect actuel. Vous le trouverez déjà en rapports amicaux avec vos parents d'Allemagne.

J'ai plaisir à recevoir régulièrement les numéros du *Globe* et j'y trouve nombre d'informations sur diverses matières qui m'intéressent beaucoup et qui ne sont que peu ou pas comprises ici. C'est en partie pour vous en témoigner ma reconnaissance que j'avais résolu de vous envoyer une version anglaise du *Nouveau christianisme*, que j'ai écrite en Écosse il y a plusieurs mois. Mais je ne puis, en ce moment, ravoïr le manuscrit, qui est entre les mains du Dr Bowring ; il me faudra donc attendre une autre occasion. Mais si, pour quelque raison, cette traduction pouvait vous être utile, je la mets de grand cœur à votre disposition.

J'ai été amené ici, il y a quelques semaines, par une petite affaire d'ordre littéraire, et maintenant les choses ont tourné de telle sorte que j'ai fait venir ma femme et que nous passerons l'hiver à Londres. Si la mission apostolique que vous annoncez devait avoir lieu avant trois mois, nous comptons être avertis les premiers de votre arrivée et vous voir souvent. Ce sera pour moi un très grand plaisir de discuter à loisir avec vous les graves questions dont vous vous occupez. Et pour vous personnellement, comptez sur notre accueil chaleureux.

Vous souhaitant cordialement le bonheur et le succès en tout où vous pouvez le désirer, je suis, cher Monsieur, votre tout dévoué.

Thomas CARLYLE.

A M. Gustave d'Eichthal, du collège Saint-Simonien, à Paris, rue Monsigny, 6. Par M. le Dr Carlyle.

L'échange de lettres entre les deux correspondants se transforma en relations personnelles dans l'hiver de 1834, pendant lequel mon père et Charles Duveyrier furent envoyés par l'École, comme missionnaires de la doctrine, en Angleterre. Gustave d'Eichthal alla voir Carlyle à Londres, et je trouve, dans une lettre de M^{me} Carlyle, une note sérieuse sur cette visite. (La lettre est de décembre 1834 et adressée à miss J. Carlyle, *Recueil Froude*) :

La plus intéressante connaissance que nous ayons faite est celle des Saint-Simoniens. Vous pouvez penser comme mon cœur a battu lorsque, l'autre jour, on m'apporta une carte au nom de Gustave d'Eichthal. J'étais seule. Notre abord fut tout à fait cordial et, comme il parle bien anglais, nous eûmes une conversation animée jusqu'au moment où Carlyle rentra. Gustave d'Eichthal est un homme qu'on ne peut s'empêcher d'aimer à première vue; il est si doux, si franc, si convaincu, prêt à faire et à souffrir tout pour sa foi. Il est accompagné d'un ami, qu'il nous a amené aujourd'hui avec Mill et Detrozier; c'est un homme plus vigoureux, peut-être plus imposant, que d'Eichthal, et qui semble avoir tout à fait séduit Carlyle. Duverrier (*sic*), c'est, je crois, son nom, au premier coup d'œil est laid; il est tout marqué de petite vérole; mais, peu à peu, on s'étonne d'avoir eu cette première impression, tant sa nature est captivante et prenante. Nous espérons les voir beaucoup tous les deux avant de quitter Londres...

Mon père n'a laissé que peu de notes sur sa mission en Angleterre; son séjour à Londres fut d'ailleurs écourté par la nécessité qui s'imposa à lui de revenir à Paris, rappelé par les difficultés qui s'élevaient entre les chefs de l'Église saint-simonienne, puis par le procès qui fut intenté à Enfantin et où ceux de ses disciples qui lui étaient restés fidèles voulurent prendre la défense de l'École. Une

de ces notes rapporte sans commentaires une conversation avec Carlyle le 30 janvier 1832.

Il n'est pas question nominativement de lui dans le rapport que Gustave d'Eichthal adressa à Enfantin (26 janvier 1832) sur le succès de la mission et qui figure dans la grande publication des documents saint-simoniens (*Notices historiques*, 5^e vol., p. 244) et d'où je tire le passage suivant :

Cher père, depuis notre arrivée, nous avons vu beaucoup d'amis. Ceux qui, de Londres, avaient jugé la mission inopportune, sont complètement revenus de cette idée. Maintenant, personne ne doute autour de nous que nous n'excitions de vives sympathies... Les efforts des Owenistes, des Benthamistes, des Unitairiens ont préparé le sol. Nous avons entendu hier à l'*Union politique* le vrai pape irlandais, O'Connell, développer, avec une éloquence admirable et au milieu des trépignements de pieds et des hurras, l'alliance intime que l'Irlande, dans la personne de ses députés, faisait avec l'Angleterre pour l'obtention du bill de réforme, et, par ce bill, d'une régénération commune... Notre conviction profonde, éclairée par l'avis de nos amis, est que nous devons aller droit à Manchester, au milieu des populations manufacturières de l'Angleterre..., et y convoquer un meeting, qui sera, nous l'espérons, de quelque dix mille hommes¹.

1. De Londres, Duveyrier écrivait à Enfantin, le 10 février 1832, une lettre que je retrouve dans les papiers de mon père, et qui, je crois, n'a jamais été reproduite :

« Londres, le 10 février 1832.

« Très cher Père,

« ... J'ai parlé à nos amis du projet d'exposition en français. Nos amis, qui sont jusqu'à présent owenistes, républicains ou rigoristes libéraux, ou philosophes positifs, sont convaincus que cette exposition ne fera aucun effet : « Les classes élevées, disent-ils, sont sans pitié, sans intérêt pour l'amélioration des classes pauvres. Votre exposition n'intéressera personne. »

« Je suis loin de penser comme eux. Je compte moins sur l'intérêt de la haute classe, pour ce qui concerne le soulagement du sort misérable de la classe la plus nombreuse, que sur sa curiosité.

« Je pense donc que le voyage de Barrault est une excellente chose, et je me réjouis beaucoup de le voir arriver.

« Nous sommes ici très bien avec tous les partis populaires, unionistes, owenistes, etc. Les ouvriers sont prêts, nous les aurons quand nous voudrons, mais nous ne pouvons, nous, Français, les prendre immédiatement sans nous enlever, pour toujours, toute espèce d'action sur les classes élevées.

« La lutte est ici plus intense que partout ailleurs, il n'y a pas de moyenne classe. Notre mot de *bourgeoisie*, *bourgeois*, n'a pas d'expression analogue en anglais. Tous les hommes qui ont travaillé jusqu'à ce jour à l'amélioration des classes nombreuses n'ont eu d'influence que sur les classes nombreuses qu'ils ont considérablement moralisées et instruites surtout en ce qui concerne l'éco-

C'est à la fin de son séjour à Londres que mon père reçut de Carlyle le billet suivant, après lequel je ne trouve plus de correspondance entre eux :

4, Ampton street, 15 février 1832.

Cher Monsieur,

L'éditeur du « Magazine » se décidant à ne pas publier cette traduction, je la mets, selon ma promesse, à votre entière disposition. Je vous autorise pleinement à l'imprimer ou à la brûler, ou à en faire ce que vous voudrez, à la seule condition que *mon nom ne soit pas mentionné*.

La « Notice du traducteur » sera sans doute inutile à présent, je vous l'envoie cependant aussi ; j'y exprime sincèrement mon impression sur l'influence possible de Saint-Simon et de son écrit sur notre public anglais, et cela dans des termes plutôt en dessous qu'au dessus de l'opinion que je me suis faite de ce dernier écrit (ce à quoi j'étais naturelle-

ment politique. Vous seriez dans l'admiration de la force et de la simplicité de la logique populaire livrant bataille à la troupe savante et très vénérée, dans les hautes classes, des économistes... Vous seriez touché, très cher Père, de la disposition bienveillante, facile des ouvriers, déjà distingués et élevés au milieu de leurs frères, à comprendre, à sentir la nécessité d'une hiérarchie pacifique et d'une religion industrielle. Je suis convaincu que nous ne quitterons pas l'Angleterre sans avoir fait de grandes choses dans la classe productrice de ce pays. Nous y aurons fondé un lien puissant de co-patriotisme avec la classe ouvrière de France, et un lien plus intime encore de co-religion avec nos chers industriels. Mais, je le répète, dans l'intérêt même de la classe nombreuse de ce pays, il importe de commencer par les classes élevées qui n'ont ici aucun point de contact avec les ouvriers ; il importe au moins de faire assez parler de nous dans le monde, ainsi qu'on l'appelle, pour que notre action sur les ouvriers n'ait pas l'air d'être notre unique affaire.

« ... Ici, il faut flatter et caresser, justifier et applaudir, et, quand une fois on s'est fait ainsi un terrain convenable sur lequel on a attiré son monde, alors on infiltre adroitement bien des choses...

« Les Anglais sont encore excessivement chrétiens de forme et de convenances, et cela a une profonde raison : sans ce frein, je ne sais, en vérité, ce que serait aujourd'hui l'Angleterre, dont les sens parlent très haut.

« La plus grande antipathie existe contre les *docteurs* étrangers, mais on est très bien disposé quand on se présente comme venant soi-même étudier le pays et l'instruire à titre d'échange.

« Le pied sur lequel nous devons nous tenir vis-à-vis des classes élevées, ainsi que je vous l'ai déjà écrit, est celui de visiteurs français venant apprendre [aux Anglais] ce qui se passe en France, et prouver, par la connaissance que les Anglais ont de la France, que c'est là immanquablement ce qui lui convient. Il est possible de convaincre la société anglaise que, d'ici à peu d'années, la France entière sera saint-simonienne, comme en peu d'années elle a été républicaine et empire ; et ceci est, sans contredit, un des points actuellement les plus importants... »

ment forcé). Ma tâche, en ce qui concerne ce sujet, est, je le crois, maintenant accomplie.

J'espère vous voir bientôt et avoir de bonnes nouvelles de Paris, et je suis, cher Monsieur, votre tout dévoué.

T. CARLYLE.

Dans *Sartor resartus*, qui parut en 1838, mais qui fut écrit en 1831 (les similitudes que nous y avons relevées avec les lettres de cette même année à Gustave d'Eichthal sont saisissantes), Carlyle a parlé deux fois du Saint-Simonisme. Il fait citer par son docteur Teufelsdræckh, sans le critiquer, « cet étrange aphorisme de Saint-Simon touchant lequel il y aurait, comme aussi touchant son auteur, tant à dire : *L'âge d'or qu'une aveugle tradition a placé jusqu'ici dans le passé est devant nous.* » (Trad. franç., p. 273.)

Puis les Saint-Simoniens lui fournissent un dénouement pour son héros. Je ne serais pas étonné que la correspondance à laquelle il est fait allusion dans les lignes suivantes soit celle dont nous venons de donner la traduction, car je n'ai pas trouvé trace de lettres que Bazard ni Enfantin (d'ailleurs séparés à ce moment) aient adressées à Carlyle :

Lorsque la Société des Saint-Simoniens transmet ici ses propositions et que tout le *Ganse* fut un vaste caquet de rires, de cris d'alarme ou de stupéfaction, notre sage resta muet, et, à la fin du troisième soir, il dit simplement : « Encore des gens qui ont découvert, non sans ébahissement, que l'homme est encore l'homme¹, et déjà vous les voyez faire de cette grande vérité, si longtemps oubliée, une fausse application. »

Depuis lors, ainsi que l'enquête du directeur des postes l'a constaté, il y a eu au moins une fois échange de lettres entre MM. Bazard-Enfantin et notre professeur lui-même ; on ne peut faire en ce moment que des conjectures quant à leur teneur. La cinquième nuit d'après, on le vit pour la dernière fois. Cet homme inappréciable... a-t-il été clandestinement enlevé par des émissaires de ces sectes ou bien s'est-il rendu volontairement à leur quartier général pour discuter avec elles ou les attaquer de front?... (*Sartor Resartus*, trad. franç., p. 340.)

Je laisse pour le moment à d'autres le soin de rechercher et de mesurer quelle empreinte définitive et peut-être, jusqu'à un certain point, inconsciente, le Saint-Simonisme a marquée sur le futur auteur de *Chartism* (1840), de *Past and present* (1843). Carlyle a subi beau-

1. Cf. Lettre à G. d'Eichthal du 17 mai 1831, ci-dessus, p. 298.

coup d'influences, quelques-unes même contradictoires, et son œuvre est des plus complexes, voire des plus chaotiques. Il serait difficile, cependant, de ne pas apercevoir, dans les apostrophes enflammées du mordant écrivain contre l'économie du *laissez-faire*, dans ses tableaux douloureux de la misère de l'Angleterre laborieuse, qu'il disait devenue une *terre d'inanition*, dans sa flétrissure des oisifs, dans ses appels aux « bons gouvernants, » dans son culte même des héros, comme un reflet vibrant des publications saint-simoniennes.

A travers lui, elles ont eu une grande influence sur le socialisme idéaliste et sur le socialisme chrétien anglais : « Lisez Carlyle de tout votre cœur et avec toute votre intelligence, » écrivait Ruskin, devenu son élève et son ami, « vous apprendrez par lui, sur le travail et la rémunération du travail, des maximes que vous devez retenir ! »

Eugène d'EICHTHAL.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

ÉPOQUE MODERNE.

(Suite et fin¹.)

XVIII^e SIÈCLE. — Il est regrettable qu'à une très consciencieuse étude sur les impôts directs sous l'ancien régime, particulièrement dans le Sud-ouest, M. Marcel MARION ait cru devoir donner ce titre : *l'Impôt sur le revenu au XVIII^e siècle, principalement en Guyenne*². Il est regrettable que les préoccupations dont ce titre témoigne transparaissent trop souvent, non seulement dans l'introduction, mais dans le texte de l'ouvrage, et altèrent quelque peu la sérénité de l'historien. M. Marion, adversaire de l'impôt sur le revenu global, partisan de l'impôt sur les revenus, établit entre le premier et la taille et la capitation, entre le second et les dixièmes et vingtièmes une assimilation des plus contestables³. Mais ce n'est pas affaire à la *Revue historique* d'entrer dans ces controverses.

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXII, p. 81.

2. Toulouse, Privat; Paris, Picard et Guillaumin, 1901. In-8° (*Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. VII), xv-247 p.

3. La taille ne porte que sur un seul revenu, le revenu foncier. M. Marion est amené à montrer, au contraire (p. 30, n. 1), que ce sont les réformateurs, le Boisguillebert du *Factum* et Vauban qui proposent de remplacer la taille par un impôt sur le revenu global. La capitation ressemble plus que la taille à un impôt sur le revenu. C'est un peu à la faveur d'une confusion que M. Marion écrit, p. 83 : « Ainsi, sous quelque forme que ce fût, taille personnelle, capitation, l'impôt global sur le revenu était, à la veille de 1789, honni, proscrit, considéré comme incompatible avec le bon ordre, hautement condamné. » D'ailleurs, il considère comme un progrès relatif l'institution de la taille tarifiée, qui n'est pas loin d'être un impôt sur le revenu. A mon sens, ce sont les dixièmes et vingtièmes qui cherchent à atteindre le revenu global, tout le revenu de chacun. M. Marion les baptise impôts sur les revenus, parce qu'ils appliquent le système des cédules distinctes pour revenus distincts. Mais presque tous les projets actuels d'impôt sur le revenu global admettent plus ou moins les

Je dois simplement signaler une suite fâcheuse de la distinction établie par l'auteur entre l'impôt sur « le revenu, » le mauvais impôt, et celui sur « les revenus, » le bon impôt; elle coupe son travail en deux séries chronologiques parallèles et ne lui permet pas de nous donner un tableau d'ensemble de l'histoire financière du XVIII^e siècle.

Ces réserves faites, je suis plus à l'aise pour louer les recherches étendues (nullement limitées à la Guyenne) et la solidité des résultats obtenus, dans l'établissement et l'interprétation des faits, par M. Marion. Si connue que fût, dans ses traits généraux, l'histoire de la taille, il en a heureusement retracé l'évolution. Il a montré que la taille réelle n'était pas aussi supérieure qu'on serait tenté de le croire à la taille personnelle. Les détails qu'il donne sur l'iniquité et l'arbitraire qui présidaient à la répartition de la taille, sur la détestable organisation de la *collecte*, suffisent amplement à expliquer que cet impôt ait été abhorré des populations. La plupart des tentatives faites pour l'améliorer n'ont guère réussi, à l'exception de l'essai de taille tarifée de Bertier de Sauvigny, favorisée par Turgot : « L'opération fut en somme celle qui approcha le plus de la perfection en matière de taille sous l'ancien régime. » Mais elle fut limitée à la généralité de Paris (p. 72).

S'il me fallait exprimer une préférence pour l'une ou l'autre des deux parties du travail de M. Marion, je donnerais la palme à la seconde. Se débarrassant des légendes courantes, il écrit l'histoire *réelle* du dixième : le clergé s'en exempte contre un don une fois payé; grâce à d'autres exemptions, à des abonnements, « un quart environ du royaume éluda... l'application du dixième. » Ailleurs, elle fut « presque toujours éludée en fait. » Le dixième devint souvent un impôt de répartition, dont les privilégiés payaient ce qu'ils voulaient, quand ils voulaient. Seuls les taillables payaient à peu près exactement leur dû.

Quant à son histoire du vingtième (ou plutôt des vingtièmes), je n'hésite pas à dire qu'elle est excellente, et même (ce qui n'est pas un mince mérite en une matière aussi ardue) attachante. On n'attendait pas moins du biographe de Machault. On voit chez lui, conjurées contre ce malheureux vingtième, les passions furibondes et égoïstes des parlementaires qui se drapent insolemment d'un faux amour du peuple. On y voit à plein la lâcheté de Louis XV, la faiblesse de Louis XVI, les excellentes intentions d'un très grand

cédula distinctes; et j'ai peur qu'en assimilant l'impôt sur le revenu à la taille, M. Marion n'ait pris les armes contre un ennemi imaginaire.

nombre de serviteurs de la royauté, la radicale impuissance de l'ancien régime à se réformer lui-même. Notez qu'en dépit de l'arbitraire, des inégalités, des résistances souvent victorieuses des privilégiés, des fraudes, le vingtième fut bien (p. 344), ainsi que le proclama la Constituante, « la moins imparfaite et la moins vexatoire des anciennes impositions. » Son histoire n'en démontre que mieux à quel point la Révolution était inévitable et nécessaire.

M. BLIARD a consacré deux volumes à la réhabilitation ou, comme disent les Allemands, au « sauvetage » du cardinal Dubois¹. Les invectives passionnées de Saint-Simon en ont, d'après lui, imposé à l'histoire, et c'est un procès à reviser. Sur certains points, — qui ne sont pas, au reste, les plus importants, — on sera facilement d'accord pour donner raison à M. Bliard. Par exemple, il justifie assez bien Dubois du honteux reproche d'avoir corrompu son élève; le milieu suffisait. Sans attacher autant d'importance que l'auteur au témoignage, d'ailleurs contradictoire, de Madame, on doit admettre qu'à l'œuvre de démoralisation entreprise par le chevalier de Lorraine et par d'Efflat, le précepteur n'a pas collaboré. Si on l'en a accusé, c'est que fils, non d'un apothicaire, mais d'un médecin de Brive, il n'en était pas moins, pour un Noailles ou un Saint-Simon, « né dans la boue, » et concentrait sur sa personne toutes les haines d'une aristocratie impuissante.

A Saint-Simon, M. Bliard joue l'excellent tour de publier de nombreuses lettres écrites par lui d'Espagne à Dubois en 1721-1722. Chéruel avait déjà, ici même², fait ressortir la flagrante contradiction entre le ton de cette correspondance et celui des *Mémoires*. Saint-Simon ne se contente pas d'être poli, il complimente le ministre avec une grâce balourde, il passe la mesure, et cet Alceste n'est qu'un Philinte maladroit. Entre le Saint-Simon de 1721 et celui de 1740, il y a la « Constitution » et la grande querelle janséniste. Donc, le témoignage des *Mémoires* est en partie irrecevable. M. Bliard établit également fort bien³ que Dubois ne mérite ni la gloire ni la honte d'avoir inventé les mariages espagnols; l'idée en vint de Philippe V; Dubois se borna à les rendre possibles par le traité d'alliance du 27 mars 1724.

L'apologie est moins convaincante en ce qui concerne le rôle de Dubois dans la Triple-Alliance. Accuser, comme on l'a fait, Dubois de trahison est évidemment enfantin; le laver de tout reproche est

1. Paris, Lethielleux (s. d.). T. I, vi-428 p., 1 portrait; t. II, 488 p.

2. *Rev. hist.*, t. I, p. 140.

3. P. 357, contrairement à M. Wiesener.

impossible. Il n'a pas « inventé » l'alliance anglaise, celle-ci lui a été proposée par les ministres du roi Georges, et elle était conforme aux intérêts de la France. Il n'en est pas moins vrai (p. 412), — et M. Bliard raconte cela comme la chose la plus naturelle du monde, — que dès juillet-août 1745, *Louis XIV encore vivant*, l'abbé négociait déjà, en faveur du duc d'Orléans, avec Stair. Il n'en est pas moins vrai (p. 428) qu'après une période d'extrême tension des rapports franco-anglais, c'est lui qui fait des avances à Stanhope, et si plates, que Destouches lui-même lui conseillera, en 1720, de tenir aux Anglais la dragée un peu plus haute. Nous accorderons que les clauses de la Triple-Alliance (p. 234-232) ne sont pas imputables à Dubois¹, qu'il n'a pas été payé (au contraire, c'est la France qui a dû payer des Anglais). Mais, même dans le récit de son panégyriste, s'il apparaît honnête homme en ce qui concerne l'argent, s'il repousse les présents de l'étranger, il n'en est pas moins anglophile un peu à l'excès et trop aisément disposé à sacrifier la dignité nationale², très avide de charges et aussi de richesses, ambitieux et, — le mot ne saurait s'éviter, — intrigant. Il faut voir comment (p. 373, 375, n. 3) il arrive au sous-secrétariat d'État des Affaires étrangères *en se faisant soutenir par l'Angleterre*. Il faut assister, après la signature de la Triple-Alliance, aux « luttes peu glorieuses (c'est son biographe qui parle, p. 445) pour entrer dans l'Église presque de vive force³. » L'histoire en est amusante. Il se fait écrire, par Chavigny : « J'ai recherché, *sur vos ordres*, par quelles faveurs dans les siècles passés les princes témoignèrent leur satisfaction à ceux qui s'étaient employés au service de la patrie... » Et Chavigny n'a pas trouvé autre chose, « sinon qu'un chapeau de cardinal devait être la récompense de vos travaux et de vos succès. » A Rome, Dubois se livre à un chantage effronté; il dit au pape qu'il lui faut la pourpre pour écraser le jansénisme; il pratique avec les Albani la simonie la plus cynique. On le fait attendre. Il mobilise alors l'Europe entière. Georges l'hérétique intervient, sans que M. Bliard proteste, pour faire de lui d'abord un archevêque de Cambrai, puis un prince de

1. Celle de Jacques III était fatale, si l'on voulait l'alliance; celle de Mardick était conforme à l'esprit du traité d'Utrecht; le titre de « roi de France » avait été accordé par Louis XIV lui-même à S. M. britannique, non seulement en 1713, mais en 1672.

2. Voy. les deux ouvrages récents de M. Huisman (*Rev. hist.*, t. LXXIX, p. 229) et Coquelle (*infra*).

3. En parlant de Lhopiteau et Dubois, il arrive à l'apologiste d'écrire : « Les deux complices. »

l'Église romaine, ce qui n'empêche pas Dubois de rechercher en même temps la protection du « chevalier de Saint-Georges¹. » Et, finalement, le rusé Limousin vend à Innocent XIII la tiare contre un chapeau.

En somme, après une apologie qui est surtout un plaidoyer, appuyé sur des documents « graves, » — le mot est fréquent chez l'auteur, — et sur des opinions « probables » plus souvent que sur des témoignages irrécusables, les conclusions de M. Bliard sont assez modérées : 1^o Dubois a contribué, pendant la minorité, à maintenir la paix, à comprimer la « vieille cour². » 2^o S'il ne fit rien pour enrayer la débauche de la Régence, « au moins on est loin d'avoir démontré qu'il l'ait accélérée par ses paroles ou par ses exemples. » 3^o A-t-il eu vraiment tort de nous rapprocher de l'Angleterre? Non, ce rapprochement était nécessaire, mais « il eut le tort de ne pas se montrer habituellement plus ferme, plus exigeant vis-à-vis de nos arrogants et égoïstes alliés, et sans doute il aurait gagné à céder moins facilement à leurs raisonnements ou à leurs prières. » Nous le taxerons donc non de trahison ou de corruption, mais de faiblesse. 4^o Pour l'homme d'Église, il est digne de « blâmes sévères. » 5^o L'homme privé n'est pas celui que peignent les pamphlétaires; ses mœurs ne paraissent pas avoir été (étant donnée l'époque) particulièrement mauvaises chez le jeune abbé; elles *semblent* avoir été irréprochables chez le prélat.

On souserira sans trop de peine, j'imagine, à ces jugements. Mais comme nous voilà loin de l'ambitieuse tentative d'apologie annoncée dans la préface et dans mainte page du livre³!

1. Cf. la thèse latine de M. l'abbé Deberre, *Quid sit sentiendum de Ph. Destouches legatorii procuratoris necnon poetæ moribus* (Dijon, Rey, 1900), gros travail de dépouillement de la correspondance de Destouches, dont l'auteur ne donne que de rares fragments. Lettre tout à fait décisive (p. 39, n. 1) du 25 décembre 1719 sur le rôle de l'Angleterre dans l'affaire du chapeau; Georges se déclare prêt à écrire à l'empereur.

2. Sur l'affaire de Cellamare, tout en attaquant Albéroni et en repoussant l'interprétation de M. Ém. Bourgeois, il avoue cependant que Dubois fit beaucoup de bruit pour peu de chose : « Tout cela semble disproportionné. »

3. M. Bliard en veut beaucoup à Michelet (t. II, p. 251) d'avoir donné à l'abbé un « mufle fort; » mais le portrait, qu'il publie lui-même en frontispice, justifie assez bien cette expression. — Quand on parle de Law, il n'est pas très exact de dire, à propos des Anglais, « ses compatriotes. » L'Écossais a très bien pu travailler contre l'alliance franco-anglaise. Ce qui est sûr, c'est que Dubois, tout en le soutenant en apparence, a laissé le ministère anglais combattre Law (il n'a jamais senti ce qu'avait d'humiliant l'intervention d'un cabinet étranger dans nos affaires) et qu'il l'a « lâché » avec enthousiasme. — T. I, p. 81, M. Bliard parle (en 1698) des « déclamations haineuses » des P. R.

La consciencieuse étude de M. P. COQUELLE sur l'*Alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre (1735-1788)*¹ a le plus grave des défauts : c'est un travail d'histoire diplomatique fait uniquement avec des documents français². Rien ne nous garantit que les archives de la Haye et de Londres seraient toujours d'accord avec les archives des Affaires étrangères. D'autre part, le titre du livre est trompeur. Malgré la médiation hollandaise de 1734 et les essais avortés qui suivirent, il ne saurait être question d'alliance franco-hollandaise avant 1784, d'alliance formelle avant 1785. La Hollande est d'abord une chaloupe qui suit le sillage de l'Angleterre ; l'intérêt du livre de M. Coquelle est même tout entier dans l'histoire des efforts faits par nos diplomates pour couper le câble. Un premier succès est obtenu en 1756, lors de la mission de d'Affry, par l'établissement de la neutralité hollandaise. Comme les questions commerciales étaient inséparables des questions politiques, on rendit les États généraux plus traitables en abaissant les droits sur la morue. Morue et hareng jouent un rôle capital dans toute cette histoire. Les relations s'améliorèrent peu à peu jusqu'à la signature de la convention de 1784, qui impliquait la Hollande dans la guerre d'Amérique et comportait un plan de descente en Angleterre³. A cette

réfugiés à Londres. Ces déclamations consistent, au dire de Dubois lui-même, à produire « une infinité de lettres des nouveaux convertis qui crient miséricorde..., qui font des peintures extrêmes de la manière dont on les traite. » — P. 286, à propos de Londres, 1717 : « Sa première impression, à son entrée dans l'immense capitale... » Il y est déjà venu en 1698. — P. 366, n. 2 : « L'avoir du roi Georges, » lire évidemment : « aveu. » P. 379, 421, *Kinigsegg* pour *Königsegg*. T. II, p. 122, *del Judice* pour *del Giudice*. P. 201, « conjecture » pour « conjuncture. » P. 311, n. 1, 312, n. 1, 314, n. 1, M. Émile Levasseur, dont le nom est cependant assez connu, transformé en « Levavasseur. » P. 382 : « Antérieurs » pour « ultérieurs. » P. 447 : « Innocent III, » lire : « XIII. » — Couramment M. Bliard écrit « naguère » là où il faudrait « jadis. »

1. Paris, Plon, 1902. In-8°, xx-383 p. Préface de M. H. Welschinger. En appendice, le texte du traité de 1785.

2. Le titre porte d'ailleurs : « D'après les documents inédits des archives du ministère des Affaires étrangères. » En fait, c'est un dépouillement de l'unique fonds *Hollandais*.

3. M. Coquelle a tiré à part, sous ce titre : *les Projets de descente en Angleterre d'après les archives des Affaires étrangères* (fonds *Anglais*) ; Plon, 1902. In-8°, 79 p., ses articles de la *Rev. d'hist. diplom.* sur tous les projets de descente examinés par le Conseil du roi entre 1666 et 1782. Louis XIV en examina sept pour son compte, et celui de 1690 reçut un commencement d'exécution. Vingt-cinq plans furent présentés à Louis XV, trois furent mis à l'essai. Sous Louis XVI, le plan présenté par Ricard en 1776 a peut-être inspiré le camp de Boulogne ; il reçut un commencement d'exécution ; celui du comte de Broglie

convention était annexé un emprunt, destiné à trouver dans les Provinces-Unies de l'argent pour les Américains. La Hollande fut quelque peu sacrifiée au traité de Versailles et ne recouvra pas Negapatam. L'alliance fut cependant signée le 10 novembre 1783. Dans la révolution de 1787, la France intervint comme médiatrice entre les partis, mais ne sut pas protéger la Hollande d'une invasion prussienne. Aussi, à la veille de la Révolution française, l'alliance franco-hollandaise de 1783 n'était plus déjà qu'un texte mort.

M. Coquelle s'est acquitté avec soin de la tâche, à mon sens trop limitée, qu'il s'était donnée. Il nous fournit des renseignements complémentaires sur le « secret du roi¹ », de curieux détails sur l'espionnage français à Londres et la nullité de ses résultats, sur la mission militaire de Maillebois en 1786-1787. Son livre est une excellente collection de matériaux pour une future histoire des relations franco-hollandaises².

Fatigué sans doute d'écrire la chronique des alcôves libertines du XVIII^e siècle, M. Gaston MAUGRAS a voulu s'arrêter devant une candide figure, égarée au milieu de la cour de Louis XV : Louise-Honorine Crozat du Châtel, duchesse de Choiseul³. Il l'a fait avec une sympathie visible pour cette charmante, sage et honnête femme, qui idolâtra (ce n'est pas trop dire) son mari sans en être aimée⁴, qui aima ses amis, hommes ou femmes, sans qu'un soupçon pût ternir la pureté de ses amitiés, qui eut de l'esprit comme un « philosophe, »

fut utilisé en 1779. Louis XVI n'examina pas moins de seize projets. Tous ces projets, que M. Lacour-Gayet avait étudiés avant M. Coquelle, eurent d'ailleurs le même sort.

1. P. 192 et suiv., correspondance secrète avec d'Havrincourt et de Breteuil, même après leur nomination officielle à la Haye. Elle roule surtout sur la Pologne, parfois aussi sur les affaires d'Amérique.

2. Sur les institutions des Provinces-Unies, citer M. Waddington. P. 20, ne pas se scandaliser de voir un plénipotentiaire de S. M. T. C. sans argent; cela était l'usage. P. 45, *supposé* et non *supposer*. P. 78, Wezel; 118, Wézel pour Wesel. M. Coquelle écrit Golofskin et Golovskin, Benthink, etc.

3. *Le Duc et la duchesse de Choiseul. Leur vie intime, leurs amis et leur temps*. Paris, Plon, 1902. In-8°, VIII-473 p. Portraits de M^{me} de Choiseul (héliogr.), de Benoît XIV; tableau de Carmontelle représentant la duchesse de Gramont, la comtesse de Stainville et Lauzun, M^{me} Du Deffant et de Choiseul, le baron de Gleichen; portraits de Lauzun, de Choiseul, de Gontaut; vues de Ferney.

4. M. Maugras tranche bien vivement, par la négative, la question des rapports de Choiseul avec sa sœur, M^{me} de Gramont. On est tenté de lui dire, comme faisait M^{me} de Caylus : « D'où vient, Monsieur, que vous savez si bien ces choses-là? » Les hauteurs presque brutales de la duchesse de Gramont pour sa belle-sœur, hauteurs tolérées par Choiseul, donnent un réel crédit aux bruits qui couraient alors.

qui sut être vertueuse sans rien demander à la religion, et à qui l'on souhaiterait, en vérité, quelques faiblesses pour que sa vertu en devint, je ne dirai pas moins pédante, mais moins impassiblement sûre d'elle-même. A l'aide des deux séries de la *Correspondance* de M^{me} Du Deffand (Sainte-Aulaire et Lescure), de la *Correspondance* de Voltaire¹, de quelques lettres inédites et aussi du *Choiseul et Voltaire* de M. Pierre Calmettes², il essaie de reconstituer la vie intime du duc et de la duchesse depuis la naissance de celle-ci (1734) jusqu'à la disgrâce de celui-là (1770).

Il ne faut chercher dans ce livre rien qui puisse éclairer l'histoire politique, celle des ambassades ou du ministère de Choiseul. Sur les hommes et sur les choses du temps, M. Maugras accepte aveuglément les jugements de la coterie des Choiseul. Il voue à ses héros, au duc comme à la duchesse, une admiration un peu naïve³. Autour d'eux, il fait vivre le petit monde, d'une élégance un peu mièvre et d'une simplicité fort affectée, où s'agitent l'aveugle Du Deffand; l'abbé Barthélemy, pauvre numismate lourdement amoureux d'une trop pure étoile; le baron de Gleichen, non moins amoureux et non moins inexaucé; ce bourru de Walpole; enfin, ce singulier « Guillet, » imprimeur, puis capucin, défricheur de déserts et fabricant de montres, patriarche et « marmotte, » qui, de Ferney, tournait d'assez jolis billets pour « la grand'maman » de Chanteloup. Tout cela se lit avec plaisir. On aimerait cependant que, lorsqu'il retrace ces passe-temps un peu puérils d'une société qui s'ennuie, le crayon de M. Maugras fût manié d'une main plus délicate et plus légère. Il faudrait ici la finesse du pastel⁴.

Le volume de M. Maugras se fermait brusquement sur la lettre de cachet du 24 décembre 1770. Il l'a fait suivre d'un second, composé surtout avec des pièces inédites, qui pousse jusqu'à la mort de

1. Déjà utilisée par lui dans une plaquette, *la Duchesse de Choiseul et le patriarche de Ferney*, tirée à petit nombre.

2. *Voy. Rev. hist.*, t. LXXX, p. 343. M. Maugras cite (et paraît avoir lu) peu de travaux sur l'histoire politique du temps.

3. Choiseul ne paraît point, même et surtout après la publication de M. Calmettes, si grand que cela. Mais, dans l'affaire du *Mercure*, c'est Choiseul qui a raison. Si vertueuse qu'elle fût, M^{me} de Choiseul était femme et disposée à faire un passe-droit en faveur d'un de ses protégés.

4. Le style est trop souvent banal et terne. — Ne demandons pas non plus à l'auteur une trop scrupuleuse exactitude. « Le bailli de Solar, ministre de Malte, » de la p. 57, devient, sans crier gare, ambassadeur de Sardaigne à la p. 123. Enfin, la n. 1 de la p. 57 estropie jusqu'à un nom qui ne doit pas être inconnu de M. Maugras, le nom de son ex-collaborateur, transformé ici en Lucien Perret!

M^{me} de Choiseul, survenue le 3 décembre 1801¹. Malgré le ton d'apologie adopté par l'auteur, je ne crois pas que les Choiseul apparaissent aussi grands qu'on l'a dit dans la fameuse retraite de Chanteloup. Sous les dehors d'une dignité stoïque, on voit trop percer l'ambition, le désir passionné, furibond, de revenir au pouvoir, l'impatience de n'être plus rien, la jalousie, la haine des gens en place, qu'ils s'appellent d'Aiguillon ou Turgot. Le « patriarche » de Ferney en sut quelque chose; il avait commis, tout en faisant l'éloge de Choiseul-Barmécide, l'imprudence de vanter en Maupeou le destructeur des parlements. Chanteloup le mit brutalement à l'index; la « marmotte » devint « girouette, » et la douce duchesse ne répondit plus à ses lettres; de 1774 à 1778, elle ne désarmera pas; elle opposera aux prières, aux demandes de pardon transmises par M^{me} Du Delfand la plus implacable des froideurs. On se plaira davantage à la suivre avec M. Maugras dans son veuvage (après 1785) et surtout pendant la crise révolutionnaire². Emprisonnée assez longtemps, séparée des siens par la main du bourreau, réduite à une gêne criante, elle garde une dignité calme, une sagesse sereine et qui sait parfois redevenir souriante. Enfin, elle reste jusqu'au bout fidèle, malgré ses infortunes, à la philosophie du XVIII^e siècle. Si agréablement contées que soient ces trente années, on trouvera sans doute que c'est un bien gros livre pour une vie qui n'est plus, après la disgrâce de Chanteloup, qu'une vie privée³.

Deux livres nous arrivent à la fois qui ont pour sujet la participation de la France à la guerre de l'Indépendance des États-Unis : *le Marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique*, de M. Charlemagne Tower⁴, et *Marins et soldats français en Amérique pendant*

1. *La Disgrâce du duc et de la duchesse de Choiseul. La vie à Chanteloup, le retour à Paris, la mort.* Paris, Plon, 1903. 1 vol. in-8°, 527 p., 1 portrait de Choiseul en héliogravure (d'après Vanloo) et 11 planches.

2. Mais la chronologie de M. Maugras est déconcertante. Une lettre du 22 vendémiaire an III est donnée avant le décret de suppression des Académies, qui est du 5 août 1793, et ensuite vient une lettre du 17 juillet 1792. Ces confusions rendent la lecture des derniers chapitres pénible. P. 445 : « L'hiver de 1793 à 1794 se passe assez paisiblement... Cette tranquillité ne devait pas durer... Le 2 floréal 1793...; » or, il s'agit (p. 446) du 2 floréal an II, c'est-à-dire 1794. P. 469, Barthélemy meurt le 6 floréal an III; or, p. 434, une de ses lettres avait été datée du 22 vendémiaire an III.

3. On aimerait quelques détails sur la vente de la galerie de Choiseul en 1772 (p. 179). P. 425, la ville en question ne s'appelle pas *Brugnoles*, mais *Brignoles*. *Invau* est écrit tantôt *Invault* (p. 208), tantôt *Inveau*. — N'est-ce pas un signe du temps que de voir M^{me} de Choiseul, à Chanteloup, recevoir affectueusement la maîtresse avérée de son mari, M^{me} de Brionne?

4. Trad. par M^{me} Gaston Paris. T. I. Plon, 1902. In-8°, v-468 p. (l'ouvrage a

la guerre de l'Indépendance des États-Unis (1778-1783), de M. le vicomte DE NOAILLES¹.

M. Tower, ambassadeur des États-Unis en Russie, a écrit son livre pour rappeler à ses compatriotes les services que la France leur a rendus; nous ne pouvons que lui en savoir gré. Il ne se fait pas, cependant, d'illusions sur les motifs intéressés qui ont poussé la vieille monarchie à soutenir la jeune république; il sait que le cas de La Fayette, parti pour défendre la cause de la liberté, fut un cas rare, sinon unique; il lui suffit qu'en fait, « aux plus sombres heures de la Révolution, une petite lueur d'espérance est venue réchauffer les cœurs lorsqu'au milieu de la lutte, et quand elle paraissait la plus désespérée, la France nous a tendu sa main puissante. » Il s'est soigneusement documenté sur son sujet; il paraît s'être surtout donné pour tâche de faire connaître à ses lecteurs américains les travaux et documents français sur la question. Pour les pièces tirées de nos archives, il a soin d'indiquer, à côté de la cote, le renvoi à l'ouvrage de M. Doniol. A ce point de vue, son livre, qui a dû être très utile pour les Américains, le sera naturellement beaucoup moins pour les Français.

M. Tower a cependant trouvé, dans son propre pays, des documents nouveaux et parfois importants : des cartes conservées à Cornell University, les manuscrits de Sparks², de Steuben et d'Anthony Wayne. Il a dépouillé à notre usage de précieuses collections imprimées américaines, telles que la *Diplomatic correspondence* de Wharton, à laquelle il emprunte, par exemple (p. 436), la très intéressante lettre de Silas Deane sur son entrevue du 47 juillet 1776 avec Vergennes, véritable début des relations franco-américaines³, et

été écrit en 1884). Reproduction du portrait de La Fayette fait par C. W. Peale pour Washington, actuellement au général G. Washington Eustis (impr. par erreur Custis, p. iv) Lee.

1. Perrin, 1903. In-8°, VII-439 p., 7 portraits, 2 cartes (peu appropriées au livre), 1 index.

2. Quelle que soit la valeur des souvenirs de La Fayette recueillis par Sparks, il ne faut pas oublier que les entrevues de ces deux hommes sont de 1828. M. Tower est obligé, p. 16, n. 2 (et non n. 1), de rejeter les dates données par Sparks d'après La Fayette.

3. M. Tower examine la question pourquoi Deane a antidaté l'acte du 7 décembre 1776 (contrat avec La Fayette). Il semble admettre que Deane a voulu empêcher ses compatriotes, récemment débarqués en France, de partager la gloire d'avoir acquis à l'Amérique un défenseur de cette qualité. Ne serait-ce pas tout simplement que Deane a fort honnêtement voulu, — comme il l'indique d'ailleurs dans sa lettre du 2 avril 1777, — dégager, en cas d'accident, la responsabilité de Franklin et de ses collègues? M. Tower a raison (p. 36) de contredire Kapp, *Life of Kalb*, qui croit jouées les inquiétudes de La Fayette au sujet de l'attitude de Vergennes à son égard.

aussi des détails sur les négociations politico-commerciales de Beaumarchais.

Séduit par le personnage de La Fayette, M. Tower accepte peut-être un peu aveuglément, sur tous les points, le témoignage du jeune marquis auvergnat et peut-être aussi a-t-il pour son héros une admiration trop complaisante. Il est bien difficile d'absoudre celui-ci de quelque témérité dans l'affaire de Barren Hill et de quelque gasconnade dans le récit qu'il en fait¹. — Le personnage qui gagne le plus au livre de M. Tower, c'est encore Washington. Il est admirable de dignité lorsque se monte contre lui la cabale Conway-Gates; on essaya d'entraîner dans le complot La Fayette lui-même en lui promettant le commandement d'une expédition au Canada²; mais le complot échoue devant la loyauté juvénile du Français, qui déclare n'accepter que s'il reste le subordonné de son chef. Ce chef est beau de sang-froid et de décision sur ce champ de bataille de Monmouth où la défaillance de Lee semble bien avoir mérité le nom de trahison.

Le tome I s'arrête en octobre 1778, au lendemain de cette malheureuse affaire de Newport, qui faillit compromettre les relations entre les deux gouvernements alliés et qui mit en si délicate posture La Fayette, deux fois compatriote et, par-dessus le marché, parent du comte d'Estaing³. — M^{me} Gaston Paris a traduit ce volume avec autant de précision que d'élégance. C'est une traduction qui ne trahit point⁴, et qui, pourtant, ne sent pas l'huile.

1. P. 315, M. Tower dit, d'après les *Mémoires de ma main* : « Sans avoir perdu un seul de ses hommes, » et il a l'air, en note, de rejeter ce témoignage de Stidman, que la cavalerie anglaise « en tua ou en prit une quarantaine. » Mais lui-même, p. 317, cite une lettre de Washington qui dit qu'il n'y eut que « neuf hommes tués en tout. » Ceci ne contredit pas Stidman (Washington ne parle pas des prisonniers), mais bien La Fayette.

2. Tout ce chapitre est très intéressant. A côté des instructions de Gates, qui ordonnent à La Fayette de tenter une annexion du Canada, M. Tower cite une note du même Gates, relative à une instruction complémentaire, qui aurait été adressée au même La Fayette et qui ne parle que d'un *raid* ayant le pillage pour objet. Il n'est pas sûr que La Fayette ait reçu cette seconde instruction. M. Tower accuse Gates et le bureau de la Guerre d'avoir sciemment tendu un piège à La Fayette. Cela ne me semble pas démontré. Il peut s'agir ici d'une alternative : ou le marquis poussera l'expédition jusqu'au bout, avec la réunion du Canada pour objet, ou, si ce plan lui paraît inexécutable, il se bornera à faire à l'ennemi le plus de mal possible.

3. Là encore, la haute sagesse de Washington sauva tout et fit oublier les brusqueries de Sullivan.

4. Je ne relève, à travers le texte français, qu'une inexactitude : p. 279, « étudiants » est certainement mis là pour « savants. » Les documents sont partout cités, comme il convient, d'après le texte français original. P. 16, n. 2 (et non 1), *Castres* pour *Castries*.

Nous avons dit que M. Tower connaissait la littérature de son sujet. Il semble que M. de Noailles ait mis quelque coquetterie à ignorer s'il avait des prédécesseurs. Il a fouillé les archives de la Marine et les archives de la Guerre¹ comme si personne n'y avait touché avant lui. Il s'expose ainsi, de gaieté de cœur, à plus d'une mésaventure. Il nous donne comme inédits une foule de documents publiés par M. Doniol dans sa grande histoire, c'est-à-dire dès 1887, et la correspondance entre La Fayette et d'Estaing, publiée par le même Doniol dans la *Revue d'histoire diplomatique* en 1892, reproduite déjà par M. Tower². S'il a quelque peu lu la *Marine française*³ de M. Chevalier, il ne connaît pas la *Puissance maritime* de M. Mahan; et, s'il avait étudié d'un peu plus près le texte même de M. Chevalier et le jugement, cité presque *in extenso* par cet auteur, du Conseil de guerre de Brest, il n'eût pas apprécié avec autant d'indulgence la conduite du comte de Grasse avant et après la bataille de Saintes⁴. Il est également d'une douceur excessive pour l'incapacité de d'Estaing. La partie la plus neuve de son livre est le début, consacré à la première mission de Kalb⁵. On y voit que, dès 1767, Choiseul avait prévu le soulèvement des colonies; c'est alors qu'il envoie Kalb en Hollande d'abord, puis en Amérique. Mais, avec sa légèreté habituelle, le ministre se désintéresse très vite de l'idée qui l'a un instant séduit; quand son agent, au début très sceptique, commence à croire à la réalité des tendances séparatistes américaines, il y a beau jour que Choiseul n'y croit plus et ne veut même plus en entendre parler. Le livre de M. de Noailles, qui s'ouvre avec la croisière de d'Estaing (peu de temps avant la date où se termine le premier volume de M. Ch. Tower), qui se ferme avec le départ de Rochambeau, se ressent de la bizarre méthode que l'on a employée à l'écrire⁶.

1. Il s'est aussi servi des archives de la famille de Grasse.

2. P. 387 et suiv.

3. Et non les *Marins français*.

4. Voy. Chevalier, p. 311; Mahan, p. 550. Chevalier parle de l'« aveuglement inexplicable » du comte de Grasse. Le jugement n'a nullement pour effet, comme le dit M. de Noailles, de blanchir Grasse, et la lettre du ministre (Chevalier, p. 322) est justement sévère pour lui.

5. M. de Noailles le croit trop aisément sur parole quand il se déclare baron. Faute d'avoir lu la *Life of Kalb* de Kapp, il est mal renseigné sur la vie ultérieure de ce personnage, ses relations avec Broglie, qui voulut lui confier une seconde mission secrète, sur la vraie nature de ses relations avec La Fayette, sur son rôle en Amérique.

6. Les appendices donnent : 1, des notices sur « les officiers français à l'armée de Washington, » d'après les notes recueillies à notre ministère de la Guerre en 1884 (dossier Cincinnatus). Est-ce dans ce dossier que M. de Noailles

HISTOIRE LOCALE ET HISTOIRE SOCIALE. — Faire tenir en un élégant volume de 300 pages l'*Histoire de Lyon*¹ depuis la fondation de Lugudunum² jusqu'au jour d'hier; nous donner, pour chaque période, non seulement l'essentiel des événements de l'histoire locale, — si étroitement liée, en une telle ville, à l'histoire générale, — mais encore un tableau de la vie économique, sociale, intellectuelle de Lyon : c'était une gageure, et M. Charléty, professeur d'histoire lyonnaise à l'Université de Lyon, pouvait peut-être seul la tenir. Évidemment, ce volume ne saurait être regardé que comme l'annonce de la grande histoire de Lyon que M. Charléty nous doit et nous donnera. Tel qu'il est, c'est un modèle de monographie urbaine³; et sur certains points, tels que l'histoire financière du xvii^e siècle, la ruine de la municipalité (obérée par les impôts, les emprunts, les créations et rachats de charges) à la fin de l'ancien régime, sur la Révolution à Lyon et l'intrusion subreptice des royalistes dans l'organisation girondine, enfin sur le Lyon moderne, il est d'un intérêt très vif et parfois très neuf. Les illustrations sont choisies avec goût et toujours prises aux sources contemporaines⁴. On regrette seulement que M. Charléty n'ait pas donné à son livre une base plus géographique; il y manque, au début, une étude du sol lyonnais, des conditions naturelles de ce grand fait social⁵; il y manque une série de plans indiquant et expliquant les agrandissements successifs de Lyon. Ainsi complétée, l'histoire de Lyon fournirait une importante contribution à l'étude générale de la croissance des grandes villes⁶. Elle en est dès à présent une, et des

a trouvé ces orthographes : *Walley*-Forge pour Valley; *Cad Wallades* pour Cadwalader? II, une liste des officiers embarqués à Toulon le 12 avril 1778. III, un état de la marine royale en 1778. IV-XI, des documents sur diverses batailles navales. XII, des renseignements sur les régiments Bourbonnais, Saintongeais, Soissonnais, Deux-Ponts, Lauzun. XIII, des lettres de Washington à Rochambeau.

1. Lyon, A. Rey et C^e, 1903. Petit in-8°, 310 p. M. Charléty a fort légitimement supprimé tout appareil critique; mais on sent partout, sous la trame du récit, une documentation sérieuse, et il suffit de se reporter au manifeste par lequel M. Charléty a ouvert la nouvelle *Revue d'histoire de Lyon* pour avoir toute confiance dans sa méthode.

2. Cette orthographe est, paraît-il, la meilleure.

3. J'emploie ce mot de modèle au sens strict, c'est-à-dire que je souhaite à beaucoup de nos villes des monographies faites, *mutatis mutandis*, sur ce plan. Évidemment, toutes ne seront pas aussi riches que l'histoire de Lyon le meilleur; presque toutes peuvent être intéressantes.

4. 31 gravures : monuments, portraits, estampes, caricatures.

5. M. Charléty n'examine guère que les avantages de la position de Lyon.

6. La gravure de la p. 183, qui représente l'ascension de Montgolfier, porte « 19 janvier 1784. » Le texte de la p. 184 dit à tort « 1774. »

plus considérables, à l'histoire administrative des grandes communes françaises sous l'ancien régime; elle montre à quel point la royauté est responsable de leur appauvrissement et de leur situation obérée.

Ce n'était pas non plus une tâche aisée que de résumer en un volume *l'Histoire de la fabrique lyonnaise*¹ depuis les temps de François I^{er}² jusqu'à ceux qui ont suivi la dernière convention franco-suisse. M. E. PARISER l'a courageusement entreprise, en utilisant les publications nombreuses qui ont, par morceaux plus ou moins importants, mis au jour le trésor des archives lyonnaises. Évidemment, toutes les parties de ce travail n'ont pas la même valeur. L'histoire de la soierie sous l'ancien régime, déjà traitée d'une façon si intéressante par M. J. Godart, est ici plutôt sacrifiée; elle s'accommode assez mal d'une division en périodes séculaires strictement centennales : le règne de Henri IV, par exemple, se trouve bizarrement coupé en deux par l'année 1601. M. Pariset met d'ailleurs bien en lumière les traits caractéristiques de l'évolution de la fabrique pendant ces trois siècles : tendance croissante à la réglementation, opposition fondamentale, et de plus en plus aiguë jusqu'à la Révolution, entre les « fabricants » et les « maîtres ouvriers. »

Mais c'est surtout pour le XIX^e siècle que ce livre acquiert toute la portée d'une étude d'histoire économique et sociale. M. Pariset y retrace les fluctuations de cette brillante, mais mobile industrie, qui subit les contre-coups des événements les plus variés : révolutions, guerres, deuils de cour, maladies des vers à soie, apparition de nouvelles « fabriques » qui absorbent la matière première et encombrant le marché de leurs produits³, tarifs douaniers, démocratisation du luxe, transformations du costume et caprices de la mode. En quelques années, la production lyonnaise des étoffes façonnées tombe de 80 à 7 millions, tandis que celle des tulles et dentelles passe de 4 à 72 (p. 404). Pour résister à des soubresauts d'une telle amplitude, pour profiter de variations aussi brusques et aussi imprévues, il a fallu que la « fabrique » déployât des qualités d'énergie, d'invention, de souplesse, une intelligence des conditions toujours changeantes de l'industrie et une faculté de s'y adapter qui sont vraiment merveilleuses. Les docteurs Tant-Pis qui vont proclamant l'arrêt définitif de

1. Sous-titre : *Étude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVI^e siècle*. Lyon, A. Rey, 1901. In-8°, 433 p.

2. La p. 13 semble dire que la première fabrique de soie créée en France est celle de Tours, 1470. P. 18, l'auteur rappelle la tentative faite à Lyon dès 1466.

3. La dernière née est la fabrique américaine, dont la production atteint déjà. — si elle ne dépasse, — la nôtre, et dont la puissance d'absorption fait hausser le prix des grèges sur les marchés d'Extrême-Orient.

l'« énergie française » feront bien de lire et de méditer ce livre.

Pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, les traits essentiels sont : l'adjonction, aux étoffes de grand luxe qui ont fait la renommée de Lyon, des étoffes à bon marché, des mélangés, des « teints en pièce » ; la disparition progressive de l'ancien tissage urbain (des canuts) ; son remplacement par le tissage rural et surtout par la grande usine à métiers automatiques¹. M. Pariset, qui appartient lui-même à cette glorieuse « fabrique », s'étend avec une légitime complaisance sur les efforts intelligents faits par les patrons lyonnais pour améliorer le sort de leurs ouvriers, victimes des crises formidables dont nous parlions tout à l'heure². S'il n'est que peu favorable à certaines des revendications actuelles de la classe ouvrière, il essaie visiblement d'être juste, et il assigne à la ruine du tissage urbain d'autres causes encore que l'abus des grèves³.

Un des documents les plus souvent utilisés pour l'histoire de Lyon à la fin du XVII^e siècle est le *Mémoire* de l'intendant d'Herbigny⁴. Il est parmi les meilleurs de ces Mémoires d'intendants rédigés en 1697 pour l'instruction du duc de Bourgogne. Il était resté jusqu'à ce jour inédit. Une élève de M. Charlét, M^{lle} Marie CHAVANNES (M^{me} Octave Monod) nous en donne la reproduction intégrale. Le questionnaire adressé par Lambert d'Herbigny, le 26 juillet 1697, aux 734 paroisses du gouvernement de Lyon (Lyonnais, Forez et

1. D'intéressantes sociétés locales essaient de sauver le canut en transformant son métier en un métier automatique mù par l'électricité. Mais, même ainsi transformée, la production familiale pourra-t-elle soutenir la concurrence de l'usine ?

2. Il met en lumière la fâcheuse insolidarité des patrons (p. 334) en face de la solidarité ouvrière. Fâcheuse pour les patrons, elle l'est aussi pour les ouvriers, qui ne trouvent jamais en face d'eux un corps homogène avec lequel ils puissent discuter utilement (voy. l'histoire des grèves sous Louis-Philippe).

3. On complètera utilement l'*Histoire de la fabrique lyonnaise* par l'histoire de la *Rubannerie stéphanoise*, à laquelle M. H. de Boissieu consacre une solide étude dans le *Mouvement économique et social dans la région lyonnaise* (publ. par l'*Office social* de Lyon, sous la direction de MM. P. Pic et J. Godart), t. I, Lyon, Storek, 1902, p. 69-126. Le même volume renferme une note de M. V. Pelosse sur le *Tissage rural des soieries dans le Rhône* et une discussion convaincante de M. J. Godart sur cette question : *les Corporations d'arts et métiers ont-elles créé et maintenu la paix sociale ?*

4. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon (1697)* par Lambert d'Herbigny. Lyon, Rey, 1902 (tir. à part de la *Revue d'histoire de Lyon*). In-8°, 122 p. On ne voit pas trop ce qui, entre onze copies (dont huit à Lyon) du *Mémoire*, a déterminé le choix que l'éditeur a fait du C 3 des arch. du Rhône. L'éditeur donne d'ailleurs les variantes. Le ms. 14325 de la Bibl. nat. « est peut-être l'original. »

Beaujolais), prouve que l'enquête a été menée avec une réelle conscience. Le Mémoire est très intéressant sur certaines parties, spécialement sur l'industrie et le commerce; il l'est moins, pour des raisons indiquées par M^{lle} M. Chavannes, sur l'« état militaire. » D'Herbigny, en fonctionnaire qui fait sa cour, cherche plutôt à voiler les côtés pénibles de la situation et les résultats de la guerre. On voit cependant chez lui, comme le fait remarquer l'éditeur dans une solide introduction, le nombre des habitants partout diminué, la misère croissante, le commerce ruiné, des industries entières qui disparaissent, une fiscalité oppressive. « Tel est, à Lyon, le bilan du plus brillant siècle de la monarchie administrative. » Ce texte précieux est accompagné d'un commentaire précis, le plus souvent exact¹, trop peu développé cependant pour rendre inutile une analyse ultérieure des renseignements contenus dans le *Mémoire*. Peut-être l'éditeur se réserve-t-il de nous la donner.

On me permettra de placer, à la suite de ces études sur l'histoire de Lyon, un monumental ouvrage consacré au passé d'une ville qui fut française. La célèbre *Société industrielle de Mulhouse*, qui existe depuis 1826, avait coutume d'envoyer à chacune de nos expositions internationales parisiennes un rapport décennal sur l'industrie de la Haute-Alsace. Si elle ne l'a pas fait en 1900, c'est qu'elle rêvait une œuvre plus grandiose², un travail centennal. *L'Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle*³ est la réalisation de ce rêve. De nombreux rapporteurs, dont les études ont été coordonnées par le secrétaire de la rédaction, M. Aug. THIERRY-MIEG, retracent dans tous ses détails l'histoire de la vieille république depuis les jours de 1798 où, volontairement, elle devint française, jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Après une rapide introduction

1. P. 47, n. 4, la note sur les trois juridictions de l'archevêque n'est pas claire. « Il a trois officiaux; » cela veut dire que l'archevêque de Lyon a réellement auprès de lui trois officiaux différents, l'un juge des causes diocésaines, l'autre juge des appels au métropolitain, le troisième juge des appels au primat émanant des six métropoles subalternes. — P. 112, « Guillaud en Perse, » lire Guillaud (le Ghilan). P. 116, il y a dans cette phrase : « De Giers (sans doute pour Chiers) même et des ouvriers, » soit une lacune, soit un *et* de trop.

2. L'initiative de l'idée revient à M. Meininger.

3. Mulhouse, veuve Bader, 1902, 2 t. (paginés x-544 et 545-1094) in-4°, 261 figures et 46 planches hors texte. Quelques vues, comme l'ancienne église Saint-Étienne, ont une vraie valeur documentaire. L'illustration est due à l'illustre maison mulhousienne Braun, Clément et C^{ie}. — En dehors de la ville, l'étude porte sur les vallées d'Altkirch, Massevaux, Thann, Wesserling, Guebwiller, Soultzmatt.

sur l'histoire municipale proprement dite (elle contient quelques notes inédites sur Mulhouse pendant la dernière guerre) viennent les monographies de toutes les industries. Avant 1798, ces industries étaient peu nombreuses. La nature n'avait pas favorisé Mulhouse : Mulhouse n'a pas de houille, elle n'avait pas alors de canal qui pût lui en apporter, elle était en dehors de la zone vosgienne des eaux rapides, enfin une ligne douanière l'enserrait et l'étouffait de tous côtés. En dehors des industries locales, tannerie, brasserie, une seule industrie y prospérait, grâce à la perfection de ses produits, celle des toiles peintes. Les trois créateurs de la première usine de toiles peintes, en 1746, « jetèrent les fondements de la fortune de leur patrie¹. » En effet, c'est autour de l'« indienne, » à laquelle la réunion de 1798 ouvrit un immense marché (prodigieusement élargi par le blocus), que se sont développées presque toutes les industries mulhousiennes : la filature et le tissage du coton (la première filature mécanique à Wesserling en 1802; métiers mécaniques à tisser en 1821), qui devaient fournir à l'indienne sa matière première²; les industries chimiques, qui lui permettent, surtout depuis 1830, de varier indéfiniment ses couleurs; la gravure des rouleaux à imprimer. Il arriva même que l'outillage créé originairement pour la toile peinte fut appliqué à l'industrie nouvelle du papier peint, de même que le développement des industries textiles eut pour effet de naturaliser à Mulhouse l'industrie, aujourd'hui si prospère³, des constructions mécaniques⁴.

Ainsi s'est formée la richesse de cette ville, qui se trouva brusquement séparée, en 1871, de son marché séculaire et obligée d'entrer en lutte, sur le marché allemand, avec des concurrents redoutables et acharnés à la défense de leurs positions. Elle a triomphé de ces difficultés grâce à la valeur de ses produits, à l'amélioration de ses

1. Les auteurs résument fort bien l'histoire antérieure de cette industrie en France, le coup funeste que lui portèrent la Révocation et l'édit prohibitif du 26 octobre 1686.

2. La première application de la machine à vapeur à la filature eut lieu en 1812. Le tissage à bras a définitivement disparu depuis 1875. — Les auteurs reproduisent « l'historique de l'indienne à Mulhouse jusqu'en 1830 » par le Dr Penot, revue en 1868 par C. Kœchlin; ils la continuent jusqu'à nos jours.

3. L'usine Kestner s'établit à Thann en 1806. C'est en 1874 qu'on applique à l'impression l'alizarine synthétique de Schützenberger et Lauth, brevetée en 1868. L'indigo artificiel n'apparaît qu'en 1828.

4. Surtout représentée par la Société alsacienne de constructions mécaniques. Ajoutons la lithographie, introduite à Mulhouse par Engelmann (qui découvre en 1837 la chromolithographie), et la photographie (les premiers travaux d'Ad. Braun datent de 1855).

voies de communication¹, mais surtout grâce à l'énergie de son patriotisme industriel. C'est en effet un des traits, et non le moins remarquable, de l'histoire de Mulhouse, qu'elle tient presque toute dans les noms de quatre ou cinq familles : les Dollfus, les Mieg, les Kœchlin, les Kestner. On sait qu'au génie des grandes affaires quelques-uns de ces hommes ont su joindre la passion de la philanthropie, que l'un d'eux créa en 1852 les premières maisons ouvrières, et que d'un autre est cette belle parole : « Le patron doit à l'ouvrier autre chose que son salaire. » En menant à bien cette superbe publication, la *Société industrielle* vient d'ajouter un service de plus à tous ceux qu'elle a déjà rendus à Mulhouse et à l'Alsace².

Le *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, publié par l'Office du travail³, débute par un lucide et sobre exposé historique, dû à M. Lucien MARCH. Il résume, en se servant des publications les plus récentes⁴, ce que l'on sait de l'apprentissage en général avant la découverte de l'imprimerie et ce que l'on sait de l'apprentissage dans l'industrie typographique⁵. Il insiste sur l'insuffisance de la loi de 1851 et montre que ce sont les médiocres résultats de l'apprentissage à l'atelier qui ont provoqué la création des cours et écoles professionnels. La tendance actuelle des syndicats ouvriers, comme d'ailleurs des syndicats patronaux, est dans le sens d'une limitation du nombre des apprentis; c'est là, sous l'influence de perfectionnements du machinisme, un curieux retour à des pratiques anciennes. Nous ne pouvons analyser ici l'enquête elle-même, que M. March fait suivre en appendice d'un certain nombre de textes⁶.

Henri HAUSER.

1. Des cartes comparatives mettent cette amélioration en pleine lumière. Les arrivages des houilles lorraines par rail paraissent avoir atteint leur maximum; le chiffre des arrivages par canal est presque aussi élevé. Le réseau des tramways fait de Mulhouse une ville tentaculaire.

2. Le plan du livre est celui-ci : Histoire de Mulhouse, Coton et impression, Laine, Soie, Papiers peints, Constructions mécaniques, Imprimerie, Photographie, Tannerie, Meunerie, Brasserie, Bâtiment, Chauffage, Communications, Commerce et régime douanier, Institutions d'utilité publique.

3. DIRECTION DU TRAVAIL. OFFICE DU TRAVAIL. *L'Apprentissage industriel. Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, 1899-1901. Paris, Impr. nat., 1902. 1 vol. in-8°, xcvi-320 p.

4. P. xxiv : « A Lyon, la fabrique de soieries fut libre pendant un siècle, sans règlement d'apprentissage, jusqu'en 1596. » Il y a là une erreur, la fabrique de soieries n'étant pas installée à Lyon avant 1536.

5. Pour le XVIII^e siècle, M. March aurait pu citer la *Complainte des apprentis imprimeurs*, qui se trouve dans les *Variétés historiques et littéraires* d'Éd. Fournier.

6. P. 200, n. 1 : Planckouke, et p. 282, n. 1 : Pankoucke.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Le premier volume du recueil de documents intitulé *Louis XVIII et les Cent jours à Gand*¹ avait été publié par la Société d'histoire contemporaine en 1898. Quatre ans après paraît le deuxième, sous la signature de M. MALET, M. Édouard Romberg étant mort dans l'intervalle. Ce recueil renferme la correspondance officielle de sir Charles Stuart et du général Von der Goltz, représentants des cours de Londres et de Berlin auprès de Louis XVIII à Gand pendant les Cent jours. Quelques lettres inédites de lord Castlereagh et des extraits de la correspondance officielle de Provost et du baron de Binder, l'un chargé d'affaires, l'autre ministre plénipotentiaire d'Autriche auprès du roi des Pays-Bas pendant la même période, y ont été joints. La correspondance de sir Charles Stuart est « la correspondance d'affaires d'un homme d'affaires, » précise, nourrie de faits, utilitaire, comportant jusqu'à dix dépêches par jour dans les moments de crise. Celle du comte de Goltz est plus pittoresque et plus animée. Toutes deux sont d'un intérêt documentaire incontestable. Elles sont données dans le texte original et accompagnées d'une traduction française quand les pièces sont en anglais ou en allemand. Celles qui n'offrent pas d'importance sont simplement analysées.

C'est une publication également d'ordre documentaire, mais d'un autre caractère, que celle d'*Une page perdue d'Honoré de Balzac*², où M. le vicomte DE SPOELBERCH DE LOVENJOL, à qui nous devons déjà tant de beaux ouvrages sur la littérature du deuxième tiers du XIX^e siècle, a réuni plusieurs fragments relatifs au grand romancier. Ce sont des morceaux inédits, des traités qu'il conclut avec ses éditeurs, des appréciations peu connues ou inconnues sur son œuvre, des détails nouveaux sur telle particularité de sa vie ou de ses écrits. Il y a longtemps que M. de Lovenjoul s'est fait de Balzac un domaine particulier, dont il lui reste encore d'importantes richesses à révéler, après celles qu'il veut bien nous offrir dans le présent volume.

Il est question, paraît-il, à l'heure actuelle de canoniser à Rome l'abbé Jean-Marie de La Mennais, frère aîné du grand La Mennais. En écrivant une biographie considérable du fondateur de l'Institut des frères de

1. *Louis XVIII et les Cent Jours à Gand*. Recueil de documents inédits publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par M. Albert Malet. T. II. Paris, Picard, 1902, 1 vol. in-8° de xv-314 p.

2. Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, *Une page perdue de H. de Balzac. Notes et documents*. Paris, Ollendorff, 1903, 1 vol. in-16 de 275 p.

l'instruction chrétienne¹, le P. LAVEILLE, prêtre de l'Oratoire, s'est principalement efforcé de montrer les titres de son héros à la béatification et de le proposer en exemple pour l'édification des fidèles. Des lettres du cardinal Perraud, du cardinal Richard, du cardinal Parocchi, de l'amiral de Cuverville, de MM. de Mun et de Lamarzelle et d'autres notabilités catholiques sont publiées en tête de l'ouvrage et le signalent à l'admiration de leurs coreligionnaires. Il est donc incontestable que le point de vue de l'auteur n'est pas uniquement celui de la science objective et impartiale, et que son œuvre n'est pas rédigée selon l'esprit le plus rigoureux de la méthode historique. Ces réserves faites, il n'est que juste de reconnaître qu'elle intéressera de nombreux lecteurs outre ceux à qui elle est particulièrement destinée. Il est à croire que quelques-uns la liront dans un esprit directement opposé à celui de l'auteur et ne seront pas fâchés d'y trouver un répertoire de faits qui peuvent être utilisés à l'appui des doctrines les plus hostiles au catholicisme et surtout à l'enseignement religieux. Ceux qui, dans l'histoire, ne recherchent que l'histoire, seront reconnaissants au P. Laveille d'avoir restitué une physionomie originale et tracé quelques chapitres documentés sur l'activité et le caractère de la propagande des congrégations au XIX^e siècle et de leur rôle dans l'éducation. Il n'est pas de notre ressort de décider si l'abbé Jean de La Mennais fut effectivement un saint. Il apparaît incontestablement comme un homme de foi robuste, de haute énergie, d'activité inlassable, doué en même temps d'habileté, de courage et de bonne humeur, comme un des champions les plus solides de l'ultramontanisme, de l'enseignement congréganiste et du développement des missions dans nos colonies. Notons par ailleurs qu'il montra dans ses rapports avec son frère « l'apostat » des sentiments véritablement chrétiens, et que cet homme, qui consacra sa vie à propager des idées fort opposées à celles qui tendent à prévaloir dans notre société, paraît avoir été un brave homme dans toute l'acception du mot. Il y a donc lieu, même pour les non catholiques, à accueillir avec reconnaissance l'ouvrage copieux, inégal, mais singulièrement nourri et instructif du P. Laveille, qui ne manquera pas de heurter leurs sentiments et leurs jugements sur plus d'un point, mais qui, lu avec critique, constitue un recueil de faits d'une valeur réelle.

Nous ne sortons pas de l'histoire religieuse avec les *Lettres du*

1. R. P. Laveille, *Jean-Marie de La Mennais*, 1780-1860. Paris, Poussielgue, 1903, 2 vol. in-8° de XLI-564 et de 680 p.

*P. Lacordaire*¹, publiées par la maison Téqui. A vrai dire, ce petit recueil n'est pas une nouveauté. C'est simplement une réédition de quatre-vingt-deux lettres adressées, du 11 février 1837 au 27 juin 1864, à diverses personnes, principalement à M^{me} de La Tour du Pin. On y trouvera des renseignements sur la restauration de l'ordre des Dominicains, sur la prédication de Lacordaire, sur la fondation du tiers ordre enseignant et de ses collèges. L'espoir de l'éditeur sera-t-il réalisé, et, en ce temps où il est de mode de « manger du moine, » se pressera-t-on de « dévorer son livre ? » Nous l'ignorons ; mais il suffit pour donner une idée attrayante de la belle langue, de la pensée élevée et de la vaillante humeur du grand orateur catholique.

Nous devons, par contre, confesser notre incapacité à rendre compte même d'une manière succincte du volume où M. GRILLOT DE GIVRY a étudié *Lourdes*², la première des villes « initiatiques. » M. Grillot de Givry, auteur d'un volume, tiré à soixante-douze exemplaires, intitulé *Aphorismes basilien* ou *Canons hermétiques de l'esprit et de l'âme*, est un mage, un cabaliste catholique, qui, à travers tous les siècles et tous les pays, se meut avec une aisance alarmante et trouve les relations les plus profondes entre les doctrines hermétiques de toutes les religions. Il est question à chaque page du livre de V'haretz, de Khunrath, de Tohou-va-bohou, de Hor-us, d'Aa-Xerpu, de Sanchoniaton, de Sandevogius, etc.

Vénus avec le Christ y dansait aux enfers !

Le grec, le latin, l'hébreu s'entremêlent avec des idiomes plus vulgaires et truffent un français plus inintelligible qu'eux. Le plus superficiel est frappé du respect du mystère en voyant à chaque page le nom de « Xrist » ainsi orthographié. De telles conceptions sont au-dessus de la commune science historique.

Le docteur Prosper MÉNIÈRE était connu déjà pour avoir été chargé, en 1833, sur la proposition d'Orfila, de veiller sur la santé de la duchesse de Berry, captive, et de présider à son accouchement. Il montra du tact dans ce rôle délicat, et le mémorial qu'il rédigea sur cet événement a été édité en 1882. Le volume que publie son fils sous le titre de journal consiste en volumineux extraits de lettres

1. *Lettres du R. P. Lacordaire à M^{me} la comtesse Eudoxie de La Tour du Pin*, publiées par M^{me} de ***. Paris, Téqui, 1903, 1 vol. in-16 de vii-284 p.

2. Grillot de Givry, *les Villes initiatiques*. I : *Lourdes*. Paris, Chacornac, 1903, 1 vol. in-12 de 372 p.

adressées au jour le jour par le docteur à diverses personnes¹. Le sous-titre : « Mémoires anecdotiques sur les salons du second Empire, » en définit très exactement le caractère. Le docteur Ménière était fort répandu dans tous les mondes. Il était particulièrement lié avec nombre d'hommes de talent tels que Jules Janin, ou avec des personnages considérables comme le vieux chancelier Pasquier. Il entendait auprès d'eux une foule d'histoires, recueillait quantité de propos et s'empressait de les noter sur ses feuillets. « Je m'applique, » dit-il lui-même modestement, « à écrire un tas de riens, qui auront peut-être certain intérêt un jour. » Effectivement, le volume se parcourt avec agrément et les anecdotes de tout genre y sont multipliées. Aimable causeur, mondain, épris de propos joyeux, un peu snob, guère soucieux des grandes questions et ennemi de toute profonde spéculative, en somme très « second Empire, » le docteur Ménière n'a rien d'un observateur social ou d'un penseur original, et, quand il se mêle d'apprécier les hommes et les choses, ses réflexions sont médiocrement pénétrantes (il prophétise, en 1857, l'affranchissement de l'Inde, et déplore un peu plus tard la complète déchéance intellectuelle de Thiers). Mais il avait bonne mémoire, un certain don d'observation et la plume facile. Nombre des faits qu'il rapporte étaient déjà connus. D'autres nous sont révélés par lui. Sur la vieillesse de Lamartine et l'entourage du chancelier Pasquier, il y a des détails amusants et curieux. Et puis le conteur est de si bonne humeur : il admire si volontiers son temps et ses contemporains et tout son Paris, jusqu'aux omnibus, « ces charmantes voitures où l'on trouve toujours à qui parler, véhicule essentiellement civilisateur ! » Qui donc, à un si aimable homme, oserait demander davantage que ce qu'il a voulu nous donner ?

Souriante avec le docteur Ménière, l'admiration pour les choses de l'Empire se fait solennelle avec M. QUENTIN-BAUCHART, président au Conseil d'État et sénateur sous l'Empire. Le deuxième volume de ses mémoires posthumes traite de « la présidence décennale » et du second Empire². Il est très sensiblement inférieur au précédent comme intérêt et comme valeur documentaire. Tandis que, dans la première partie de son récit, M. Quentin-Bauchart faisait une assez large part aux souvenirs et aux documents personnels, la deuxième

1. *Journal du Dr Prosper Ménière*, publié par son fils le Dr E. Ménière. Paris, Plon et Nourrit, 1903, 1 vol. in-8° de xxiii-466 p.

2. Quentin-Bauchart, *Études et souvenirs sur la deuxième République et le second Empire* (1848-1870). 2^e partie : *la Présidence décennale et l'Empire*. Paris, Plon et Nourrit, 1902, 1 vol. in-8° de 622 p.

n'est guère, sous forme historique, qu'une apologie passionnée du second gouvernement impérial, où sont intercalés çà et là de longs fragments de pièces officielles ou déjà trop connues. La préoccupation constante du narrateur est de justifier l'Empire contre les attaques de ses adversaires, surtout contre celles des républicains, et de montrer combien ce régime a été préférable à celui qui l'a suivi. Il y a chez lui une si complète et si sincère méconnaissance de toutes les raisons profondes de la chute de l'Empire, que le lecteur en éprouve une sorte de stupeur. Son cas fut celui de beaucoup d'hommes considérables de l'époque : l'historien est obligé de faire en leur faveur un effort spécial d'impartialité pour ne pas les juger avec un excès de sévérité. M. Quentin-Bauchart fut entièrement sincère et l'a prouvé par toute sa conduite. Il a droit au respect de la critique, comme il conserva celui de ses adversaires politiques. Mais on ne peut se défendre de sentiments pénibles et particuliers à parcourir son agressive apologie. Traitant de la dictature présidentielle, il annonce son intention de dire « tout le bien qui en résulta, et, s'il y a quelques ombres au tableau, de les laisser au second plan. » C'est ainsi qu'il a conçu toute l'histoire de l'Empire, ou plutôt les ombres, c'est à peine s'il les aperçoit ; c'est une « nécessaire délicatesse de sentiments » qui poussa Napoléon à se faire offrir l'Empire ; l'intervention préfectorale en matière électorale, scandale sous la République, est un bienfait légitime sous la dictature. L'Empire eut pour défenseurs tout ce qu'il y avait d'honnête et de raisonnable dans le pays ; l'opposition, Jules Favre et Thiers en tête, ne se recruta que parmi des intrigants ambitieux ou des fous. Il fallut la malheureuse tendance de l'empereur vers le libéralisme et une série « d'accidents » qui dépassent les prévisions humaines pour préparer la chute d'un tel régime, que sans doute l'avenir nous restituera. Ce n'est pas ici le lieu de discuter ces appréciations, que, d'ailleurs, l'écrivain énonce en général avec une modération de ton à laquelle il convient de rendre justice.

Le quatrième tome de l'*Histoire contemporaine*¹, de M. Samuel DENIS, inspire des réflexions analogues. Il conte la chute de l'Empire, le gouvernement de la défense nationale et l'œuvre de l'Assemblée nationale. A mesure qu'ils se sont succédé, les divers volumes de cet ouvrage ont démenti les espérances qu'on pouvait, à la rigueur, avoir au premier, et déçu davantage ceux qui, dans l'histoire, ne recherchent que l'exposé scientifique des faits. Nous n'avons pas encore une

1. Samuel Denis, *Histoire contemporaine*. T. IV. Paris, Plon et Nourrit, 1903, 1 vol. in-8° de 670 p.

histoire complète et impartiale de la France depuis 1870. Ce n'est pas celle de M. Denis qui peut combler cette lacune. Non seulement, comme tous ses prédécesseurs, il ne tient compte que de l'histoire politique ou plus exactement politicienne et parlementaire du pays, mais il l'a traitée avec un esprit de parti si visible que son volumineux travail a bien souvent plutôt l'aspect d'un pamphlet que celui d'un ouvrage historique. Les seuls documents utilisés sont ceux qui émanent de la droite : les souvenirs ou les ouvrages de seconde main de MM. Martial Delpit, de Falloux, Chesnelong, de Broglie, de Vinols, Ernest Daudet, etc., ont la valeur de sources directes et incontestables ; rien ne prévaut contre de pareils témoignages. « L'admirable groupe de la droite modérée » est l'objet d'une prédilection exclusive, agressive et constante. Ses orateurs ont le monopole de l'éloquence ; quand, par hasard, elle se trouve en défaut, M. Denis y supplée par la sienne (p. 285). Quant à la gauche, personnifiée par « le dictateur de l'incapacité devenu le commis voyageur de la révolution » (Gambetta), elle a le monopole de l'invective, de la violence, de la mauvaise foi, de l'impudence, etc., et ses tares se traduisent jusque dans les voix de ses protagonistes, qui sont uniformément « aigres », « stridentes », « emphatiques » et « vindicatives. » Sous l'empire de telles préoccupations, l'auteur perd souvent le sentiment de la valeur relative des événements et laisse de côté ou note d'une simple indication les faits considérables quand ils ne concernent pas directement ses thèses. A vrai dire, la première partie de son livre n'est guère autre chose qu'un réquisitoire systématique contre M. Thiers, et la deuxième qu'une apologie passionnée des droites et de la tentative de restauration monarchique. Il est à croire que beaucoup de lecteurs y puiseront un sentiment plus vif des grands services rendus par M. Thiers à son pays et de l'incapacité incroyable des partis de droite depuis les « cheval-légers » jusqu'au centre. A titre de curiosité, notons la conclusion de cet ouvrage « historique » : « La représentation nationale est aujourd'hui à un niveau au-dessous duquel on ne peut plus descendre, et le gouvernement est notoirement dans les mains d'une bande malfaisante qui a inscrit dans son programme la ruine de la patrie française. » Il est regrettable que l'état d'esprit qui se traduit par de telles affirmations rende inutilisable, au point de vue historique, l'œuvre d'un écrivain doué de talent, d'érudition et de sincérité.

C'est sur un tout autre ton, mais avec la même sympathie pour la droite monarchique, que M. FAGNIEZ a écrit la notice sur le duc de Broglie qu'il a lue à l'Académie des sciences politiques

et qui, accrue de quelques pages, a formé un petit volume¹. La *Revue historique* a déjà dit avec quel talent et quelle chaleur de conviction M. Fagniez a écrit ce panégyrique dépourvu de restrictions, et a rappelé les mérites de son œuvre d'historien.

C'est toujours avec la même reconnaissance qu'il faut accueillir les volumes successifs dans lesquels M. Pierre LEHAUCOURT nous expose l'histoire de la guerre de 1870-71. Le second tome de la deuxième série² (celle qui est consacrée à la première partie de la guerre) a pour but de nous présenter les deux adversaires et de nous faire assister aux préparatifs de la campagne et au premier engagement. Jamais on ne mit mieux en lumière le désarroi de l'armée et du gouvernement français; jamais on ne montra d'une manière plus lucide et plus précise combien le désastre était inévitable. « L'absence de préparation à la guerre » fut la cause dominante de nos défaites. Aussi bien moralement que militairement, la France était condamnée d'avance. L'analyse de l'historien, nourrie de faits, complète et exempte de déclamations, est d'un effet puissant. S'il est permis de chercher à l'auteur une petite querelle de méthode, on lui reprocherait volontiers certaines références de la première partie de son volume dont, peut-être, le choix laisse à désirer et qu'il eût été préférable de rechercher aux sources elles-mêmes plutôt que de les emprunter parfois à des ouvrages de seconde main assez insuffisants.

Une préface de M. Alfred Duquet recommande au public le volume que M. Th. PRUVOST a consacré au général Deplanque, à qui le rattachaient des liens de parenté³. Avec beaucoup de modestie, l'auteur s'est appliqué à s'effacer lui-même et à laisser la parole le plus qu'il lui a été possible aux documents nombreux qu'il a rassemblés. Certains sont inédits et émanent du général lui-même ou de ses correspondants, d'autres sont empruntés à des œuvres variées et là peut-être la critique de l'écrivain aurait-elle pu s'exercer d'une manière plus sévère. Dans ses renvois et références, un peu trop multipliés, il y aurait beaucoup à supprimer et à corriger. Immodérée et désordonnée, une bibliographie cesse de répondre à son but. Celle de l'auteur est, d'ailleurs, incomplète, ne comprenant pas les ouvrages

1. Gustave Fagniez, *le Duc de Broglie*, 1821-1901. Paris, Perrin, 1 vol. in-16 de 169 p.

2. Pierre Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870-1871. T. II : les Deux adversaires. Premières opérations*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1902, 1 vol. in-8° de viii-480 p.

3. Th. Pruvost, *le Général Deplanque*, 1820-1889. Paris, Lavanauzelle, 1 vol. in-8° de xvi-320 p.

allemands. Mais, malgré ces légères critiques, le travail de M. Pruvost est plein de vie et d'intérêt; et c'est avec grand plaisir que nous suivons son héros en Crimée, au Mexique, à la légion étrangère, à l'armée de la Loire, en Algérie et dans sa retraite d'Auxi-le-Château.

La majeure partie du volume, et de beaucoup la plus importante, est relative aux opérations de l'armée de la Loire. Le général Deplanque, officier distingué auparavant, s'y comporta de la manière la plus honorable. Soldat vaillant, infatigable et impeccable, mais bougon et sujet à de terribles emportements, il se trouvait plus à son aise sur les champs de bataille qu'en temps de paix. Les débats furieux qu'il eut en Algérie avec diverses personnalités civiles et que son humeur farouche envenima amenèrent sa disgrâce prématurée. Il alla finir ses jours dans sa ville natale d'Auxi-le-Château, au milieu de ses concitoyens qu'il exérait et qui le lui rendaient.

Une courte préface du général Bonnal et une notice de M. Charles Malo présentent au lecteur le capitaine GILBERT, écrivain militaire distingué, qu'une maladie cruelle écarta depuis longtemps de l'armée et qui est mort avant d'avoir pu achever cette histoire de *la Guerre sud-africaine*¹ que ses héritiers ont eu la bonne pensée de publier. Telle quelle, elle forme un tout intéressant, comprenant l'histoire de la guerre depuis ses débuts jusqu'au commencement de 1901, c'est-à-dire au moment où la campagne changea de caractère et où la grande guerre fit place à la guerre de guérillas. L'auteur paraît avoir utilisé toutes les sources d'information qui lui étaient accessibles, et son exposé est d'une ordonnance méthodique et lucide. Malgré quelques épithètes sévères sur la politique anglaise, le ton de l'ouvrage est irréprochable et la visible sympathie de l'auteur pour la cause des Boers ne l'entraîne jamais à marchander les éloges dus à la ténacité et à la bravoure de l'armée anglaise pas plus qu'à montrer les lourdes fautes commises par leurs adversaires. Au point de vue militaire général, les conclusions de l'auteur méritent d'attirer l'attention, et les spécialistes méditeront utilement les appréciations très réfléchies et variées que lui inspire l'étude approfondie des deux adversaires. Au point de vue historique, l'ouvrage du capitaine Gilbert, en permettant de suivre sans effort les différentes péripéties de la guerre, confirme, en somme, le lecteur dans l'opinion plausible, *a priori*, que la guerre anglo-boer devait fatalement aboutir où elle est arrivée. Pour opérer les mouvements techniques ou stratégiques souhaités par leurs historiens, il aurait fallu que les Boers fussent

1. Capitaine G. Gilbert, *la Guerre sud-africaine*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1902, 1 vol. in-8° de vii-608 p.

tout autrement organisés qu'ils n'étaient. Quelques fautes de détail qu'on ait pu leur imputer, il demeure établi qu'ils ont fourni à peu près le maximum de résistance qu'il était possible de leur part de fournir. Eussent-ils évité plusieurs erreurs regrettables, entre autres celle de Cronje avant Paardeberg, il faut bien reconnaître que la disproportion des forces devenait trop grande pour que les qualités spéciales des Boërs pussent la compenser. Un moment devait fatalement arriver où la fortune pencherait vers les gros bataillons. Si, au point de vue technique, ils auraient peut-être pu mieux faire, certainement leur effort n'eût pu être dépassé et nulle science n'eût pu suppléer à ce qui leur manquait.

L'étude de diverses questions contemporaines a suscité un certain nombre de volumes où l'historien trouvera son compte.

Voilà deux ans que M. Victor BÉRARD traite périodiquement pour les lecteurs de la *Revue de Paris* les grandes questions de politique extérieure qui doivent s'imposer à leur attention. Il a réuni et complété ces articles dans un volume, intitulé *Questions extérieures*¹, qui mérite d'avoir et qui aura beaucoup de lecteurs. M. Victor Bérard est, outre quelque chose de plus, un admirable chroniqueur. Il est d'abord plein de science. Il est ensuite plein de talent. Il connaît à peu près à fond les questions dont il parle, et il en parle très bien, avec clarté, avec force, avec précision. Son exposé sur la genèse de la guerre sud-africaine est remarquable; il satisfera également ceux qui connaissent le sujet et ceux qui veulent le connaître. M. Bérard excelle à déterminer la vraie portée, l'aspect principal et les phases successives des questions. Il en dégage, dans un style nourri, plein de vie, condensé, substantiel, les éléments constitutifs. Volontiers, il force l'attention du lecteur par une comparaison familière ou une épithète un peu brutale. Souvent le trait est heureux : « Sentant venir la curée, lord Rosebery se retrouvait des convictions et un appétit de libéral » (p. 434). Parfois, il l'est moins : « L'Anglais, rose et blond, acquiert de son *tub* quotidien le droit de massacrer les Boers » (p. 244). Ailleurs, le procédé fatigue : il y a six pages d'identification laborieuse entre le plateau sud-africain et une *plaza* de taureaux; et je n'aime guère, non plus, une comparaison assez longue entre le jeu des partis en Espagne et (toujours) les rites d'une course de taureaux. La volonté de secouer le lecteur, de triompher de son apathie entraîne parfois l'écrivain à des affirmations trop absolues ou à des généralisations artificielles. Dans cette affirmation :

1. Victor Bérard, *Questions extérieures* (1901-1902). Paris, Colin, 1 vol. in-18 de vii-321 p.

« La paix de 1902 semble donner ou promettre l'Afrique aux Boers, » il y a à côté d'une part de vérité quelque chose d'excessif. L'« homme de Birmingham », le « politicien espagnol » sont des entités systématiquement construits, dont l'écrivain abuse et où l'on sent le procédé. A force de talent de style et de volonté de frapper, M. Bérard risque parfois de déformer la vérité à la manière de Taine, en la faisant grimacer. Mais, sans doute, il me répondrait qu'un chroniqueur n'écrit pas proprement de l'histoire, qu'il l'explique et la démontre pour l'imposer à l'attention d'un public difficile à fixer et, s'il est possible, le forcer à penser. Et c'est à quoi M. Bérard réussit admirablement.

Dans le domaine social, le volume que M. E. DEMOLINS a écrit sous le titre : *A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir ?*¹ est une dissertation qui ne manque ni de vigueur, ni de talent pour engager les Français, et, d'une manière particulière, ceux qui appartiennent aux partis d'opposition, à diriger leurs enfants non vers le fonctionariat, mais vers les carrières commerciales et intellectuelles en développant chez eux l'habitude de l'initiative. Ces vues sont si saines qu'il y a un scrupule à affaiblir en quelque manière l'autorité pédagogique de M. Demolins. Dans une revue d'histoire, il est cependant nécessaire de rappeler, ne fût-ce qu'en passant, tout ce qu'a d'incomplet ou d'erroné sa conception particulière des sociétés saxonnes et, d'une manière générale, d'insuffisant, parfois d'ahurissant, sa méthode historique et scientifique. M. Demolins, il est vrai, a pour fonction et pour but, non de donner des enseignements scientifiques, mais de suggérer des motifs d'action. Il s'acquitte de cette tâche d'une manière claire, vivante, propre à forcer les attentions paresseuses. Une foule de mauvaises raisons peuvent, grâce à lui, déterminer des initiatives qui sont bonnes en elles-mêmes. Pourvu qu'il n'y enseigne pas l'histoire, son École des Roches pourra exercer une influence sociale salubre sur la portion très restreinte de bourgeoisie qu'elle intéresse. C'est pourquoi il convient de ne pas insister sur les hérésies scientifiques de ce livre de bonne volonté, intéressant en somme et « suggestif. »

On trouvera des vues moins vastes, mais une érudition plus précise dans le petit travail que M. DE SEILHAC a intitulé *les Grèves*² et où il a condensé toutes les observations qu'il a été recueillir sur place au cours des principaux conflits économiques dont la France a été le théâtre ces dernières années. Les faits y sont exposés avec

1. E. Demolins, *A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir ?* Paris, Firmin-Didot, 1 vol. in-12 de 338 p.

2. Léon de Seilhac, *les Grèves*. Paris, Lecoffre, 1 vol. in-12 de vii-256 p.

netteté et sobriété, et le lecteur goûtera un essai de classification des grèves d'après leur caractère.

Signalons enfin l'intéressant volume de M. Marcel DEMONGEOT, lieutenant de chasseurs à pied : *Citoyen et soldat*¹. Si ce n'est pas, à proprement parler, un livre d'histoire, c'est au moins un document historique de valeur. Quel doit être le rôle d'une armée dans une société démocratique? Que peut être le service militaire pour la jeunesse d'un pays qui doit tout entière le subir? Quels sont les devoirs de l'officier vis-à-vis de ses hommes? Comment peut-il remplir une tâche d'éducateur social en même temps que d'instructeur militaire? Telles sont les questions qu'examine M. le lieutenant Demongeot avec une grande élévation de pensée et dans un esprit à la fois pondéré, généreux et démocratique.

M. Paul GAYO n'a pas prétendu donner un tableau complet de l'Italie contemporaine dans le volume qu'il a modestement intitulé : *Notes sur l'Italie contemporaine*². Ce livre, agréablement écrit, aura la faveur du grand public. Il mérite de retenir l'attention des spécialistes, moins encore à cause des documents qu'il nous apporte qu'à cause de la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle singulièrement honorable d'une portion du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés.

M. André-E. SAYOUS a réuni, dans son volume : *la Crise allemande de 1900-1902*³, des informations précises et étendues sur les manifestations de ce phénomène, principalement en ce qui concerne les industries du charbon, du fer et de l'acier. L'auteur s'est efforcé, avant tout, de donner à son enquête le caractère d'un exposé de faits scientifiquement observés et soigneusement établis. Si le lecteur n'a pas la satisfaction finale de garder une conception d'ensemble complètement nette sur le mouvement étudié, cela tient précisément au souci de l'écrivain qui a préféré présenter une série de conclusions de détail proportionnées aux faits étudiés, plutôt qu'une généralisation hâtive et forcément inexacte.

En ce qui concerne l'histoire de Russie, mentionnant sans plus

1. Marcel Demongeot, *Citoyen et soldat*. Paris, Flammarion, 1 vol. in-18 de xxxii-267 p.

2. Paul Gayo, *Notes sur l'Italie contemporaine*. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-18 de 226 p.

3. André-E. Sayous, *la Crise allemande de 1900-1902*. Paris, Larose; Berlin, Puttkammer und Mühlbrecht, 1903, 2 vol. in-12 de xv-377 p.

une plaquette où M. BOURGUET¹ a reproduit une conférence faite à l'École des sciences politiques et où il a apprécié sommairement l'œuvre du tsar Alexandre III, nous devons signaler ici l'ouvrage de M. KOWALEVSKY², intitulé : *Institutions politiques de la Russie*, d'abord publié en anglais et dont vient de paraître une traduction française suffisante. Nous ne possédions en somme en français aucun ouvrage d'ensemble sur la question; notre ignorance nous rend impossible de recourir aux ouvrages spéciaux russes. M. Kowalevsky nous a donc rendu grand service en exposant le développement des institutions politiques de la Russie depuis les origines jusqu'à nos jours. Il l'a fait avec clarté et précision, s'étendant naturellement davantage sur les parties contemporaines de son sujet. Comme la plupart des ouvrages du même genre écrits par des Russes, son livre porte l'empreinte visible de ses opinions politiques et sociales; elles ont un caractère libéral et progressiste qui n'est pas pour déplaire; de plus, le sens historique de l'auteur est suffisant pour qu'elles n'enlèvent rien à la valeur objective de son travail. On peut regretter que M. Kowalevsky ne l'ait pas accru de quelques brèves indications bibliographiques. Elles n'auraient pas eu pour objet, bien entendu, de nous donner la liste des ouvrages russes relatifs à la question. Mais son livre étant en somme un manuel à l'usage des occidentaux, il aurait été fort utile d'y faire figurer un relevé sommaire et critique des principaux articles de revue et des quelques ouvrages de valeur qui ont été consacrés en langues de l'Europe occidentale à telle ou telle partie du sujet d'ensemble traité par M. Kowalevsky. Il serait à souhaiter que l'auteur comblât cette lacune dans une prochaine édition de son ouvrage.

Dans une brochure d'un haut intérêt³, M. Paul ORLOVITCH met en relief la situation douloureuse des populations serbes de la vieille Serbie. Les 450 à 200,000 Serbes qui se trouvent sous la domination turque sont en réalité cruellement opprimés par les Albanais qui, avec la complicité des pouvoirs ottomans, s'appliquent à les éliminer. L'Autriche voit d'un bon œil cette élimination. Car ce sont les populations slaves de la péninsule des Balkans qui constituent l'obstacle principal à l'expansion du pangermanisme. Il importe que la Russie

1. Alfred Bourguet, *le Tsar Alexandre III*. Aix, Bourély, 1901, 1 br. in-8° de 21 p.

2. Maxime Kowalevsky, *Institutions politiques de la Russie*, traduit de l'anglais par M^{me} Derocquigny. Paris, Giard et Brière, 1903, 1 vol. in-8° de rv-370 p.

3. Paul Orlovitch, *la Question de la Vieille Serbie*. Paris, Hachette, 1903, 1 br. in-8° de 49 p.

vienne en aide à des populations si odieusement maltraitées et dont la destinée l'intéresse directement et qu'elle aide Serbes et Bulgares à obtenir de la Porte qu'elle mette fin aux horreurs que commettent les Albanais dans la vieille Serbie et la Macédoine occidentale. Telle est la thèse soutenue par M. Orlovitch avec beaucoup d'énergie et de conviction.

M. Henry BARGY nous a donné un volume sur la religion aux États-Unis¹. « Toutes les Églises des États-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun. Elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elle ne l'est de son Église mère d'Europe, et l'ensemble de toutes les religions d'Amérique forme ce qu'on peut appeler la religion américaine. » Celle-ci se définit principalement par deux caractères : elle est sociale, « c'est-à-dire plus soucieuse de la société que des individus, » et positive, « c'est-à-dire plus curieuse de ce qui est humain que de ce qui est naturel. » L'intéressant travail de M. Bargy nous montre comment, depuis l'origine des États-Unis, toute l'évolution des différentes sectes religieuses en Amérique a été déterminée par ce caractère d'utilité morale, sociale, nationale. « La religion américaine eut toujours pour but le bien-être de la race. Elle est la poésie du civisme. » Très juste, très étudié, très documenté, le volume de M. Bargy est tout à fait propre à nous faire pénétrer la conception américaine de la religion et à nous montrer ce que celle-ci représente dans la vie de la nation. A cet égard, il est fort suggestif et nous devons de la reconnaissance à l'auteur. Son travail souffre, par contre, d'assez sérieuses objections au point de vue historique. Il est dépourvu de toute espèce de références et de bibliographie, ce que l'on ne peut trop déplorer. Il est, par ailleurs, divisé en sept livres, dont les titres sont abstraits, et subdivisé en chapitres, dont les sous-titres ne le sont pas moins. Il y a pour le lecteur une absence de points de repère chronologiques que rend plus fâcheuse le système de composition du livre, qui amène l'auteur à enchevêtrer singulièrement les périodes historiques. Il semble parfois avoir hésité entre une histoire et une psychologie de la religion américaine sans jamais se décider pour l'une ou pour l'autre; de là, pour le lecteur, un certain malaise, un certain embarras, et aussi dans l'exposé certaines obscurités qu'il aurait été aisé d'éviter par une méthode un peu plus strictement historique.

La méthode et la clarté sont au contraire les qualités maitresses

1. Henry Bargy, *la Religion dans la société aux États-Unis*. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-18 de xx-299 p.

des ouvrages de M. Albert MÉTIN. Il a fait, il y a quelques années, un voyage d'études autour du monde auquel nous devons déjà un volume intéressant sur le mouvement économique et social en Australasie. Il vient d'en donner un second, qui est digne du précédent, sur *l'Inde d'aujourd'hui*¹. M. Métin s'était préparé, par des études préliminaires soigneuses, à son enquête sur place, qu'il a pu aussi orienter de la manière la plus utile et qu'il a ensuite complétée par des informations documentaires considérables. Son livre joint donc à la valeur d'une relation de voyages celle d'une œuvre de recherche scientifique. Il constituera, pour ceux qui veulent connaître l'Inde autrement qu'au point de vue pittoresque, un manuel des plus précieux. Si, au point de vue descriptif, M. Métin n'a pu ajouter que quelques détails nouveaux à ceux que nous ont déjà transmis nombre de voyageurs; si, sur l'organisation traditionnelle, religieuse et politique de la société indoue, il n'a pu enrichir beaucoup nos connaissances, on lui saura au contraire une gratitude particulière pour la manière dont il a traité les questions actuelles pendantes dans l'Inde contemporaine. Les chapitres qu'il a consacrés à l'opposition indigène, à la culture indienne, à l'organisation de l'ancienne et de la nouvelle industrie sont du plus vif intérêt et attestent une observation soignée et précise des éléments économiques et sociaux en présence. Ajoutons que le parfait équilibre de jugement de l'écrivain impressionne favorablement le lecteur. Des bibliographies sommaires lui permettent, s'il le désire, de se documenter sans peine lui-même d'une manière plus étendue. On est étonné de n'y pas voir figurer l'indication de la si intéressante biographie du réformateur social Behramji Malabari, traduite en français il y a cinq ans, et qui, assurément, est un des livres publiés en notre langue qui contient le plus de renseignements entièrement sur le mouvement social et intellectuel de l'Inde. J'ai, d'autre part, sous les yeux un bien curieux programme de *Ligue socialiste* née à Calcutta, tout récemment, dans un milieu indigène et qui aurait pu fournir à M. Métin un paragraphe intéressant.

Parmi les ouvrages traitant de questions internationales, on peut recommander le petit volume très clair, complet et succinct où M. E. MARTIN-SAINT-LÉON a étudié sans prétention les traits essentiels du mouvement de concentration industrielle qui se dessine un peu dans tous les pays². Son objet n'a pas été de faire une étude complète sur

1. Albert Métin, *l'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale*. Paris, Colin, 1 vol. in-18 de 304 p.

2. E. Martin-Saint-Léon, *Cartells et trusts*. Paris, Lecoffre, 1903, 1 vol. in-12 de viii-248 p.

ce sujet si complexe et dont l'évolution est si prompte. Il a voulu donner un manuel exactement informé et substantiel de la question. Il y a pleinement réussi.

C'est également un phénomène international et universel qu'a étudié M. E. VANDERVELDE dans son très beau livre d'histoire sociale : *l'Exode rural et le retour aux champs*¹. Au moyen d'enquêtes personnelles étendues, d'une maîtrise parfaite de la documentation économique et sociale de la Belgique et d'une connaissance large et souvent précise de l'ensemble du mouvement social européen, M. Vandervelde a analysé avec une force et une clairvoyance remarquables les caractères du phénomène universel qui a tendu particulièrement, au cours des cinquante dernières années, à faire refluer vers « les villes tentaculaires » la population des campagnes. Par une série de faits nettement établis, il a montré que la véritable cause de ce mouvement était beaucoup moins une fascination trompeuse et injustifiée exercée par les villes sur la population des campagnes que la condition de plus en plus dure qui a été faite à cette population par les conditions économiques modernes. Le développement des moyens de transport a facilité ce déplacement regrettable à beaucoup de points de vue, surtout à celui de l'hygiène générale, mais qui s'explique très naturellement quand on voit en quoi consiste le bonheur des champs, vanté par les agrariens qui s'indignent de ne plus trouver de bras pour leurs exploitations. L'exode rural va-t-il continuer et verrons-nous les villes atteindre des proportions plus considérables encore au milieu des campagnes désertes? Dans une deuxième partie, beaucoup plus neuve, parfois aussi plus contestable, M. Vandervelde montre avec finesse et au moyen de beaucoup de faits, quelles raisons permettent de croire que les villes approchent souvent de leur point de saturation, et il fait voir comment la facilité des transports, après avoir amené la concentration urbaine, préparera peut-être, à parfois déjà préparé la renaissance des campagnes en y transportant certaines industries et en y faisant refluer une partie des populations des cités. Plein d'idées et de science et traversé d'un généreux souffle d'humanité, le beau livre de M. Vandervelde est, de plus, écrit dans une langue simple, claire, sûre et sobre, dénuée d'élégance et d'appât, un peu belge parfois, si l'on veut, mais infiniment plus française que celle de presque tous nos sociologues.

Les personnes que préoccupent les rapports de la science historique, avec la sociologie et la philosophie, liront sans doute le

1. E. Vandervelde, *l'Exode rural et le retour aux champs*. Paris, Alcan, 1903, 1 vol. in-8° de 304 p.

volume que M. Gaston RICHARD a intitulé : *l'Idée d'évolution dans la nature et l'histoire*¹, et où il a reproduit, en le complétant, un mémoire couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. C'est un réquisitoire méthodique, patient et considérable contre l'idée d'évolution, autrement dit de « métamorphose continue se poursuivant à l'infini, » qui « ne peut jouer dans la science et la philosophie qu'un rôle négatif. » L'idée directrice de la méthode scientifique, autrement dit de la méthode « génétique, » est celle du « cosmos ou de l'ordre progressif, unité de phénomènes contingents, reliés par des lois contingentes elles-mêmes. » Les partisans de l'une ou l'autre de ces conceptions philosophiques, entre lesquelles il ne serait pas malaisé de ménager des transactions, se passionneront pour ou contre le livre de M. Gaston Richard. Ceux qui conçoivent l'histoire d'une manière plus concrète et moins ambitieuse le feuilleteront avec moins de curiosité et peut-être avec un respect que rendra plus prudent l'emploi systématique par l'auteur de ce redoutable jargon qui serait l'incontestable originalité des sociologues-philosophes si celui des sociologues-juristes ne soutenait victorieusement la comparaison.

A. LICHTENBERGER.

1. Gaston Richard, *l'Idée d'évolution dans la nature et l'histoire*. Paris, Alcan, 1903, 1 vol. in-8° de iv-406 p.

ALLEMAGNE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA RÉFORME.

Je ne saurais mieux commencer ce compte-rendu qu'en mentionnant le troisième volume des Recès des diètes allemandes à l'époque de Charles-Quint¹. L'éditeur, M. Adolf WREDE, qui a déjà rendu de grands services en préparant avec M. J. Bernays le second volume, a rempli sa tâche très heureusement. L'introduction nous fait connaître les commencements du « Reichs-Regiment » constitué à la diète de Worms de 1524. Le sujet du volume est formé par les diètes de Nuremberg de 1522 et de 1523. On sait qu'à cette époque, à côté de la question religieuse, c'étaient particulièrement les questions financières et commerciales qui agitaient les esprits. On connaît les projets relatifs à l'introduction d'une douane générale, à l'amélioration du système monétaire, à la restriction des monopoles des grandes compagnies commerciales mis en lumière par les travaux de Ranke, Schmoller, Kluckhohn, Redlich, etc. Mais ce n'est qu'en étudiant les documents, recueillis et annotés soigneusement dans ce volume, qu'on se formera une idée juste de ces questions compliquées, pleines d'intérêt pour l'histoire de l'économie politique. Un autre chapitre d'un intérêt non moins capital s'occupe de la situation de la noblesse immédiate de l'Empire. Ici, l'éditeur, qui publie des documents provenant en grande partie de la noblesse elle-même, n'a eu qu'à suivre les traces de M. Ulmann, l'excellent biographe de François de Sickingen. Il va sans dire qu'il n'a rien omis qui permette d'élucider la grande question religieuse. De même les discussions relatives aux armements contre les Turcs gagnent beaucoup par la collection de documents qu'il a su, assisté par MM. BERNAYS et FUETER, réunir dans ce volume.

Ce qui lui permettait d'en restreindre le cadre, c'est la publication séparée des rapports de Hans von der Planitz, représentant de l'électeur Frédéric de Saxe au « Reichs-Regiment » et aux diètes de Nuremberg de 1522 et 1523. Depuis que Ranke a mis à profit cette source historique importante pour son ouvrage classique, beaucoup d'historiens, entre autres un des plus récents, H. Baumgarten, y ont puisé à pleines mains. Mais, jusqu'ici, il nous manquait une édition complète des rapports de Planitz de 1524-1524, si pleins de vie et de

1. *Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V. Dritter Band bearbeitet von Adolf Wrede.* Gotha, F.-A. Perthes, 1901.

couleur, qui sont conservés pour la plupart aux archives de Weimar. Elle avait été préparée par M. E. WUELCKER. Après sa mort, M. VIRCK, l'éditeur bien connu du premier volume de la correspondance politique de Strasbourg, a achevé et complété le travail de M. Wuelcker, et la Commission historique du royaume de Saxe a eu le mérite de faire à ce volumineux ouvrage une place dans la série de ses publications¹. M. Virck n'a pas manqué de joindre aux rapports de Planitz les réponses de l'électeur Frédéric, qu'on a pu retrouver, et d'autres documents. Il a fait précéder la correspondance par une introduction fort instructive de presque deux cents pages, contenant entre autres la biographie jusque-là presque inconnue de Planitz. Il a augmenté l'intérêt de sa publication par une grande abondance de notes et en a facilité l'usage par un index détaillé. L'histoire de la Réforme allemande doit beaucoup à cette publication, qui est un modèle du genre.

On peut donner les mêmes louanges à une autre entreprise de la Commission historique du royaume de Saxe, c'est-à-dire au premier volume de la Correspondance politique de l'électeur Maurice². Cette tâche revenait naturellement à M. Erich BRANDENBURG, le biographe de l'électeur Maurice de Saxe, dont l'ouvrage promet de combler une vraie lacune (cf. *Revue historique*, t. LXIX, p. 377). En dépouillant principalement les archives de Dresde, de Weimar, de Marbourg, il a su réunir tous les matériaux indispensables pour la publication de la correspondance politique d'un prince dont le caractère et l'action jusqu'ici ont provoqué des jugements très divers. Ce premier volume, qui ne regarde que les commencements de son gouvernement, ne fait guère ressortir son originalité. Au lieu de cela, ce sont ses relations avec ses conseillers principaux qui sont mises en relief. Malgré les restrictions qu'il s'est imposées, M. Brandenburg calcule qu'il lui faudra bien en tout quatre volumes, ce qui ne l'empêchera pas, nous l'espérons, de continuer son ouvrage biographique.

La publication des documents de tout genre offre les moyens les plus sûrs de contrôler la valeur des ouvrages contemporains d'un caractère purement historiographique, dont les auteurs eux-mêmes ont mis à profit maintes fois des sources manuscrites officielles. Le

1. *Des kursachsischen Rathes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nuernberg 1521-1523. Gesammelt von Ernst Wuelcker nebst ergänzenden Aktenstuecken bearbeitet von Hans Virck. Leipzig, B.-G. Teubner, 1899.*

2. *Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfuersten Moritz von Sachsen. Erster Band. Bis zum Ende des Jahres 1543. Herausgegeben von Erich Brandenburg. Leipzig, B.-G. Teubner, 1901.*

plus célèbre, Johannes Sleidan, paraît offrir un sujet inépuisable, même après les diligentes recherches de H. Baumgarten. M. Otto WINCKELMANN publie quelques suppléments à la correspondance de Sleidan, empruntés à un volume précieux que les archives du chapitre de Saint-Thomas à Strasbourg ont dernièrement acquis¹. Il y ajoute des remarques très judicieuses relatives à la biographie de Sleidan, aux premiers effets de ses *Commentarii*, à la première traduction allemande de cet ouvrage, etc. On lui saura gré d'avoir réimprimé le brouillon allemand de l'apologie des *Commentarii*, dû à la plume de son auteur. M. A. Hollaender, en dépouillant les *Annales Suevici* de Martin Crusius, y a découvert quelques notices fort remarquables relatives à Sleidan, qui jusqu'alors avaient échappé à l'attention de tous ses biographes. Par exemple, Crusius confirme la date de 1506 comme étant l'année où naquit Sleidan². M. FESTER (*Histor. Zeitschrift*, 1902) reprend la question de savoir quel est l'auteur des discours des électeurs insérés par Sleidan dans son récit de l'élection de Charles-Quint. Avec Ranke, il les attribue à Sabinus, le gendre de Melanchthon. Il démontre incontestablement que les historiens de l'époque de Sleidan et Sleidan lui-même ont subi les influences de la rhétorique classique. Cependant, il va beaucoup trop loin en affirmant qu'avant Ranke il n'y avait pas eu dans l'historiographie de réconciliation entre la science et l'art. Le nom seul de Gibbon suffit pour montrer combien cette assertion est hasardée.

Les lecteurs de la *Revue historique* apprendront avec plaisir que la nouvelle édition de la chronique de *Valerius Anshelm*, qu'on peut appeler le Sleidan bernois, a été achevée³. Le dernier volume de cette édition, commencée en 1884, contient entre autres une introduction qui fournit les plus amples informations sur la vie et sur l'ouvrage du chroniqueur. L'auteur de cette introduction, dont les mérites ne s'oublieront pas, M. Ed. BLOESCH, n'a pu malheureusement pas voir l'achèvement de la nouvelle édition. On ne saurait mettre en balance avec le volumineux ouvrage d'Anshelm la petite chronique zuricoise de Bernhard Wyss, dont il y a aussi une nouvelle édition très soignée⁴.

1. *Zur Geschichte Sleidans und seiner Kommentare* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, vol. LIII, 1899, p. 565-606).

2. *Sleidaniana* (eodem loco, p. 428-437).

3. *Die Berner Chronik des Valerius Anshelm*. Herausgegeben vom Historischen Verein des Kantons Bern. Sechster Band. Bern, K.-J. Wyss, 1901.

4. *Quellen zur Schweizerischen Reformations-Geschichte*. Herausgegeben vom Zwingliverein in Zuerich unter Leitung von Professor Dr. Emil Egli. I. *Die Chronik des Bernhard Wyss*. Herausgegeben von Georg Finsler. Basel, Basler Buch- und Antiquariatshandlung vormals Adolf Geering, 1901. [Nous avons reçu trop tard l'édition nouvelle de la *Chronique de Kessler*, de Saint-Gall, « Sabata », due à MM. Egli et Schoch. Saint-Gall, Fehr, 1902.]

Cependant, personne ne niera l'intérêt capital du récit contemporain d'un ardent partisan d'Ulric Zwingli, qui fut tué à côté de celui-ci à la bataille de Cappel. Ce qui augmente l'importance du récit de Bernhard Wyss, c'est qu'il apporte d'importants matériaux concernant l'histoire du célèbre Henri Bullinger. La nouvelle édition de la chronique de Bernhard Wyss forme le premier volume d'un recueil de « sources pour servir à l'histoire de la Réforme suisse, » projeté par la « Société zwinglienne » (Zwingli-Verein) à Zurich, présidée par M. MEYER DE KNONAU. M. le professeur Émile EGLI, qui dirige les publications de cette Société, a commencé à les compléter par des *Analecta Reformatoria*, dont les deux premiers fascicules sont d'un intérêt très varié¹. On y rencontre une longue série de documents et d'essais relatifs à l'histoire de Zwingli et de son époque (par exemple des notes manuscrites de Zwingli sur le colloque de Berne de 1528, des lettres de Martin Bucer, d'un anonyme et de Capito adressées à Zwingli de la diète d'Augsbourg, en 1530), les biographies de Bibliander, de Ceporinus et de Jean Bullinger. Il faut encore beaucoup attendre de la diligence infatigable de M. Egli, et le recueil des « sources pour servir à l'histoire de la Réforme suisse » lui devra beaucoup.

Dans un de ces comptes-rendus (*Revue historique*, t. LVI, p. 384), j'ai mentionné le livre méritoire de M. A. HEGLER : « L'esprit et le style chez Sébastien Franck. » On doit au même auteur, décédé il y a peu de temps comme professeur de théologie à l'Université de Tübingue, un second travail fort intéressant relatif au célèbre historien et penseur de l'époque de la Réforme allemande². Le regretté M. Hegler y étudie en détail la paraphrase latine d'un petit livre mystique bien connu, due à Sébastien Franck, et de quelques-uns de ses écrits qui nous sont conservés en langue hollandaise. Il expose finement comment Sébastien Franck a été influencé par la doctrine des « mystiques » du moyen âge et comment il s'est efforcé de la transformer dans l'idiome de l'humanisme. Il nous fait connaître une série de traductions hollandaises d'écrits très rares de Franck, dont l'original allemand n'a pas encore été retrouvé. Il émet l'hypothèse que Franck a terminé sa vie en Hollande et

1. *Zwingliana*. Mittheilungen zur Geschichte Zwinglis und der Reformation. Herausgegeben von der Vereinigung für das Zwinglimuseum in Zuerich, 1897, seq. — *Analecta Reformatoria*, von Emil Egli. Zuerich, Zuercher und Furrer, 1899-1901. Mentionnons, entre parenthèse, que M. Egli à Zurich et M. G. Finsler à Bâle ont entrepris une nouvelle édition des œuvres de Zwingli. On souscrit chez G.-A. Schwetschke à Berlin.

2. *Sebastian Francks lateinische Paraphrase der Deutschen Theologie und seine holländisch erhaltenen Traktate*. Tübingen, Buchdruckerei von G. Schnuerlen, 1901.

prouve qu'en tout cas il avait gagné déjà de très bonne heure des adhérents dans ces contrées septentrionales. Sébastien Franck n'est pas le seul qui, au xvi^e siècle, ait traduit en latin le livre « mystique, » auquel Luther donna le titre *Deutsche Theologie*. M. Hegler s'occupe d'une seconde traduction, due à Castellio, mais il ne veut pas concéder que celui-ci ait connu l'essai de son prédécesseur¹.

Nous n'avons pas à rendre compte cette fois-ci d'une nouvelle biographie de Luther. Mais les études spéciales qui ajoutent quelque chose à la connaissance de sa vie et de ses écrits abondent. Il y a par exemple des éclaircissements remarquables relatifs à l'origine de sa famille, à sa correspondance, à ses combats littéraires dans les deux premiers fascicules d'une publication fort importante de M. Otto Clemen². Un chapitre de la vie de Mélanchthon, qui jusqu'ici a été beaucoup trop négligé par ses biographes, a été écrit récemment par M. KAWERAU. Il s'agit des tentatives faites pour ramener le plus fidèle auxiliaire de Luther dans le sein de l'Église catholique³. Les rapports des nonces, envoyés par les papes en Allemagne, et des correspondances d'une origine différente ont offert à M. Kawerau des matériaux suffisants pour mettre son sujet en pleine lumière. Quoique quelques lacunes restent encore à combler, on comprend très bien comment l'espérance de regagner Mélanchthon a pu s'emparer des dignitaires de l'Église catholique, tels que les évêques Cricius et Dantiscus et le cardinal Sadolet. Mélanchthon, qui était avant tout le représentant de l'humanisme et pour lequel l'idée de l'unité de l'Église avait un charme indélébile, considéra comme un malheur d'avoir été impliqué dans les luttes ecclésiastiques

1. C'est ce que s'efforce de prouver, avec des arguments très remarquables, M. Hermann Oncken (*Aus den letzten Jahren Sebastian Francks*. Monatshefte der Comenius-Gesellschaft, vol. XI. Berlin, Gärtner, 1902, mars-avril). Il ne faut pas négliger un travail consciencieux du même auteur : *Sebastian Franck als Historiker* (Historische Zeitschrift, vol. LXXXII, 1899).

2. *Beiträge zur Reformationsgeschichte aus Buechern und Handschriften der Zwickauer Ratsschulbibliothek*, von Lic. Dr. Otto Clemen. Erstes und Zweites Heft. Berlin, Schwetschke, 1900, 1902. M. Clemen n'a pas seulement mis à contribution la bibliothèque très riche en imprimés et en manuscrits du xvi^e siècle du lycée de Zwickau, mais aussi la bibliothèque de Munich et les archives de Weimar. Il publie entre autres des pièces inconnues jusque-là de la correspondance de Spalatin et de Hutten, des biographies détaillées de Simon Haferitz, Georges Mohr, Ulrich Hugwald, une dissertation savante sur Pasquillus exul, etc. Nous attendons, avec impatience, le troisième fascicule des analectes de M. Clemen.

3. *Die Versuche, Melanchthon zur katholischen Kirche zurückzuführen*, von Dr. Gustav Kawerau (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

de son époque. Il faut lire, pour s'en convaincre, sa lettre du 27 octobre 1532, adressée à Cricius, qu'on a découverte récemment à la bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg (cf. Kawerau, *loc. cit.*, p. 13). On avait vu sa faiblesse pendant les transactions de la diète d'Augsbourg de 1530 et on se flattait de le séparer de Luther, mais on n'avait pas compté avec l'énergie et la persévérance de ce dernier. Une des parties les plus piquantes du travail de M. Kawerau est consacrée à un certain Don Michael Braccetto de Pordenone, agent versatile et impertinent du diplomate papal Girolamo Rorario, auteur d'une fausse « lettre de Mélanchthon à la signoria de Venise. »

On sait que Henri V, duc de Mecklembourg, a tenté d'attirer Mélanchthon à son Université de Rostock. La biographie de ce prince, qui fonda l'église protestante dans son pays, a été écrite par M. SCHNELL¹, auteur d'un livre plus général intitulé « le Mecklembourg au siècle de la Réforme » (Berlin, 1900). Son récit est fondé sur une étude approfondie des documents conservés aux archives de Schwerin. Un des plus héroïques martyrs de la Réforme allemande, le Bavaïrois Leonhard Kaiser, brûlé comme hérétique en 1527 près de la ville (aujourd'hui) autrichienne de Schaerding, a trouvé un biographe sympathique dans la personne de M. ROTH, qui réfute entre autres l'opinion très répandue que Kaiser fut un partisan des anabaptistes². Parmi les nombreux adhérents secrets de Luther, dont le naturel répugnait tout à fait au martyre, figure Bernhard Adelman von Adelmansfelden. Le chanoine d'Augsbourg et d'Eichstaedt, humaniste passionné et éditeur d'un écrit d'Oecolampade, dirigé contre Jean Eck, fut compris par celui-ci dans la bulle d'excommunication, mais il se hâta de se procurer l'absolution par une soumission complète. Cependant, son biographe, François-Xavier THURNHOFFER, est d'avis que cette soumission n'était pas sincère et il prouve assez clairement que, jusqu'à sa mort, Adelman sympathisa clandestinement avec la doctrine de Wittenberg³. L'ouvrage

1. *Heinrich V, der Friedfertige, Herzog von Mecklenburg*, 1503-1552, von Dr. H. Schnell (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

2. *Leonhard Kaiser, ein evangelischer Märtyrer aus dem Innviertel*, von Dr. F. Roth (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1902.

3. *Bernhard Adelman von Adelmansfelden, Humanist und Luthers Freund* (1457-1523). Ein Lebensbild aus der Zeit der beginnenden Kirchenspaltung in Deutschland. Von Fr.-X. Thurnhofer (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssen's Geschichte des deutschen Volkes, Herausgegeben von Ludwig Pastor, II, 1). Freiburg-im-Breisgau, Herder, 1900.

de M. Thurnhofer est basé sur une collection très étendue de matériaux, par exemple de correspondances, jusque-là inédites, et se distingue par un ton d'impartialité où percent quelquefois cependant les sentiments catholiques de l'auteur.

En passant à la revue des publications récentes relatives aux événements politiques de la Réforme allemande, c'est la guerre des Paysans qui garde une des premières places. Au lieu de considérer un côté spécial de cet événement, un Anglais, M. E. Belfort Bax, a essayé de le considérer dans son ensemble¹. Vu la difficulté de la tâche, il faut admirer son courage. Il ne manque pas d'un certain fonds de connaissances et de louables qualités littéraires. Mais il suit de beaucoup trop près les traces de Guillaume Zimmermann, dont la précision critique laisse à désirer. Abstraction faite des graves erreurs où l'a entraîné sa confiance excessive en cet auteur, le volume de M. E. B. Bax, considéré comme un essai de vulgarisation entreprise par un étranger, vaut autant que beaucoup d'ouvrages du même genre dus à des écrivains allemands. Il faut compter, parmi ces essais de vulgarisation, un petit livre bien écrit de M. Hofmann². Mais ce n'est qu'une partie restreinte du théâtre de la guerre des Paysans qui y est mise en lumière, particulièrement la vallée de la Tauber. A côté des travaux imprimés, M. Hofmann s'est servi de quelques documents manuscrits. Une dissertation de M. Heerwagen, qui s'est donné beaucoup de peine pour retracer le tableau de la situation économique et juridique des paysans, qui habitaient les environs de ce fleuve avant l'année 1525, lui a fourni des détails précieux³. Un travail très solide de M. R. Kern s'occupe du rôle joué par le comte Georges de Wertheim pendant la guerre des Paysans⁴. On sait que le comte, comme beaucoup d'autres membres de la noblesse, a été forcé, temporairement, d'entrer dans l'alliance des paysans. M. Kern base son étude approfondie principalement sur des documents provenant des archives de Wertheim et de Wurz-

1. *The Peasants War in Germany, 1525-1526*, by E. Belfort Bax. London, Swan Sonnenschein & Co., 1899.

2. *Der Bauernaufstand im Badischen Bauland und Taubergrund*. Karlsruhe, K. Scherer, 1902. M. Hofmann aurait dû se rapporter à l'étude de M. Lenz sur Florian Geyer (Preussische Jahrbuecher, 1896) et à l'édition nouvelle de la *Chronique de Hall*, rédigée par Jean Herolt (Wuerttembergische Geschichtsquellen, vol. I, 1894).

3. H. Heerwagen, *Die Lage der Bauern zur Zeit des Bauernkrieges in den Taubergergenden* (Dissertation de l'Université de Heidelberg). Nuernberg, impr. J.-L. Stieck, 1899.

4. *Die Beteiligung Georgs II von Wertheim und seiner Grafschaft am Bauernkrieg* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, t. LV, 1901).

bourg. Il défend le comte de Wertheim contre les reproches d'avoir poursuivi, comme capitaine des paysans, des desseins d'enrichissement et de sécularisation. Il réfute l'opinion que le comte, à la tête d'un corps des insurgés, avait pris part au siège du château de Wurzburg et démontre qu'il ne figure que dans les négociations entamées avec les assiégés. Parmi les documents publiés par M. Kern, il y en a un qui mérite une mention spéciale (p. 418-420). C'est la première défense de Götz de Berlichingen, rédigée par lui-même, pour justifier sa conduite pendant la guerre des Paysans. Elle date du 12 juin 1525 et mérite d'être comparée avec d'autres apologies du célèbre chevalier d'une date postérieure¹.

M. F.-L. BAUMANN a présenté, dans leur développement, les relations de la confédération suisse et de l'insurrection paysanne allemande de 1524 et 1525². Il combat avec raison la thèse d'une influence quelconque exercée par les Suisses sur le soulèvement des paysans. Il démontre de même qu'en Suisse on n'eut pas de plans d'agrandissement pendant le bouleversement des territoires voisins de l'Allemagne. Cependant, il ne nie pas que les gouvernements du Bas-Rhin et de la Souabe se soient méfiés des desseins de la confédération suisse et que cette méfiance les ait empêchés d'étouffer, en 1524, les commencements du mouvement. Il va sans dire qu'il a su profiter des travaux de tous ses prédécesseurs, soit suisses soit allemands, et que les affaires de la ville de Waldshut et du prédicateur Balthasar Hubmaier, comme celles du duc Ulric de Wurtemberg, occupent une place très vaste dans la première partie de son travail. La seconde partie a pour objet principal d'élucider l'histoire des négociations entreprises par quelques membres de la confédération suisse (Zurich, Bâle, Schaffhouse), de faire valoir leur médiation entre les paysans et leurs maîtres. Ce qui résulte de ce récit, c'est le désir très réaliste des Suisses de faire cesser la dévastation des contrées d'où ils tiraient leurs blés et où ils avaient beaucoup d'intérêts financiers. Un dernier chapitre s'occupe des fugitifs qui cherchèrent un asile en Suisse, par exemple le Tyrolien Michel Geissmayr, dont la personnalité romantique fixe l'attention en première ligne.

1. Au t. LIV (1900) de la *Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins*, il y a un travail très consciencieux de M. Schreiber, *Die Veranlassung der Fehde Götz von Berlichingens mit dem Erstift Mainz*. M. Schreiber justifie, en général, la conduite et le récit autobiographique de Götz von Berlichingen et publie neuf lettres du chevalier restées inconnues jusqu'ici.

2. F.-L. Baumann, *Die Eidgenossen und der deutsche Bauernkrieg* (Sitzungsberichte der philosophisch-philologisch-historischen Classe der K. Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1896, Heft 1; 1899, Heft 1).

Un travail de M. Walter CLAASSEN ne touche qu'incidemment les effets exercés par le soulèvement des paysans allemands sur les paysans suisses et particulièrement sur ceux du canton de Zurich¹. L'objet principal de ce travail est de mettre en lumière la connexion de la politique démocratique en Suisse avec l'état de la classe agricole au siècle d'Ulrich Zwingli. L'auteur s'est servi d'une assez longue série d'ouvrages imprimés et a fait quelques études aux archives d'État de Zurich. Il s'efforce de combiner les traits divers que lui offrent les sources historiques et statistiques et d'en former un tableau complet. Cependant, il n'échappe pas au danger d'attribuer quelquefois trop d'importance à des sources secondaires, comme, par exemple, aux écrits du pasteur Waser, et de se laisser entraîner à des généralisations trop audacieuses. D'ailleurs, le titre de son travail, qui ne s'occupe que d'un seul membre de la vieille confédération suisse, est trop prétentieux. M. RABENLECHNER, un élève du regretté professeur Zeissberg, a décrit le soulèvement des paysans de Styrie sans ajouter beaucoup de nouveau à nos connaissances et sans exposer assez clairement la condition politique et économique du pays en question².

Il y a peu de sujets qui aient autant mis à l'épreuve la sagacité des historiens que la question d'origine des « douze articles » des paysans allemands de l'année 1525. J'ai eu à mentionner, dans mon dernier Bulletin, l'étude de M. F.-L. BAUMANN qui, comme d'autres l'avaient fait avant lui, attribue l'honneur d'avoir rédigé le célèbre manifeste à Sébastien Lotzer, pelletier à Memmingen, sectateur passionné du prédicateur Christophe Schappeler et secrétaire d'une des trois bandes des paysans insurgés de la Haute-Souabe. Cette thèse a été confirmée admirablement par M. Alfred GOETZE³. M. Goetze a réussi

1. *Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Ulrich Zwinglis* von Walter Claassen. Berlin, E. Felber, 1899 (Socialgeschichtliche Forschungen. Ergänzungshefte zur Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte herausgegeben von Dr. St. Bauer und Dr. L.-M. Hartmann, Heft 4).

2. *Der Bauernkrieg in Steiermark*, von Dr. M.-M. Rabenlechner (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssen's Geschichte des deutschen volker. Herausgegeben von Ludwig Pastor, II, 5). Freiburg-im-Breisgau, Herder, 1901.

3. *Die Artikel der Bauern, 1525*. — *Die Zwölf Artikel der Bauern, 1525, kritisch herausgegeben* (Historische Vierteljahrschrift, 1901, Heft 1; 1902, Heft 1). Leipzig, Teubner. — *Sebastian Lotzers Schriften*. Leipzig, Teubner, 1902. Il faut regretter que M. Goetze n'ait pas connu l'étude de M. Bossert sur Lotzer (*Blätter für Württembergische Kirchengeschichte*, 1887). M. Bossert, dans un important compte-rendu du travail de M. Goetze, fait valoir quelques suppléments et rectifications. Par exemple, il combat la thèse émise par M. Goetze que l'*editio princeps* des « douze articles » ait été publiée par un imprimeur de Strasbourg (cf. *Deutsche Literatur-Zeitung*, 1902, n° 32).

à découvrir l'*editio princeps* de laquelle dérivent toutes les éditions imprimées des « douze articles » et à en reconstituer un texte précis. Il a su démontrer qu'il y a, dans cet imprimé original, des formes du dialecte souabe, même des singularités philologiques qui se retrouvent dans la langue des écrits de S. Lotzer. Il a constaté, dans les « douze articles, » la présence de phrases entières et d'expressions caractéristiques dont S. Lotzer s'est servi avec prédilection. Cette sorte d'argumentation, exécutée avec beaucoup d'adresse, supposait la réunion et l'édition critique des écrits de Lotzer. En remplissant cette double tâche, M. Goetze a réussi, d'une façon incontestable, à faire revivre la figure sympathique du maître-pelletier de Memmingen et à suivre les traces des écrivains de son temps qui ont exercé une influence sur sa manière de penser. Quant à l'introduction des « douze articles, » M. Goetze y reconnaît la plume de Christophe Schappeler.

Mais les recherches minutieuses de M. Goetze ont donné d'autres résultats qu'il ne faut pas négliger et qui sont en contradiction complète avec les assertions de M. Baumann. M. Goetze se range tout à fait à mon avis, ainsi qu'à l'avis exprimé par M. LEHNERT (cf. *Rev. hist.*, t. LVI, p. 380) que les « douze articles » ne sont pas émanés des articles bien connus des paysans de Memmingen, mais qu'au contraire ces articles en sont dérivés. Il leur attribue une date d'origine antérieure au 3 mars 1525. Il les considère, non comme le programme de la confédération chrétienne des paysans de la Haute-Souabe, mais comme un chef-d'œuvre littéraire privé, prémédité avec beaucoup de soin et adapté aux besoins d'une réception générale. Reste à savoir s'il n'y eut pas de rapports entre Memmingen et Waldshut, entre le prédicateur Schappeler et le prédicateur Hubmaier, qui se connaissaient déjà personnellement. En tout cas, dès à présent, les résultats des études de M. Goetze nous paraissent fournir un fondement très solide.

Il ne nous manque pas de travaux récents qui nous font apprécier la politique des confédérés de Smalcalde avant la guerre de 1546. MM. Varrentrapp, Druffel, Lenz, Brandenburg, entre autres, ont contribué beaucoup à élucider ce sujet important. Cependant, M. HASENCLEVER n'a pas fait un ouvrage inutile en l'embrassant dans son ensemble¹. Il a su glaner aux archives de Weimar et de Marbourg, et il doit quelques renseignements inconnus jusqu'ici aux archives municipales de Strasbourg. Le centre de son récit est constitué par

1. *Die Politik der Schmalkaldener vor Ausbruch des schmalkaldischen Krieges*, von Dr. Adolf Hasenclever. Berlin, Ebering, 1901 (*Historische Studien*, Heft 23).

l'histoire de l'assemblée des confédérés à Francfort-sur-le-Mein (décembre 1545-février 1546) sur laquelle on n'avait jusqu'ici que les notices fragmentaires de G. SCHMIDT (*Forschungen zur Deutschen Geschichte*, vol. XXV). Mais M. Hasenclever n'a pas craint de consacrer une centaine de pages aux événements survenus auparavant, depuis la diète de Worms de 1543. Il continue donc, en quelque sorte, le travail de M. Paul Kannengiesser sur cette diète (Strasbourg, 1894). Le jugement sur la politique des confédérés de Smalcalde, qui se dégage de ses minutieuses recherches, n'est point du tout favorable. Cette politique péchait par une absence remarquable de sagacité et de réalisme, par une diversité déplorable d'intérêts chez ceux qui la composaient, et, particulièrement, par le caractère purement défensif de la ligue. Un chapitre du livre de M. Hasenclever offre un intérêt spécial pour des lecteurs français. C'est celui qui montre les confédérés s'efforçant de ménager la paix entre la France et l'Angleterre. Leur faiblesse vis-à-vis des difficultés des problèmes internationaux, comparée à la position grandiose de Charles V, y apparaît très distinctement. Mentionnons, en passant, qu'il y a dans le livre de M. Hasenclever quelques contributions à la biographie du célèbre capitaine Schertlin de Burtenbach, et quelques remarques de critique des historiens Leodius et Sleidan qu'il ne faut pas négliger.

M. TURBA continue à publier des « contributions à l'histoire de la maison de Habsbourg » en se servant de documents de 1552 et de la diète d'Augsbourg de 1555 très importants conservés aux archives de Vienne, d'Innsbruck, de Dresde, de Simancas et en revisant, d'une main sûre, ce qui a été imprimé jusqu'ici en textes divers¹. Il nous fait connaître d'une manière saillante les rivalités des deux lignes de la maison de Habsbourg, qui éclatèrent en Allemagne après la guerre de Smalcalde. L'histoire du traité de Passau y gagne beaucoup. Les idées politiques de Charles V, de son frère Ferdinand, de son neveu Maximilien, de l'électeur Maurice se développent devant nos yeux et on reconnaît comment les plans de l'empereur furent minés par une opposition à laquelle des princes protestants et catholiques prenaient part à la fois.

Tandis que l'étude des documents nous donne une idée exacte de toutes les phases des conflits de Charles V et de son frère, on n'en découvre pas une trace dans les « Commentaires de l'empereur » publiés, en 1862, par Kervyn de Lettenhove. On sait que l'authenticité de ce livre a été contestée, mais que Ranke l'a défendue victo-

1. *Beiträge zur Geschichte der Habsburger*. II. *Zur Reichs- und Hauspolitik der Jahre 1548-1558*. III. *Zur Deutschen Reichs- und Hauspolitik der Jahre 1553-1558*, von Dr. Gustav Turba (Archiv für oesterr. Geschichte, vol. XC). Wien, Gerold, 1901.

rieusement. M. Otto WALTZ, qui s'est récemment occupé de ce sujet curieux ne veut pas la mettre en question de nouveau¹. Il s'efforce de démontrer que la plupart des fautes et des singularités des « Commentaires » doivent leur origine à ce fait que l'auteur cherchait à flatter son frère et à plaider la cause de l'union des deux branches de sa famille. Sans doute, cette thèse restera douteuse. M. Waltz, lui-même, n'ose pas affirmer que Charles V a mis sous les yeux de son frère le manuscrit de sa dictée de l'année 1550. Mais, en tout cas, son travail contribue beaucoup à prouver qu'il ne faut pas considérer les « Commentaires de Charles V » comme un pur récit historique ou comme une sorte de testament politique, mais comme un « témoignage précieux de ses aspirations vers la réalisation d'une monarchie universelle. »

En terminant ce compte-rendu, je ne saurais faire assez l'éloge du recueil des « Travaux historiques principalement relatifs aux temps de la réforme » de C.-A. CORNELIUS, décédé le 12 février². En publiant ce volume, le vénérable vétéran de la science historique à Munich l'accompagna d'adieux à ses amis. A vrai dire, dans la partie la plus étendue du volume (p. 105-523), il s'agit d'un sujet étranger à l'histoire de la Réforme allemande. On y voit réunies les études approfondies regardant Calvin et le calvinisme, qui devaient servir comme base à la continuation de la biographie du réformateur de Genève, commencée par M. Kampschulte. M. Cornelius, affaibli par la maladie et la vieillesse, a dû abandonner cette tâche à M. Goetz. Mais ses études sur Calvin ne seront jamais oubliées. D'autres portions de ce volume témoignent du vif intérêt que l'auteur portait au mouvement du « Vieux-Catholicisme. » D'ailleurs, il y a un discours commémoratif classique en l'honneur de Doellinger et des articles extraits de la « Biographie allemande universelle, » entre autres sur les chefs anabaptistes à Münster. A côté de tout cela figurent trois essais qui, comme les biographies de Bokelson, Kloprys, Knipperdollinck, Jan Mathyssoon, rentrent dans le cadre spécial du présent Bulletin : « Les humanistes de Münster et leurs relations à la Réforme ; — Les anabaptistes néerlandais pendant le siège de Münster ; — Les tendances de l'unité allemande pendant le xvi^e siècle. » L'appendice contient une liste des écrits de Cornelius dont les services rendus à la science historique remplissent la période de 1850 jusqu'en 1899.

Alfred STERN.

1. *Die Denkwürdigkeiten Kaiser Karls V. Eine Studie zur Geschichte des 16. Jahrhunderts*, von Prof. Dr. Otto Waltz. Bonn, E. Strauss, 1901.

2. *Historische Arbeiten vornehmlich zur Reformationszeit*, von C.-A. Cornelius. Leipzig, Duncker und Humblot, 1899. (L'étude sur Calvin et Perrin y paraît pour la première fois.)

ITALIE.

LES CONGRÈS ET LES JUBILÉS. — La ville de Rome a été en fête tout ce printemps. Congrès, jubilé, visites de souverains se succédaient dans cette ville unique, incomparable, qui, par son merveilleux décor de nature toujours jeune et de monuments de tous les âges, comme par les innombrables et grandioses souvenirs qu'elle évoque, semble le lieu d'élection pour ces réunions et ces cérémonies. Les Italiens savent mieux qu'aucun autre peuple exercer en ces occasions une hospitalité à la fois magnifique et cordiale, noble et souriante, splendide sans raideur, qui enchante et qui met à l'aise. Les jeunes souverains de la jeune Italie ont beaucoup contribué au charme et au succès de ces fêtes par la bonne grâce simple et intelligente avec laquelle ils y ont pris part et ont accueilli au Quirinal les savants, les économistes et les artistes. Qu'il s'agit d'inaugurer le Congrès d'histoire ou le Congrès des agriculteurs ou les fêtes du centenaire de la villa Médicis, Victor-Emmanuel III se trouvait également qualifié pour présider à ces solennités si diverses. Comme l'a dit M. P. Frédéricq dans la charmante allocution qu'il a prononcée au Capitole devant le roi au nom de tous les délégués étrangers du Congrès d'histoire, les congressistes saluaient en Victor-Emmanuel III un collègue. Non seulement il possède la plus belle collection de monnaies italiennes qui existe, mais il est en numismatique et en histoire un véritable érudit. On sait avec quelle passion, comme prince de Naples, il a étudié les questions agraires, commerciales et économiques, et il est facile de voir, malgré l'extrême réserve de langage qu'il s'impose, qu'il considère la réforme des conditions agricoles et sociales de l'Italie comme le premier de ses devoirs de roi. Enfin, bien que ses sujets lui reprochent quelquefois de ne pas s'intéresser assez aux beaux-arts, parce qu'il manifeste pour le théâtre un intérêt assez tiède, il a montré qu'il savait accorder son patronage aux grandes manifestations de l'art en subventionnant la publication des œuvres inédites de Léonard de Vinci et en faisant entreprendre à ses frais une édition complète des œuvres du grand artiste.

À côté des réceptions royales du Quirinal, les réceptions offertes au Capitole par la municipalité de Rome, présidée par le prince P. Colonna, et au Palatin par le ministre de l'Instruction publique, M. Nasi, offraient aux congressistes des jouissances d'art et de nature que Rome seule peut donner.

Nous n'avons pas à parler ici des visites royale et impériale du mois de mai, que suivront sans doute prochainement d'autres visites de chefs d'État; bien qu'assurément la simplicité de gentleman anglais qui a distingué toutes les démarches d'Édouard VII et le faste avec lequel Guillaume II a évoqué des Sept collines au Vatican les souvenirs d'Otton III et de Frédéric Barberousse et s'est promené dans Rome en suzerain dans ses propres carrosses, escorté de ses propres cuirassiers, soient de nature à suggérer à l'historien plus d'une réflexion intéressante. Nous n'insisterons pas non plus sur le Congrès helléno-latin, dont le sympathique professeur Angelo de Gubernatis s'est fait le promoteur en même temps qu'il a créé une nouvelle revue (la vingt-cinquième, je crois, à laquelle il a donné naissance), la *Civiltà elleno-latina*, et une nouvelle société, la Société helléno-latine. Sans doute, ceux qui, comme nous, sont préoccupés de maintenir les traditions classiques et pensent que le culte de ces traditions appartient avant tout aux nations héritières d'Athènes et de Rome, la France, l'Italie et l'Espagne, ceux qui désirent voir la France resserrer ses liens d'amitié avec l'Espagne et l'Italie, ne pouvaient pas ne pas regarder avec sympathie la tentative de M. A. de Gubernatis. Mais, quand ils ont vu l'Italie, la France et l'Espagne si faiblement représentées au Congrès, où, par contre, dominaient les Roumains, qui, à l'heure actuelle, représentent surtout dans la civilisation latine l'antisémitisme sous ses formes à la fois les plus féroces et les plus hypocritiques, quand ils ont vu la Société helléno-latine prendre pour orateur M. Max Régis, le politicien dont l'antisémitisme a mis Alger à feu et à sang il y a peu d'années, on s'est demandé si ce groupement helléno-latin ne pouvait pas faire naître des idées fausses et dangereuses. Dans l'antiquité, il a existé une civilisation helléno-latine en opposition à la barbarie. Mais, aujourd'hui, il n'y a plus de civilisation helléno-latine. Il y a des barbares (et il y en a, hélas! dans toutes les nations, slaves, latines ou germaniques, aussi bien que mongoles ou africaines) et il y a des civilisés, des civilisés dont la civilisation est faite d'éléments de toute sorte, sémites et aryens, orientaux et occidentaux, grecs, latins, gaulois, slaves, germains et anglo-saxons. En un mot, il y a la civilisation et il y a la barbarie. Il n'y a plus de civilisation helléno-latine et nous craignons bien que, malgré la noblesse de pensées et la générosité qui ont inspiré M. de Gubernatis, sa société et sa revue aient le sort éphémère des sœurs qui les ont précédées.

Le ministre de l'Instruction publique en France, M. Chaumié, a apporté au Congrès helléno-latin, avec une éloquence élégante et aimable qui sait se prodiguer sans banalité, un salut de sympathie

cordiale. Son voyage en Italie et en Grèce était, d'ailleurs, le plus significatif des hommages à la culture helléno-latine. En Grèce, il venait renouveler les fêtes du cinquantenaire de l'École d'Athènes. La reconstitution du Trésor des Athéniens à Delphes a été comme la consécration des admirables fouilles accomplies par la France sous la direction de M. Homolle. Les distinctions honorifiques accordées au directeur de l'École d'Athènes et à l'historien de l'École, M. Radet, ainsi qu'à plusieurs des plus actifs parmi les explorateurs formés par MM. Foucart et Homolle, ont été la juste récompense des efforts et des succès de ces vingt dernières années. On n'a pas voulu que la jeune sœur de l'École d'Athènes fût exclue de la fête et on a aussi trouvé moyen, avec une chronologie un peu complaisante, de célébrer le jubilé des vingt-cinq ans de l'École de Rome. Sous l'habile direction de Mgr Duchesne, elle poursuit, avec des ressources financières trop exigües, ses recherches dans le triple domaine de l'antiquité, du moyen âge et des temps modernes, et ce n'est pas sans orgueil que nous voyons les membres des Écoles prussienne, autrichienne, anglaise et américaine se considérer comme les débiteurs de la riche bibliothèque du palais Farnèse. Mais, si la France veut maintenir son rang en présence des efforts faits par les pays étrangers, elle devra faire quelques sacrifices d'argent pour accroître le nombre de ses missionnaires farnésiens et pour adjoindre au directeur un secrétaire-bibliothécaire, qui rendrait de grands services.

C'est le centenaire de la villa Médicis qui a surtout attiré l'attention du public pendant le voyage de M. Chaumié. L'éminent et vénérable directeur de l'Académie de France, M. Guillaume, a pensé avec raison qu'il n'était pas inopportun de réveiller l'intérêt qui s'attache à cette illustre institution en entourant d'un éclat inusité la fête annuelle qui accompagne l'exposition des envois de Rome. Or, il y avait précisément un siècle que l'Académie de France à Rome avait quitté le palais de Nevers, au Corso, pour prendre possession de cette admirable villa Médicis, qui a, au XIX^e siècle, favorisé les débuts de tant de musiciens, de sculpteurs, d'architectes, de graveurs et de peintres illustres. Fondée en 1666 par Colbert, l'Académie de France n'a rendu au XVII^e et au XVIII^e siècle que d'assez médiocres services. Le choix des pensionnaires, dicté le plus souvent par la faveur, envoyait à Rome beaucoup de sujets incapables ou paresseux, et le choix des directeurs n'était pas toujours plus judicieux. On trouvera un récit très agréable et très vivant de ces débuts laborieux de l'Académie dans l'élégant volume publié par M. le comte FRANCHI-VERNEY, *l'Académie de France à Rome* (Rome, Bocca), et la biographie des directeurs dans le livre de M. SOUBIES, *les Directeurs de l'Académie*

de France à Rome. C'est après la tourmente révolutionnaire, qui faillit emporter l'Académie de France, comme toutes les autres créations de l'ancien régime, qu'elle se mit à produire les fruits qu'on attendait d'elle. Suvée, chargé par le Directoire de restaurer les locaux dévastés, de reconstituer les collections pillées par les Napolitains, de donner des bases solides à une nouvelle Académie, se mit à l'œuvre avec un dévouement, une intelligence et une largeur de vues dont témoigne le rapport admirable où il traça le programme de l'institution qu'il entreprenait de relever¹. Il a fallu attendre à 1903 pour que, grâce à M. Guillaume, un beau buste de Suvée, dû à M. Alaphilippe, consacrât le souvenir de celui qui fut, après Colbert, le vrai fondateur de l'Académie. Installée dans un magnifique édifice, entourée d'un parc merveilleux, dans une situation incomparable, l'Académie de la villa Médicis offrait aux jeunes artistes un asile de méditation et de travail où leur originalité et leur talent pourraient se développer en toute liberté. Sous la direction d'artistes presque tous remarquables, l'Académie a joué, au XIX^e siècle, un rôle considérable dans l'histoire de l'art français. Les musiciens, qui y furent joints aux peintres, sculpteurs, architectes et graveurs, y brillèrent aussitôt, et, de Hérold à Debussy, il n'est pas un seul de nos grands compositeurs de musique dramatique qui n'ait été pensionnaire de l'Académie. Nos plus illustres graveurs, nos meilleurs architectes, la plupart de nos grands sculpteurs ont aussi appartenu à l'Académie. Si son influence ne nous apparaît ni aussi puissante ni aussi heureuse dans la peinture, bien qu'assurément elle n'ait pas nui au développement artistique de Regnault ou de Besnard, c'est que les peintres modernes forment une armée si nombreuse, si variée, si dégagée de toutes traditions d'écoles, que les peintres de la villa ne forment parmi eux qu'une imperceptible minorité, et qu'aussi les peintres souffrent plus que d'autres des entraves que leur imposent des règlements surannés. Ce n'est pas ici le lieu de traiter cette question très grave, que nous espérons examiner à fond ailleurs; mais nous croyons devoir dire ici, comme un fait intéressant l'histoire de l'art, que si l'Académie de France a aujourd'hui de nombreux adversaires qui croient (à tort) son influence néfaste et demandent (à tort) sa suppression, cela tient à la fausse idée que l'Académie des beaux-arts, qui exerce sur la villa Médicis une autorité presque absolue, a paru souvent se faire de sa destination. Au lieu de la considérer simplement comme une institution assurant à une vingtaine de jeunes gens particulièrement

1. On trouvera le texte de ce rapport dans l'ouvrage, d'ailleurs médiocre, de Baltard sur la Villa Médicis.

laborieux et bien doués quatre années de libre travail personnel, à l'abri de toute préoccupation matérielle, elle a voulu en faire un conservatoire des traditions de l'art antique et de la peinture d'histoire du XVI^e siècle. Pendant le cours du XIX^e siècle, tandis que les vrais amants de l'art remontaient aux sources sacrées de l'art grec, au détriment des abâtardissements de l'art gréco-romain, et à la fraîcheur des primitifs flamands, florentins ou vénitiens, au détriment des Romains, Bolonais et Parmesans de la décadence, tandis qu'ils donnaient comme règle aux artistes non d'imiter les maîtres, mais d'apprendre d'eux à imiter la nature, les règlements imposés aux pensionnaires de la villa Médicis devenaient de plus en plus étroits, de plus en plus traditionnels et conventionnels. On supprimait la peinture de paysage, on ne demandait plus aux architectes que des restaurations de l'antique au lieu de leur demander, comme autrefois, des projets de monuments modernes, on prétendait enfermer les artistes dans des sujets tirés de l'histoire ancienne et de la mythologie, au lieu de les pousser à l'étude et à la représentation de la vie réelle et de la nature. Je sais bien qu'avec un directeur libéral comme M. Guillaume les pensionnaires de l'Académie passent à travers les mailles du règlement, mais, si l'on veut que la villa Médicis donne tous les fruits qu'on peut attendre d'elle, il faut qu'un puissant souffle de vie et de liberté l'anime, que le règlement n'ait pas d'autre but que d'exiger des pensionnaires des preuves de leur travail, qu'on leur demande non de s'inspirer de l'antiquité ou de la Renaissance, mais de faire montre d'originalité en choisissant librement leurs maîtres et leur inspiration, et qu'enfin la villa soit à Rome un foyer intense de vie artistique libre, jeune et joyeuse, où le génie de la France, comme au temps d'Ingres et de Vernet, exerce son attraction sur les artistes de tous les pays. L'heureuse influence exercée par l'Académie de France sur les musiciens, bien que l'Italie n'ait rien à leur apprendre, simplement parce qu'ils sont libres de travailler et de voyager à leur guise, montre bien de quelle manière il faut réformer les règlements qui régissent les autres pensionnaires.

Le CONGRÈS INTERNATIONAL D'HISTOIRE, tenu à Rome du 2 au 9 avril, était la suite du Congrès d'histoire diplomatique, tenu à la Haye en 1898, et du Congrès d'histoire comparée, tenu à Paris en 1900. Il aurait dû se tenir en 1902; des maladresses et des malentendus avaient obligé à le remettre à 1903. Sous la direction habile et dévouée de M. P. Villari, qui l'a présidé, de M. Gorrini, qui a été le secrétaire général du Comité d'organisation, de MM. Balzani, Tommasini, Giorgi, etc., le Congrès a brillamment réussi, malgré le trouble momentané causé par la grève des typographes, et l'on

peut espérer qu'il portera des fruits durables. On a décidé de tenir un nouveau Congrès international à Berlin dans l'automne 1906, et il est à désirer que ces Congrès deviennent une institution régulière. Indépendamment de l'utilité de tous les Congrès, qui est de mettre en rapport les savants des divers pays et de créer entre eux des liens d'amitié, ces Congrès d'histoire peuvent, d'une part, donner une impulsion nouvelle aux études historiques dans le pays où ils se tiennent, et, d'autre part, provoquer quelques grandes entreprises d'érudition d'intérêt commun auxquelles plusieurs nations collaboreraient. On avait rêvé cette année de jeter les bases d'une association internationale des sociétés d'histoire et de la publication d'une bibliographie historique générale. Les difficultés pratiques que soulève la première de ces deux propositions en a fait différer l'examen; mais la seconde a été accueillie avec faveur dans la deuxième section, et on a examiné d'autres propositions d'un réel intérêt, indépendamment des communications spéciales très nombreuses (plus de 400) et pour la plupart fort dignes d'attention, qui seront peu à peu publiées dans les revues spéciales ou dans les actes du Congrès. Nous ne pouvons ni les énumérer ni faire parmi elles un choix des plus remarquables. Nous nous bornerons à faire remarquer que les sections les plus spéciales, comme celles de numismatique, d'histoire des sciences, du droit, de géographie historique, d'archéologie, etc., sont celles qui ont paru offrir l'intérêt le plus vif et que les futurs Congrès feront une besogne d'autant meilleure qu'ils se fixeront un programme plus limité; nous indiquerons les plus importantes pour l'histoire parmi les propositions faites et discutées au Congrès et sur lesquelles il a émis des vœux. Le Congrès était divisé en huit sections : I. Histoire ancienne, épigraphie, philologie classique. — II. Histoire du moyen âge et moderne, méthodologie, sciences auxiliaires. — III. Histoire littéraire. — IV. Histoire de l'art, numismatique, archéologie. — V. Histoire du droit, sciences économiques et sociales. — VI. Histoire de la géographie, géographie historique. — VII. Histoire de la philosophie et des religions. — VIII. Histoire des sciences.

La première section, sur la proposition de MM. SABBADINI et STAMPINI, a émis les vœux qu'on publie un catalogue complet des manuscrits grecs et latins des diverses bibliothèques, qu'on suive une méthode uniforme pour la publication des papyrus grecs et que toutes les nations adoptent la même prononciation du latin.

La deuxième section a approuvé le projet de publication d'un *Corpus inscriptionum medii aevi* exposé par M. NOVATI; elle a écouté avec intérêt le projet d'un *Corpus Chartarum Italiae* et, sans se

prononcer sur la réalisation pratique, a émis le vœu qu'il soit procédé à une exploration méthodique et à des inventaires des archives italiennes. Il a aussi, avec la cinquième section, émis le vœu que l'Institut historique italien dresse, avec l'aide des sociétés historiques, une bibliographie de tous les documents publiés relatifs à l'histoire d'Italie. Un autre vœu relatif à l'exploration des monuments vénitiens dans le Levant et à la création à Venise d'un musée veneto-levantin a été aussi adopté. Le plus important peut-être des vœux de la deuxième section a été celui qui fut adopté sur la proposition de MM. Gorrini, Monod, Stern, Bresslau, invitant les gouvernements à ouvrir toutes les archives d'État et en particulier les archives diplomatiques jusqu'à la fin de l'année 1847 et à réduire au minimum les formalités imposées aux savants pour la communication et la copie des documents. Une question assez délicate fut soulevée devant la deuxième section par M. le sénateur Serena. Il demanda au Congrès d'inviter les Sociétés savantes italiennes à encourager la nouvelle édition révisée des *Scriptores* de Muratori, publiée par l'éditeur Lapi sous la direction de M. Fiorini. Le Comité organisateur du Congrès avait pensé, avec raison, que les éditeurs de cette publication, d'ailleurs fort digne d'intérêt, et qui compte déjà seize fascicules, devaient se borner à la présenter au Congrès dans la séance où devaient être aussi présentées l'édition aujourd'hui achevée de Marino Sanudo par M. Berchet ou les publications de l'Institut historique italien. Les membres étrangers du Congrès, dont la plupart, d'ailleurs, n'avaient pas eu encore le loisir d'examiner la valeur des nouvelles éditions contenues dans les premiers fascicules du nouveau Muratori, pensaient qu'il ne pouvait appartenir au Congrès de porter un jugement sur une publication de ce genre, encore moins de s'occuper de son exécution, d'autant plus qu'il existait entre M. Fiorini et l'Institut historique italien certaines susceptibilités auxquelles des étrangers ne pouvaient, à aucun degré, se mêler. Grâce à M. Mazzoni, le Congrès s'est tiré honorablement de ce débat, qui menaçait de devenir assez délicat, en passant à l'ordre du jour, après avoir applaudi à toutes les entreprises qui ont pour but de publier les sources de l'histoire d'Italie au moyen âge. Le nouveau Muratori, publié par M. Fiorini, est d'ailleurs digne de prendre place dans toutes les bibliothèques. Il s'y trouve d'excellentes éditions, comme celle des Vies des doges par M. Monticolo; mais on peut discuter l'opportunité du plan adopté s'il a pour résultat de rééditer des œuvres dont on a déjà de bons textes, comme le *Liber Pontificalis*, ou des œuvres que l'Institut historique a entrepris aussi de publier. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'entreprise de M. Fiorini.

La section d'archéologie a exprimé le vœu de voir constituer des atlas paléothnographiques constituant un corpus des antiquités primitives de l'Italie.

La section d'histoire de l'art a été une des plus actives et des plus fécondes en vœux variés : recueil de reproductions photographiques des ivoires du moyen âge; étude méthodique de tous les baptistères du moyen âge en Italie; corpus de reproductions des médailles de la Renaissance; recueil des miniatures du moyen âge et de la Renaissance. La section a tracé aux historiens de l'art tout un programme d'utiles et belles entreprises qui auraient besoin de la coopération de tous les États civilisés, sans parler de ses vœux en faveur de l'enseignement de l'histoire de l'art dans les collèges et universités.

La section d'histoire du droit a formulé divers vœux importants : elle a demandé le maintien et le développement des études historiques du droit dans les universités; la rédaction d'une bibliographie des documents relatifs à l'histoire du droit italien distribuée par région; l'établissement de cartes topographiques des municipes romains, des comtés et des diocèses du moyen âge par toute l'Europe.

La section géographique a émis le vœu qu'un glossaire des noms de lieux italiens soit composé comme base de la publication ultérieure d'un grand atlas historique de l'Italie. Elle a aussi demandé qu'on exécute l'édition critique du *Liber secretorum fidelium Crucis* de Sanudo le Vieux, déjà décidée au Congrès épigraphique de Venise de 1889.

La section des sciences a émis le vœu, formulé par M. Giacosa, qu'on entreprenne un catalogue de tous les manuscrits scientifiques et des documents intéressant l'histoire des sciences contenus dans les bibliothèques et archives d'Italie.

Nous n'avons rappelé ici qu'une faible partie des cinquante-six vœux formulés dans les cent quinze séances du Congrès auxquelles ont pris part plus de mille congressistes. Dix-huit nations y étaient représentées. La France y comptait quarante-quatre membres de l'enseignement supérieur et douze membres de l'Institut¹. Sa délégation était présidée par M. Paul Meyer. Dans toutes les sections, les délégués français ont payé de leur personne et pris activement part aux délibérations. L'Allemagne avait envoyé comme délégués du gouvernement MM. Harnack, Wilamowitz, Gierke Kehr et Bucheler; l'An-

1. MM. Babelon, Bouché-Leclercq, Chavannes, Collignon, Derembourg, Dubois, Duchesne, Guillaume, Luchaire, Meyer, Monod, E. Picot. MM. Vidal de la Blache et Gallois ont été très actifs dans la section de géographie, MM. P. Tan-nery et Lebon dans celle des sciences, MM. Cuq et Maynial dans celle de droit. M. Hauser a lu un mémoire sur le journal de Louise de Savoie dont les conclusions sont importantes. Nous y reviendrons.

gleterre avait envoyé quelques-uns de ses savants les plus illustres : l'helléniste Monro, M. Pelham, M. James Bryce, sir Frédéric Pollock, sir Oscar Brordning, etc., etc. La délégation autrichienne avait à sa tête M. Pastor; la délégation russe M. Modestov; M. Lambros représentait le gouvernement grec; M. Altamira le gouvernement espagnol; M. Blok le gouvernement hollandais. C'est un Belge, M. P. Frédéricq, de Gand, qui fut chargé, à la séance d'inauguration, de parler au nom de tous les délégués étrangers.

Quant à l'Italie savante, elle était tout entière à Rome. Les études historiques et philologiques sont florissantes aujourd'hui en Italie. Les bons travailleurs sont nombreux dans les universités, dans les sociétés savantes et les commissions d'histoire nationale, dans les revues spéciales. Ils s'étaient tous donné rendez-vous au Congrès et y ont fourni largement la preuve de leur activité et de leur talent.

Tout avait été combiné pour rendre le séjour à Rome particulièrement attrayant et instructif pour les congressistes. M. Boni, qui dirige les fouilles du Forum avec une ardeur dévorante, en fit les honneurs sur place, et aussi dans une remarquable conférence. Il a inauguré pour le Congrès la *rampe palatine*, éboulée au moyen âge et rétablie par lui. M. Lanciani a inauguré dans la cour du Capitole la *Forma Urbis*, ce plan de la Rome impériale dont on a encore récemment retrouvé des morceaux. M. Giorgi a fait à la bibliothèque Casanatense une intéressante exposition de manuscrits et d'incunables. M. Gnoli a réuni dans les galeries de la bibliothèque Victor-Emmanuel une merveilleuse collection de vues et de plans de Rome depuis le *xiv^e* siècle jusqu'à nos jours. On doit espérer que cette exposition donnera l'idée d'établir dans le monument de Victor-Emmanuel un musée historique de Rome qui rendra faciles à étudier toutes les transformations de la ville éternelle. M. le comte de San-Martino et M. Gorrini ont organisé au théâtre de l'Argentina un concert historique de musique religieuse du *xvi^e* au *xix^e* siècle d'une incomparable beauté, tant par le choix des morceaux que par leur exécution. Enfin, une très belle excursion archéologique a été organisée aux ruines de Ninfa et de Norba. Les congressistes, d'ailleurs, ont pu, pendant deux mois, circuler à demi-place sur tous les chemins de fer et les lignes de navigation d'Italie, et beaucoup d'entre eux en ont profité pour visiter à peu de frais tout le midi de la péninsule et la Sicile.

Aucun pays, assurément, ne pourra offrir aux membres des futurs Congrès d'histoire un ensemble d'attractions semblable à celui que Rome nous a offert cette année. Rome est par excellence la ville des Congrès internationaux. Elle n'a point perdu le caractère et le prestige de capitale et de centre du monde civilisé. Mais l'expérience faite

à Rome est de nature à encourager les historiens à la renouveler ailleurs avec la confiance que ces réunions périodiques, non seulement accroîtront la fraternité des relations entre savants, mais contribueront aux progrès de la science elle-même.

Immédiatement après le Congrès de Rome, les professeurs d'histoire allemands ont tenu à Heidelberg, les 45, 46 et 47 avril, leur Congrès annuel. Ces Congrès sont toujours très intéressants parce que les sujets qui y sont traités sont peu nombreux et donnent lieu souvent à d'assez vives discussions. Cette année, on a discuté à Heidelberg deux questions générales assez importantes. M. von Below a critiqué vivement les théories de Sombart sur les origines du capitalisme moderne, et MM. Gottl, Ed. Meyer, Kaufmann ont cherché à établir contre M. Lamprecht la différence essentielle entre la méthode des sciences historiques et celle des sciences naturelles. On a entendu, en outre, plusieurs communications qui ont vivement captivé l'auditoire. M. Ed. Meyer a caractérisé l'œuvre d'Auguste comme une œuvre nationale de conciliation entre les institutions républicaines et les nécessités créées par la conquête du monde en opposition avec les idées de César, qui rêvait une monarchie universelle absolue. C'est Dioclétien qui, au IV^e siècle, a réalisé le rêve de César. M. Wolfram a démontré que la statuette équestre de Charlemagne, du musée Carnavalet, est une œuvre du XVI^e siècle et non du IX^e. M. Neumann a mis en opposition la civilisation byzantine et la Renaissance et mis en lumière le fait, aujourd'hui reconnu généralement, que le retour à la culture antique n'a été qu'un des éléments de la Renaissance et non l'élément essentiel. M. Haller a exposé des vues très originales sur le gallicanisme du XV^e siècle, dans lequel il voit une imitation des mesures prises en Angleterre au XIV^e siècle contre les prétentions de la cour de Rome. La France du XV^e siècle s'est mise à l'école de l'Angleterre, comme au XVIII^e siècle elle a, avec Voltaire et Montesquieu, admiré et adopté les idées religieuses et politiques des philosophes et des hommes d'État anglais. Enfin, M. Gothein, en étudiant la politique de Marie-Thérèse et de Joseph II dans les pays antérieurs autrichiens, y a démêlé les origines du parti libéral badois.

Nous serions heureux de voir notre Société d'histoire moderne organiser en France des Congrès analogues aux *Historikertage* allemands. Notre Congrès des Sociétés savantes a un caractère trop multiple et trop officiel pour avoir le même genre d'intérêt et d'utilité.

Gabriel Monod.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Lucien PAULOT. **Un pape français : Urbain II.** Paris, Lecoffre.
In-8°, 560 pages, avec une préface par G. Goyau.

Le R. P. Paulot a cru, avec raison, qu'il y avait lieu de refaire l'ouvrage si peu critique du vicomte de Brimont, *Un pape du moyen âge, Urbain II* (1862). Son étude est divisée en trois parties : 1^o *le Moine*, l'enfance et l'adolescence du jeune Odon (pourquoi pas Eudes, puisqu'il est français?), à Reims, sa jeunesse à Cluny, son épiscopat à Ostie, puis en 1088 son élévation au Saint-Siège; 2^o *le Continuateur de Grégoire VII*, la lutte contre l'empereur et l'antipape Guibert, la lutte contre la simonie, l'attitude du pape réformateur vis-à-vis du clergé régulier et vis-à-vis des principales églises de l'occident catholique; enfin, 3^o *l'Initiateur*, c'est-à-dire le prédicateur de la croisade, le concile de Clermont et le voyage en France de 1095-1096. Cette troisième partie est la plus considérable dans l'ouvrage de M. P., il y consacre plus de la moitié de son livre. C'est pour lui l'œuvre véritablement importante du pontificat d'Urbain II; toute la préface de M. Goyau le fait encore éminemment ressortir.

Sans chercher querelle à M. P. sur le plan de son travail, nous constaterons du moins que l'œuvre de réforme du *Continuateur de Grégoire VII*, qu'était avant tout Urbain II, a eu en France une importance qu'il ne met pas en valeur. Comment n'accorder à la lutte contre Philippe I^{er} et Bertrade, avant le concile de Clermont, que deux paragraphes du chapitre sur *la lutte contre l'empereur et l'antipape*? Si, comme le dit M. Goyau, M. P. « a fait revivre une des plus belles œuvres de l'histoire du peuple français, » il aurait pu aussi consacrer un chapitre spécial à cette lutte engagée par Léon IX, poursuivie par Grégoire VII et que la politique conciliatrice de Paschal II n'apaisera qu'en 1104-1107, avec l'absolution du roi adultérin et le concile de Troyes.

M. Goyau, dans sa préface, raille « le pauvre roi Philippe I^{er}. » Il ne fait si piètre figure que dans les pages de M. L. P. : s'il a su résister aux excommunications du Saint-Siège et de ses légats et les jouer à deux reprises, braver le pouvoir pontifical pour vivre à sa guise et dominer son clergé comme il l'entendait (tout en travaillant à l'œuvre que lui avaient léguée ses prédécesseurs : l'unification du royaume capétien), sa crânerie même, l'esprit de suite qu'il a montré dans sa politique antiromaine, le désintéressement qu'il a manifesté pour la croisade auraient pu lui

mériter, non pas l'affection du glorificateur d'Urbain II, mais du moins un portrait un peu plus complet, qui fit ressortir son intéressante figure, trop peu connue, et sa politique à peine esquissée par notre auteur. Le demi-siècle (1060-1108) pendant lequel il a régné eut pour le développement de l'Église de France, par l'action directe de son gouvernement, au moment de la grande réforme ecclésiastique, une importance que M. L. P., préoccupé uniquement par la croisade, ne semble pas voir.

Et d'abord le titre même de l'ouvrage nous déconcerte : *Un pape français : Urbain II*. L'origine d'Urbain II a-t-elle joué un rôle quelconque sur sa politique? Le pape s'est-il jamais souvenu que sa patrie était de l'autre côté des Alpes? Urbain II n'est-il pas essentiellement au contraire un pape catholique, qui n'a d'autre patrie que son Église romaine? Il cherche à l'étendre, à la développer, à accroître son influence et son action au détriment du royaume de France, son ancienne patrie, volontairement par sa lutte contre l'indépendance du clergé français et la soumission de ce clergé à son roi; involontairement, par la croisade, en envoyant vers Jérusalem des milliers de guerriers que le roi eût peut-être plus utilement employés à étendre et unifier son royaume. Et quel patriotisme pourrait revendiquer ce pontife qui, faisant l'éloge de Guy, archevêque de Vienne, dit « qu'il lui est devenu si cher qu'à la cour pontificale on le regarde moins comme un *français* que comme un *romain*! » (p. 244).

D'autre part, M. L. P. fait deux grosses erreurs historiques sur « le pauvre roi Philippe I^{er} » : dans le deuxième des paragraphes consacrés aux affaires de France, au milieu du chapitre sur la lutte contre l'empereur et l'antipape, p. 125, à propos du concile de Reims (18 septembre 1094), il écrit : « Trente-cinq ans auparavant, jeune et pur¹, il était prosterné devant l'autel, sur le grand carreau semé de fleurs de lis, et la bannière de France était blanche. Alors Philippe reçut du pontife consécrateur le baiser de la sainte Église. Mais aujourd'hui l'excommunication pesait sur sa tête. » M. L. P. oublie-t-il que le concile d'Autun, tenu le 25 octobre 1094, excommunia pour la première fois Philippe I^{er}, et que, par conséquent, le 18 septembre, Philippe est encore sinon « jeune, » du moins « pur, » aux yeux des fidèles de « la sainte Église? » Mais non, il le dit lui-même p. 126. Alors, je ne comprends plus...

Mais il y a une autre erreur plus grave au § 6 du ch. iv, du l. III, p. 483. D'après la lettre 67 d'Ives de Chartres, M. L. P. raconte comment Philippe fut excommunié par Hugue de Lyon, légat pontifical, en 1097, à cause de son intimité avec Bertrade. M. L. P. dit : « Cette sentence fut confirmée par Urbain, comme le donne à entendre Ives de Chartres dans sa lettre 84 adressée au légat Jean, après la mort d'Urbain II. » Or, si M. L. P. avait lu plus attentivement la

1. Le contraire serait scandaleux; c'était un enfant de huit ans!

lettre d'Urbain II à Manassès, du 24 avril 1098¹, il aurait vu qu'à la suite de la campagne d'Hugue de Lyon contre Philippe I^{er}, et malgré la lettre d'Ives de Chartres à Urbain II, en réponse à une ambassade de Philippe I^{er} au Saint-Siège, et se laissant persuader par ses protestations de dévouement à l'Église et de continence, le pape leva l'interdit lancé sur lui par son légat et lui fit promettre d'envoyer une seconde ambassade, composée de prélats, pour apporter à Rome l'assurance qu'il se conduirait mieux à l'avenir. Cette faiblesse d'Urbain II fut sensible à Hugue de Lyon; sa rancœur trouva un interprète dans son ami Hugue de Flavigny, qui fait à ce propos² une éloquente peinture de la « turpitude » de la cour de Rome. C'est après cette absolution que, éclairé définitivement sur la duplicité de Philippe, qui s'était joué de lui en cette occasion comme après le concile de Tours (1096), Urbain II renouvela (et non confirma) l'excommunication de Philippe I^{er}, comme il ressort de la lettre 84 d'Urbain II. Ces rapports politiques entre Urbain II et le roi de France étaient assez intéressants pour mériter plus d'une page. L'attitude du clergé français est non moins curieuse. M. L. P. aurait dû mettre en lumière le rôle joué par l'évêque Ives de Chartres, l'honnête prélat que toute la France et même la cour de Rome considéraient comme le grand arbitre dans toutes les questions de droit canon. Ayant appris que (à la suite de l'absolution donnée au concile de Nîmes, 1096) le roi avait renoué ses relations avec Bertrade, il lui écrivit une lettre pressante, émue, touchante même si l'on songe ce que Ives avait souffert de la part de Philippe quelques années auparavant, afin de le prévenir du danger qui le menace, du prochain concile, des projets d'Hugue de Lyon. Cet ami du Saint-Siège s'élève même avec énergie contre le projet anticanonique d'Hugue, la réunion de ce troisième concile³ (qui ne fut pas réuni) en cette même année (lettre 56). Puis, indigné de la conduite du roi incorrigible, il n'hésite pas à l'abandonner pour se rallier au parti opposé et le dénoncer à Hugue et à Urbain II (Ép. 66, 67). Toute cette affaire ne méritait-elle pas d'être approfondie? S'il l'eût étudiée plus soigneusement, M. L. P. n'aurait pas oublié l'absolution de 1098 et la nouvelle excommunication de 1098-1099, dans laquelle il ne voit que la confirmation de l'interdit lancé par Hugue de Lyon.

D'autre part, nous regretterons que M. L. P. n'ait pas, dans son chapitre sur les Réguliers, consacré un paragraphe spécial au développement des chanoines réguliers. A ce propos, je lui reprocherai de n'avoir pas montré, par une étude suivie et ordonnée, la politique d'Urbain II,

1. *Recueil des historiens de France*, XIV, 729. Lettre citée à propos du concile de Nîmes, qu'il date du début de 1097 (au lieu de 1098) et où il ne voit qu'une confirmation de l'absolution donnée au comte de Nîmes, ce qui est une erreur.

2. *Recueil des historiens de France*, XIII, 627.

3. C'est le seul point que M. P. ait retenu de cette lettre.

d'une part, vis-à-vis du clergé séculier et régulier français, et, d'autre part, celle de Philippe I^{er}. Le rôle joué par le pape réformateur et le roi simoniaque est d'autant plus intéressant que le clergé était encore corrompu, que l'œuvre de Grégoire VII n'avait pas encore porté ses fruits, qu'une grande partie des évêques (comme le prouve le concile de Reims, et le nombre de ceux qui furent accusés d'avoir prêté la main au mariage de Philippe-Bertrade) était dévouée au roi de France et relevait de lui bien plus que du pape. Pour commencer par les chanoines réguliers, il eût été instructif d'étudier leur développement, la lutte entre les chanoines et les moines, les premiers remplaçant les seconds, les raisons pour lesquelles le pape favorisait les chanoines, dans l'espoir de s'attacher cette partie des séculiers, et pour lesquelles le roi les favorisait afin de faire pièce aux moines. Il eût été curieux de reprendre à ce propos la théorie de M. Luchaire, qui dit (*Manuel des Institutions françaises*, p. 117), à propos des chanoines réguliers : « Le monachisme, après avoir modifié à son image une partie des chapitres, prenait possession des droits paroissiaux et de l'influence qui y était attachée, » et qui, d'autre part (*Ibid.*, p. III), nous présente les chanoines réguliers comme « une concurrence redoutable au monachisme bénédictin, aux ordres de Cluny et de Cîteaux, » « les abbayes bénédictines transformées en chapitres réguliers, » « la résistance des moines dépossédés. » Dans quelle mesure cette régularisation des chanoines, aux dépens de moines dévoués au Saint-Siège plus qu'au roi, était-elle un avantage pour Rome? Dans quelle mesure le pape et le roi contribuèrent-ils à cette œuvre, et quels en furent les résultats? M. L. P. ne l'esquisse même pas; il fait rentrer les quelques lignes consacrées aux chanoines dans son chapitre des *Réguliers* sans nous présenter la question sous son aspect réel, qui est celui d'une lutte entre les deux clergés.

D'autre part, la question de l'*Exemption* est présentée d'une façon très confuse. Dans les p. 178-185, M. P. examine les « confirmations de privilèges, » « autres confirmations, » « principe de la vie monastique, » « l'*Exemption*, » sans chercher à déterminer exactement dans quelle mesure les monastères relevaient du pape et non du roi ou de ses évêques, les conflits qui divisaient la cour de Rome et celle du roi de France sur ce point, l'attitude de Philippe I^{er} en face de Rome qui, par le moyen des exemptions, avait exercé une sorte de mainmise sur toute une partie de son royaume. Après avoir oublié de citer, dans sa Bibliographie, le livre de Fabre (*Étude sur le « Liber Censuum »*), il ne s'en sert que pour faire l'historique de l'exemption et non pour déterminer cette cause du développement des exemptions qu'il faut toujours considérer lorsqu'on étudie des privilèges conférés par le Saint-Siège : la somme d'argent que ces privilèges rapportaient au pape. Le nombre des privilèges d'exemptions qui mentionnent cette redevance est assez important pour qu'on ne puisse le passer sous silence. Il ne suffisait pas de rendre hommage à M. Fabre dans l'Introduction, il fallait l'utiliser et étudier, à propos d'Urbain II, monas-

tère par monastère, le développement de ces exemptions, l'extension de la formule, la quotité du cens à payer¹.

Sur la simonie, un chapitre insignifiant; rien sur la question des élections épiscopales² et des investitures en France; peut-être M. L. P. a-t-il reculé, à propos de la si curieuse campagne menée par Ives de Chartres contre l'élection de Jean, évêque d'Orléans, devant les vices honteux de ce prélat et les turpitudes qu'il lui fallait mettre au jour. Et pourtant la réforme ecclésiastique avait un double objet : la simonie d'une part, d'autre part les mauvaises mœurs du clergé, avouables (concubinage) ou non avouables.

Toutes ces questions, épiscopales ou monastiques, qu'on trouve éparpillées dans le ch. iv (*Urbain II et les églises particulières*) et dans le chapitre sur le *Voyage en France*, nous sont présentées d'une façon épisodique, au cours de la narration, sans aucun lien qui les rattache les unes aux autres, qui nous fasse entrevoir le caractère de la politique suivie, la continuité de l'œuvre de réforme et l'attitude des grands prélats réformateurs, auxiliaires du souverain pontife.

Relevons (p. 128) une affirmation étrange et à laquelle rien ne nous avait préparé : M. L. P. accuse Philippe I^{er} d'avoir voulu « faire un schisme en France! » Cette accusation, qui d'ailleurs donne à ce « pauvre roi » une certaine allure, ne repose sur rien. Constamment, M. L. P. loue l'humour pacifique et douce, la modération, la tolérance, la magnanimité, la miséricorde d'Urbain II. C'est apprécier étrangement l'œuvre de ce farouche et intransigeant pontife, qui, bien loin d'user dans sa campagne réformatrice des mêmes ménagements que Grégoire VII, s'est montré extraordinairement violent contre la France pendant les onze années qu'il a passées sur le trône de saint Pierre. A propos des chanoines réguliers, M. L. P. parle de la règle de saint Augustin. C'est reprendre

1. Les stipulations si variées de l'exemption, mentionnées dans les privilèges du XI^e siècle, sont une source féconde et encore peu utilisée qui nous instruisent sur l'organisation ecclésiastique de cette époque : grâce au cens que lui payaient les monastères exempts, le pape était alors le seul souverain temporel de la chrétienté qui eût un revenu fixe, permanent et pour ainsi dire un budget.

2. A propos des élections épiscopales, comment M. P. n'a-t-il pas profité de l'histoire si instructive, au point de vue de la lutte du roi contre la politique romaine, de l'élection d'Ives de Chartres? M. P. semble n'avoir pas vu le rôle joué par le roi dans les difficultés que Richer de Sens provoquait à propos de la consécration d'Ives et de cet épisode de la querelle des investitures en France. M. P. se contente trop souvent de citer *Baronius* comme source et comme autorité. Les *Annales de Baronius* sont loin d'avoir l'autorité que semblent leur conférer les nombreuses citations de M. P. Je citerai encore parmi les informations défectueuses la liste que M. P. établit des évêques accusés d'avoir uni, couronné Philippe et Bertrade. Il oublie l'accusation qu'Ives de Chartres lance contre Philippe, évêque de Troyes (Ép. 79). Cet évêque était si gravement soupçonné qu'on convoqua en 1099 un concile à Étampes pour le juger.

sans critique une thèse ancienne dont Thomassin a eu définitivement raison, dans sa *Discipline de l'Eglise*, en établissant qu'on n'a invoqué le nom de saint Augustin pour qualifier la réforme des chanoines qu'à partir de 1100, c'est-à-dire sous le pontificat de Paschal II. Enfin, le légat Hugue de Lyon est une figure assez intéressante dont il ne montre pas assez le caractère propre, son intransigeance digne de celle de son maître, dont il était l'auxiliaire dévoué, et par qui il ne fut jamais désavoué, pour sa violence, comme jadis par Grégoire VII.

Si M. L. P. avait connu l'ouvrage considérable de Mirbt, *Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII* (qui s'étend jusqu'à Paschal II), il aurait pu ajouter un chapitre important à son travail sur la polémique engagée entre tout le clergé catholique, pour ou contre le pape, à propos de l'investiture, du célibat du clergé et de la simonie considérée au double point de vue des individus coupables de simonie et de la valeur des sacrements donnés par des clercs simoniaques. Il aurait vu par cette abondante littérature de pamphlets et de traités théologiques l'importance de cette partie de l'œuvre pontificale sur laquelle il passe si rapidement; il aurait groupé autour de ces théories toutes les affaires connexes, en aurait tiré des idées générales et des conclusions instructives sur l'œuvre du pape et l'action contraire du roi. Le livre de Mirbt est un livre de premier ordre qu'on s'étonne de ne trouver mentionné ni dans les notes ni dans la Bibliographie.

Partout, des récits de miracles, de prodiges, de fables extraordinaires émaillent le récit de M. L. P. Il place sur le même plan les sources les plus diverses, raconte avec le même sérieux et d'abondants détails tous les récits extravagants que les chroniqueurs et hagiographes ont pu rapporter sur son héros.

Pour terminer, je ferai un reproche à la méthode de M. L. P. Il cite constamment des bulles qu'il transcrit intégralement, des privilèges, des lettres, des canons de conciles qu'il traduit avec soin. Ces traductions n'ont aucune utilité. Il aurait mieux valu en tirer ce qui peut servir à l'explication des événements, pour éclairer les situations et nous donner une idée exacte des conflits. Que nous importe d'avoir en dix-neuf pages la traduction du discours apocryphe d'Urbain II¹ au concile de Clermont, ou de la lettre du pape sur Reims, que M. L. P. qualifie « de trop beau fleuron de couronne pour ne pas la citer en entier? » Les textes sont nécessaires pour appuyer les affirmations, mais il faut en extraire seulement ce qui intéresse la thèse développée ou ce qui apporte quelque chose de nouveau à la discussion engagée; il ne faut pas se contenter, à propos d'une affaire de simonie, d'exemp-

1. M. P. prétend qu'Urbain II a sûrement parlé en langue romane. Rien ne vient confirmer cette thèse. M. Paul Meyer croit au contraire que le discours d'Urbain II a été prononcé en latin. M. P. dit que la foule lui répondit : « Diex li volt, » ce qui est un solécisme. La foule, qui savait la langue romane, aurait dit : « Diex le vuelt. »

tion ou de discipline ecclésiastique, de citer en trois ou quatre pages le document qui nous intéresse sans en faire la critique.

Si M. L. P. a voulu écrire un ouvrage d'édification¹, toutes mes objections tombent. Il a élevé à la glorification d'Urbain II un monument de poids; mais si, pour reprendre le mot de M. Goyau, il a voulu « faire revivre une des plus belles œuvres de l'histoire du peuple français, » il a apporté à l'histoire proprement dite une bien imparfaite contribution².

Bernard MONOD.

Albert LEFAIVRE. *Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie (1526-1722)*. Paris, librairie académique Perrin et C^{ie}, 1902. 2 vol. in-8°, 441 et 459 pages.

« L'histoire de la Hongrie, malgré son intérêt et son importance, est un champ presque inexploré pour nos écrivains, » dit M. Lefavre dans son Introduction. En effet, depuis l'ouvrage fondamental de Sayous, un quart de siècle s'est écoulé et, malgré les grands progrès de l'historiographie magyare, nous n'avons eu depuis que quelques compilations sans valeur ou des plaidoyers officieux. C'est donc avec une réelle satisfaction que nous avons pris entre les mains ces volumes compacts, mais notre espoir fut vite déçu. Au lieu d'un ouvrage historique, nous avons trouvé un pamphlet que l'auteur place sous le patronage de « notre sainte mère l'Église » (II, 436), où l'esprit libéral qui caractérise les deux siècles qui font l'objet de ce livre est continuellement bafoué; où le protestantisme est présenté comme le pire des maux et où les grands héros nationaux, comme Bocskay, Gabriel Bethlen et Rákoczy, sont traités de rebelles, de coquins et d'impudents. Il est vraiment triste de voir un « ministre plénipotentiaire » creuser pendant des années un sujet pour en tirer un pareil pamphlet et venir ensuite proclamer qu'il a poursuivi son enquête « dans l'esprit le plus impartial, les yeux fixés sur des documents authentiques » (I, 10). Si on parle de documents authentiques, il ne faudrait pas se contenter d'ouvrages écrits ou arrangés par les Jésuites du XVII^e et du XVIII^e siècle; il faudrait consulter les travaux que les érudits magyars ont publiés au cours du XIX^e. Or, M. Lefavre ne sait pas le hongrois. Il ne cite que des ouvrages latins,

1. La dédicace au cardinal Langénieux, « restaurateur du culte du bienheureux Urbain II et légat du pape au pays des croisades, » peut le faire croire.

2. Dans la Bibliographie, M. P. a omis le livre de Compain, *Geoffroy de Vendôme*, qui, avant lui, avait étudié les rapports de l'abbé Exempt et du pape Urbain II, sur lesquels il revient si souvent. Il indique Jaffé, *Regesta Pontif. Rom.*, sans la mention de 2^e édition revue par Löwenfeld et considérablement augmentée. Enfin, il a oublié, outre les ouvrages mentionnés plus haut de Fabre et de Mirbt, de noter Guibert de Nogent, *Gesta Dei per Francos*, etc.

français et allemands, quelquefois un recueil de documents roumains, probablement parce que le roumain est enseigné à l'école des futurs diplomates et que le hongrois ne l'est pas. M. Lefavre se méfie, d'ailleurs, des historiens nationaux sans les connaître. Certes, ce n'est pas chez eux qu'il aurait trouvé ce jugement sur la Révolution française : « La Révolution a changé presque entièrement notre tempérament, le fondant, pour ainsi dire, à son effigie, substituant ses violences, ses agitations morbides au jeu régulier des organes, infiltrant son venin dans toutes les intelligences et submergeant toute la vie publique dans les déclamations de ses mystagogues » (I, 6). Quand on confesse de telles opinions, quand le protestantisme ne vous inspire que de l'horreur, on n'est pas capable de traiter, en historien, une période qui fut une lutte continuelle contre l'Autriche catholique et réactionnaire pour la foi et les institutions séculaires.

Dès l'Introduction, M. Lefavre raille les Magyars à cause de l'éclat qu'ils ont donné aux fêtes du Millénaire (1896). Un peuple qui a combattu dix siècles pour son existence et qui est enfin arrivé à vivre de sa vie propre a le droit de montrer à l'Europe ce qu'il a fait tant au cours des siècles que depuis le dualisme (1867). Cette exposition du Millénaire, prélude de la section hongroise à l'Exposition universelle de 1900, a, malgré tout, fait voir au monde que la Hongrie est indépendante, qu'elle travaille assidûment pour perfectionner son outillage et qu'elle deviendra un facteur important dans la vie économique et politique de l'Europe. — Il est également injuste de citer seulement des chroniques occidentales quand on parle de l'arrivée des Magyars en Europe (I, 3), car les moines, effrayés par les incursions des troupes hongroises, les représentaient dans leurs chroniques comme les suppôts du diable. Il est nécessaire de consulter les sources byzantines et arabes pour se faire une idée juste de la vaillance de ces guerriers qui ont su fonder un État. — Il est inexact de dire (I, 3) que les Hongrois reçurent de l'Allemagne les premiers rudiments de civilisation et de culture intellectuelle. Les savants magyars ont démontré que c'étaient les prêtres italiens et slaves qui les initièrent à ces rudiments; deux siècles après la conquête, les ordres ecclésiastiques français, notamment les Cisterciens, contribuèrent autant, si non plus, à les civiliser que les moines allemands. — Nous ne savions pas jusqu'ici que les Transylvaniens appartenaient « aux nationalités antidualistes » (I, 4). La Transylvanie n'est pas habitée uniquement par des Roumains, et même parmi ces Roumains la majorité n'est pas antidualiste. Selon M. Lefavre, depuis l'ouvrage du *véridique* de Thou (1604) jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le silence se fit en France autour des Hongrois (I, 11). C'est une grave erreur. Et l'ouvrage magistral de Fumée et Montreux : *Histoire générale des troubles de Hongrie et Transylvanie* (1608), et tous ces ouvrages qui ont paru au cours du XVII^e siècle lorsque la France a pris fait et cause pour les princes de Transylvanie, uniques soutiens de la nationalité menacée? Si M. Lefavre avait consulté l'ouvrage de

Moret : *Quinze ans de règne de Louis XIV* (1851-59, chap. sur Rákoczy), il aurait trouvé une liste très respectable de livres du xvii^e siècle qui ont mieux renseigné le public français sur les choses de Hongrie que des pamphlets. — L'opinion de Montesquieu sur la noblesse magyare offusque également notre auteur. Pourtant, le célèbre passage de l'*Esprit des lois* (« on a vu la maison d'Autriche travailler sans relâche à opprimer la noblesse hongroise, etc. », VIII, 9) est l'expression de la vérité. L'*Histoire générale de la Hongrie* de Sacy (1778) ne plait pas à notre auteur non plus. Sacy n'était qu'un « faux esprit philosophique » (I, 12), probablement parce qu'il ne jetait pas l'anathème sur les Magyars. Même Fessler et Sayous ne trouvent pas grâce devant M. Lefavre. Dans le premier, il ne veut voir que le « moine renégat, converti au protestantisme » (I, 13). Nous souhaiterions que l'ouvrage de notre auteur fût écrit avec la même sûreté d'informations, la même connaissance profonde des sources que l'ouvrage capital de Fessler qui, encore aujourd'hui, est indispensable à tous ceux qui ne savent pas le hongrois. Le fait que Fessler, ancien moine dont l'ordre fut supprimé par Joseph II, s'est converti plus tard au protestantisme n'ôte absolument rien de la valeur de son ouvrage. Dans Sayous, M. Lefavre ne voit également que le théologien ; il affirme même qu'il a professé, pendant douze ans, la théologie protestante à Besançon (I, 13). Nous ne connaissions jusqu'ici que les Facultés de théologie protestante de Paris et de Montauban ; M. Lefavre en découvre une troisième. M. Sayous a professé l'*histoire* à la Faculté des lettres de Besançon. Ce qui fait sa grande supériorité sur notre auteur, c'est que Sayous s'était donné la peine d'apprendre le magyar avant d'écrire ses ouvrages et que ce n'était pas le parti pris qui a guidé sa plume, mais l'étude consciencieuse des sources. Les chapitres où il traite les xvi^e et xvii^e siècles sont très serrés ; il ne s'arrête pas à toutes les escarmouches entre Magyars et Turcs, mais le lecteur peut y apprendre beaucoup plus que dans les deux volumes que nous annonçons.

Voilà pour l'Introduction. Passons maintenant à l'ouvrage lui-même. Il est divisé en trois parties : la *Conquête*, le *Relèvement*, la *Délivrance*. La première, consacrée aux événements du xvi^e siècle, décrit les suites du désastre de Mohács (1526), la conquête des Turcs, le règne de Ferdinand I^{er}, de Maximilien II, de Rodolphe II et de Mathias II pour la Hongrie, celui des Zápolya, de Bocskay et de Bethlen pour la Transylvanie. La deuxième partie mène le récit jusqu'au siège de Vienne (1683). La troisième est consacrée principalement aux victoires d'Eugène de Savoie sur les Turcs et au soulèvement de François II Rákoczy. Pour le xvi^e siècle, M. Lefavre a pris pour guide principal Istvánffy, surnommé le « Tite-Live hongrois » parce que, « contemporain et témoin des faits qu'il raconte, il a pris aux événements et au maniement des affaires hongroises une part importante » (I, 158). Il est vrai que les *Historiarum de rebus hungaricis libri XXXIV* sont une des sources les plus précieuses pour cette époque, mais l'historien

digne de ce nom doit peser les opinions exprimées par le palatin hongrois, nullement impartial envers les protestants; il ne doit pas oublier que la première édition parue à Cologne en 1622 est due au cardinal Pázmány et à ses collaborateurs jésuites et que les additions (à partir de l'année 1608) ne sont pas d'Istvánffy. Pour le règne de Léopold I^{er} (1657-1705), la source de M. Lefavre est l'ouvrage du jésuite Wagner : *Historia Leopoldi Magni*, historiographe de la cour! Ce qui intéresse M. Lefavre dans ces deux siècles d'histoire magyare, ce sont uniquement les combats que les Autrichiens, les Magyars et les Turcs se sont livrés; or, jamais on n'a tant bataillé, on n'a conclu autant de traités que pendant cette période. L'impression qui se dégage du livre est donc « confuse et désordonnée, » comme les hostilités dont parle l'auteur (I, 125). Nous ne trouvons pas une page dans ces deux volumes sur la vie intérieure, sur la civilisation des Magyars à cette époque ni un mot sur le changement profond que la Réforme a effectué dans la vie du peuple. Or, pour l'historien, ce changement, qui a donné à la Hongrie ses premières œuvres littéraires, qui a éveillé le sentiment national, est souvent plus intéressant que la succession monotone des batailles et des sièges. Mais chacun se place au point de vue qui lui convient. M. Lefavre, ne sachant pas le hongrois, n'a pas pu pénétrer l'âme du peuple magyar; il s'est attaché aux faits politiques et guerriers et voici la façon dont il procède. C'est la Réforme qui a causé tous les maux. Pour un homme qui se moque même de la Renaissance (I, 57), ce jugement est tout naturel. Dans les luttes deux fois séculaires entre les princes de la Transylvanie et l'Autriche d'un côté, la Hongrie et la Turquie de l'autre, il voit dans la cour de Vienne et dans les jésuites qui les conseillèrent le droit, la justice, la clémence. Malgré les assises sanglantes, les potences et la chasse donnée aux pasteurs protestants, la cour viennoise s'est toujours montrée pleine de douceur pour les Magyars. Les meurtres commis par les catholiques sont excusés par des motifs politiques (I, 216). Les seuls coupables sont les princes de Transylvanie, qu'ils s'appellent Bocskay, Bethlen ou Rákoczy, uniquement parce qu'ils étaient les alliés ou les protégés de la Turquie. Cette alliance turque fait frémir à chaque instant l'âme pieuse de M. Lefavre. Il blâme même les rois de France qui ont aidé les princes transylvaniens contre l'Autriche. Pourtant, comme diplomate, il devrait savoir que l'on prend les alliés où on les trouve quand on est menacé d'être écrasé. Le parti pris contre les hommes dirigeants qui n'ont pas voulu se soumettre au joug autrichien éclate dès le début de l'ouvrage. C'est pourquoi le grand jurisconsulte Werbőczy, qui dès 1517 a codifié la loi magyare dans son immortel *Opus Tripartitum* (et non pas *Bipartitum*, I, 19) *juris consuetudinarii*, est traité de « disert et de retors » et son code qualifié de « palladium des factieux et des oppresseurs » (I, 415). Werbőczy a, en effet, contribué à l'élection de Jean Zápolya et a conseillé à la reine Isabelle, sa veuve, l'alliance avec les Turcs. Son châtiment, selon M. Lefavre, fut d'être enterré dans le

cimetière juif! (I, 83). Jean Zápolya, son fils Jean-Sigismond, dont la cour était « dégradée par les attaches avec l'islamisme » (I, 174), « un foyer de trahison et d'apostasie » (I, 181); Bocskay, ce « brouillon égoïste » (I, 286), en un mot tous ceux qui ont lutté pour la religion protestante et pour l'indépendance, n'ont fait qu'une œuvre vaine! Et le traité de Vienne (1606) qui, grâce à ce même Bocskay, a garanti la liberté des cultes? Eh bien! « ce document, d'après le rôle qu'il a joué dans l'histoire, il serait plus exact de l'appeler une machine de guerre, un arsenal de chicanes et d'arguties contre l'Autriche » (I, 282). Et Gabriel Bethlen, que notre auteur appelle constamment *Bétlem-Gabor*? Il a agi avec « une insolence inouïe; » c'était un mystificateur, « une intelligence byzantine, infatuée de ruses et de petits artifices, à la guerre comme en politique » (I, 362). Tököli était « un égoïste impudent » (II, 167), tandis que le bourreau Caraffa qui a présidé à la sanglante tragédie d'Eperjes n'était qu'« un fonctionnaire soupçonneux et colérique. »

Le chapitre sur François II Rákoczy (II, 253-306) publié, en 1901, dans la *Revue des Questions historiques*, a excité une grande hilarité dans la presse hongroise. M. Lefaiivre voit dans l'insurrection de Rákoczy la lutte des nationalités! Or, les Slovaques et les Ruthènes ont combattu alors avec les Magyars, et les Valaques n'avaient pas encore pris les armes contre la Hongrie. Un critique releva malicieusement que l'auteur avait pris le nom du général serbe Monasterly pour un nom de ville et qu'il cherchait cette ville près de Budapest, sur les bords de la Tisza; puis, que l'empereur-roi François-Joseph I^{er} a fait transférer les cendres de Rákoczy de Galatz à Budapest, ces cendres étant encore à Constantinople au couvent des Bénédictins français. Ces deux énormités ont disparu dans la réimpression de ce chapitre, mais, dans sa haine pour tout ce qui est national et hongrois, M. Lefaiivre ne trouve pas assez de sarcasmes pour cette dernière prise d'armes contre la maison d'Autriche. Comme Moret, il a tenu à consulter les nombreux documents conservés aux Affaires étrangères à Paris, mais il ne cite que les remarques désobligeantes de Des Alleurs sur le prince magyar. Il serait à souhaiter qu'un historien impartial reprît toute cette question de l'alliance de Louis XIV avec Rákoczy et la traitât à fond.

Une seule fois M. Lefaiivre fait une incursion dans le domaine littéraire; même là sa partialité éclate. Parlant du cardinal Pierre Pázmány, une des grandes figures de la réaction catholique au xvi^e siècle, il dit les mérites de ses œuvres littéraires que personne, d'ailleurs, ne conteste. Mais si l'histoire littéraire reconnaît la grande portée du *Guide*, des *Sermons* et du *Livre de prières*, elle enregistre également que le comte Nicolas Zrinyi est l'auteur d'une belle épopée, la *Zrinyiade*, qui chante le siège de Szigetvár, et que ses travaux tactiques sont tout à fait remarquables pour un écrivain du xvii^e siècle. M. Lefaiivre, sans avoir lu ces œuvres, les déclare mauvaises; elles sont tombées dans l'oubli le plus complet (II, 31), ce qui est contraire à la vérité.

Pourquoi cette animosité contre Zrinyi, que le pape lui-même et tous les princes catholiques comblèrent d'honneurs à cause de ses victoires sur les Turcs? Uniquement parce que le général hongrois était l'ennemi du général autrichien Montecuccoli, et tout Magyar, ennemi de l'Autriche, ne peut produire rien qui vaille!

A côté de ce parti pris systématique qui fausse tout l'ouvrage, il serait à peine nécessaire de relever les nombreuses bévues, témoins d'une préparation insuffisante. Si nous le faisons, c'est pour montrer à M. Lefavre avec quelle attention nous l'avons lu. D'abord, presque tous les noms magyars sont estropiés. On se croirait au XVII^e siècle, où les écrivains français ont donné des transcriptions plus ou moins fantaisistes. Même le mot *éljen* est mal écrit! (I, 341). De nos jours, ce n'est plus de mise. Les villes magyares sont tantôt citées d'après leur dénomination allemande (*Raab* pour *Győr*, etc.), tantôt, comme il faut, en hongrois. Tome I, p. 17, il faut dire *Wladislas* (*Ulászló*) et non *Ladislás* (*László*); p. 27, *Tomori*, et non *Toemoeri*; *Mohács* et non *Mohacz*, p. 35. Il est tout à fait inexact de dire qu'en Hongrie « six femmes avaient régné successivement depuis saint Étienne; » il n'y en avait eu qu'une avant 1526 : Marie, fille de Louis le Grand. P. 37. La sédition de Dózsa (et non *Dosza*) eut lieu en 1514 (et non en 1513). P. 47. Georges *Athyssenics* pour *Ujessenics*. P. 70. *Baioni* est inconnu parmi les conseillers de Zápolya. P. 83. « Un voyageur allemand, Bocatine; » d'abord, il s'appelait *Bocatus* (Jean); c'était un juge de Cassovie (Kassa) que Bocskay avait envoyé en mission en Allemagne. P. 95. *Szabolsk* pour *Szabolcs*. P. 131. L'archevêque d'Esztergom (Strigonie) s'appelait *Oláh* et non *Olahy*. P. 140. Le témoignage d'Istvánffy sur l'origine romaine des populations moldo-valaques n'a aucune importance. P. 155. *Ladislás Jagellon* pour saint *Ladislás* de la dynastie arpadienne (1077-95). P. 264. On aurait pu ajouter le nom de l'architecte français (Villard de Honnecourt) qui a construit la cathédrale de Cassovie. P. 302. Pázmány avait treize ans lorsqu'il s'est converti au catholicisme; ce n'est donc pas « par la méditation et l'étude » qu'il y était revenu. P. 381. Il est inexact de dire que c'est aux Jésuites « que revient l'honneur d'avoir substitué la langue nationale au latin dans la polémique et la prédication religieuses; » ce sont les premiers réformateurs qui, dès le milieu du XVI^e siècle, ont employé l'idiome national; les collèges réformés ont été les foyers de l'esprit national, tandis que dans les écoles des Jésuites on se servait du latin. A la même page, M. Lefavre parle d'*Universités catholiques*; on ne peut guère parler d'Universités à cette époque; les célèbres collèges de Patak, Nagy-Enyed appartenaient aux Calvinistes; pour contrebalancer les succès de ces écoles, Pázmány fonda une haute école à Nagy-Szombat (Tyrnavie), transférée plus tard à Bude. — II, 59. La sollicitude « vraiment paternelle » de Léopold I^{er} pour François Rákoczy fera sourire tous ceux qui connaissent le caractère de Léopold. P. 60. La forteresse s'appelle *Murány* et non *Mucraný*. P. 97 et suiv. Dans le

récit du siège de Vienne, il y a trop d'emprunts à Onno Klopp : *Das Jahr 1683*, ouvrage intéressant, mais qui ne mérite pas l'éloge hyperbolique que lui décerne M. Lefavre. P. 235. Arneth n'est pas mort vers 1876, mais en 1897. P. 286. Rákoczy, précurseur de Rabagas, est tout à fait exquis ! P. 310, note 4. Si M. Lefavre avait su que l'agent de Rákoczy à Versailles s'appelait Ladislas Kökenyesdi Vetésy (ou Vettès), il n'aurait pas pris Kökenyesdi Vettès pour deux personnes. (P. 332 du reste, la bévue est corrigée grâce aux documents publiés par Fiedler.) P. 388. Lire Clément *Mikes* et non *Méken*. Ibid. Bercsényi, le général de Rákoczy, ne resta pas en France ; il accompagna le prince en Turquie ; c'est son fils qui resta en France. P. 399. Il est inexact de dire que « le protestantisme avait été, depuis deux cents ans, l'actif coopérateur de la conquête musulmane et le fauteur perpétuel de la guerre civile ; » tous les Magyars qui ne voulaient pas se soumettre à l'Autriche n'étaient pas protestants. P. 430. Au lieu de se moquer de la langue « turco-finnoise » des Magyars, l'auteur aurait mieux fait de l'apprendre avant d'écrire son livre ; cela lui aurait évité de nombreuses inexactitudes.

Mais ce sont là des peccadilles en comparaison de l'esprit général qui se dégage de cet ouvrage. L'auteur, qui trouve le récent ouvrage de M. Chéradame « remarquable, » appartient à cette catégorie d'écrivains qui voient de mauvais œil le libéralisme naissant en Hongrie, qui jettent l'anathème sur les écrivains français qui ont montré une certaine sympathie pour la cause magyare et qui ne croient pas que les aspirations nationales doivent être stigmatisées. Dans deux siècles de luttes héroïques de la Hongrie pour maintenir son autonomie, M. Lefavre ne veut voir que des insurrections contre la maison d'Autriche et contre l'esprit catholique. Les historiens plus avisés ne le suivront pas sur cette pente. Son livre fera la joie de certains milieux viennois, où l'on n'a rien appris et rien oublié, mais il sera peu goûté partout ailleurs, car son auteur se montre trop inféodé aux doctrines antilibérales.

I. KONT.

Alfred STERN. *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871*. Erste Abteilung : *Geschichte Europas 1815 bis 1830*. 3 Bände : 1^{er} Band, VIII-655 pages ; 2^{er} Band, 572 pages ; 3^{er} Band, mit einem Register, 449 pages. Berlin, Verlag von H.-Wilhelm Hertz, 1894-1904.

M. Stern a terminé la première partie de son *Histoire de l'Europe depuis les traités de 1815 jusqu'à la paix de Francfort*, qui embrasse l'histoire de la Restauration jusqu'à la révolution de Juillet. Ce qui distingue cette œuvre des travaux publiés jusqu'à présent, c'est que c'est une véritable histoire de l'Europe, non une histoire des différents

États, traitée en monographies qu'unit un lien plus ou moins artificiel. C'est la politique européenne que cherche avant tout à faire ressortir M. S., et il ne traite l'histoire de chaque nation que lorsque celle-ci rentre dans le cadre de la politique européenne, ou, si l'on préfère, lorsque la politique d'un pays prend un caractère européen. Les luttes constitutionnelles en France, les efforts que font les puissances de l'Europe centrale et méridionale pour enrayner les tendances libérales et nationales de l'âge, les congrès, les insurrections d'Espagne et d'Italie, le soulèvement de la Grèce avec la réouverture de la question d'Orient, l'intervention des grandes puissances en Orient et la chute de Charles X, tels sont les sujets tour à tour abordés dans ces volumes.

Ce qui distingue aussi ce travail, c'est son caractère rigoureusement scientifique. Nous n'avons point ici affaire à l'une de ces vulgarisations faciles que sous des titres analogues on a publiées ces dernières années en français, en allemand et en anglais. M. S. a fait une œuvre originale pour laquelle il n'a pas seulement utilisé les nombreuses sources imprimées publiées jusqu'à ce jour et qu'il connaît à merveille, mais encore les documents qu'il a trouvés dans les archives des principales villes de l'Europe : Paris, Londres, Berlin, Vienne, la Haye, Copenhague, Turin, etc. Si bien que nous n'avons pas là un simple résumé de ce que l'on sait déjà, mais une œuvre originale basée sur des renseignements nouveaux qui rectifient déjà bien des jugements sur les événements et sur les hommes de la Restauration, en même temps qu'elle nous fait admirablement comprendre certains dessous de la politique d'alors peu connus jusqu'à présent. Cet ouvrage, pourtant si riche en faits nouveaux, se distingue par sa grande sobriété. Si l'on songe que M. S. a enfermé dans trois volumes la période à laquelle Gervinus consacre dix volumes plus compacts encore, on trouvera qu'il y a là un remarquable travail de condensation. L'auteur ne donne que l'essentiel. A chaque page on a l'impression qu'il en sait bien plus qu'il n'en dit. S'il avait voulu utiliser tous les documents qu'il avait sous la main, ce n'est pas trois volumes qu'il aurait dû écrire, mais dix et même davantage.

Son plan a été rigoureusement limité. Les proportions données à son premier chapitre ont été celles de tous les autres. La tentation de dire des choses nouvelles ne l'a pas fait un instant dévier de la ligne qu'il s'était tracée. Il n'a utilisé l'inédit que pour élucider des questions obscures ou controversées et combler les lacunes de notre connaissance.

M. S. n'a pu évidemment écrire cette œuvre que parce qu'il en connaissait déjà admirablement la matière. C'est parce qu'il savait de prime saut les points sur lesquels il fallait projeter la lumière ou diriger les recherches qu'il a pu, en un temps si restreint, — sept années, — écrire ces trois forts volumes, dont le premier a paru en 1894, le second en 1897 et le troisième en 1901.

Le premier volume est consacré à l'Europe occidentale et centrale

(la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche). Après une Introduction qui montre quelle était la situation de l'Europe à la chute de Napoléon, M. S. fait un tableau animé de la France pendant la première partie du règne de Louis XVIII, puis il étudie la vie politique anglaise, sans négliger l'histoire économique et sociale du pays, le commerce, l'industrie, l'instruction populaire, la question du paupérisme, le système pénitentiaire, les caisses d'épargne, l'histoire des associations ouvrières, celle des *Corn-laws* et celle des grands périodiques. Il y a là d'excellentes pages, celles notamment qui sont consacrées à Jérémie Bentham et à son école.

L'histoire intérieure de l'Autriche forme un des chapitres les plus intéressants et les plus neufs de l'ouvrage. Les détails sur la société autrichienne, — la noblesse, la bourgeoisie et les paysans, — sur l'administration, le Conseil d'État, sur la vie intellectuelle et artistique à Vienne, sur l'instruction publique, — les universités, les gymnases, les écoles populaires, — sur la condition des Juifs, sur la banque et sur les impôts, tous ces détails sont du plus vif intérêt.

L'histoire d'Allemagne (les débuts de la diète germanique, l'ancien régime dans les États du nord de l'Allemagne, les luttes constitutionnelles dans le sud de l'Allemagne, la Prusse, l'association des gymnastes et la Burschenschaft) clôt le volume avec l'histoire des congrès d'Aix-la-Chapelle et de Carlsbad. Cette histoire était plus facile à faire, car d'importants ouvrages généraux et spéciaux, entre autres l'*Histoire d'Allemagne au XIX^e siècle* de Treitschke, semblent avoir épuisé la matière. M. S. trouve pourtant moyen de renouveler ce sujet si rebattu. En bornant son ambition à ne vouloir qu'être rigoureusement exact, il a été amené à faire une étude critique du détail, qui a été féconde en découvertes. A chaque page presque il rectifie Treitschke, que la passion égare toujours. Il ne cite point le grand historien prussien. Il se contente d'affirmer le contraire de ce qu'a dit celui-ci. Cela ne diminue pas à vrai dire la grande valeur de Treitschke comme historien populaire; mais l'homme d'étude qui lira cet historien ne pourra désormais se passer de S. pour contrôler ses assertions.

Le second volume est rempli presque tout entier par le récit des soulèvements politiques et nationaux en Espagne, en Portugal, en Italie et en Grèce. Fidèle à son plan, l'auteur traite la politique de chaque pays dans ses rapports avec la politique européenne (congrès de Laybache et intervention de l'Autriche à Naples, congrès de Vérone et intervention de la France en Espagne). L'histoire du soulèvement de la Grèce est sans doute la partie la plus neuve, grâce aux documents inédits que l'auteur a eus en abondance, notamment pour l'histoire du philhellénisme. Un bon chapitre sur le mouvement littéraire de la Restauration termine le volume.

Le troisième volume est plus mélangé : il comprend l'histoire de Russie depuis l'avènement de Nicolas I^{er} (il y a comme introduction à cette étude un tableau fort bien fait du développement du peuple russe

et de son état social sous Alexandre I^{er}), l'intervention de Canning en Portugal et sa mort, le récit de la bataille de Navarin, celui de la guerre russo-turque de 1828 à 1829, l'histoire de l'indépendance de la Grèce, l'histoire des débuts du Zollverein, l'histoire du Portugal sous dom Miguel, l'émancipation des catholiques d'Irlande et le règne de Charles X.

Dans ce volume, il était sans doute plus difficile de ramener l'histoire à l'unité et de ne point perdre de vue, en racontant les vicissitudes de chaque État, la politique de l'ensemble. M. S. a réussi, malgré le décousu apparent de cette période, à en bien faire ressortir l'unité intime. La Russie, par exemple, apparaît au moment où sa politique prend, à propos des affaires d'Orient, un caractère européen, qu'accentue encore l'avènement au trône de Nicolas, qui va devenir, mieux que Metternich, le rempart de la politique conservatrice en Europe. On pourrait même trouver que M. S. met trop d'insistance à faire sentir la liaison de ces grands faits de politique européenne. Il n'y a pas jusqu'au détail de l'œuvre que ne se trahisse cette préoccupation. A la fin de chaque chapitre, l'auteur ne manque jamais de nous préparer à ce qui va venir dans le chapitre suivant et il trouve des transitions fort ingénieuses, — dirons-nous même trop ingénieuses, — pour passer d'un sujet à un autre. L'avènement de Nicolas, par exemple, donnera la main à l'intervention de Canning en Orient, ce qui se comprend certes, car, en rompant avec les principes traditionnels de la politique de l'Orient et de son pays, il fait une large brèche dans la réaction européenne. Mais ailleurs, parlant du romantisme littéraire au début de la Restauration, M. S. s'efforcera, lorsque, plus tard, il traitera la politique de cette même Restauration, de montrer ce qu'il peut y avoir de romantique dans les conceptions des diplomates d'alors. Au congrès de Vienne il n'en trouve d'abord pas trace (p. 30). Mais le czar Alexandre ne tarde pas à révéler cet esprit dans certains documents émanés de sa plume (p. 37) qui constituent, dit M. S., un monument de politique romantique auquel l'histoire de l'Europe devait donner dans la suite un ironique démenti (p. 41). Ce fil romantique, on le voit, ne disparaît pas du récit, et il est là comme le symbole de la préoccupation constante de l'auteur de tout ramener à l'unité.

L'idée directrice du travail de M. S. est la suivante : 1815 se relie à 1871. L'histoire de l'Europe durant toute cette période consiste dans les efforts que les peuples font pour saper par sa base l'édifice artificiel élevé par les diplomates du congrès de Vienne. On voulait arrêter la poussée démocratique. La poussée démocratique a été la plus forte. La société, qui se transforme sous l'effet de causes économiques puissantes, devance les innovations politiques, les prépare et les rend possibles.

M. S., on le voit, est favorable à la démocratie, en quoi il diffère des récents historiens prussiens, tous plus ou moins entachés d'idées réactionnaires. Il n'est pas non plus étroitement national. Nulle part dans

son récit on ne voit qu'il est allemand, surtout pas d'une manière désobligeante pour les autres peuples. Son patriotisme ne consiste pas à débattre contre ses voisins, Français, Anglais, Danois ou Polonais. C'est là une chose à laquelle nous ont si peu habitués les historiens allemands de la précédente génération qu'un critique anglais, M. Headlam, a pu justement dire (*English historical Review*, avril 1899) : « Il est plaisant de trouver un écrivain allemand moderne qui n'essaie pas d'attribuer à la perfidie britannique l'abolition de la traite des nègres. »

M. S. ne connaît pas de nationalisme étroit et jaloux, et l'on sent que pour lui les droits de l'humanité sont supérieurs aux droits des nationalités. Au-dessus des rivalités d'États, il voit une œuvre commune à laquelle tous les pays concourent, sans distinction de frontières : « La civilisation, dit-il, paraît encore en Europe au XIX^e siècle un tout dont la vie se distingue de celle de l'Orient et de celle du nouveau monde par des caractères particuliers nettement marqués. Sortie de racines communes qui plongent fort loin dans le passé, consolidée par le mélange du sang, par la ressemblance des mœurs et des institutions, une communauté d'idées et d'intérêts des peuples européens se poursuit, les liant les uns aux autres par une nécessité interne et les poussant dans la même voie du développement historique. Les déchainements d'un nationalisme outré ou d'un fanatisme haineux peuvent sembler parfois obscurcir ce tableau d'union spirituelle. Mais toujours il revient des époques où cette unité se refléchit de nouveau dans les grandes créations des artistes, des écrivains et des savants. A certains moments décisifs même, on entendra parler d'une opinion publique européenne. »

Cette idée générale de l'auteur ressort, à vrai dire, plutôt de l'exposition des faits que d'une doctrine explicitement énoncée. M. S. n'intervient jamais dans son récit. Il ne permet pas à ses sentiments de s'étaler au travers de son œuvre. L'historien, à ses yeux, a autre chose à faire qu'à révéler ses goûts et ses sympathies. Il dit très justement : « Mes opinions n'ont que faire dans de si grands conflits. L'intérêt des luttes en elles-mêmes est assez considérable pour que je n'aie nul besoin d'intervenir. »

C'est que pour lui rien ne vaut la vérité. Comme Ranke, dont il est en Allemagne un des disciples les plus directs, il n'a eu d'autre ambition, en écrivant l'histoire, que de raconter « les choses simplement, telles qu'elles se sont passées réellement. » Cela ne veut évidemment pas dire qu'il entende narrer les faits à la manière des annalistes chinois. Une histoire sans personnalité n'est plus une histoire. M. S. a une personnalité et même une personnalité accusée; mais cette personnalité consiste précisément à la cacher, à se montrer toujours modéré, équitable et vrai. La phrase de M. S. trahit dès l'abord cette pente de son esprit. Jamais sous sa plume on ne trouve la rhétorique vitupérative de Treitschke ou le ton acrimonieux de Sybel. Il est partout calme, juste et pondéré. S'il n'aime pas le despotisme, il se

contentera de le montrer en passant, sous forme de réflexion générale. Celle-ci par exemple : « Le propre du despotisme est de déchaîner des passions sauvages. » Un simple mot à propos du duel, celui de *Unsilte*, nous révélera que M. S. voit dans cette pratique un reste de barbarie féodale. La vue d'un révolutionnaire comme Karl Follen ne le fait point comme Treitschke entrer dans des convulsions. Il l'étudie avec l'intérêt qu'offre un curieux spécimen de l'humanité et il montre que, pour utopiques que fussent ses idées, Follen n'en fut pas moins un très noble caractère. S'il fait le portrait d'imbéciles, de fats ou de niais, M. S. montre parfois un peu d'ironie; mais cette ironie n'est jamais malveillante. Parlant, par exemple, d'un chef de douanes sardes ultra-réactionnaire, il dira : « Il fermait le passage du Mont-Cenis aux produits français de peur que les idées révolutionnaires n'entrassent par contrebande dans son pays. » Ailleurs, décrivant les distractions de Ferdinand VII à Valençay, il écrira : « Les livres d'images les plus ordinaires lassaient bientôt la patience du prince. Il avait bien plus de plaisir à revêtir de sa propre main, d'une belle robe de soie blanche brodée d'or, la statue de la sainte Vierge qui ornait l'autel de l'église paroissiale de Valençay. Son confesseur, le Père Ostolazza, ne manquait jamais de renseigner le peuple espagnol sur cet acte important de la vie de son souverain. La brochure qui contenait ces détails eut un tel succès en Espagne qu'il fallut en faire sept éditions. » L'ironie, on le voit, est à fleur de peau; elle pique un peu, elle n'égratigne jamais.

C'est surtout dans ces portraits que M. S. montre le mieux cet esprit de finesse. Rien du trait caricatural de Treitschke, qui n'est souvent que l'impuissance d'entrer à fond dans un caractère. M. S. fait peu de portraits en pied. Il préfère prendre les hommes dans tous les actes de leur vie et les montrer agissant. Il les fait voir ainsi sous plusieurs faces et le portrait, en étant plus complet, est aussi plus vrai. C'est ainsi qu'à un moment donné vous voyez les ridicules et les vanités de Metternich, ce qui n'empêche pas qu'à un autre moment M. S. vous fait voir l'homme politique sérieux, travailleur et entièrement dévoué à son œuvre. Le jugement final ne sera donc point celui de Treitschke, qui ne veut voir en Metternich qu'un homme frivole et un dilettante de la politique, mais celui d'un homme qui fut infiniment ondoyant et divers.

Les portraits de M. S. sont du reste tout politiques. Il s'abstient d'entrer dans la vie privée des hommes qu'il met en scène. Leur existence ne l'intéresse que pour autant qu'elle a un caractère politique. Le reste n'est pour lui que vaine curiosité. Il ne nous dira point par exemple comme Treitschke que tel diplomate avait un cou de taureau, tel autre les dents gâtées. M. S. n'est jamais commère, pensant, sans doute, comme Voltaire, qu'il importe peu que « Colbert ait eu les sourcils épais et joints, la physionomie rude et basse » et que l'historien doit « porter la vue sur ce qu'il a fait de mémorable, non sur la manière dont il mettait son rabat. »

M. S., semblablement, n'a voulu dans son histoire que représenter

ce qui s'est fait de mémorable au XIX^e siècle. Exposer le déroulement de la politique et des mœurs, montrer les acteurs de ce drame ou de cette comédie grandiose, démêler les mobiles des acteurs qui y ont pris part lui paraît une œuvre assez belle pour qu'il ne soit point nécessaire de la gâter par la fantaisie ou l'imagination. Pour lui comme pour Ranke, l'art consiste non à inventer, mais à faire vrai. Il n'est au reste point dépourvu des dons de l'artiste. S'il n'a pas la couleur et l'imagination plastiques, — heureux dons qui se paient souvent fort cher! — il a le trait incisif, rapide et net. Sa narration court vive et légère, à la manière de Voltaire. Il l'égaie ici et là par des expressions familières, par d'heureuses caractéristiques, celles-ci par exemple : « Dahlmann était « un Royer Collard allemand; » Labourdonnaye « un Saint-Just du royalisme; » Gentz « le Père Joseph de Metternich, l'autre Éminence grise. »

Telle est cette histoire qui, à l'avantage d'être claire et bien composée, joint le mérite d'être rigoureusement scientifique. Les qualités qui la distinguent sont avant tout une minutieuse exactitude, un soin scrupuleux à peser les témoignages et une grande honnêteté à tirer les conclusions des faits, sans jamais chercher à faire dire à un document plus qu'il n'en dit. Et cela est plus rare qu'on ne pense.

Antoine GUILLAND.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Revue des Études historiques. Mars-avril 1903. — Comte FLEURY. La comtesse de Luçay, 1769-1842 (rapide esquisse biographique). — M^{lle} LIENHART. Souvenirs de Russie, 1783-1798, trad. par J. CART; suite : le voyage de Crimée en 1786 et la guerre avec la Turquie, 1788-1792. — Louis MADELIN. Talleyrand préhistorique (à propos de l'ouvrage de B. de Lacombe sur Talleyrand, évêque d'Autun). — Raymond TABOURNEL. Les dernières volontés du prince Henri de Prusse (publie une pièce tirée des archives de la famille de la Roche-Aymon; elle est datée du 26 février 1802. Le prince, qui mourut le 3 août suivant, y règle minutieusement les mesures à prendre après son décès). = Comptes-rendus : *An. de Roumejoux*. Essai sur les guerres de religion en Périgord, 1551-1598 (excellent). — A. Collignon. Notes historiques, littéraires et bibliographiques sur l'*Argenis* de Jean Barclay (très bonne étude sur un roman historique et philosophique paru en 1621 et qui eut en son temps un succès prodigieux. Il nous intéresse encore par les allusions dont il fourmille sur les hommes et les idées du temps). — J. Bernet-Rollande. L'esprit public et les élections dans la Basse-Auvergne en 1789 (bon).

2. — Revue d'histoire diplomatique. XVII^e année, n° 2. — Henri COURTEAULT. Les mésaventures d'un ambassadeur vénitien à la fin du xvi^e siècle (d'après les dépêches de l'ambassadeur d'Espagne, don Francisco de Vera, adressées à Philippe II et à son secrétaire d'État, du mois d'avril au mois d'octobre 1591; elles sont conservées aux Archives nationales. Il s'agit de l'arrestation de Girolamo Lippomano, arrêté à Constantinople même par un agent de la République pour avoir servi les intérêts de l'Espagne). — Roger ROUX. Politique extérieure de Pierre le Grand, 1699-1721. — Maurice BOUTRY. L'ambassade du prince Louis de Rohan à Vienne, 1772-1774 (Rohan, protégé de d'Aiguillon, ne fit guère que des sottises; il donna par toute sa conduite la preuve qu'il était aussi dépourvu de bon sens que de tenue; il était fait pour devenir la proie de M^o de la Motte et de Cagliostro). — FLEURY DE SAINT-CHARLES. Un attaché militaire français à l'armée russe, 1759-1760 : le marquis de Montalembert (d'après ses lettres, qui ont été publiées à Londres en 1777). — Documents originaux : lettres inédites, tirées du *Record Office*, concernant les relations diplomatiques de la France et de l'Angleterre, et particulièrement le projet de mariage du duc d'Anjou avec la reine Élisabeth, 1577-1581.

3. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. IV, n° 7,

15 avril 1903. — G. LANSON. Programme d'études sur l'histoire provinciale de la vie littéraire en France (très intéressant). = Comptes-rendus : *René Lafarge*. L'agriculture du Limousin au XVIII^e s. et l'intendance de Turgot (estimable, mais pas assez fouillé). — *M. Bruneau*. Les débuts de la Révolution dans les départements du Cher et de l'Indre, 1789-1791 (excellent). — *J.-C. Barbey-Boissier*. La comtesse Agénor de Gasparin et sa famille. Correspondance et souvenirs, 1813-1894 (intéressant). = 15 mai. V.-L. BOURRILLY. Le règne de François I^{er}. État des travaux et questions à traiter. — Henri PRENTOUT. Le travail d'histoire moderne en province : la Normandie, année 1902. = Bibliographie : Occupation et libération du territoire, 1871-1873. Correspondances (P. Caron donne une assez longue analyse de cette correspondance de Thiers, qui n'a pas été mise dans le commerce). — *F. Garcin*. La main-morte : le pouvoir, l'opinion, de 1749 à 1901 (médiocre et présomptueux).

4. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1902, sept.-déc. — Ph. LAUER. Les manuscrits de Saint-Arnoul de Crépy (publie un catalogue des mss. de cette bibliothèque, rédigé au XIII^e s., et un fragment de catalogue du XIII^e. Indique les mss. de Saint-Arnoul qui, étant passés au XVII^e s. à Saint-Martin-des-Champs, peuvent encore aujourd'hui être identifiés). — M. SEPET. Observations sur la légende de sainte Odile (cette légende, dont la plus ancienne forme nous a été conservée dans un ms. du X^e s., a été formée à l'aide de plusieurs éléments, parmi lesquels se trouvait sans doute un poème épico-religieux sur sainte Odile, et ce poème, composé au IX^e s., était en langue vulgaire d'Alsace, c'est-à-dire en dialecte alémanique). — LÉON LEVILLAIN. Étude sur les lettres de Loup de Ferrières; fin (avec un essai de classement chronologique sous forme de tableau synoptique. Important). — J. CALMETTE. Notice sur la seconde partie du manuscrit catalan P. 13 de la Bibliothèque nationale de Madrid (ce manuscrit contient des notes annalistiques corrigées par Joan-Francès Boschá, mort, le 5 février 1480, racional de la Députation ou général de la Catalogne; Boschá est une des sources de Zurita, qui lui emprunte en particulier le récit du siège et de la capitulation de Perpignan en 1475). — H. OMONT. Catalogue de la bibliothèque des Grands-Augustins de Paris vers la fin du XIII^e s. — J.-J. VERNIER. Inventaire du trésor et de la sacristie de l'abbaye de Clairvaux, de 1640. — A. BAUEL. Fragment d'un cartulaire de Cluny renfermant un diplôme inédit de Philippe-Auguste. — Dom M. FÉROTIN. Complément de la lettre de saint Hugues, abbé de Cluny, à Bernard d'Agen, archevêque de Tolède, 1087. — H. MARTIN. Concours pour l'étude des insectes ennemis des livres. Rapport général. — Ph. LAUER. Lettre close de Charles le Chauve pour les « Barcelonais » (notes et rectifications sur l'édition qu'en a donnée J. Calmette). = Bibliographie : *H. Hagenmeyer*. Die Kreuzzugsbriefe aus den Jahren 1088-1100 (excellent). — *P. Ubald d'Atençon*. L'obituaire et le nécrologe des Cordeliers d'Angers, 1216-1790. — *E. Teilhard de Chardin*. Raoul

de Velay ou de Clermont (frère de Robert IV, comte d'Auvergne). — *J.-J. Vernier*. Le duché de Bourgogne et les compagnies dans la seconde moitié du xiv^e s. (bon). — *Aug. Longnon*. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, 1172-1361; t. I : les fiefs. — *René Poupardin*. Le royaume de Provence sous les Carolingiens (important; quelques critiques de détail, par L. Levillain). — *Chanoine Ul. Chevalier*. Sacramentaire et martyrologe de l'abbaye de Saint-Remy. Martyrologe, calendrier, ordinaires et prosaire de la métropole de Reims, viii^e-xiii^e s. — *Abbé C. Dauz.* Tropaire-prosier de l'abbaye de Saint-Martin de Montauriol. — *H. HARRISSE*. Découverte et évolution cartographique de Terre-Neuve et des pays circonvoisins, 1497, 1501, 1769 (excellent, surtout en ce qui concerne la cartographie). — *H. P. Biggar*. The early trading Companies of New France (étude détaillée des sources documentaires et narratives).

5. — La Correspondance historique et archéologique. 1903, janvier-février. — *F. DE VILLENOISY*. Alexandre Bertrand (notice nécrologique). — *C. PITON*. Deux chapitres de l'histoire de Marly (sur le P. Sébastien, carme, inventeur de diverses machines employées par le roi dans son château; publié en outre deux listes d'invités à Marly en 1715). — *MMÉJA*. Bernard de Palissy, agenais; fin. — *Mars. P. DESLANDRES*. Un religieux breton au temps des guerres de religion (publie de brèves annales rédigées par un religieux, Robert Yvon, qui fut « ministre » de Rieux et de Châteaubriant; ces notes, placées dans un parfait désordre chronologique, vont de 1563 à 1606). — *VIAL* et *CAPON*. Monographie de la rue de Popincourt; fin.

6. — La Révolution française. 1903, 14 avril. — *Paul MAUTOUCHET*. Le mouvement électoral à Paris en août-septembre 1792; fin. — *H. DONIOL*. Un commissaire des guerres de la République : Claude-Barthélemy Jurie, 1759-1804 (Jurie fut commissaire des guerres du 4 décembre 1792 au 24 octobre 1800). — *L. DESTERNES* et *G. GALLAND*. La réaction cléricale en Touraine, 1814-1824, d'après la *Pétition pour des villageois qu'on empêche de danser* et d'après des documents contemporains inédits (la *Pétition* est un pamphlet, mais aussi un document, qui est l'expression de la vérité historique). — 14 mai. *A. MATHIEZ*. Protestants et théophilanthropes (les fondateurs de la théophilanthropie, Chemin-Dupontès et La Revellière, indiquent nettement qu'ils se sont inspirés du calvinisme; les protestants sont d'accord avec les théophilanthropes qu'il faut une religion pour le peuple et que les deux cultes ont ce qu'il faut pour lui convenir; mais M^e de Staël préfère le protestantisme, et M. de Pressensé n'a pour la théophilanthropie que des sarcasmes; les protestants libéraux de l'étranger ont été plus équitables pour la nouvelle forme de religion essayée en France). — *Raymond Guxor*. Le Directoire et la République de Gênes, 1795-1797; 1^{er} article. — *Armand BÉNET*. Le commissaire des guerres Jurie. — Les imprimés relatifs à la Révolution française au British Museum. —

Notes de lecture : 1^o le testament du conventionnel Chabot; 2^o l'ins-
truction publique dans le Cher sous le Directoire (publie un rapport de
Matfuson, du 1^{er} messidor an VI).

7. — **Revue archéologique.** 4^e sér., t. I. Mars-avril 1903. —
Dr Carl JACOBSEN. Caracalla jeune (deux portraits). — René DUSSAUD.
Notes de mythologie syrienne; I : symboles et simulacres du dieu
solaire. — J. SIX. Les dates et la durée de l'art mycénien (cet art a
fleuri depuis le xviii^e s., du moins en Crète, jusqu'au viii^e). — Horace
SANDARS. Notes sur le bas-relief des mineurs, découvert près de Linarès.
— R. WEILL. La question de l'écriture linéaire dans la Méditerranée
primitive (avec trois tables : des signes linéaires crétois, des signes des
tablettes de Knossos et des hiéroglyphes sommaires sur les poteries
égyptiennes). — Joseph DÉCHELETTE. La sépulture de Chassenard et les
coins monétaires de Paray-le-Monial.

8. — **Bulletin de Correspondance hellénique.** 1901, nos 7-10
(1903). — Gustave MENDEL. Fouilles de Tégée. Rapport sommaire sur
la campagne de 1900-1901. — Joseph DEMARGNE. Les ruines de Goulas,
ou l'ancienne ville de Lato en Crète. — Georges SEURE. Voyage en
Thrace; suite : inscriptions funéraires. — P.-A. BESSET. Inscriptions
d'Asie Mineure. — Marcel LAURENT. Inscriptions de Delphes; I : arbi-
trage délimitant les territoires de quelques villes de l'Achaïe Phthiotie;
II : décret amphictionique en l'honneur de Callistos de Cnide (texte
d'étendue considérable). — Wilhelm VOLLGRAFF. Inscriptions de Béotie
(provenant de Thespies, Thèbes, Livadie). — Pierre JOUGUET. Fouilles
du Fayoum (rapport sur les fouilles de Médinet-Mâ et Médinet-Ghòran;
elles ont donné des objets de l'époque ptolémaïque). — Th. HOMOLLE.
Inscriptions d'Amorgos. Lames de plomb portant des imprécations. —
Id. Monuments figurés de Delphes. Les frontons du temple d'Apollon.
= 1902, livr. 1-6 (1903). Émile BOURGUET. Inscriptions de Delphes;
I : les comptes de l'archontat d'Aristonymos; II : comptes particuliers
des naopes. — Pierre JOUGUET et Gustave LEFEBVRE. Papyrus de Mag-
dôla (aujourd'hui Médinet-en-Nahas). — Paul JAMOT. Fouilles de
Thespies. Le monument des Muses dans le bois de l'Hélicon et le poète
Honestus. — Victor CHAPOT. Antiquités de la Syrie du Nord (Piérie et
Séleucide, Cyrrestique, Euphranésie, Osrhoène, Commagène). —
Gustave MENDEL. Le musée de Konia. — JARDÉ. Inscriptions de Delphes.
Actes amphictyoniques de la domination étolienne. — Gustave MENDEL.
Inscriptions de Kytos.

9. — **Revue des Études grecques.** 1902, nov.-déc. — A. DE RID-
DER. Bulletin archéologique. — J. DE RICCI. Bulletin papyrologique.
= 1903, janvier-avril. Jules OPPERT. L'année de Méton (corrige, traduit
et commente le passage où Diodore de Sicile mentionne, XII, 36, le
début de ce cycle; c'est une période de dix-neuf ans établie par Méton,
fils de Pausanias, « après avoir pris pour époque de départ le mois de
Scirophorion, treizième mois de l'année précédente »). — Fr. CUMONT.

La Galatie maritime de Ptolémée. — Ch. DIEHL. Sur la date de quelques passages du *Livre des cérémonies*.

10. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1903, n° 2. — Jules KOTCHÉTOV-VIESGY. L'autorité dans la Russie ancienne; fin (étudie les trois formes de l'autorité : le prince, la douma, la cohue, puis la prédominance que, dès la fin du XII^e s., une de ces formes prit sur les autres dans les trois principales divisions de la Russie : sud et sud-ouest, nord-ouest, nord-est). — L. BEAUCHET. Loi d'Upland (introduction; le « livre de l'Église »). — Georges RENARD. L'idée d'annulabilité chez les interprètes du droit romain au moyen âge; 1^{er} article. — G. TESTAUD. Un texte coutumier inédit. La coutume du comté de Clermont-en-Beauvaisis de 1496. = Comptes-rendus : A. Solmi. Stato e Chiesa, secondo gli scritti politici, da Carlomagno fino al Concordato di Worms, 800-1122 (important). — H. Doniol. Serfs et vilains au moyen âge (refonte partielle d'un ouvrage publié en 1857, mais qui n'a pas été remis exactement au point. Des idées intéressantes, mais contestables).

11. — Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée. 1903, mars. — L'origine des grandes manœuvres. Les camps d'instruction aux XVII^e et XVIII^e s.; ch. III : sous Louis XV, après la guerre de la succession d'Autriche; fin. — La guerre de 1870-1871. Les opérations autour de Metz, depuis le 13 jusqu'au 18 août. La journée du 13 août en Lorraine (exécution des mesures ordonnées pour faire évacuer Metz par le gros de l'armée française); suite en avril : journée du 14 août en Lorraine (retraite ébauchée sur Verdun; mais rien n'avait été préparé; comment vint au général de Goltz l'idée d'attaquer l'armée française qui commençait à se retirer). = Avril. Études sur la campagne de 1799; ch. IX : l'offensive de Championnet, 8-26 déc. 1798 (nombreuses cartes). — La politique de Napoléon I^{er} en Espagne après la prise de Madrid (extrait du t. III du commandant Balagny, *Campagne de Napoléon I^{er} en Espagne*).

12. — Journal des sciences militaires. 1902, avril. — Major Z. La guerre de la succession d'Autriche, 1740-1748; suite. — Campagne de 1741-1743. — Opérations militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière; suite en sept. et en nov. = Août. Général BOURELLY. Un projet de brûlots lance-fusées en 1804. — La bataille de Cunaxa; fin en septembre (avec cinq cartes). — Commandant CAMON. Campagne de 1813; fin. — Capitaine GRANGE. Une division allemande d'infanterie au combat (Fröschwiller, Sedan, sur la Loire); suite. = Septembre. Général LEWAL. Le rôle de Langres dans les invasions passées et futures; suite en novembre. — Commandant CAMON. Campagne de 1814. = Novembre. Commandant CAMON. Campagne de 1815. — F. GARCIN. Le Tonkin et la conquête de 1884-1885.

13. — Revue militaire des armées étrangères. 1902, avril. — La mobilisation et la concentration allemandes en 1870; fin en sept.

— Études sur la guerre sud-africaine, 1899-1900; suite (croquis des opérations du général Gatacre; combat de Stormberg); suite en sept. (opérations sur la Haute-Tugela); en nov. (quatrième tentative pour débloquer Ladysmith).

14. — Le Bibliographe moderne. 1902, sept.-déc. — P. ARNAULDET. Catalogue de la bibliothèque du château de Blois en 1518; suite. — ROSEROT. Catalogue des actes royaux conservés dans les archives de la Haute-Marne; suite. — Henri STEIN. Le livre, les archives, les bibliothèques et la bibliographie à l'Exposition universelle de 1900. — Eug. CASANOVA. Le nouveau règlement général des archives d'état italiennes.

15. — Bulletin critique. 1903, 5 avril. — *Vicomte de Noailles.* Marins et soldats français en Amérique pendant la guerre de l'indépendance des États-Unis (trop de documents et pas assez de bibliographie). = 15 avril. A. Laveille. Jean-Marie de La Mennais (très intéressant; il s'agit ici, comme on sait, du frère du célèbre « apostat, » Félicité de La Mennais). — Fr. Cumont. Les mystères de Mithra; 2^e édit. (remarquable). — Rod. Lanciani. Storia degli scavi di Roma, e notizie intorno le collezioni romane di antichità; vol. I (excellent). = 25 avril. Le P. M.-J. Lagrange. Études sur les religions sémitiques (ouvrage plein de faits; excellente synthèse des travaux accomplis par les savants les plus autorisés). — Ch. Tower. Le marquis de la Fayette et la Révolution d'Amérique; trad. par M^{le} G. Paris (élégante traduction d'un texte intéressant). = 5 mai. Abbé Angot. Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne; 3 vol. (excellent). — P. Cornéli Taciti De vita et moribus Cn. Jul. Agricolae; publ. par A. Gudeman (bonne édition avec commentaire. Long et intéressant article de R. Cahen). = 15 mai. Louis de Combes. La vraie croix perdue et retrouvée (bon travail, plein de recherches et d'érudition). — L.-P. Dubois. Frédéric le Grand d'après sa correspondance politique.

16. — Polybiblion. 1903, mai. — A. Bigelmair. Die Beteiligung der Christen am öffentlichen Leben in vorconstantinischer Zeit (dépeuplement très consciencieux des ouvrages des Pères). — Abbé Ed. Pinet. Le culte de sainte Geneviève à travers les siècles. La compagnie des porteurs de la châsse de sainte Geneviève, 1525-1902 (bon). — Graf von Hansbrach. Das Papstthum in seiner social-kulturellen Wirksamkeit (ceci est une machine de guerre contre la papauté). — L. Batterel. Mémoires domestiques pour servir à l'histoire de l'Oratoire; 2 vol. (important). — H. Froidevaux. Les Lazaristes à Madagascar au XVIII^e s. (bon). — Rouard de Card. La France et les autres nations latines en Afrique (groupe et discute les multiples contestations par lesquelles, pendant la seconde moitié du XIX^e s., l'Italie, le Portugal et l'Espagne n'ont cessé de combattre l'influence de la France sur le continent africain). — G. de La Morandière. Histoire de la maison d'Estouteville en Normandie (aperçu très résumé).

17. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1903, 30 mars. — *Johns*. An assyrian Doomsday book (publie des fragments d'un registre du cens pour le district de Harran, en Mésopotamie, au VIII^e s. avant notre ère). — *S. Consoli*. L'autore del libro *De origine et situ Germanorum* (prétend que la *Germania* est l'œuvre, non de Tacite, mais de Pline l'Ancien). — *J. Bugge*. Norges Indskrifter med de yngre Runer (déchiffre et commente une inscription runique, laquelle aurait été gravée entre 1010 et 1015 et qui serait « le plus ancien document connu en Europe où il soit fait mention de l'Amérique; » on croit y lire en effet le nom de Vinland. Dissertation ingénieuse, mais reposant sur trop d'hypothèses hasardées). — *L. de Ribier*. Charlus-Champagnac et ses seigneurs (érudition confuse et souvent incorrecte). = 13 avril. *R. L. Poole* et *Miss M. Bateson*. Index Britanniae scriptorum quos collegit Johannes Baleus (savante édition du carnet de notes qui a servi à John Bale pour composer son Catalogue des écrivains illustres de la Grande-Bretagne). — *Mélanges Couture*. — *H. Jadart*. Journal de dom Pierre Chastelain, bénédictin rémois, 1709-1782. = 20 avril. *M. Thibault*. Isabeau de Bavière, reine de France; sa jeunesse, 1370-1405 (très intéressant). = 27 avril. *Fried. Beyschlag*. Die Anklage des Sokrates (combat avec raison la thèse de Schanz, qui soutenait que Socrate fut accusé du seul crime d'impiété. « Le crime religieux fut mis en avant pour flatter l'opinion populaire, mais des raisons politiques furent le fond de l'accusation »). — *Dom F. Cabrol*. Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie; fasc. 1 (très important). = 4 mai. *O. Lorenz*. Kaiser Wilhelm und die Begründung des Reichs, 1866-1871 (apporte de précieux documents inédits provenant pour la plupart du grand-duc de Bade; exalte le rôle de l'empereur dans ces années de crise et en fait « le grand successeur du grand Frédéric »). = 11 mai. *R. Poupardin*. Le royaume de Provence sous les Carolingiens, 855-933 (excellent). — *Henri Omont*. Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e s. (très intéressant). — *Eug. Hubert*. Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens, 1715-1782 (important). — *E. Denis*. La Bohême depuis la Montagne Blanche (beaucoup de science, de vérité, de vie; mais aussi excès d'imagination et de parti pris. En somme, travail considérable et jusqu'ici sans rival). = 18 mai. *U. von Wilamowitz Mollendorff*. Der Unterricht im Griechischen (très intéressant). — *Boos*. Geschichte der rheinischen Städttekultur; t. IV (très belle publication; le t. IV, relatif à l'époque moderne, est très intéressant).

18. — Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1903, 5 avril. — *Henri Chérot*. Le général Ducrot à Strasbourg, 1865-1870; 1^{re} partie; fin le 20 mai (efforts inutiles tentés par le général en faveur de la réorganisation de l'armée en face de la Prusse, dont il surveillait avec un discernement jaloux les immenses progrès). — *Yves de la Brière*. L'assistance par le travail à Paris au début du XVIII^e s. (intéressants détails sur les mesures prises

par Laffemas pour donner du travail aux mendiants, sur les hôpitaux des « pauvres enfermez » fondés par Marie de Médicis, etc.). — J.-B. PIOLER. Les congrégations françaises dans l'Amérique latine. = 20 avril. Alain DE BEGDELIEVRE. Le troisième jubilé de l'Escalade (importance historique de cette journée). — Henri CHÉROT. Les fêtes du centenaire de Quinet. = 5 mai. Jules DOIZÉ. Benoît XIII à Peñiscola (estime légales la convocation et par conséquent la tenue du concile de Pise; admet la légitimité du pape Alexandre V et de son successeur Jean XXIII; pense que Pierre de Luna était parfaitement justifié à défendre ses droits, mais qu'il aurait dû les sacrifier à la cause de l'unité chrétienne). = 20 mai. Joseph BOUNÉE. Shakespeare ou Bacon? 1^{er} article (Shakespeare était un médiocre esprit et un triste caractère. Ses contemporains eux-mêmes ont ignoré son génie; il n'a pas pu écrire les drames qu'on lui attribue); suite le 5 juin (Bacon avait au contraire toutes les forces de l'esprit et les qualités du cœur qui font les grands poètes dramatiques). — Joseph DE LA SERVIÈRE. Une controverse au début du xvii^e s. : Jacques I^{er} d'Angleterre et le cardinal Bellarmin; 1^{er} article. — Paul DUDON. La guerre aux chapelles sous le premier Empire. = 5 juin. J. DE JOHANNIS. Les origines de la géométrie (d'après l'Histoire des mathématiques de Zeuthen, trad. par J. Mascart).

19. — **La Revue de Paris**. 1903, 1^{er} mars. — Lettres de la reine Sophie (Sophie de Wurtemberg, nièce du roi Jérôme de Westphalie, qui épousa en 1839 Guillaume III, roi des Pays-Bas; très dévouée à Napoléon III. Sa correspondance la montre affligée des insuccès puis des revers de la France, de 1862 à 1877, et toujours pleine de sollicitude pour elle). — A. GAZIER. Napoléon au conseil d'État, d'après les procès-verbaux inédits du baron Locré (ces procès-verbaux nous donnent un Napoléon passablement édulcoré). = 15 mars. Michel BRÉAL. Gaston Paris. = 15 avril. Pierre DE SÉGUR. Un grand homme de salons : le comte de Guibert, 1743-1790 (succès prodigieux de son *Essai de tactique*; l'engouement sans pareil dont il fut l'objet gâta l'auteur; il devint dédaigneux et tranchant; il se crut désormais dispensé d'effort et de labeur. Il tomba dans la littérature; des tragédies médiocres le firent entrer à l'Académie française. C'est la seule victoire remportée par ce théoricien de l'art militaire). — Louis BATIFFOL. Un garde du corps de Louis XIII (Pierre de Bordeaux, sieur de La Sablonnière; d'après ses souvenirs inédits; détails intéressants sur la campagne contre les protestants, en 1622); fin le 1^{er} mai. — P. ARMINJON. La protection religieuse dans l'empire ottoman. = 15 mai. Général Trochu. Notes sur la guerre de Crimée (intéressant; des idées, de la phrase; des remarques à noter sur l'armée anglaise et sur les Russes, sur Saint-Arnaud, Canrobert et Pélissier. De lui-même, Trochu a une fort bonne opinion).

20. — **Revue des Deux-Mondes**. 1901, 1^{er} juill. — Émile OLLIVIER. La loi des coalitions, 1864 (intéressant, surtout par ce fait que cette loi fut

rédigée par Morny et Émile Ollivier; c'est le commencement de l'évolution qui devait rapprocher l'ancien proconsul républicain du gouvernement impérial. Détails sur la rupture d'Ollivier avec Favre et Simon). — Comte d'HAUSSONVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV; suite : le duc de Bourgogne à l'armée; le siège de Turin et les accusations contre la duchesse de Bourgogne (lave complètement la duchesse du soupçon de trahison en faveur de son père le duc de Savoie). = 15 juill. G. BOISSIER. La conception de l'histoire dans Tacite (ce qu'on pensait avant Tacite sur la manière d'écrire l'histoire; Tacite, élève des rhéteurs. Des sources où il a puisé. De la manière d'écrire l'histoire dans l'antiquité et de nos jours). — Émile OLLIVIER. Napoléon III et Bismarck en Pologne (imprudence du gouvernement français dans cette question. Faiblesse de l'empereur, qui laisse le prince Napoléon réclamer tout haut le rétablissement du royaume de Pologne et se contente de le blâmer tout bas et de l'autoriser à voyager. Il ne fallait point parler en faveur de la Pologne du moment où l'on était décidé à ne rien faire pour elle. On ne fit ainsi qu'aggraver ses malheurs). = 1^{er} août. E. FAGUET. Une Histoire de la Révolution française (celle d'Aulard, qui n'est au fond qu'un fragment de l'histoire de l'idée démocratique en France). = 15 août. Arvède BARINE. La Grande Mademoiselle; 5^e art. : la Fronde. — A. FILLON. La caricature en Angleterre : Gillray et Rowlandson. = 1^{er} sept. F. DE NAVENNE. Viterbe. — M. DE VOGUÉ. Une charretée révolutionnaire (à propos des *Lettres d'une mère* publiées par M. de Marolles). = 15 sept. E. DAUDET. La princesse de Liéven (d'après sa correspondance inédite et intime avec Guizot. Quelques anecdotes). — ROUIRE. Les colons de l'Algérie; I : la Phase héroïque de la colonisation (1832-1840); suite le 15 oct. : la colonisation officielle et ses résultats. — Aug. FILLON. La caricature en Angleterre; 2^e art. : la Société sous Georges III; 3^e art. le 14 oct. : Georges III, Fox, Pitt, la Révolution française, Napoléon I^{er}. — T. DE WYZEWA. Le schisme du chanoine Dellinger. = 1^{er} oct. GOYAU. Patriotisme et humanitarisme; suite : l'Évolution républicaine, 1882-1900. — J.-V. DES NOYERS. Le pouvoir exécutif aux États-Unis. Les fonctions présidentielles. = 15 nov. Maxime COLLIGNON. Les fouilles de Priène. — L. PINGAUD. Fouché et Napoléon (d'après Madelin). = 1^{er} déc. G. BOISSIER. Le jugement de Tacite sur les Césars. — Ch. BENOIST. Un général espagnol : don Juan Prim (d'après sa biographie par Léonardon). = 15 déc. Comte d'HAUSSONVILLE. Madame de Maintenon, d'après les souvenirs inédits d'une de ses secrétaires (M^{lle} d'Aumale, fille de Jacques d'Aumale, seigneur de Mareuil; on parle d'ailleurs ici plus encore de M^{lle} d'Aumale que de M^{me} de Maintenon elle-même). = 1902, 1^{er} janv. G. HANOTAUX. La crise européenne de 1621. Le problème protestant en Europe; les affaires de la Valteline; suite le 1^{er} févr. : Luynes et le parti protestant. = 15 janv. Ch. BENOIST. Les deux parlementarismes : la cour suprême des États-Unis. — Pierre DE CALMETTES. Une correspondance inédite de

Choiseul et de Voltaire : 1759-1760. = 1^{er} févr. P. GUIRAUD. L'évolution du travail dans la Grèce ancienne. = 15 févr. G. HANOTAUX. La genèse des idées politiques de Richelieu (elles se formèrent dans la lutte entreprise en dessous contre Luynes, qui s'opposait à sa nomination comme cardinal, dans ses entretiens avec Fancan et le P. Joseph. En 1621, ses idées politiques se résument essentiellement dans la guerre contre l'Espagne); suite le 1^{er} mars : Richelieu, cardinal et premier ministre. = 15 mars. Anatole LEROY-BEAULIEU. L'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine. Nationalités, religions, gouvernement. — G. BOISSIER. Les opinions politiques de Tacite. — Ernest DAUDET. La reine Victoria en France, 1843. — G. SCHLUMBERGER. Le tombeau d'une impératrice byzantine à Valence, en Espagne (il s'agit de Constance, fille naturelle, plus tard légitimée, de l'empereur Frédéric II, sœur par conséquent de Manfred; elle épousa, en 1244, Jean III Dukas Vatatzès; restée veuve sans enfants, elle se retira en Espagne en 1269 et se fit religieuse au couvent de Sainte-Barbe de Valence, où elle mourut en 1313). = 1^{er} avril. Pierre DE SÉGUR. Luxembourg et le prince d'Orange; I : la première lutte (en 1672); 2^e art. le 15 avril : l'expédition de Bodegrave; le séjour à Utrecht; 3^e art. le 1^{er} mai : l'affaire de Naerden, l'évacuation de la Hollande. = 15 mai. Émile OLLIVIER. La mort de Morny et ses suites. — Victor BÉRARD. Les origines de l'Odyssée; 1^{er} art. : Calypso; 2^e art. le 1^{er} juin : Nausicaa. = 1^{er} juin. Émile OLLIVIER. L'entrevue de Biarritz, 1865. — Comte d'HAUSSONVILLE. Le duc de Bourgogne en Flandre; 1^{er} art. : l'entrée en campagne et le partage du commandement avec Vendôme; 2^e art. le 15 juin : la bataille d'Oudenarde; 3^e art. le 1^{er} juill. : la revanche des Libertins. = 15 juin. Émile OLLIVIER. La première candidature Hohenzollern, 1866 (il s'agit de l'élection du prince Charles de Hohenzollern comme prince de Roumanie). = 15 juill. Louis PAUL-DUBOIS. Frédéric le Grand, d'après sa correspondance politique; 1^{er} art. : la politique; 2^e art. le 1^{er} août : l'homme. — C. d'ARJUZON. Un étudiant à Paris au XVIII^e s. (lettres inédites de Jean d'Ibarrat d'Etchegoyen, 1786-1789). = 1^{er} août. Albert SOREL. La paix d'Amiens; 1^{er} art. : comment furent signés les préliminaires de la paix; 2^e art. le 15 août : comment la paix fut signée; 3^e art. le 1^{er} sept. : comment la paix fut appliquée; 4^e art. le 15 sept. : comment la paix fut rompue (au delà des faits particuliers que chacune des deux parties peut invoquer contre l'autre pour se justifier d'avoir voulu rompre, l'auteur montre que la rupture s'explique par les causes les plus lointaines de la rivalité politique et commerciale entre la France et l'Angleterre). = 1^{er} sept. A. BARINE. La Grande Mademoiselle; l'exil, la vie en province, querelles de famille. = 1^{er} oct. G. BOISSIER. Les écoles de déclamation à Rome. — Comte DE DAMAS-D'ANLEZY. L'éducation du duc de Bordeaux. — Auguste MOIREAU. La maîtrise de la mer; les théories du capitaine Mahan. = 15 oct. Gilbert AUGUSTIN-THIERRY. Conspirateurs et gens de police. Le complot des libelles, 1802; suite les 1^{er} et 15 nov., le 1^{er} déc. = 15 nov. Général ZURLINDEN. Sou-

venirs de captivité; novembre et décembre 1870 (c'est plutôt un récit d'évasion; le capitaine Zurlinden, enfermé à Glogau parce qu'il avait refusé de donner sa parole de ne pas chercher à s'échapper, réussit à s'enfuir le 23 déc. et à gagner la Suisse. Il termina la campagne à l'armée de la Loire). = 15 déc. T. DE WYZEWA. L'éducation du roi de Rome (d'après l'ouvrage d'E. Wertheimer). = 1903, 1^{er} janv. H. HOUSAYE. La seconde abdication; I : le Retour de l'empereur à Paris (hésitations de l'empereur, qui revient épuisé et laisse passer le moment de faire un coup d'état; intrigues de Fouché, qui pousse à l'abdication et se sert comme d'un jouet de Regnaud); suite le 15 janv. : le gouvernement provisoire; Napoléon II. Le départ de l'empereur pour la Malmaison. — E. DAUDET. Une vie d'ambassadrice au siècle dernier; I : A la cour de Russie (il s'agit d'une très vieille connaissance : M^{me} de Liéven; l'auteur a utilisé plusieurs centaines de lettres inédites qui lui ont été communiquées par le comte Alexandre Apponyi, petit-neveu de la princesse; elles se rapportent aux années 1802-1838 et commencent au lendemain même du meurtre de Paul I^{er}. Détails anecdotiques sur la cour de Russie pendant les premières années d'Alexandre I^{er}); suite le 1^{er} févr. : à la cour d'Angleterre (où le comte de Liéven fut envoyé comme ambassadeur en 1812; beaucoup de papotages; à noter cependant l'inimitié que la comtesse, maintenant princesse de Liéven, ressentait contre Wellington, à qui elle ne pouvait pardonner d'avoir contrecarré les projets de l'empereur Nicolas dans la question d'Orient); suite le 1^{er} mars : de Londres à Paris (rapports avec Wellington, que M^{me} de Liéven déteste parce qu'il est l'ennemi de « son empereur; » avec le comte Grey, qui devient bientôt un de ses intimes amis; avènement de Guillaume IV. L'ambassadeur de Russie à Londres ayant été rappelé en 1834, M^{me} de Liéven rentre à Pétersbourg, que sa santé l'oblige bientôt à quitter. Rupture avec son mari, sur laquelle l'auteur ne donne pas tous les éclaircissements désirables. M^{me} de Liéven se fixe désormais à Paris). = 15 janv. ÉMILIE CARTIER. Journal d'une femme d'un consul de France (pendant les massacres d'Arménie en 1895. Très émouvant). = 1^{er} févr. A. JEANROY. La poésie provençale au moyen âge; 3^e art. : la Chanson. = 15 févr. Godefroy CAVAGNAC. Les Prussiens en 1813. L'armée de Silésie, Blücher et la Katzbach. — Comte Henry DE CASTRIES. Le Maroc d'autrefois. Les corsaires de Salé (la prospérité de Salé provient en grande partie des Maures expulsés d'Espagne au xvi^e s., mais les corsaires qui s'y établirent se composèrent pour la plupart de renégats. Histoire de leurs courses au xvii^e et au xviii^e s.). — F. BRUNETIÈRE. La religion comme sociologie. — R. DOUMIC. Madame de Staël et Napoléon. = 1^{er} mars. AN. LEROY-BEAULIEU. Les congrégations religieuses. Le protectorat catholique et l'influence française au dehors (« la politique de l'anti-cléricalisme est, pour la France, une politique de suicide national »). — J. LEMOINE et A. LICHTENBERGER. Louise de Kéroualle, duchesse de Portsmouth; I : la Conquête du pouvoir (à l'aide de nombreux documents inédits, les auteurs

ont renouvelé un sujet qu'on aurait pu croire épuisé; à une étude psychologique pénétrante, fondée sur une information plus complète, ils ajoutent d'intéressants tableaux de mœurs sur la cour de Charles II et apportent des éléments nouveaux à un important chapitre de l'histoire diplomatique du règne de Louis XIV; fin le 15 mars : une alliée de Louis XIV (il serait injuste de considérer la duchesse de Portsmouth comme un espion au service du grand roi; en réalité, elle fut son alliée; elle servit les intérêts de la France tout comme ceux du roi d'Angleterre, avec indépendance et non sans habileté. Son rôle politique fut considérable; il disparut à la mort de Charles II, à qui elle survécut près de cinquante années, étant morte en 1734; mais Louis XIV lui conserva toujours son estime). — Émile BERTAUX. La chapelle Sixtine avant Michel Ange. = 15 mars. Comte Charles DE MOUV. Souvenirs d'un diplomate : la délégation des affaires étrangères à Tours et à Bordeaux, 1870-1871 (le point le plus intéressant de cette étude concerne la conférence de Londres relative à la dénonciation par la Russie du traité de 1856 quant à la liberté de la mer Noire, et l'attitude que M. de Chaudordy voulait y faire prendre au représentant de la France). — Georges GOYAU. L'Allemagne en Autriche. Un épisode d'histoire religieuse, 1898-1902 (tentative faite par les catholiques allemands, surtout dans les pays où ils sont voisins des Slaves, pour se séparer de Rome, qui leur paraît sacrifier l'élément allemand à l'élément slave. Agitation à laquelle Georges Schœnerer et Karl Wolf ont attaché leur nom). = 1^{er} avril. Comte d'HAUSSONVILLE. Le duc de Bourgogne en Flandre; I : le Lendemain d'Oudenarde (insuffisance militaire et irrésolutions du duc de Bourgogne, dont toute la volonté consiste à s'en remettre aux mains de Dieu; mésintelligence entre Berwick et Vendôme; blocus de Lille par le prince Eugène. Louis XIV, après avoir donné l'ordre formel d'attaquer l'ennemi pour délivrer la place, finit par se résigner à autoriser les chefs de l'armée à se retirer); suite le 15 avril : la perte de Lille (apathie du duc de Bourgogne, que les secrets encouragements de Fénélon sont impuissants à émouvoir; c'est un prince dévôt, conscient de ses fautes, résigné aux amertumes de la défaite, étourdi comme un écolier en vacances et qui n'avait de goût que pour la vie de cour à Versailles). — Raphaël-Georges LÉVI. La disparition de l'argent comme métal monétaire. Une révolution économique. = 15 avril. Émile OLLIVIER. Un cas de conscience diplomatique en 1866 (après que l'Italie, avec l'aveu de Napoléon III, eut lié partie avec la Prusse contre l'Autriche, celle-ci à un moment se retourna vers l'empereur et lui fit offrir, en retour de la neutralité de l'Italie, et au cas d'une victoire qu'elle remporterait sur la Prusse privée d'alliés, et dont la reprise de la Silésie serait la récompense, de lui abandonner la Vénétie. Cette combinaison eût permis à l'empereur d'arrêter l'Italie et de mettre la Prusse en danger, mais il avait encouragé la Prusse et ne voulut pas paraître ensuite prêt à la desservir). — René DOUMIC. Le romantisme de Tacite. — T. DE WYZEWA. Un mystique

protestant : Jean-Gaspard Lavater. = 1^{er} mai. Émile OLLIVIER. Sadowa. — Paul THUREAU-DANGIN. Une page d'histoire de l'anglicanisme : les débuts du *Broad Church*, 1845-1865. — CALMON-MAISON. Les galions de Vigo, 1752 (récit, d'après les archives de la Marine, de la dernière campagne maritime commandée par Château-Renault. Il est avéré que les trésors qu'on ne put diriger à temps vers l'intérieur furent pillés par l'ennemi; la mer n'en a rien gardé. Quant à Château-Renault, sa responsabilité dans le désastre est nulle : il faut l'attribuer uniquement à la lâcheté des milices espagnoles commandées par le prince de Barbançon). = 15 mai. CUVILLIER-FLEURY. Lettres au duc d'Aumale; 1^{re} partie : 1837-1841. — Émile OLLIVIER. La politique française après Sadowa (l'empereur se réjouit sincèrement de la victoire de la Prusse; mais son gouvernement, voyant dans cette victoire une défaite morale pour la France, l'engagea, malgré lui, dans une politique de compensations qui gâta tout. La demande de compensations convainquit Bismarck que la France n'accepterait jamais sans arrière-pensée l'agrandissement de la Prusse et qu'une guerre avec elle était une inévitable nécessité du développement national allemand). — Pierre DE SÉGUR. Le procès de sorcellerie du maréchal de Luxembourg, 1680; 1^{er} art. : l'arrestation.

21. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1902. Bulletin de nov.-déc. — H. WAL-LON. Notice sur la vie et les travaux de J.-A.-Adolphe Regnier, membre ordinaire de l'Académie. — Jules LAIR. La captivité de Pouqueville en Morée (d'après un ms. inédit du futur académicien, 1798. Intéressant). — Paul VIOLLET. Rapport, fait au nom de la Commission des Antiquités de la France, sur les ouvrages envoyés au concours de l'année 1902. — Noël VALOIS. Notice sur la vie et les travaux de M. Jules Girard (avec une bibliographie de ses œuvres).

22. — Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1903, 4^e livr. — O. GRÉARD. Michelet et l'éducation nationale. — E. LEVASSEUR. Les sources principales de l'histoire des classes ouvrières et de l'industrie; suite : archives et documents manuscrits (énumère les principaux fonds des bibliothèques de Paris, des archives départementales et communales). = 5^e livr. Albert BABAËU. Notice sur la vie et les travaux de M. Perrens. — E. BOUTMY. La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen et M. Jellinek.

23. — Société nationale des Antiquaires de France. 1903. Séance du 8 avril. — M. CHAPOT fait une communication sur une inscription grecque chrétienne provenant de Harbié, l'ancienne Daphné. = Séance du 15 avril. M. MOWAT communique des moulages et des photographies de treize médaillons grecs en or trouvés à Aboukir, et les rapproche de certaines monnaies macédoniennes. — M. DE VILLEFOSSE communique la photographie d'une jambe de bronze de grandes dimensions, chaussée du *calceus senatorius*, qui a été récem-

ment trouvée au Bourguet (Basses-Alpes) par M. l'abbé Sauvert. = Séance du 29 avril. M. DELABORDE attire l'attention de la Société sur une intervention de feuillets qui s'est produite dans le cartulaire de Philippe-Auguste conservé au Vatican. — M. MONCEAUX fait une communication sur des plombs byzantins avec invocation à la Vierge trouvés en Afrique. = Séance du 6 mai. M. MAURICE expose que l'autel représenté sur les monnaies du bas-empire se rencontre toujours sur les pièces frappées dans des villes qui étaient le siège d'une assemblée provinciale. = Séance du 13 mai. M. Henry MARTIN présente un livre d'heures écrit en lettres blanches sur vélin noir, qui semble provenir de Jean, duc de Berry. — M. DE MÉLY parle de reliques de la couronne d'épines qui auraient été conservées en 804 à Aix-la-Chapelle. = Séance du 20 mai. M. DEMAISON écrit au sujet d'une découverte de vaisselle romaine en argent qui a eu lieu à Reims en 1900. — M. HAUVERTE discute la restitution d'une inscription grecque en vers trouvée à Paros.

24. — Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France. Bulletin, 1902, 5^e et 6^e livr. — BARROUX. Les dons et les achats aux archives de la Seine, de 1896 à 1902, état sommaire. = 1903, 1^{re} livr. Lucien LAZARD. Les lettres de ratification hypothécaire; contribution à la topographie historique de Paris et du département de la Seine (d'après les archives anciennes d'un bureau d'hypothèques à Paris qui sont entrées en 1901 aux archives de la Seine. Ce fonds contient plus de 35,000 pièces). — H. OMONT. Charte de Philippe-Auguste confirmant un accord passé entre l'abbé de Prémontré et les bourgeois de Chauny, relatif à la navigation de l'Oise, juin 1216. — CHATEAUBRIAND. Lettre au ministre de la maison du roi relative à l'acquisition de la Vénus de Milo, 24 avril 1823.

25. — Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin. 1903, mars-avril. — BOURRILLY et WEISS. Jean du Bellay, les protestants et la Sorbonne, 1529-1535. Après la mort de Louis de Berquin. — J. ROMAN et N. WEISS. Poursuites en Savoie et en Dauphiné contre Germain Colladon, Michel Protin et le cordelier Marin, d'après une lettre inédite de Michel de l'Hospital, 1551. — J. VIELLES et N. WEISS. La signification de l'avertissement pastoral à Montauban, 7 janv. 1683 (comment les protestants de Montauban reçurent l'avis des « malheurs épouvantables » qui attendaient leur « révolte » et leur « schisme »). — H. DANNREUTHER. La révocation de l'édit de Nantes à Longwy (liste des abjurations imposées aux soldats et officiers protestants qui faisaient partie de la garnison). — H. PATRY. La bataille de Jarnac; la campagne de 1569 et le rôle de Coligny, d'après des travaux récents (avec un croquis du théâtre de la guerre; ce combat ne fut qu'une affaire d'arrière-garde à laquelle la mort du généralissime protestant a valu le nom de bataille).

26. — Annales de l'Est. Avril 1903. — A. DEBIDOUR. Le général

Fabvier, sa vie et ses écrits; suite (fin de l'expédition de Grèce). — E. REYBEL. La question d'Alsace et de Brisach de 1635 à 1639; fin (« si la France acquit l'Alsace en 1639, ce fut grâce à l'habileté politique de Richelieu, qui sut profiter de la détresse des Suédois en 1634, de l'imprévoyance de Bernard de Weimar et de l'avidité de ses colonels »). — E.-P. BEAULIEU. Les faux-sauniers sous Louis XIV (étude composée uniquement d'après des pièces d'archives inédites).

27. — Annales de Bretagne. 1903, avril. — A. LE BRAZ. Un témoignage de Luzel sur la composition du Barzaz-Breiz (Luzel a noté, à la date du 30 octobre 1890, l'aveu recueilli de la bouche même du vicomte de La Villemarqué, que les textes bretons de ce recueil furent établis par l'abbé Henri et l'abbé Guéguen, recteur de Nizon). — LÉON MAÏTRE. Situation de la marine marchande du comté nantais d'après l'enquête de 1664. — A. RÉBILLON. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes; suite : la communauté en jurande.

28. — Annales du Midi. 1903, avril. — A. JEANROY. Un sirventès contre Charles d'Anjou, 1268 (texte et commentaire historique). — A. DE CAZENOVE. Campagnes de Rohan en Languedoc, 1621-1629; fin (avec vingt documents inédits en appendice). — A. THOMAS. A propos des coutumes de Laroquebrou (prouve que la ville de Laroquebrou existait avant l'époque, 1282, où des coutumes lui ont été données). — C. JULLIAN. Questions de topographie et de toponymie méridionales : Monaco (rien n'autorise à donner une origine phénicienne au « Portus Herculis Monaeci »). = Compte-rendu : O. Schultz-Gora. Ein Sirventès von Guilhem Figueira gegen Friedrich II (savant et ingénieux).

29. — Revue de l'Agenais. 1903, janv.-févr. — Ph. LAUZUN. Le moulin de Barbaste. — SAINT-AMANS. Journaux de mes voyages aux Isles-du-Vent et Sous-le-Vent de l'Amérique; fin. — J. MARBOUTIN. Deux insurrections à Laugnac (xviii^e s.). — C. LAMOUROUX. Statistique du département de Lot-et-Garonne pour l'année 1789 et l'an IX; fin en mars-avril. = Mars-avril. Ph. LAUZUN. Bory de Saint-Vincent et sa correspondance (biographie de Bory, qui fit toutes les guerres de l'empire et ne entra dans la vie privée qu'après la seconde abdication). — J. BRISSAUD. Un procès de sorcellerie à Agen au xiv^e s. — J. MARBOUTIN. Les Mémoires d'Antoine de Buard (Buard vint s'établir à Agen en 1593; il y fut marchand et s'y maria; il y mourut en 1650 à quatre-vingt-cinq ans. Fragments de ses Mémoires, commençant en 1621; ils ont un intérêt surtout local). = Bibliographie : J. Gardère. Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville (bon).

30. — Revue de Saintonge et d'Aunis. Tome XXIII, 1903, 1^{er} avril. Livraison consacrée presque tout entière à Louis Audiat, décédé le 5 janvier 1903. = 1^{er} mai. CALLANDREAU. Le Masque de fer (ne peut être le comte Mattioli; réponse aux objections de Funck-Bren-

tano dans la *Revue bleue*, 18 et 25 oct. 1902). — J. PELLISSON. L'Almanach des députés à l'Assemblée nationale (quelques notes biographiques ou humoristiques sur certains députés saintongeais, d'après un Almanach de 1790). — Paul d'ESTRÉE. La fin d'un fermier général (il s'agit de Pelletier de Montendre, fermier général, de 1759 à 1766; marié en secondes noces à une aventurière, appelée Marie ou Manon Girou, qui avait réussi à lui faire croire qu'elle était fille de Louis XV, il fit, au profit de cette dernière, une donation entre vifs de tous ses biens, ce qui lui valut d'être enfermé pendant quelque temps à la Bastille, 1770. Sénac de Meilhan, intendant de Saintonge, se trouva mêlé à cette aventure).

31. — *Revue historique et archéologique du Maine*. 1903, 1^{er} trimestre, tome LIII, 2^e livr. — Abbé UZUREAU. La sénéchaussée de la Flèche et les élections du Tiers, 1789 (publie le cahier des communes de la sénéchaussée). — Édouard DE LORIERE. Un rôle de la garnison anglaise de Fresnay-le-Vicomte, du 29 décembre 1433 au 29 mars 1434. — Abbé Louis FROGER. La paroisse de Bouloire. — La bataille du Mans en 1793; extrait des notes de Joseph-Gabriel DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (4 pages). — Dom B. HEURTEBIZE. Les avocats au présidial de Château-Gontier aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e s., d'après des documents inédits (d'après un registre où étaient consignés les « résultats » des assemblées de la compagnie des avocats, de 1680 à 1754).

32. — *Jahrbuch des k. d. archæologischen Instituts*. Bd. XVII, Heft 3. — B. GRÆF. Antiochus Soter (s'appuyant sur le témoignage des monnaies, l'auteur reconnaît Antiochus dans la belle tête de la collection du Vatican, Arndt-Bruckmann, 105, 106; Helbig, *Führer*, 219). — W. DÖRPFELD. L'Ithaque d'Homère (la Leukas de nos jours est l'Ithaque d'Homère; Céphallénie est Dulichion; l'Ithaque actuelle est l'île homérique de Same). — Heft 4. O. PUCHSTEIN, D. KRENCKER, B. SCHULZ, H. KOHL. Les fouilles de Baalbeck, 2^e rapport annuel. — Th. WIEGAND. Deuxième rapport préparatoire sur les fouilles faites à Milet au nom des musées royaux.

33. — *Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Geschichte und deutsche Literatur und Pädagogik*. Jahrg. V, Heft 5. — A. BAUER. Livres nouveaux sur l'histoire grecque (ceux de Pöhlmann, P. Guiraud, Francotte, H. Delbrück). — L. DEUBNER. Juturna et les fouilles au forum romain (Juturna était une vieille divinité romaine de la santé qui fut associée au culte des Dioscures, les *σωτήρες*, culte venu à Rome par l'Italie inférieure. Dans son temple découvert au forum, on guérissait les malades par voie d'incubation). — Gust. ROLOFF. La transformation de l'armée franque, de Clovis à Charlemagne (ce n'est pas seulement à partir de la bataille de Poitiers, en 732, mais déjà au ^{vi}^e s., que la cavalerie augmenta dans l'armée franque).

A mesure que la domination franque s'étendit sur le sol romain, le système militaire des Germains perdit de sa valeur. Dans les temps troubles qui suivirent la mort de Clovis, les grands propriétaires fonciers, pour défendre leurs biens, équipèrent une partie de leurs gens; ils les employèrent non seulement dans leurs querelles privées, mais encore pour le service royal. Ainsi, l'armée de Charles-Martel ne consistait pas, comme l'a cru Brunner, en une masse d'infanterie, avec seulement quelques cavaliers; elle comprenait des contingents très réduits d'hommes libres de la levée, combattant à pied, et des troupes amenées par les grands et combattant surtout à cheval; ces serviteurs bien armés l'emportèrent naturellement sur les gens de la levée, mal armés et mécontents de servir. Charles-Martel avait donc intérêt à favoriser cette tendance à augmenter la cavalerie; il distribua à ses fidèles les biens de l'Église afin d'augmenter le nombre des cavaliers relevant de lui; d'où la diminution des simples hommes libres et des fantassins. Ces derniers avaient pas encore complètement disparu de l'armée sous Charlemagne; l'évolution ne fut accomplie qu'au ix^e s.). = Heft 6-7. Karl LAMPRECHT. Grandeur et décadence de la Hollande (rapide essor politique et économique du pays sous les princes d'Orange; un des principaux facteurs est l'émigration des marchands fuyant les provinces du Sud asservies par l'Espagne; c'étaient des gens entrepreneurs et de gros capitalistes; bientôt se formèrent de grandes compagnies de commerce, qui acquirent rapidement une grande situation maritime et coloniale. C'est vers 1648 que cette organisation atteignit à son apogée. La province de Hollande prit la plus grande part à ce développement: en 1622, le chiffre de ses habitants était le tiers de la population totale et le chiffre du contingent matriculaire de 58 1/2 pour cent. Ajoutez l'opposition politique et sociale entre les « Vroedschappen, » ou familles patriciennes des villes, surtout en Hollande, et la masse du peuple; en outre, les « Vroedschappen » étaient armées, tandis que les classes inférieures et la majorité des autres provinces restaient fortement attachées au calvinisme; les vieux calvinistes finirent par l'emporter. Ces divisions politiques et sociales et avant tout les guerres avec l'Angleterre (contre l'Acte de navigation) et avec la France (contre la politique économique de Colbert) amenèrent la décadence. L'émigration des huguenots, en 1685, ranima pendant un temps le pays en donnant un nouvel élan à l'industrie; mais, depuis environ 1730, la Hollande n'est plus qu'une puissance maritime de second rang et cède la place à l'Angleterre). = Heft 8. F. RACHFAHL. Une nouvelle conception de l'histoire, du xvi^e au xviii^e s. (réfutation du livre de Spahn: *Die Wiedergeburt Deutschlands im XVII Jahr. der Grosse Kurfürst*, 1902). = Heft 9. KÖEPP. Harmodius et Aristogiton (dans la poésie, l'art et l'histoire). — Joh. MUELLER. Les impôts et les finances du saint Empire romain au xvi^e s. (1^o défauts du système d'impôts, qui ne reposait alors que sur les contributions directes;

2^e difficultés de l'administration financière, d'après les papiers de Geizkofler, receveur des finances de l'empereur Rodolphe II). = Heft 10. E. GERLAND. La Crète (revue rapide des publications récentes sur l'île).

34. — Zeitschrift für ägyptische Sprache und Alterthumskunde. Bd. XL, Heft 1. — Heinrich SCHAEFER. Un Phénicien sur un tombeau égyptien de l'époque ptolémaïque (musée de Berlin, n° 2118. Ce Phénicien appartenait à la colonie phénicienne de Memphis dont parle Hérodote, II, 112). — Édouard NAVILLE. La stèle de Pithom (texte hiéroglyphique et traduction française de ce document important pour l'histoire de Ptolémée II Philadelphe). — Heinrich SCHAEFER. L'architecte de la pyramide du roi Phioips I^{er} et l'expédition du Hammamât (cette expédition eut pour but de tirer des carrières de Wadi Hammamât les matériaux nécessaires pour la pyramide et le temple mortuaire du roi). — Eduard MAHLER. Le moyen empire de l'histoire d'Égypte (établit les années de règne des rois de la douzième dynastie à l'aide de papyrus trouvés à Kahun. Montre que, dans les dates égyptiennes d'après la nouvelle lune, il s'agit de la nouvelle lune vraie et non de la nouvelle lumière. Tables de concordance entre le calendrier mobile des Égyptiens et le calendrier Julien des années 2000-1807 av. J.-C.; cette table donne pour chaque premier jour des mois égyptiens la date correspondante du calendrier Julien). — Ludwig BORCHARDT. Le roi Hyen (un couvercle d'albâtre avec le nom de ce roi a été trouvé en Crète; il doit avoir régné après la douzième dynastie, parce qu'il a usurpé une statue de cette époque. Musée du Caire, Invent., n° 389. Ce fait est important, car il peut servir à dater les fouilles faites en Crète).

35. — Archiv für katholisches Kirchenrecht. Bd. LXXXII, 1902, Heft 1. — Steph. ZORELL. L'institution des paroisses et son développement jusqu'à la fin de la période carolingienne (dans les premiers siècles du christianisme, la paroisse, au sens moderne du mot, n'existait pas; les diocèses, appelés *parochiae*, étaient directement soumis à l'évêque. Avec l'expansion du christianisme, il fallut créer de nouvelles églises dans les villes et à la campagne; on y établit des prêtres et diacres venus de la cathédrale. Au III^e et au IV^e s. s'organisa en Orient l'institution des chorévêques qui exerçaient les fonctions épiscopales dans les campagnes des diocèses étendus et surveillaient à la fois le clergé et le culte; elle disparut peu à peu à partir du IV^e s. Ils cédèrent la place au système paroissial dont on voit le germe dès le III^e s.; au IV^e et au V^e s., les prêtres de campagne reçurent la charge, jusqu'alors réservée aux évêques, d'administrer le baptême, d'entendre les confessions et d'entreprendre certaines bénédictions. Le concile de Vaison, en 527, chargea expressément les prêtres de prêcher la parole de Dieu. A partir du VI^e siècle apparaissent les oratoires privés et les basiliques, appelés au VIII^e et IX^e s. des « capellae, » par opposition avec les églises paroissiales, auxquelles était réservé le droit de baptiser : « Ecclesiae baptis-

males, » appelées aussi « plebes » depuis le ix^e s. Des décisions strictes furent prises en faveur des paroisses; on leur réserva le culte divin régulier, avec la messe, la prédication et la lecture des Écritures, l'administration des sacrements. Le prêtre chargé des soins de la paroisse reçut, vers le milieu du vi^e s., le nom d'« archipresbyter. » La division des diocèses en petites circonscriptions pour le soin des âmes ne cessa de s'accroître, si bien qu'au commencement du x^e s. le système paroissial était général; fin dans Heft 3. = Heft 3. Steph. SCHWIEZ. Histoire et organisation des monastères pacômiens au iv^e s.; suite (remarques sur la règle pacômienne); suite dans les livraisons suivantes.

36. — Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete. Bd. II, Heft 2-3, 1903. — Jul. BELOCH. Les possessions étrangères des Ptolémées (importante contribution à l'histoire des Ptolémées. Suit dans chacune de ses phases l'extension de leur empire en Cyrénaïque, Syrie, Cypre, Cilicie, Pamphylie, Lycie, Carie, Ionie, Thrace, dans les Cyclades, en Crète, en Éthiopie; elle atteint son point culminant sous Évergète I^{er}; la décadence commença aussitôt après la mort de Philopator; la Coelé-Syrie et la plupart des possessions en Asie Mineure furent prises par Antiochus; la Thrace, la plupart des possessions dans les îles de la mer Égée et plusieurs villes de l'Asie Mineure, par Philippe; Rhodes acquit Kannos; d'autres localités se rendirent indépendantes; Cyrène s'affranchit, en 116, sous Ptolémée Apion, pour tomber, après sa mort, aux mains des Romains. La vallée du Nil au sud de Syène fut aussi perdue. L'empire des Ptolémées se trouva donc réduit à l'Égypte propre, jusqu'à la conquête romaine, en 30 av. J.-C.; sous Philopator, la superficie de l'empire était d'environ 125,000 kil. carrés, inférieure en ce point seulement au royaume des Séleucides; mais il comprenait les pays où la densité de la population était alors la plus forte du monde, le nombre des habitants étant de 9 à 11 millions). — L. MITTELS. Papyrus grecs de Leipzig (documents du iv^e s. apr. J.-C. environ; ils contiennent de nombreux renseignements sur l'administration de l'Égypte et sur la prosopographie). — Fr. HULTSCH. Contributions à la métrologie égyptienne. — U. WILCKEN. Les papyrus de Berlin trouvés à Herakleopolis Magna (rapport sur l'expédition de Wilcken et de H. Schäfer en 1898-1899; les papyrus ont été détruits par un incendie dans le port de Hambourg). — Rapports de CROENERT, C. SCHMIDT, U. WILCKEN sur les publications récentes de papyrus.

37. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Klasse. 1903, Heft 1. — A. SPENGEL. Pour servir à l'histoire de l'empereur Tibère (étude critique sur certains événements de ce règne; veut prouver : 1^o que l'ordre de mettre à mort Agrippa Postumus n'est pas venu de Tibère; 2^o que les légions du Rhin n'ont pas proclamé Germanicus empereur; 3^o que, dans le récit de Tacite sur les campagnes de Ger-

manicus, plusieurs traits n'ont pas de réalité historique; 4° que Germanicus mourut de mort naturelle; 5° de même aussi Drusus, le fils de Tibère; 6° que Séjan n'ourdit aucune conspiration; Tibère le fit arrêter et mettre à mort, comme il le dit lui-même, « quod comperisset furere adversus liberos Germanici, filii sui. » Il ne voulait pas perdre encore son dernier petit-fils, Gaius. C'est seulement plus tard que l'affaire fut officiellement qualifiée de « seditio Sejani »).

38. — K. Akademie der Wissenschaften zu Berlin. Abhandlungen. 1902, Anhang, ou Mémoires présentés par des savants étrangers à l'Académie. — H. SCHÉFER. Un fragment d'annales de l'ancienne Égypte, avec des contributions par L. BORCHARDT et K. SETHE (l'inscr. égyptienne du musée de Palerme qui a été publiée pour la première fois par A. Pellegrini dans l'*Arch. stor. sicil.*, 1896, est un fragment d'annales officielles des plus anciens temps, jusqu'à la 5^e dynastie. Pour chaque règne, les années sont marquées non par des nombres, mais par des événements importants et significatifs. Elles deviennent de plus en plus détaillées à mesure qu'on se rapproche de l'époque où elles ont été écrites. Nouvelle édition du texte, avec une traduction. 41 pages et 2 photogravures). — W. STIEDA. Les sources de la statistique commerciale au moyen âge (1^o notes de douane; on en a, par exemple, en Angleterre, qui remontent au temps d'Édouard I^{er}; 2^o registres de navigation tenus par chaque place afin de lever l'impôt sur chaque navire entrant et sortant; on en a pour Lubeck, Danzig et Reval; ceux de Lubeck commencent en 1388 et vont jusque dans la première moitié du xvi^e s.; 3^o listes de pertes subies par des marchands ou des groupes de marchands, dont les navires avaient fait naufrage ou avaient été enlevés par des pirates, à l'effet de faire valoir leurs droits en cas de sauvetage ou d'appuyer des réclamations auprès d'une puissance étrangère; ces listes font bien connaître la nature et les quantités de marchandises transportées. On trouve des listes semblables dans un grand nombre de registres des villes de la mer du Nord et de la Baltique; 4^o livres de commerce; tenus d'abord par des prêteurs qui y consignaient leurs créances, ils prirent bientôt une importance toujours plus grande et furent mis en pratique par d'autres personnes encore. En Italie, les livres de commerce étaient généralement employés au xiv^e s.; le plus ancien est un fragment de livre de commerce florentin de 1211. Ces documents, dont il nous reste malheureusement fort peu pour le moyen âge, sont une source importante pour la statistique commerciale et qui n'a presque jamais été utilisée. En appendice, publie plusieurs listes de pertes).

39. — Archiv des historischen Vereins von Unterfranken und Aschaffenburg. Bd. XLIV. — L. BOEHM et K. RUETZEL. Histoire d'Aschach en Basse-Franconie (depuis sa première mention au xii^e s.). — Dom. DUYNSTEE. Le moine augustin Onufrius Schambach, 1645-1725 (biographie et tableau de l'activité des Augustins dans la seconde période de prospérité de l'Ordre).

40. — Archiv für Hessische Geschichte und Alterthumskunde. N. F., Bd. III, Heft 2. — W. FABRICIUS. Les anciennes unions pour la paix des comtes de Vettéravie (publie les plus anciennes chartes d'union de 1422, 1428 et 1437; ces unions avaient pour but de faire régner la paix, de régler à l'amiable les différends survenus entre leurs membres; unions défensives et créées pour un temps limité, elles pouvaient être renouvelées en cas de besoin. De ces associations de comtes naquit, peu à peu, une union de la haute noblesse du pays rhénan qui tenait des assemblées annuelles ou « Grafentage, » avait un président et prenait aussi en main, dans les diètes, les intérêts des comtes; elles finirent par former dans la diète des derniers temps du saint Empire romain la curie des comtes de Vettéravie). — Fr. KOFLER. Forteresses de l'époque de Hallstatt à Koberstadt (près de Darmstadt; elles se composaient d'un système combiné de palissades, de fossés et de murs. Comme elles restèrent pendant peu de temps dans un état capable de servir de défense, ainsi que les fouilles l'ont démontré, et qu'elles n'ont point leur pareil dans le sud et le centre de l'Allemagne, il est probable qu'elles ont été établies, entre 1000 et 800 av. J.-C., par une population étrangère, puis qu'elles furent abandonnées après l'expulsion des habitants primitifs ou après une fusion avec elle). — Éd. ANTHER. Contributions à l'histoire de la colonisation entre Rhin, Mein et Neckar (1^o objet de l'âge de pierre; 2^o anciens établissements de défense et centres habités dans cette région).

41. — Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln. Heft 31. — Liste des plans et des vues pour servir à l'histoire de Cologne et de ses environs qui se trouvent aux Archives historiques et au Musée historique (1,975 numéros, avec deux index, 335 pages).

42. — Neue Heidelberger Jahrbücher. Jahrg. XI, Heft 2. — Alex. CARTELLIERI. Contributions à l'histoire d'Albert de Hohenberg, d'après les archives du Vatican (il fut chancelier de Louis de Bavière, qui l'envoya en ambassade à Avignon en 1341; il se laissa corrompre par le pape Clément VI, trahit la cause de l'empereur et passa au service du pape. Les documents montrent que, dans les années suivantes, il résida, non dans Avignon, mais en Allemagne, avec une mission du pape; à Fribourg, à Vienne, à Constance).

43. — Preussische Jahrbücher. Bd. CX, Heft 1. — K. TROST. Luther, d'après les historiens catholiques (c'est parce qu'ils voulurent montrer que leur science valait bien celle des protestants que les historiens catholiques récents ont adouci les expressions haineuses à l'égard du réformateur et ont rendu quelque justice à son œuvre. On saisit déjà la trace de cet effort chez Döllinger, et, plus récemment, chez Ehrhard, auteur du livre *Der Katholicismus und das XX Jahrhundert*). — Arnold DIEZMANN. Les Universités russes dans leurs rapports avec la politique russe (à la constante alternative entre la politique réactionnaire et libérale en Russie correspondent les phases du développement de

ces Universités; sous l'influence de Chouvalov, Élisabeth fonde, en 1755, l'Université de Moscou. Dans la première partie de son règne, Catherine II favorise de toute manière l'instruction, mais la réaction reprit le dessus avec la Révolution française. Les années les plus fécondes pour le haut enseignement furent ensuite les années 1801-1815; Alexandre I^{er} promulgue, en 1803, un statut libéral pour les Universités; il fonde les Universités de Pétersbourg, Kasan, Kharkov; ses successeurs fondèrent les écoles supérieures, prévues par lui, de Kiev, Tomsk, Odessa. A partir de 1816, réaction et libéralisme alternent rapidement. Une nouvelle vie recommence avec les tendances réformatrices d'Alexandre II; mais Alexandre III, en luttant avec une main de fer contre la révolution menaçante, tua aussi toute vie intellectuelle). = Heft 2. Félix RACHFAHL. Le roi Frédéric-Guillaume IV et la Révolution de mars à Berlin, d'après des documents nouveaux (ces documents nouveaux sont tirés des papiers de Nobiling, conseiller municipal de Berlin; ils sont beaucoup plus importants qu'on ne pourrait le supposer d'après l'usage superficiel qu'en a fait Sybel. Ils comprennent : 1^o le Journal de Nobiling, conseiller municipal et major de la landwehr, sur les événements de 1848; 2^o des extraits pris par Nobiling, des mémoires aujourd'hui perdus du général de Prittwitz, avec des notes ajoutées par lui-même. Ces documents nous donnent une image, riche de faits et de vie, des événements; ils permettent de suivre la conduite du roi presque heure par heure. Ce n'est pas par pusillanimité qu'il craignit d'engager la lutte contre sa capitale rebelle; sa conduite personnelle lui était dictée par l'idée qu'il se faisait de la politique allemande. L'auteur avait déjà exposé ce point de vue dans un livre paru en 1904); fin dans Heft 3. = Heft 3. Paul WITTICHEN. Frédéric de Gentz et la politique anglaise en 1800-1814 (Gentz avait reconnu la nécessité de rapprocher les puissances continentales de l'Angleterre pour affranchir l'Europe. Il représenta ce point de vue en 1799 et en 1800 dans un journal soutenu par le gouvernement prussien. Quand la politique prussienne eut incliné vers la neutralité, il s'offrit pour continuer cette politique en faveur de l'Angleterre et avec son appui. Cette offre fut acceptée et, dans une entente constante avec les ministres anglais, il continua la lutte à sa manière, sans être lié par aucune instruction. Il ne fut jamais un défenseur aveugle de la politique anglaise, car il protesta vivement contre la paix d'Amiens, la troisième coalition, les négociations de Fox en 1806, et l'attitude de l'Angleterre dans les pourparlers pour la paix).

44. — *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*. Jahrg. XXI, Heft 4. — Hans LEHNER. Félix Hettner (notice nécrologique sur cet ancien directeur du musée provincial de Trèves, fondateur et directeur de la *Westdeutsche Zeitschrift* et président de la Commission du « Limes imperii »). — Forst. Supplément au Mémoire sur le développement territorial de la principauté de Prüm (paru au t. XX, p. 284, de la *Westd. Zeitschr.* Le décret du pape Nicolas II concernant les immunités des monastères de la Franconie occidentale,

en 863, est un faux, composé sans doute en faveur de l'abbé de Prüm Richarius sous Charles le Simple, 911-925). — H. LEHNER. *Muséographie de l'année 1901.*

45. — Zeitschrift des deutschen Palästina-Vereins. Bd. XXV, Heft 3-4. — G. SCHUMACHER. Dscherasch (c'est l'ancienne Gerasa, dans le pays à l'est du Jourdain. 1° Sa situation et ses habitants; ces derniers sont des tcherkesses qui, en 1860, abandonnèrent la Russie méridionale pour des motifs de religion et furent établis là par le sultan en 1878; 2° son histoire à l'époque hellénique et à celle des Macchabées; son temps de splendeur est au II^e s. apr. J.-C.; sa décadence commence depuis le VII^e; elle fut détruite dans la guerre de Baudouin II contre le roi de Damas; 3° constructions et monuments de l'époque romaine et chrétienne, avec beaucoup de dessins et 4 planches). — G. GATT. Pour servir à la topographie de Jérusalem (sur Josèphe, *Bell. Jud.*, V, 4, 1). — IMM. BENZINGER. Les ruines d'Amwās (d'après P. Barnabé, *Deux questions d'archéol. palestin.* Jérusalem, 1902).

46. — Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte und Altertumskunde. Nouv. série, Bd. XIII, 1903, Heft 1. — FR. PERTHES. Tableaux de la vie ecclésiastique et sociale dans le territoire du duché actuel de Gotha, au temps qui précéda immédiatement la Réforme (intéressant travail de 104 p.). — G. EINICKE. A quoi ont été employés les biens des couvents dans le pays de Schwarzbourg à l'époque de la Réforme? (le comte Gunther XL introduisit dans ses domaines la Réforme et, en même temps, supprima les fondations ecclésiastiques; une petite partie seulement de leurs revenus fut appliquée « ad pias causas, » la plus grande fut employée pour le commun profit du pays et pour l'entretien de la cour); fin dans Heft 2. — HEFT 2. L. ARMBRUST. La famille noble de Balenhausen (elle avait son siège héréditaire à Ballhausen dans l'Altgau de Thuringe. Les premiers documents qui la concernent sont de l'an 1110. Son représentant le plus important fut Conrad de Balenhausen, le conseiller de Frédéric Barberousse, qui le nomma, en 1162, podestà de Ferrare. Suite de l'histoire de cette famille jusqu'à son extinction en 1420; 108 pages). — GEORG BERBIG. Inventaire des biens meubles au monastère de Mönchroden, près de Cobourg (rédigé en 1531 à la demande des séquestres de l'électorat de Saxe. Publie le texte de ce document, intéressant pour l'histoire des mœurs à cause de l'énumération détaillée de tous les trésors du monastère, des pièces sur parchemin et autres, ainsi que de tous les ustensiles domestiques). — O. DOBENECKER. Le chapitre et la commanderie de Porstendorf sur la Saale (l'évêque Bruno II, de Misnie, fonda en cet endroit, au plus tôt en 1209, un chapitre de chanoines augustins; tout près se trouve, depuis 1221, une commanderie de l'Ordre teutonique. A cette dernière fut rattaché le chapitre, en vertu d'un traité passé avec l'archevêque de Mayence Sigfrid II. En 1226, l'Ordre teutonique vendit au monastère de Pforte

les biens qu'il possédait à Porstendorf). — St. SROY. Le duc de Gotha, Ernest le Pieux (1602-1676. Récit détaillé de ses efforts religieux).

47. — Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen. Bd. XVII, Heft 1. — Fr. NESEMANN. La confrérie des drapiers de Lissa (elle se sépara en 1714 de la compagnie de Posen, en s'appuyant sur un privilège d'Auguste le Fort. Son histoire et son organisation); fin dans Heft 2. = Heft 2. Th. WOTSCHKE. André Samuel et Jean Seklucyan, les deux premiers prédicateurs de l'Évangile à Posen (André Samuel prêchait à la cathédrale de Posen déjà en 1520; depuis 1522, il ne cessa de répandre intrépidement, par la parole et par l'écriture, la doctrine luthérienne. En 1535, il fut obligé de quitter la ville; il alla poursuivre son enseignement théologique dans différentes Universités et entra ensuite au service d'Albert de Prusse; il mourut en 1549 à Marienwerder. Jean Seklucyan, né en 1498, fit ses études à Leipzig, puis prêcha à l'église allemande de Marie-Madeleine à Posen; il fut conquis à l'Évangile par les sermons et par les livres de Samuel. A Königsberg, il prêcha, il traduit, pour la première fois, le Nouveau Testament en polonais, 1551, et crée une grosse littérature d'édification évangélico-polonaise. Les mélodies de l'église polonaise reposent tout entières sur son livre de chants sacrés de 1559; il mourut en 1578). — G. BRANDT. La peste des années 1707-1713 dans la province actuelle de Posen.

48. — Archiv des Vereines für Siebenbürgische Landeskunde. N. F. XXX, Heft 3. — Joh. HOECHSMANN. Le différend au sujet de la combourgeoisie (au xviii^e s. Il s'agit de la lutte engagée par les Saxons de Transylvanie pour le maintien de leurs privilèges, qui interdisaient de conférer à d'autres races les droits de combourgeoisie, ainsi que d'acheter des terres et des maisons sur le domaine royal. La lutte se termina d'une façon malheureuse pour les Saxons, par les lettres patentes de combourgeoisie données par l'empereur Joseph II le 4 juillet 1781). — Rud. THEIL. Contributions à l'histoire agraire en Saxe au xvii^e s. (publie deux documents, de 1630 et de 1659, relatifs à la culture et à la division de la terre). — R. THEIL. Les comtes héréditaires de Hetzeldorf (histoire de cette famille jusqu'à son extinction en 1528. Documents publiés en appendice).

49. — Wiener Studien. Zeitschrift für klassische Philologie. Jahrg. XXIV, 1902, Heft 2. — Jos. MESK. La guerre de Chypre (lutte du prince Evagoras, insurgé contre les Perses, 390-380 av. J.-C.). — Jul. JUNG. Hannibal chez les Ligures. Notes historiques et topographiques pour servir à l'histoire de la seconde guerre punique; suite (3^e le pays du Pô en 218; 4^e les commencements de Saena; conclusion: après sa marche à travers les marais, de ce côté de l'Arno, Hannibal a dû se diriger vers Arezzo par le pays de Fæsulæ). — G. SCHOEN. De la part prise par Domitius Calvinus à la Regia et aux fastes capitols

(lorsqu'Auguste décréta le triomphe sur l'Espagne en l'honneur de son subordonné Domitius, en 36, il décida que les sommes tirées des villes espagnoles seraient employées pour reconstruire la Regia, qui avait été incendiée. Elle fut élevée, en effet, cette même année, conformément aux instructions d'Auguste. Si la part de Domitius à la reconstruction de la Regia est ainsi bien déterminée, il n'en est pas de même pour l'établissement des fastes capitolins; ici, Auguste seul est le promoteur de l'entreprise; il fit dresser les tables d'après le « Liber annalis » d'Atticus). — Nic. VULIC. L'emplacement des Triballes à l'époque romaine (du ^v^e s. av. J.-C. jusqu'à l'époque romaine, ils occupèrent le même emplacement en Mésie; ils atteignirent à l'ouest jusqu'au Margus ou Morawa et à l'est jusqu'à l'Œscus). — Arthur STEIN. L'usurpateur Domitien (prétendant gaulois à l'empire contre Aurélien). — Ad. BAUER. La liste des « Praefecti Augustales » (ce titre remplaça en 367 ap. J.-C. le titre ancien de « praefectus » ou « dux Aegypti »). La liste des « Praefecti Augustales » est complétée pour les années 383-392 au moyen d'un papyrus). — DOMASZEWSKI. Le tribunal des « signa » (explication de l'inscr. *C. I. L.* VI, 3559). — E. RITTERLING. Explication d'Arrien, *ἑταῖς καὶ Ἀλκων* (d'après cet ouvrage, l'armée de Cappadoce comprit, à partir d'Hadrien, deux légions, quatre « alae » et au moins douze cohortes). — A. von PREMERSTEIN. Soldats romains considérés comme fermiers (le système consistant à fixer au sol les soldats en leur donnant à ferme des fonds de terre a été favorisé surtout par les Sévères; mais il vient d'Égypte, où, déjà du temps d'Auguste, on assurait aux troupes une sorte de vie de famille, en rapport avec les institutions des Ptolémées. Les réformes de Sévère sont le premier pas dans cette voie, qui fit des troupes romaines établies sur le Limes une milice territoriale, fixée au sol héréditaire, celle des « limitanei » ou « riparienses »). — C. CICHORIUS. L'œuvre historique de Sempronius Tuditanus (consul en 129 av. J.-C., Sempronius n'a pas composé d'œuvre historique; on ne peut lui attribuer qu'un ouvrage sur les institutions et le droit politique, intitulé « Magistratum libri ». Les fragments qui nous en sont parvenus cadrent tous avec cette œuvre). — Outre les mémoires qui viennent d'être mentionnés, la présente livraison contient de nombreux articles sur l'administration, la prosopographie, les inscriptions romaines, réunis pour fêter le 60^e anniversaire de la naissance d'Eugène Bormann.

50. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Gracovie. 1903, nos 1-2. — Czermak. L'égalité devant la loi des orthodoxes et des catholiques en Lithuanie (on dit que cette égalité a été consentie par un privilège de Ladislas Jagellon, donné à Grodno, le 15 octobre 1432; mais il est certain que ce privilège ne reçut jamais la sanction du souverain. Il a été accordé deux ans plus tard par Sigismond, grand-duc de Lithuanie, à Troki, en 1434). — Kutrzeba. Les origines et la juridiction des fonctionnaires royaux, dits « starostes », en Pologne jusqu'à la fin du ^{xiv}^e s.). — N^o 3. Ad. Ketrzynski.

L'introduction en Pologne de l'Ordre teutonique par Conrad, duc de Mazovie (étude critique sur les documents vrais et faux relatifs à cet événement, 1216-1230).

51. — **Századok** (les Siècles), décembre. — A. BALLAGI. Éloge de François Salomon, 1825-1892 (éminent comme critique littéraire et comme historien. Ses œuvres principales sont : la Hongrie sous la domination turque ; les premiers Zrinyi ; la Pragmatique Sanction ; la guerre chez les anciens Magyars ; Histoire de Budapest. On lui a élevé un monument à Budapest). — G. FRANKÓ. Le roi Jean et le Saint-Siège ; fin (la mission diplomatique d'Antoine Verancsics auprès du pape Clément VII ; les négociations de Jean Zapolyai avec le Saint-Siège, entre 1532 et 1534. On voit que le pape penchait d'abord du côté du compétiteur de Ferdinand I^{er}). — E. RICHTER. Deux épisodes de la vie de Valentin Balassa (les querelles de Balassa avec la ville de Selmecz et une lettre inédite de Balassa du 28 janvier 1578). — J. KARÁCSON. Le passage de l'armée turque à travers la Transylvanie en 1661 (d'après l'ouvrage, récemment découvert, de l'historien turc du xviii^e s. Evlia Cselebi. Cet ouvrage, très important pour la géographie et l'histoire des guerres turques en Hongrie, est édité actuellement, avec le concours de l'Académie hongroise, par Ahmed Dsevdet). — Comptes-rendus : R. BÉKEŦ. Histoire de l'abbaye de Pásztó, 1702-1814 ; documents sur l'abbaye de Pásztó, 1342-1812 (forment les t. IV et V de l'Histoire des abbayes cisterciennes de la Hongrie ; important. Les documents sont au nombre de 190, la plupart du xviii^e s.). — O. OLCHEVÁRY. La guerre d'indépendance de 1848-1849 dans le sud de la Hongrie (étude stratégique). — F. KOVÁTS. Le commerce extérieur dans l'ouest de la Hongrie au xv^e s. (important ; a utilisé les registres des douanes de Pozsony de 1457 à 1458 et ceux de la comptabilité de la ville). — G. BIGONI. Note ungariche ; I : Il perchê d'una croce obliqua et di certi versi danteschi (intéressant). — F. SCHULTER. Schriftsteller-Lexicon der Siebenbürger Deutschen ; t. IV (supplément au Schriftsteller-Lexicon de Trausch, qui a paru, de 1868 à 1871, en trois volumes). — B. PETTKÓ. Les chartes du comitat de Szabolcs d'avant 1526 (la plus ancienne charte date de 1335). — 1903, janvier. P. TÓTH-SZABÓ. La Hongrie à la fin du xv^e s. d'après les « supplications » adressées aux papes ; suite en février, mars, avril (l'auteur a compulsé les supplications que les Magyars, depuis le roi jusqu'au plus pauvre moine, adressèrent, entre 1490 et 1500, au pape Alexandre VI, et nous décrit, à l'aide de ces demandes, la situation religieuse, sociale, morale et intellectuelle de la Hongrie à cette époque). — L. OVÁRY. La campagne de 1866 et l'émigration hongroise (fait connaître les chapitres relatifs à la Hongrie de l'ouvrage de Luigi Chiala : Ancora un po' più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866). — S. MÁRKI. Saint Hiéronyme (né en Pannonie, saint Hiéronyme fut le premier à réclamer la liberté et l'indépendance de l'historien ; a parlé de la Dacie, de la Pannonie et des

Huns. Biographie du saint). = Comptes-rendus : *Jules Gyomlay*. La tactique de Léon le Philosophe comme source historique magyare (l'auteur va trop loin quand il prétend que la tactique, copiée sur celle de Mauricius, n'a aucune valeur pour l'histoire et les mœurs des anciens Magyars). — *A. Timon*. Histoire de la constitution et du droit hongrois (excellent; une traduction allemande ou française est à souhaiter). — *J. Eszterházy*. La famille Eszterházy et ses branches latérales (bon; le livre est accompagné d'un recueil de documents; l'absence d'index est regrettable). — Études de Ladislav Arany (ces études littéraires, politiques et historiques méritaient d'être recueillies; elles forment les t. III et IV des œuvres complètes de l'écrivain, mort en 1898, et qui était le fils du grand poète national Jean Arany). = Février. T. VÉCSEY. Éloge d'Émeric Hajnik; voy. l'analyse du numéro de septembre 1902 (cet éloge de 50 pages est très décousu). = Comptes-rendus : *Jules Pauler et Alexandre Szilágyi*. Les sources de l'occupation de la Hongrie (critique des sources byzantines : les chroniques et les chapitres détachés du *De administrando imperio*, de Constantin Porphyrogénète). — *E. Finácz*. Histoire de l'instruction publique hongroise sous Marie-Thérèse; t. II (important). — *G. Ferdinándy*. Les pactes constitutionnels dans le droit public magyar (la partie historique est bonne). — *K. Szongott*. Monographie de la ville de Szamosújvár, 1700-1900, 3 vol. (œuvre d'un dilettante, mais qui rendra des services; le troisième volume est consacré à l'Église métropolitaine des Arméniens de Hongrie). — *K. Divald*. La forteresse de Sárospatak (bonne description). — *I. Irinyi*. Les archives de la famille Irinyi (faible). = Mars. A. PÓR. Les rapports entre la Hongrie et la Pologne au XIV^e s.; suite en avril (les rapports entre les deux pays existaient dès l'établissement des Magyars en Europe; ils devinrent plus fréquents vers la fin du XIII^e s.; sous les Anjous, au XIV^e s., ils sont constants, parce que Louis le Grand était en même temps roi de Pologne; sa fille Hedwige, qui a épousé Wladislas Jagellon, devint la fondatrice de la grandeur de la Pologne. Le premier article de M. Pór établit les rapports de Wladislas Lokietek avec le roi magyar Ladislav IV, 1272-1290. Le second parle du premier mariage de Charles I^{er} d'Anjou avec Marie, fille du duc Casimir de Teschen; de son troisième mariage avec Élisabeth, fille de Wladislas, roi de Pologne, et des campagnes que le roi magyar a faites, de 1320 à 1333, en faveur de son beau-père). = Comptes-rendus : *Jules Pauler et Alexandre Szilágyi*. Les sources de l'occupation de la Hongrie (3^e compte-rendu sur cet ouvrage. Critique des sources orientales éditées par G. Kuun). — *I. Kont*. Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1772-1896 (fait avec beaucoup de soin et de patience). — *K. Schrauf*. Matricules de la Natio Hungarica à l'Université de Vienne de 1453 à 1630 (bonne édition). — *A. Veltzè*. Ausgewählte Schriften des Raimund, Fürsten Montecuccoli; t. I-IV (intéressant pour la Hongrie aussi bien que pour l'Autriche). — *A. Jalava*. Frans Deák (bonne monographie du savant finnois sur l'homme d'État hongrois). — *G. Kuun, Sophie*

Torma et *G. Téglás*. Histoire du comitat Hunyad (ce premier volume s'occupe de l'archéologie du comitat depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'occupation du pays par les Magyars). — *J. Szentkláray*. Souvenirs historiques de Csátád (publié à l'occasion des fêtes du poète Lenau, né à Csátád). = Avril. *J. SZENTPÉTERY*. La charte de fondation de l'évêché de Veszprém (elle date de 1009; le dernier volume des *Monumenta Germaniae historica* : *Diplomata Henrici II* et *Arduini*, n° 389, permet de conclure que la charte de saint Étienne a été faite par un clerc de la chancellerie italienne; elle présente, en effet, plus de ressemblance avec certaines chartes d'Arduin qu'avec la charte d'Henri II, à laquelle les éditeurs des *Monumenta* l'ont comparée). = Comptes-rendus : *Vojnovič*. *Statuta confraternitatum et corporationum Ragusinarum ab aevo XIII-XVIII* (forme le t. VII. 1. 2. des « *Monumenta historico-juridica Slavorum meridionalium*, » édités par l'Académie de Zagreb; important pour l'histoire des métiers; excellente édition). — *M. Petri*. Monographie du comitat de Szilágy (en trois volumes; récit attachant). — *E. Wertheimer*. *Der Herzog von Reichstadt* (important; une traduction française est à souhaiter). — *G. Ráth*. L'industrie d'art; t. I (chapitres intéressants sur les sceaux, la mosaïque et les médailles). — *A. Sennowitz*. Jean Manlius (contribution à l'histoire de l'imprimerie en Hongrie; trop d'hypothèses). — *J. Sindelár*. Contribution à l'histoire de l'impôt de la martre (cet impôt, — *marturina*, — nommé chez les Slaves *kunovina*, chez les Magyars *nyestalia*, est d'origine slave; il fut perçu en Hongrie jusqu'à la fin du x^e s.).

52. — **Budapesti Szemle.** Décembre. — *A. VAMBERY*. La Russie dans le golfe Persique (non contente de dominer toute la partie nord de la Perse, la Russie voudrait également devenir maîtresse dans la partie sud. Pour le nord, la statistique commerciale démontre que, sur 8 millions de livres sterling de transactions, la Russie figure pour 56 %, l'Angleterre pour 24 % et la France pour 5 1/2 %). — *E. MAHLER*. L'ancienne Égypte (conférence faite au Musée national de Budapest). — *G. KÖNIG*. Antoine Szirmay, 1747-1812 (biographie détaillée de l'auteur de *Hungaria in parabolis*, *Jacobinorum hungaricorum historia*, et *Historia arcana*. Ce dernier ouvrage contient les mémoires de Szirmay. On lui doit également un *Codex de Delictis*). = Comptes-rendus : *B. János*. Histoire de l'Esthétique (3 vol.; important). — *Alexandre Apponyi*. *Hungarica* (t. II de la description bibliographique de la bibliothèque d'Apponyi, de 1600 à 1720). = 1903, janvier. *D. ANGYAL*. François Kőlcsey, 1790-1838; suite en février (poète et orateur politique, Kőlcsey a joué un rôle important dans la diète de 1832 à 1836 comme député du comitat de Szatmár). = Comptes-rendus : *K. Széchy*. Le comte Nicolas Zrinyi, 1620-1664 (biographie en cinq volumes avec de nombreuses illustrations; important, mais un peu prolixe). — *H. Winkler*. *Die babylonische Kultur in ihrer Beziehung zur unsrigen* (bon). = Février. *A. KÁROLYI*. Les mémoires de Ladislas Szögyény (ces mémoires, édités par les fils de Szögyény, dont l'un est l'ambassadeur

austro-hongrois à Berlin, sont très importants pour les années 1836 à 1848. Szögyény fut le dernier vice-chancelier hongrois de l'ancien régime; il a été appelé à donner son avis dans toutes les affaires politiques importantes). — L. NÁVAY. Le rôle politico-social du comitat magyar. — B. DORNER. Le Danemark et les agriculteurs danois; suite en mars. — H. S. La poésie nouvelle (d'après le livre d'André Beaunier). = Mars. A. BERZEVICZY. Éloge de Balthasar Horváth, 1822-1898 (Horváth a été le premier ministre de la justice après le dualisme. Il a introduit de nombreuses réformes. C'était aussi un bon orateur et un écrivain remarquable). — J. NÉMETH. L'administration locale en Angleterre; suite en avril. = Comptes-rendus : *G. Ferdinandy*. Le droit public de la Hongrie (critiques de détail). — *J. Majláth*. Études politiques et sociales (les études sur le socialisme agraire sont à lire). — *Th. Ziegler*. Die geistigen und sozialen Strömungen des neunzehnten Jahrhunderts (important). = Avril. B. ALEXANDER. Taine (éloge prononcé à l'Académie hongroise; Taine était membre étranger. Biographie détaillée; une des meilleures études qui aient paru en magyar sur le philosophe français). — F. RIEDL. L'importance du XIX^e s. pour la Hongrie (étude littéraire; fera partie d'une publication anglaise sur l'histoire de la littérature magyar). = Comptes-rendus : *G. Huszár*. P. Corneille et le théâtre espagnol (ouvrage en français d'un écrivain magyar; beaucoup d'érudition). — Le passé et le présent du Musée national hongrois (publication de luxe à l'occasion du centenaire de la fondation du Musée, par François Széchenyi). — *K. Woermann*. Geschichte der Kunst aller Zeiten und Völker; t. I (original). = Mai. K. CSIKY. La vie et les œuvres de Tacite (servira de préface à la traduction magyar des œuvres complètes de Tacite). = Comptes-rendus : *O. Herman*. La physionomie et le caractère du peuple hongrois (important). — *S. Körösi*. Zrinyi et Machiavel (démontre ce que l'écrivain magyar a emprunté à Machiavel dans ses études politiques et stratégiques).

53. — Oversigt over Videnskabernes Selskabs Forhandlinger. 1899. — J.-L. USSING. Le théâtre grec et les rapports de Vitruve à ce théâtre. = 1900. J.-L. HEIBERG. Quelques papyrus traitant de mathématiques. — USSING. Étude sur l'autel des Grecs. — Kr. NYROP. Quelques vers de la farce de Maître-Pierre Patelin. — F. JÓNSSON. Explication du Thórdrapa. = 1901. BLINKENBERG. Un contrat de vente de l'époque ptolémaïque. — H. ROERDAM. Une séance de l'Académie des sciences en 1751. = 1902. S. SØRENSEN. L'évolution de la religion dans le Rig-Veda et le Mahabharata. — KROMAN. Quelques remarques sur les trompes de bronze (*turs*) au musée national de Copenhague. — ROERDAM. Suite des remarques sur la séance en 1751. — J.-L. HEIBERG. Les dernières paroles de Socrate. = 1903. USSING. Un bas-relief de l'autel de la Paix Auguste. — S.-M. JØRGENSEN. Le journal du chimiste danois Zeise à Paris en 1818-1819 (remarques

intéressantes sur Laplace, Gay-Lussac, Vauquelin, Thénard et plusieurs autres savants).

54. — Videnskabernes Selskabs Skrifter. 6^e sér., Section des lettres, vol. V, nos 1-2. — P. HAUBERG. Histoire monétaire du Danemark jusqu'en 1146 (important). — USSING. Sur la vraie interprétation des mouvements et des situations dans quelques œuvres d'art antique. = Vol. VI, n^o 1. F. JONSSON. Le Knytlingasaga, sa valeur et ses sources.

55. — Danske Magazin. 5^e série, vol. IV, cahier 3-4. — C.-F. BRICKA. Le journal de Chrétien V pour 1694. — Kr. ERSLEV. Contributions à l'histoire d'Érik de Poméranie. = Vol. V, cahier 1. A. FRIIS. Le comte Otto Blome et le mouvement de Lornsen en 1830. — J. STEENSTRUP. Une ancienne copie du cadastre du roi Valdemar conservée à la Bibliothèque de Brême. — E. ARUP. Procédure à la cour impériale entre Chrétien II et Frédéric I^{er} jusqu'en 1531 (d'après des manuscrits de Brême).

56. — Aarbøger for nordisk Oldkyndighed. 1899. — Sophus Bugge. Inscriptions runiques de l'île de Man. — Id. Une notice en runes dans un manuscrit du British Museum. — A. HAMMERICH. Études sur la musique d'Islande (les anciens tons grecs du moyen âge se retrouvent encore dans la musique vocale d'Islande; de même l'*organum*, en islandais *tvísangur*, cette harmonie caractéristique où la mélodie qui est dans la voix basse est accompagnée par des quintes parallèles). = 1900. S. BUGGE. Les inscriptions runiques d'œland. — A. FABRICIUS. Croisades des Scandinaves en Espagne et au Portugal. — A. BUGGE. La nationalité des Scandinaves en Irlande. = 1901. HERTZSPRUNG. Quelques sculptures sur bois du Slesvig du xiii^e s. — J. JAKOBSEN. Les noms de lieu des îles Shetland. — KAALUND. Les manuscrits de Sturlungasaga. — J.-B. LÖEFLER. Manières dont est représentée la corruptibilité du corps sur les dalles tumulaires du xvi^e au xviii^e s. — S. LARSEN. Quelques observations sur la chronique de Roeskilde. = 1902. THISET. L'héraldique danoise. — LÖEFLER-MACKEPRAHE. L'église de Kalundborg n'est pas une forteresse. — A. MATHIESEN. Recherches sur les donjons du moyen âge à Korsør, à Tranebjerg et à Vordingborg. — KORNERUP. L'église de Saint-Ib à Roeskilde. — KROMAN. Les trompes en bronze (*turs*). — NEERGAARD. Une ancienne maison à Nyborg. — A. OLRIK. Le Ragnarok.

57. — The Athenæum. 1903, 28 mars. — *Giglioli*. Naples in 1799 (conscientieux et bien écrit). — A. Bell. Lives and legends of the great hermits and fathers of the church (fort belle reproduction des peintures, sculptures, dessins représentant les saints des iv^e-vi^e s.). = 4 avril. G. R. Elsmie. Field-marshal sir Donald Stewart; an account of his life (bonne biographie, presque une autobiographie, d'un général qui fit la plus grande partie de sa carrière aux Indes et mourut à Alger en 1900).

— *Shuckburgh*. Augustus and his times (résumé bien informé et intelligent, sans notable originalité). = 11 avril. *Rose Weigall*. Correspondence of Lady Burgers with the duke of Wellington (le principal intérêt de cette correspondance est de nous montrer dans le « Duc de fer » un homme affectueux, aimant la vie en famille, adorant les enfants, pestant contre les fâcheux et les solliciteurs, et s'efforçant de rendre service aux gens). — *A. J. Butler*. The arab conquest of Egypt and the last thirty years of the roman dominion (excellent, beaucoup d'érudition). = 18 avril. *S. G. Fisher*. The true history of the american Revolution (très intéressant; l'auteur, qui est Américain, prouve que la politique du ministère anglais fut le plus souvent légale et que l'attitude des « Insurgents » fut la conséquence d'actes proprement révolutionnaires d'une minorité factieuse). — *G. W. Forrest*. The indian mutiny; selections from State Papers preserved in the military department; vol. II et III: Lucknow and Cawnpore (publication de première importance). — *Sir J. B. Paul*. Accounts of the Lord High Treasurer of Scotland; vol. IV: 1507-1513. — *J. Sime*. James, first marquess of Montrose, abridged translation of Wishart (intéressant). = 25 avril. *Marriott*. George Canning and his times (intelligente appréciation de la politique extérieure de Canning). — *J. Bryce*. Studies in contemporary biography (à noter trois excellentes esquisses biographiques de Disraeli, de Gladstone et de lord Acton). = 2 mai. *Bruce et Olway*. Sir A. Henry Layard; autobiography and letters from his childhood until his appointment as H. M. ambassador at Madrid (intéressant). — *A. J. Shand*. Wellington's lieutenants (intéressant, vivant, parfois erroné). — *S. S. Laurie*. Studies in the history of educational opinion from the Renaissance (bon). — *S. Lee*. Dictionary of national Biography. Index and Epitome (excellent abrégé de l'admirable Dictionnaire de biographie nationale dont l'Angleterre peut justement s'enorgueillir). = 16 mai. *K. Norgate*. John Lackland (monographie très consciencieuse). — *Sir J. H. Ramsay*. The angevin empire, 1154-1216 (excellent).

58. — The English historical Review. Avril 1903. — William MILLER. Les îles Ioniennes sous le gouvernement vénitien. — Tout. La bataille de Lincoln et l'*Histoire de Guillaume le Maréchal* (étude sur les sources contradictoires auxquelles a puisé l'auteur du poème; comparaison avec les autres sources contemporaines). — Miss M. A. TUCKER. Gian Matteo Giberti, politicien pontifical et réformateur catholique; suite. — J. Holland ROSE. La France et la première coalition avant la campagne de 1796 (A. Sorel estime qu'à la fin de 1795 la guerre devait nécessairement continuer entre la France, décidée à conquérir ses « limites naturelles, » et la coalition, décidée à l'en empêcher; l'auteur prétend démontrer qu'à un moment l'Angleterre fut sincèrement préparée à subir le fait accompli et qu'elle fit des ouvertures en ce sens. La tentative de rapprochement avec la République française faite par Pitt eut pour résultat d'affaiblir la coalition et de préparer les foudroyants succès de Bonaparte dans sa première campagne italienne). — T. A.

ARCHER. Giffard « de Barbastre » (ce Giffard, mentionné au vers 6085 du poème de Gaimar, doit son nom à la forteresse aragonaise de Barbastro). — J. H. ROUND. L'atelier monétaire de Colchester à l'époque normande (critique sévère de l'*Histoire monétaire de Henri 1^{er}*, publiée par M. Andrew dans le *Numismatic Chronicle*; excellent quant à la description des espèces monétaires, cet ouvrage pêche souvent par trop de confiance dans des théories préconçues). — C. G. CRUMP. Londres et la guilde marchande (publie une charte de 1252 qui admet un marchand florentin aux privilèges de la « gilda mercatoria » de Londres). — Ed. OWEN. Le testament d'Adam de Usk (ce testament est daté du 26 mars 1430; il y est question d'un livre appelé « Policartica »; c'est sans doute l'exemplaire qui précède immédiatement la chronique d'Adam dans le ms. addit. 10104). — R. POOLE. Une lettre de sir John Norris, 1585 (relative à l'expédition envoyée pour la délivrance d'Anvers, assiégée par le duc de Parme). — C. H. FIRTH. Sir William Davenant et la renaissance du drame pendant le protectorat. — G. C. MOORE SMITH. Récit de la campagne de Waterloo par le général Petit. — Comptes-rendus : E. R. BEVAN. The house of Seleucus (excellent). — GREENIDGE. The legal procedure of Cicero's time (bon). — HOLMES. Caesar's Conquest of Gaul (Haverfield discute au long la question de savoir où César s'embarqua pour sa première expédition de Bretagne et conclut en faveur de Boulogne. *Portus Itius* ne veut pas dire autre chose que port près du cap Itius et peut aussi bien désigner Boulogne que Wissant ou Ambleteuse). — A. KLEINCLAUSZ. L'empire carolingien; les origines et les transformations (l'auteur a tort de considérer comme apocryphe la lettre de Louis II à l'empereur Basile sur la légitimité des prétentions carolingiennes; cette erreur fausse la partie la plus originale de l'ouvrage). — K. STAHLIN. Der Kampf um Schottland and die Gesandtschaftsreise sir Fr. Walsingham's im Jahre 1583 (excellent). — J. WILLCOCK. The Great Marquess; life and times of Archibald, eighth earl and first and only marquess of Argyll (bon). — B. MALLET. Mallet du Pan and the French Revolution (très intéressant). — CLERC. La capitulation de Baylen; causes et conséquences (bon). — BROWNE. A literary history of Persia from the earliest times until Firdawsî (bon). — A. G. LITTLE. Medieval Wales (bon).

59. — **Edinburgh Review**. Vol. CXC VII (janvier-avril 1903). — Le blocus de Brest (à propos de l'ouvrage du commandant Desbrière, et des documents publiés pour la *Navy Record Society*). Le Premier Consul a eu réellement l'intention d'opérer une descente en Angleterre; avant de renoncer à son projet, il dut plusieurs fois changer de plan, mais toujours en homme qui ne connaissait rien à la marine et qui se flattait de voir les Anglais commettre des fautes que le simple bon sens devait leur faire éviter. Du reste, sans avoir rien appris de sérieux par l'espionnage, les Anglais, grâce à leur expérience et à leur service d'éclaireurs, connaissaient bien mieux l'insuffisance de la flotte française que ne le supposait Bonaparte; on en peut juger ici par les

dépêches comparées de Cornwallis et de Ganteaume. Peu s'en fallut que celui-ci ne fût attaqué dans la rade même de Brest par des officiers audacieux qui se proposaient de brûler son escadre). — Le panslavisme dans le Levant (la Russie, qui poursuit ses desseins par des moyens variables, posait autrefois pour la protectrice de la religion grecque orthodoxe. Mais, aujourd'hui, elle vise à russifier cette orthodoxie, tantôt en provoquant des schismes, comme en Bulgarie et parmi les évêques arabes de Syrie, tantôt en multipliant les écoles et les fondations ou en exerçant une pression irrésistible sur le clergé du Levant. Les moines du mont Athos et le patriarche de Jérusalem possèdent, en Russie, des terres dont il est facile d'intercepter le revenu. Et, lorsqu'ils se convertissent aux vues du Saint-Synode, on les oblige à étendre l'influence russe au moyen des biens qu'ils possèdent également en Grèce ou ailleurs. Le principal antagoniste de la Russie dans le Levant était jusqu'ici la France; mais elle a perdu beaucoup de terrain, depuis peu, vis-à-vis des missions anglaises, américaines, allemandes, italiennes, dont elle n'est plus la protectrice en titre; et, vis-à-vis des Russes, elle demeure dans une sorte de dépendance dont ils usent impitoyablement. La Russie s'oppose également au mouvement sioniste, que la Turquie favorise et qui pourrait bien aboutir à des résultats sérieux). — M^{me} de Lieven (d'après sa correspondance publiée par M. Lionel Robinson, les études de M. Daudet et les papiers de Lord Aberdeen, imprimés pour la famille de ce ministre. Il est positif que la princesse de Lieven s'est mêlée à la politique anglaise d'une façon tout exceptionnelle pour une étrangère. Néanmoins, elle a toujours travaillé au bon accord de la Russie avec l'Angleterre. Quant à ses relations avec Lord Grey, « nous avouons, après avoir lu sa correspondance, ne pouvoir nous soustraire à l'impression que, si les premiers ministres doivent perdre la tête en amour, comme le reste des hommes, mieux vaut, dans leur intérêt propre et dans celui du pays, qu'ils ne succombent pas au charme des ambassadrices étrangères »). — La politique extérieure et le sens commun (souhaiterait que l'on calmât les appréhensions des peuples étrangers à l'égard de la politique anglaise et discute le livre de M. Georges Peel, *The Enemies of England*. Les démocraties sont particulièrement nerveuses et impulsives; cependant, la politique ne saurait être toute gouvernée « par des professeurs échauffés et des journalistes irresponsables. » Malheureusement, cet article oublie quantité d'autres articles que nous avons analysés précédemment ici et dont nous avons indiqué les tendances plutôt agressives). — Le *Charles-Quint* de M. Armstrong (impartial, malgré la difficulté du sujet; mais l'auteur est trop enclin à trouver que l'autorité a toujours raison). — Expansion et dépense (l'Angleterre est au point où elle sent la nécessité de s'arrêter momentanément pour digérer ses énormes acquisitions depuis trente ans et surtout depuis les quinze dernières années. Le noyau de l'empire britannique, qui ne compte que 120,000 milles carrés et 40 millions d'habi-

tants, s'est augmenté par là de 4,754,000 milles carrés et de 88 millions d'âmes. Le contribuable se demande si la dépense nécessaire pour ces acquisitions est justifiée par les résultats et commence à reculer devant la perspective de nouveaux débours. Mais l'impérialisme s'explique et s'excuse par le développement des autres puissances, indépendamment de l'œuvre civilisatrice qu'il accomplit chez les peuples barbares. Seulement, la situation comporte d'énormes difficultés. L'impérialisme et la démocratie sont en contradiction absolue : celle-ci prêchant la liberté politique et le respect des droits individuels, celui-là imposant son autorité de haut et de loin. En outre, le libre-échange que voulait Cobden, doublement hostile à l'impérialisme et au socialisme, exige contre les *Trade-unions* la liberté de l'industrie au dedans). — Un voyageur du temps d'Élisabeth : Fynes Moryson (M. Charles Hugues publie une partie demeurée inédite de ses voyages. Très instructif. Moryson est peut-être le premier voyageur vraiment curieux et lettré qu'ait produit l'Angleterre. Il a essayé de faire pour l'Europe et le Levant, à la fin du xvi^e s., « ce que, dans notre génération, M. Bryce a fait pour les États-Unis et ce que M. Bodley est en train de faire pour la France »). — Lord Acton (était de ceux qui s'inquiètent moins de produire que d'ajouter encore à l'érudition qu'ils ont acquise. La sienne était prodigieuse, et son influence s'exerçait sur tous ceux qui l'approchaient, aussi bien sur ses anciens maîtres, comme Döllinger, que sur des amis puissants habitués à influencer plutôt sur les autres, tels que Gladstone). — La sécurité nationale (ainsi qu'il était à prévoir, les Anglais, qui, lors de la guerre du Transvaal, se déclaraient prêts à tous les sacrifices pour refondre leur armée, ont repris leur assurance depuis la victoire et se persuadent qu'en cas de danger national ils se tireront toujours d'affaire. Ils ne se rendent pas compte que leurs agrandissements territoriaux multiplient désormais leurs points de contact avec les autres puissances; que l'Angleterre même n'est pas à l'abri d'une descente et qu'il faudra plus d'un Trafalgar pour lui garantir l'empire de la mer).

60. — Quarterly Review. Vol. CXCVII, janvier-avril 1903. — L'Irlande vue de l'intérieur (la question agraire. Pour la comprendre, il ne faut pas s'appuyer sur les principes ordinaires de l'économie politique, mais se rappeler l'histoire du pays, les erreurs, maladrotes et brutalités de la domination anglaise depuis des siècles. Les mesures palliatives proposées depuis cinquante ans sont toujours arrivées trop tard. Approuve l'idée de rendre la terre au paysan. L'hostilité de l'Irlande ne s'apaisera pas du coup; mais elle perdra de son amertume, et, peut-être un jour, le pays s'accommodera d'une grande organisation fédérale où rentreront toutes les parties de l'Empire). — La reine des *bas-bleus* (Mrs. Élisabeth Montagu, 1720-1800. Ses lettres, fort amusantes et spirituelles, « couvrent une période d'environ soixante-quinze ans et jettent incidemment beaucoup de lumière sur les mœurs du xviii^e siècle »). — Mémorialistes du siècle dernier (Thomas Raikes, Greville, le capitaine Gronow, la comtesse Granville, Mrs. Byrne,

Mary Boyle). — Julia Adv. L'art primitif dans les Pays-Bas. — La réforme universitaire dans l'Inde (les universités indiennes sont des pépinières de déclassés. L'Hindou, ne comprenant pas d'ordinaire la culture intellectuelle désintéressée, n'y cherche que le moyen d'obtenir un grade, bientôt suivi d'une place administrative, au moins de frais possible. « Les parents hindous croient que leur rôle est de faire des enfants, dont l'instituteur ensuite fera des bacheliers. » Les étudiants, souvent trop jeunes, âgés même parfois de onze ou douze ans, n'apportent aucun savoir acquis et comprennent à peine l'anglais. Il faudrait d'abord rendre aux Européens la prépondérance dans les sénats universitaires, où les indigènes sont fréquemment en majorité; puis, enlever aux grades universitaires leur valeur marchande pour les remplacer par des examens spéciaux à l'entrée de chaque carrière; enfin, obliger les universités mêmes à mieux surveiller l'éducation secondaire et préparatoire). — La critique et le Nouveau Testament (inclinent plutôt, en Angleterre, dans le sens traditionnel et conservateur). — La vie politique de la reine Victoria. — Churton COLLINS. Montesquieu en Angleterre (la plupart des notes qu'il prit sur son voyage ont disparu. Probablement, son petit-fils, qui s'installa et se maria en Angleterre lors de l'émigration, aura cru devoir les supprimer comme peu bienveillantes pour le pays qui l'accueillait. Aucun journal anglais, aucun écrivain de l'époque ne parle du séjour de Montesquieu; dédaignant les gens de lettres, point familier avec la langue qu'il parlait difficilement, il ne sortit guère des cercles mondains et politiques, sauf pour se faire recevoir à la Société royale, dont les travaux scientifiques ne cessèrent de l'intéresser jusqu'à la fin de sa vie). — Reginald BLOMFIELD. Byzance ou Ravenne? (l'architecture byzantine n'est pas issue de l'architecture lombarde, comme affectent de le croire certains archéologues italiens. Elle est le produit ingénieux de l'esprit romain et de ses aptitudes naturelles pour la construction, transporté à Constantinople avec le siège de l'Empire. Sainte-Sophie est un chef-d'œuvre qui marque la limite de l'art antique et le début d'une ère nouvelle). — L'imbroglia macédonien (les documents diplomatiques montrent la complicité de la Bulgarie dans les troubles qui bouleversent le pays. Malheureusement, le Sultan a les mains liées; il ne peut employer les mêmes procédés qu'une autre puissance pour rétablir l'ordre, sans être accusé de commettre des atrocités et sans risquer une guerre avec les Bulgares. Ni l'Autriche ni la Russie ne permettraient actuellement le partage de la province, dont le sud devrait alors être joint à la Grèce. Les chefs albanais s'arrangeraient aussi fort bien, paraît-il, d'une union avec ce royaume sur le mode dualiste qui rattache maintenant l'Autriche et la Hongrie). — L'hellénisme en Orient (à propos du livre très utile de M. Bevan, *The House of Seleucus*). — La question universitaire en Irlande (jusque vers la fin du xvm^e siècle, l'intolérance et l'opposition protestantes ont empêché les catholiques d'acquiescer l'éducation universitaire; après une accalmie, où ils avaient bénéficié d'une tolérance

tacite, ce furent les catholiques qui, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, refusèrent l'instruction supérieure, espérant obtenir une Université qui leur appartint. Les catholiques irlandais vivent complètement en dehors du mouvement intellectuel; les professions libérales dédaignent les grades universitaires; et le gouvernement ne trouve chez eux personne à qui l'on puisse confier un poste officiel. On ne peut créer une Université catholique, parce qu'il faudrait en créer une spéciale pour les presbytériens de Belfast, qui n'en veulent pas, et aussi parce que le Parlement refuserait de la subventionner, aujourd'hui que l'Église anglicane même est désétablie en Irlande; d'ailleurs, l'opinion protestante n'accepterait pas ses diplômes comme équivalents à ceux des autres universités. La seule solution serait de réorganiser Trinity College sur le modèle des universités allemandes, avec doubles chaires confiées à des professeurs de confessions différentes pour l'histoire et la philosophie. Les Jésuites, dans leur collège de Dublin, ont prouvé qu'il était parfaitement possible, même à des catholiques, de laisser tous les autres sujets d'enseignement). — Le service consulaire et ses défauts. — L'éducation à Londres et l'Acte de 1902.

61. — Review of Historical Publications relating to Canada for the year 1902. T. VII, Toronto, 1903. — I. Le Canada et l'Empire. — *Reinsch*. Colonial Government (excellent. Trouve que les relations actuelles de l'Angleterre et de ses colonies sont presque l'idéal du genre). — *Lord Carnarvon*. Speeches on Canadian Affairs (discours dont la réimpression est encore utile, quoiqu'ils datent d'une cinquantaine d'années). — *Bourassa*. Grande-Bretagne et Canada; *Edmond de Nevers*, les Anglais et nous (M. Bourassa est un jeune membre du Parlement qui appartient à la famille de Papineau. Lui et M. de Nevers donnent la note, un peu trop chauvine, de la jeunesse franco-canadienne. Ils n'ont qu'une sympathie mitigée pour l'Angleterre; mais M. Bourassa, à l'occasion, morigène ses compatriotes et les exhorte à secouer leur indolence). — *Edward Salmon*. The Story of the Empire (bon, quoique peu tolérant sur les questions du jour). — II. Histoire du Canada. — *Rev. P. Fisher, S. J.* The Discoveries of the Norsemen in America (l'auteur a fait des découvertes cartographiques très importantes, mais sans rapport avec les voyages des Normands. Son livre, publié d'abord en Allemagne, offre de l'intérêt pour les Allemands, mais n'est pas suffisamment au courant des derniers travaux). — *Edgar Pelham*. The Romance of Canadian History (extraits pittoresques des œuvres de Parkman pour le grand public). — *John Fiske*. New France and New England (termine l'histoire de l'Amérique avant la Révolution, entreprise par M. F., qui vient de mourir. Du talent, mais des renseignements de seconde main, surtout insuffisants pour le Canada). — *Henry Sedgwick*. Samuel de Champlain (excellent ouvrage de vulgarisation; quelques petites erreurs faciles à corriger). — *Reuben Thwaites*. French Regime in Wisconsin, 1634-1727 (recueil de documents publiés par la Société historique du Wisconsin; très

complet). — *Ernest Myrand*. Frontenac et ses amis (raconte surtout l'histoire de M^{me} de Frontenac, qui défendit vigoureusement son mari à la cour de France et facilita son retour dans la colonie au moment où Phips allait l'attaquer). — *Reuben Thwaites*. *Father Marquette*; *Alfred Hamy*, Au Mississipi, la Première exploration (M. T. s'est borné à recueillir, dans les relations des Jésuites, les passages où il est question du P. Marquette; fautes nombreuses. Le livre du P. Hamy contient le voyage de Marquette d'après un ms. de l'École Sainte-Geneviève à Paris. C'eût été le cas de donner une bonne édition de ce voyage en collationnant tous les mss. connus; l'auteur est demeuré très au-dessous de sa tâche). — *Ernest Gagnon*. Louis Jolliet (avec une préface de M. Thomas Chapais et plusieurs appendices sur l'île d'Anticosti. Intéressant). — *Doughty et Parmelee*. *The siege of Quebec* (en six volumes, dont trois de texte et trois de documents. L'ouvrage, malgré ses dimensions, n'est pas trop développé, vu l'importance du sujet et des suites que devait avoir, en Amérique, la défaite des Français sur le plateau d'Abraham). — *Van Tyne*. *The Loyalists in the American Revolution* (bon; ne tient pas assez compte du républicanisme latent qui existait dans la Nouvelle-Angleterre). — *Flick*. *Loyalism in New York, during the American Revolution* (les loyalistes de New-York représentaient la moitié de la population et possédaient les deux tiers des propriétés. On les obligea d'émigrer à force de persécutions. Ouvrage de première main). — *Schimmel*. *Border Warfare in Pennsylvania during the Revolution* (si les Indiens avaient pris parti pour les Américains, ou s'ils étaient seulement restés neutres, l'Angleterre eût perdu le Canada). — *Casselman*. *Richardson's War of 1812* (réimpression corrigée et annotée d'un livre qui a son intérêt comme venant d'un témoin oculaire). — *The Report of the Earl of Durham*; *Mrs. Fawcett*, *Life of sir W. Molesworth* (réédition d'un rapport célèbre et dont on a contesté l'origine. Molesworth était un ami intime de Lord Durham, que le ministère avait nommé gouverneur du Canada pour en débarrasser son beau-père, Lord Grey, avec qui il était toujours en querelle). — *James Young*. *Public Men and Public Life in Canada* (souvenirs d'un journaliste. Rappelle que, il y a quarante ans, le Canada était à la veille de la guerre civile entre Anglais et Français, catholiques et protestants. La paix et la tolérance sont venues de ce que le régime fédéral permet de donner à chaque province le droit de régler ses intérêts éducationnels et religieux. « C'est une leçon qui peut servir à d'autres pays que le Canada »). — *Henri Moreau*. *Sir Wilfrid Laurier* (plus brillant que judicieux; plus intéressant peut-être pour les Français que pour les Anglais; s'occupe plus des discours de Sir W. L. que de ses actes). — *Beckles Willson*. *Lord Strathcona* (l'auteur n'a pu obtenir aucun renseignement direct de Lord S.; mais il eût trouvé pour écrire cette biographie, dont le héros vit encore, beaucoup de documents qu'il n'a pas utilisés). = III. Histoire provinciale et locale. — *Acadiensis* (revue trimestrielle sur l'Acadie et les provinces maritimes du voisinage, que vient

de fonder M. David Russell Jack). — *Howard Trueman*. The Chignecto Isthmus (travail utile pour l'histoire du Nouveau Brunswick; mais l'auteur semble avoir eu surtout pour objet de raconter en détail l'histoire de sa famille, ce qui n'était pas sans difficulté; car son aïeul, William Trueman, vint du Yorkshire dans le pays en 1772; or, en 1875, il avait 523 descendants directs vivants). — Les baronets de la Nouvelle-Écosse (mémoire curieux de Sir Edward Mackenzie, dans les *Transactions* de la Société royale du Canada). — *Mac Grath; Lorin* (articles sur la question de Terre-Neuve; approuve pleinement celui de M. Lorin; fait remarquer que la France ne saurait céder, comme certains le demandent, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon à l'Angleterre sans tomber sous le coup de la doctrine de Monroe. Note qu'à Terre-Neuve plus du tiers de la population est catholique et que les Anglicans tiennent seulement la seconde place). — *Roy*. La seigneurie de Lauzon; t. III, 1765-1810 (un peu trop minutieux; mais le moyen de connaître l'habitant canadien est de le suivre ainsi dans les moindres détails de son existence. « Le paysan canadien, sous la direction généralement admirable de son curé, concentre d'ordinaire son attention sur ses petites affaires et n'accorde qu'un regard distrait aux questions lointaines de la politique... C'est un sentiment qu'il faut respecter, quand même on se refuserait à l'approuver »). — *J. K. Laflamme*. Notre-Dame de Sainte-Foy; t. I (histoire de la paroisse qui s'étend des portes de Québec jusqu'au cap Rouge et qui renferme les champs de bataille historiques d'Abraham et de Sainte-Foy. L'auteur, qui a consulté les documents inédits, connaît à fond son terrain. Le présent volume s'arrête à 1670; le suivant ira jusqu'en 1900). — *Roy*. La famille Taschereau (avec préface de sir Wilfrid Laurier. Venue de France en 1726, cette famille a donné au pays cinq juges, dont le *Chief-Justice* actuel de la cour suprême du Canada, et un cardinal-archevêque). — *Byron Nicholson*. The French Canadian (écrit pour dissiper les préjugés des Anglo-Canadiens contre les Canadiens français. Atténue trop les divergences fondamentales des deux races; mieux vaut les reconnaître franchement pour établir ensuite la tolérance nécessaire). — *Trojan*. Auf der anderen Seite (notes de voyages du directeur du *Kladderadatsch*; minutieux et généralement exact, quoiqu'on se demande parfois quels milieux inférieurs l'auteur a fréquentés). — *Morang*. Expedition of Lewis and Clarke; *Hosmer*, id.; *Chittenden*. American Fur Trade; *Mackenzie*. Voyages from Montreal; *Miss Laut*. The story of the Trapper (rééditions du voyage de Lewis et Clarke à travers le Continent, en 1804-1805; l'ouvrage du major Chittenden est surtout l'histoire de l'occupation des territoires à l'ouest du Mississipi; le livre de Miss Laut est un agréable récit de vulgarisation). = IV. Géographie, statistique. — *Hopkins*. Morang's Annual Register of Canadian Affairs (utile; mais trop volumineux et manque d'impartialité). — *Encyclopedia Britannica*; *Chambers' Encyclopædia*; *Brockhaus' Konversations-Lexikon* (éditions nouvelles; les articles sur le Canada de Chambers ne sont pas au courant). — *Delabarre*. Report of the Brown-

Harvard Expedition to Nachvak, Labrador (très instructive excursion de vacances, entreprise par six professeurs et élèves d'universités, qui ont rapporté d'excellents matériaux scientifiques. Il est à noter que, grâce aux merveilleuses ressources des États-Unis, la location d'un yacht avec le capitaine, l'équipage et des provisions pour plus de trois mois n'ont coûté que 1,200 dollars ou 6,000 francs, soit 1,000 francs par tête). — Voyages dans les montagnes rocheuses du Canada : Wilcox, Outram, Stutfield, Habel (« on observera qu'aucune de ces explorations n'est faite par des Canadiens... Pourquoi la jeunesse du pays n'a-t-elle pas l'ambition d'ascensionner quelques cimes, parmi les centaines de pics encore inconnus? »). — V. Archéologie, ethnographie, folklore. — *Keane*. Native American Culture (croit que l'Amérique a été peuplée par un double courant de primitifs venus de l'Europe et de l'Asie, suivant des communications terrestres que les transformations du globe ont fait disparaître; la civilisation américaine se serait ensuite développée toute seule). — *Boas*. The Eskimo of the Baffin Land and Hudson Bay (important). — Archaeological Report, Ontario. — *Morgan*. League of the Iroquois (édition de luxe, tirée à 300 exemplaires et renfermant les dernières corrections manuscrites de l'auteur; annotée par Herbert Lloyd). — *Moulthrop*. Iroquois (peu original; mais point d'erreurs graves). — VI. Droit, éducation, bibliographie. — *Dionne*. Vice-rois et lieutenants généraux de la Nouvelle-France. — *Jenkyns et Courtenay Ilbert*. British Rule and Jurisdiction beyond the Seas (livre qui mérite de devenir classique, à côté de ceux de Todd, Anson et Dicey). — *Bourinot*. How Canada is governed; 5^e édition. — *Ganong*. Monograph of the Evolution of the Boundaries of New Brunswick (bon; le traité de Paris, en 1783, a été signé sans que l'on connût la vraie topographie du pays). — Frontière de l'Alaska et du Youkon (travaux de Balch, Hodgins et Wade). — *Larned*. Literature of American History (bibliographie publiée pour l'*American Library Association*; utile, mais insuffisant pour le Canada). — *Geddes*. Canadian-French, language and literature of the past Decade, 1890-1900 (omissions nombreuses et inconséquences de plan. Signale, d'ailleurs, justement la difficulté de se procurer des livres à Québec et l'apathie bizarre des éditeurs¹. Souvent, on ne connaît que le nom de l'imprimeur, lequel s'est contenté d'imprimer l'ouvrage et ne s'occupe pas de sa vente. L'auteur met plutôt son livre en dépôt, non chez les libraires, mais chez les marchands de tabac, dont il faut courir les magasins si l'on veut avoir chance de le rencontrer).

1. La revue signale ici, avec M. Geddes, quelques personnes auxquelles mieux vaut s'adresser pour avoir des renseignements littéraires ou bibliographiques sur le Canada français : à Québec, MM. Philéas Gagnon, Raoul Renault, Pruneau et Kirouac, ces deux derniers libraires associés; à Lévis, M. Pierre Georges Roy; à Montréal, MM. Beauchemin et fils, Cadieux et Derome. Nous avons eu déjà, nous-même, recours à l'obligeance de quelques-uns de ces messieurs.

62. — Archivio storico italiano. 5^e sér., t. XXIX. 1902, disp. 2.
 — Clemente LUPI. La maison pisane et ses annexes au moyen âge; suite. — Alessandro LATTES. Le *Liber potheis* de la commune de Brescia (longue analyse du t. XIX des *Mon. Hist. Patriae*, où a été publié cet important document. A la suite, un Glossaire des mots qui ne se trouvent pas dans Du Cange ou qui sont rares, avec un essai d'explication). — Cornelio DE FABRICZY. Niccolò di Piero Lamberti d'Arezzo; documents nouveaux sur la vie et les œuvres du maître (auteur de la statue en bronze de saint Luc, que la Compagnie des juges et notaires fit placer en 1601 dans une niche sur le flanc extérieur d'Or San Michele). — Amy-A. BERNARDY. Notes et documents sur l'histoire de Saint Marin et de Feltre. — Torquato CUTURI. Les mss. d'Angelo degli Ubaldi à Florence et son « Ultimo Consiglio » (avec une brève préface sur la théorie du bannissement des contumax dans les procès criminels). = Comptes-rendus : L.-M. Hartmann. *Corporis chartarum Italiae specimen* (la méthode proposée par l'auteur ne présente pas de notables avantages). — L. Ginetti. Il governo di Amalasunta e la chiesa di Roma (bon). — P. Manfrin. Le origini di Venezia, per conoscere a chi appartenga la Laguna Veneta (très intéressant et en partie neuf). — P. Egidì. Le croniche di Viterbo, scritte da frate Francesco di Andrea. = Disp. 3. Giuseppe BARELLI. Documents des archives communales de Treviglio; diplômes et lettres reçus des empereurs, des vice-chanceliers et des vicaires impériaux, 1081-1339 (trente et une lettres). — Pierre GAUTHIEZ. Documents nouveaux relatifs à Jean de Médicis, dit Des Bandes-Noires; suite dans disp. 4 et dans disp. 4, 1903. — Domenico ZANICHELLI. Le rétablissement de la domination autrichienne à Milan en 1814 (d'après le livre récent de Fr. Lemmi). — P. VIGO. Nouvelles acquisitions faites par les archives municipales de Livourne. — C.-A. GARUFI. Le système monétaire des Normands de Sicile et le rapport entre l'or et l'argent; lettre ouverte au professeur G.-B. Salviani, de l'Université de Bologne. — L.-G. PÉLISSIER. Notes italiennes sur l'histoire de France; suite : documents de la police toscane sur Napoléon en 1814-1815. = Bibliographie : H. Schurtz. *Urgeschichte der Kultur* (excellent). — Gabotto. Cartario della abazia di Staffardo. — S. Pivano. Cartario della abazia di Rifredo fino all' anno 1300. — T. Belgrano et P. Imperiale di Sant' Angelo. *Annali genovesi di Caffaro e de' suoi continuatori, 1174-1214*. — Gius. Conti. *Fatti e aneddoti di storia fiorentina* (ouvrage de mauvaise vulgarisation). — Gius. Pardi. *Notizie e documenti sulle relazioni tra Lucca e Siena* (beaucoup de faits nouveaux pour l'histoire du x^v s.). = Disp. 4. Niccolò RODOLICO. Notes statistiques sur la population florentine au xiv^e s. — Fr. BRANDILEONE. Notes sur l'origine de quelques institutions juridiques de la Sardaigne pendant le moyen âge. — Riccardo DALLA-VOLTA. Sur l'interprétation économique de l'histoire; à propos de quelques publications récentes. — C. SARDI. La cérémonie de l'« Episcopus Innocentium » à Lucques. = Bibliographie : Mazzatinti. Gli

archivi della storia d'Italia (excellent). — *Vito La Mantia*. Testo antico delle consuetudini di Messina adottate in Trapani, 1331. Consuetudini di Girgenti, seguite dal diploma del conte Ruggiero (1093) su le decime Agrigentine; statuti di Olevano Romano del 15 gennaio 1364. — *Arnaldo Della-Torre*. Storia dell' Accademia Platonica di Firenze (excellent). — *A. Bernardy*. Venezia e il Turco nella seconda metà del sec. XVII (intéressant). = 1903, Disp. 1. Pio RAJNA. L'inscription des Ubaldini et son auteur (cette inscription, en dialecte italien, mentionne le don fait à un Ubaldino degli Ubaldini, en 1184, par l'empereur Frédéric des bois d'un cerf pris par cet Ubaldino. Elle est fausse de tout point; elle a sans doute été fabriquée par Giambattista Ubaldini, auteur d'une *Istoria della casa degli Ubaldini*). — F.-P. LUISO. Commentaires anciens de la Divine Comédie. — P.-T. VENTURI. Lettres inédites de Paolo Segneri, de Come III et de Giuseppe Agnelli au sujet de la condamnation de la *Concordia* de Segneri, 1680-1681. — P. VIGO. Nouvelles acquisitions des archives municipales de Livourne. — M. ROBERTI. La cérémonie de l'évêque des Innocents ou des Enfants à Padoue. — Fr. DINI. Le maître Bon de Béthune, imprimeur à Colle di Valdesa, 1477-1481. = Comptes-rendus : E. COSTA. Archivio del comune di Sassari. — S. LIPPI. Inventario del Archivio di Stato di Cagliari. — A. RICCI-RICCARDI. Galileo Galilei e fra Tommaso Caccini. Il processo di Galileo nel 1616 e l'abjura segreta rivelata dalle carte Caccini (l'éditeur de ces documents se propose de prouver qu'en 1616 Galilée fut obligé par le Saint-Office d'abjurer la doctrine de Copernic. Or, dans les archives du Saint-Office, il n'y a pas la moindre trace de cette abjuration, et il n'y a aucune raison de penser que la congrégation ait voulu ni pu faire disparaître de ses registres un acte de cette importance). — P.-J. RINIERI. Della rovina di una monarchia. Relazioni storiche tra Pio VI e la corte di Napoli negli anni 1776-1799 (livre gâté par de nombreuses erreurs et par une fâcheuse tendance à voir partout les menées ténébreuses de la franc-maçonnerie).

63. — *Bollettino storico della Svizzera italiana*. 1902, nos 7-9.

— Voyage de la poétesse Federica Brun dans les bailliages italiens; fin dans les nos 10-12. — Conventions relatives à la jurisprudence ecclésiastique dans les Trois vallées en 1616. — Lettres adressées de Rome aux nonces pontificaux en Suisse, 1609-1615; suite dans les livraisons suivantes. — Catalogue des documents relatifs à l'histoire de la préfecture de Mendrisio et Pieve de Balerna, 1500-1800. = Nos 10-12. Un ministre des Finances d'Italie originaire du Tessin (Saverio Vegezzi, ministre à côté de Cavour en 1861). = 1903, nos 1-3. T. DE LIEBENAU. Soldats du Tessin aux batailles de Cappel et du Gabel, 1531. — L'hôtel des monnaies de Bellinzona en 1529. — Documents tirés des archives cantonales de Fribourg (XVI^e s.).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Germain-Antonin LEFÈVRE-PONTALIS, auquel on doit une importante biographie de *Jean de Witt* (2 vol., 1884), est mort le 21 avril dernier, âgé de soixante-treize ans.

— M. Léopold DELISLE, administrateur général de la Bibliothèque nationale, est entré à la bibliothèque en qualité d'attaché en nov. 1852. Il y a donc plus de cinquante ans qu'il appartient à ce grand dépôt. Pour fêter ce cinquantenaire, bon nombre d'érudits et d'amis de l'érudition se sont réunis pour rendre à l'illustre savant un hommage durable; ils ont décidé de faire dresser et de lui offrir la bibliographie de ses œuvres. Le travail, confié à M. Paul LACOMBE, a fourni la matière d'un gros volume, imprimé à l'Imprimerie nationale : *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle* (1902, xxxviii-510 p.). Cette bibliographie ne contient pas moins de 1,889 numéros, chiffre qui suffit pour rappeler la prodigieuse activité de l'homme à qui ce juste hommage est rendu; mais il faut le parcourir pour mieux se pénétrer de l'extrême variété des sujets abordés par M. Delisle. C'est le moyen âge tout entier qu'on y retrouve, et plus encore. D'autre part, M. L. DELISLE a fait aux souscripteurs la surprise de leur envoyer un « Souvenir » de haut prix : le *Fac-similé de livres copiés et enluminés pour le roi Charles V*, quatorze planches fort intéressantes en phototypie, avec une brève notice sur les miniatures reproduites.

— M. Eugène LELONG a fait tirer à part la spirituelle et instructive notice nécrologique qu'il a consacrée dans la *Revue d'Anjou à Célestin Port, 1828-1901* (Angers, Germain et Grassin, 1902, 128 p.). La notice se termine par une bibliographie des œuvres dues au regretté archiviste de Maine-et-Loire; elle comprend 117 numéros. Ajoutons que deux portraits finement dessinés ajoutent encore au charme de cette élégante brochure.

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert à M. Pierre DE NOLHAC (*la Création de Versailles*) et le second à M. P. DE VAISSIÈRE (*Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*); elle a réparti le prix Théroutanne entre MM. Ernest DENIS (*la Bohême depuis la Montagne Blanche*), Arthur LÉVY (*Napoléon intime*), M. René BLANCHEZ (*Beauchamp et l'insurrection vendéenne*), le commandant DE SÉRIGNAN (*la Première invasion de la Belgique*), le général HARDY DE PÉRINI (*Batailles françaises*) et FONTEY (*Charles le Téméraire et la ligue de Constance*). — Parmi les récompenses attribuées sur les fonds du prix Montyon se trouvent les ouvrages suivants : le *Commandant Lamy d'après*

sa correspondance et ses souvenirs, par le commandant REIBELL; *l'Invasion*, par M. Léon BARRACAND; la *Défense de la légation de France*, par M. Eugène DARCY; *Nos origines nationales*, par M. Henri GUERLIN; *Frédéric le Grand*, par M. L.-Paul DUBOIS; *Histoire des petites sœurs des pauvres*, par l'abbé A. LEROY. — Elle a décerné le prix Juteau-Duvigneaux (2,500 fr.) à l'ouvrage de l'abbé LEGANUET, *Montalembert*; le prix Furtado (1,000 fr.), à l'ouvrage de la comtesse DE CLINCHAMP, *Chantilly, 1485-1897*. — Elle a partagé le prix Sobrier Arnould (2,000 fr.) entre M. Ch.-V. LANGLOIS (*Questions d'histoire et d'enseignement*) et M. Gustave REYNIER (*la Vie universitaire dans l'ancienne Espagne*); le prix Bordin entre *Julien l'Apostat*, par M. Paul ALLARD, et *l'Enseignement secondaire et la démocratie*, par M. Francisque VIAL; deux prix de 500 fr. ont été attribués à une *Étude sur le théâtre de Marie-Joseph Chénier*, par M. A. LIEBY, et à *l'Étude sur l'influence de la littérature française en Hongrie, 1772-1896*, par M. J. KONT; sur le prix Marcelin Guérin, des prix ont été attribués à *la Vie à Tulle aux XVII^e et XVIII^e s.*, par M. René FAGE, à *les Dernières années de Châteaubriand, 1830-1848*, par M. Edmond BIRÉ, à *Victoria, sa vie, son rôle, son règne*, par M. Abel CHEVALLEY, et à *Talleyrand, évêque d'Autun*, par M. Bernard DE LACOMBE.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres, dans le concours des *Antiquités de la France*, a décerné les récompenses suivantes : 1^{re} médaille, à l'abbé ANGOT, pour son *Dictionnaire historique de la Mayenne*; 2^e médaille, M. GSELL, *les Monuments antiques de l'Égypte*; 3^e médaille, M. ESPINAS, *les Finances de la commune de Douai, des origines au XV^e s.*; 4^e médaille, MM. MAÎTRE et BERTHON, *Itinéraire de Bretagne*; 1^{re} mention, M. l'abbé DIJON, *Église abbatiale de Saint-Antoine en Dauphiné*; 2^e mention, M. LABANDE, *Études d'histoire et d'archéologie romanes*; 3^e mention, M. ROMANET, *Géographie du Perche*; 4^e mention, M. ALLIOT, *Visites archidiaconales de Josas*; 5^e mention, M. DE ROCHE-MONTEIX, *les Églises romanes de la Haute-Auvergne*; 6^e mention, M. PAGART D'HERMANSART, *l'Administration municipale de Saint-Omer*; 7^e mention, MM. DE GÉRIN-RICARD et l'abbé ARNAUD D'AGNEL, *les Antiquités de la vallée de l'Arc*; 8^e mention, M. PORTAL, *Histoire de la ville de Cordes*; 9^e mention, M. PORÉE, *le Consulat et l'administration municipale de Mende*. — L'Académie a partagé le prix Brunet entre M. CLAUDIN (*Histoire de l'imprimerie en France*) et M. Aug. MOLINIER (*Les sources de l'histoire de France*). — Elle a décerné le premier prix Gobert à M. DUPONT-FERRIER (*les Officiers royaux des bailliages et des senéchaussées*) et le second prix à M. Eug. DÉPREZ (*les Origines de la guerre de Cent ans*); elle a attribué le prix Allier de Hauteroche à M. Jules MAURICE pour l'ensemble de ses travaux sur les émissions monétaires de l'empire romain pendant la période constantinienne.

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix Le Fèvre Deumier de 20,000 fr. à M. Paul SABATIER pour l'ensemble de ses travaux, si importants, comme on sait, sur saint François.

— Le Congrès des Sociétés savantes s'est tenu cette année à Bordeaux, du 14 au 18 avril. Nous donnons, d'après le *Journal officiel* (16-20 avril), une analyse résumée des communications ayant un caractère historique qui lui ont été présentées.

Section d'histoire et de philologie. — M. l'abbé Arnaud d'AGNEL. Notice historique sur les possessions de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille en Rouergue; elles remontent au XI^e siècle; elles se rattachent principalement à Bernard, comte de Rodez, qui gouverna l'abbaye de Saint-Victor de mars 1064 au 19 juillet 1079. — M. CHAVANON commente le texte de la charte de coutume donnée au pays de l'Angle en 1248, par le comte d'Artois, Robert I^{er}. Il retrace, en outre, les phases d'une querelle littéraire qui éclata entre dom Devienne et deux autres membres du clergé. L'un, D. Carrière, bénédictin aussi, avait été chargé de recommencer le deuxième volume de l'*Histoire de Bordeaux*, repoussé par la Jurade; l'autre, le chanoine artésien Hennebert, cherchait à se faire désigner par les États d'Artois, aux lieu et place de D. Devienne, pour écrire une histoire officielle de l'Artois. — M. Pierre BOYÉ. Étude sur la *Compagnie du Lévrier blanc au duché de Bar, 31 mai 1416-24 avril 1422*. Fondée en 1416 par le cardinal Louis de Bar, pour établir entre ses vassaux l'union et la paix, cette compagnie dura cinq ans; prolongée en 1422 sous le nom d'association de Saint-Hubert, elle devint, à la suite de vicissitudes diverses, un ordre noble qui comprit les premiers personnages de la Lorraine et du Barrois, jusqu'en 1824, époque où Louis XVIII l'abolit. M. Boyé commente aussi le texte des coutumes du comté de Vaudémont, ce petit pays qui, quatre siècles durant, eut une existence indépendante, et, réuni sous René II aux duchés de Lorraine et de Bar, fut le berceau de la dynastie de Lorraine-Habsbourg. Ordonnée par Charles III, la première tentative de rédaction des coutumes de Vaudémont n'eut lieu qu'en 1605 et le travail se continua les années suivantes. Léopold supprima en 1723 cette coutume particulière et mit le comté sous l'empire des coutumes générales du duché de Lorraine. — M. l'abbé GALABERT communique une étude sur la condition des serfs questaux dans le pays du Tarn-et-Garonne, du X^e au XII^e siècle. Les serfs questaux, appelés *bordarii*, *homines proprii*, *acasalats*, devaient donner gratuitement et plusieurs fois par an, sans que le nombre des questes fût fixé, des objets de première consommation, tels que volaille, légume, jardinage, œufs, fromage. Le premier texte qui mentionne ces redevances concerne le Fau en 998. Ils mouraient intestats; ils acquirent le droit de tester à Saint-Nicolas en 1135, à Saint-Antonin en 1140-1144, à Montauban en 1140. De bonne heure, ils demandèrent l'exemption des redevances arbitraires; en 1100, à Castelsarrasin, les seigneurs ne pouvaient prendre qu'une poule et une oie; toutefois, les redevances de jardinage étaient encore maintenues à la fin du XIII^e siècle. — M. LEROUX, archiviste de la Haute-Vienne, lit une communication relative aux plus anciens titres du chapitre cathédral de Limoges (833-1123). — M. Georges MUSSERT,

bibliothécaire de la ville de la Rochelle, lit une étude sur les *Origines de la ville de Saint-Jean-d'Angély*. Cette localité avait été d'une certaine importance à l'époque gallo-romaine. Il y avait sans doute là un centre d'exploitation par le fisc des forêts voisines et de la vallée de la Boutonne. A côté de Saint-Jean s'élevait un petit temple ou *fanum* dans une petite localité appelée autrefois Saint-Julien-de-l'Estep et aujourd'hui Saint-Julien-de-l'Escap. Ce nom d'Estep rappelle peut-être la maison d'exploitation du fisc romain dont le palais des princes d'Aquitaine occupa plus tard la place. M. Musset étudie en outre, dans ses grandes lignes, la « coutume » qui était prélevée à Royan sur les marchandises et dont des états ont été conservés depuis le xiv^e siècle. Créée non seulement pour donner des revenus au fisc d'abord, aux seigneurs ensuite, mais aussi pour assurer la garde de l'entrée de la Gironde et un peu l'entretien de certains ouvrages utiles à la navigation, elle fut perçue d'abord à Royan. Mais les officiers des princes d'Aquitaine puis des rois de France s'ingérèrent de la percevoir à Bordeaux et d'en faire bénéficier leurs souverains au préjudice des seigneurs de Royan. De là naquirent des conflits, dont M. Musset fait l'historique en s'appuyant sur de nombreux documents inédits provenant d'archives publiques et privées et notamment des archives de M. le duc de la Trémoille. Ces conflits se terminèrent à la satisfaction des seigneurs de Royan, qui obtinrent d'être réintégrés dans leurs droits primitifs. — Le chanoine PORTIER signale des textes inédits de coutumes, dans l'étendue du Tarn-et-Garonne. 100 communautés environ avaient reçu des chartes de coutumes. 31 textes ont été publiés. 40 textes inédits sont conservés dans des dépôts publics ou dans des archives particulières; la Société archéologique de Tarn-et-Garonne en tient en réserve un certain nombre en vue de la publication d'un *Corpus*. 29 textes sont encore inconnus, mais mentionnés dans des titres divers. — M. l'abbé TAILLEFER donne lecture d'un mémoire sur les coutumes de Saint-Paul-de-Brugues, 27 novembre 1598. — M. Henri TEULIÉ, bibliothécaire de l'Université de Rennes, signale les coutumes d'Aynac (Lot), d'après un rouleau de parchemin qui contient une transaction passée entre le seigneur Annet de Turenne et les habitants d'Aynac, à la date du 19 janvier 1520. Ce texte nous donne les franchises octroyées par Guillelm (1331), modifiées sans doute légèrement par l'arbitre Astorg d'Alvinhac (1365) et complétées par Annet de Turenne (1520). En 1365, elles comprenaient 38 articles; elles ont été complétées en 1520 par 11 articles nouveaux rectificatifs ou complémentaires des premiers. Tous ces articles sont en langue d'oc, les préambules et les commentaires sont en latin. — M. Nicolas HAILLANT a relevé les mesures anciennes usitées dans les diverses régions vosgiennes aux différentes époques : principauté de Salm, prévôtés, districts, anciens cantons, etc., il en donne en même temps la valeur actuelle, les divisions et subdivisions, les synonymes et équivalents. Il y a joint et expliqué, le cas échéant, les dénominations anciennes que le langage usuel des campagnards et

même des citadins a conservées dans les régions différentes de culture et d'exploitation rurale et forestière. Il a ensuite comparé les unes et les autres avec celles du système métrique. — M. Eug. THOISON a limité ses recherches à la partie gâtinaise du département de Seine-et-Marne, soit à 113 paroisses ou anciennes paroisses des arrondissements de Fontainebleau et de Melun situées au sud de la Seine; il a dressé une nomenclature des expressions métrologiques en usage dans cette région; puis il a considéré les mesures au point de vue matériel : forme, dimensions, etc. Un tableau par ordre alphabétique résume pour chaque paroisse les renseignements précédents en y ajoutant la mesure territoriale exprimée en ares. — En réponse à la même question, MM. P. COZETTE et J. LECLÈRE donnent lecture d'un mémoire sur les *Anciennes mesures en usage dans le canton de Noyon*. — M. VEUCLIN indique les différences, parfois considérables, qui existaient dans la contenance des anciens boisseaux usités en Normandie. Il rapporte qu'au XVIII^e siècle, l'ancienne baronne de Ferrières possédait encore son vieux « pot aux grains, » dont il est question dans une charte de 1347. Dans le même temps, la seigneurie du Neubourg avait également un ancien « pot » portant les armoiries de M. de Vieuxpont, autrefois possesseur du marquisat du Neubourg. — M. Charles BÉMONT lit une note sur la composition de l'armée envoyée en Guyenne par le roi d'Angleterre Édouard I^{er} (1294). Cette armée comprenait deux éléments principaux fournis, l'un par le service militaire obligatoire, ou, plus proprement, féodal; l'autre par les engagements volontaires. Ces derniers étaient contractés par les criminels de droit commun, soit en rupture de ban, soit détenus dans les prisons royales. Désignés par le terme global et juridique de « félons, » c'étaient des gens qui avaient commis des crimes contre les lois forestières, contre les personnes et les propriétés : incendiaires, voleurs et assassins. A tous ceux-là, le roi promet une grâce partielle s'ils consentent à partir sur-le-champ pour l'armée envoyée en Guyenne et à y rester au service tant que le roi le voudra. Mais il faut qu'ils se présentent devant deux commissaires royaux et qu'ils y fournissent des cautions (six pour le moins); ces cautions garantiront d'abord que ce félon partira au jour dit, en outre que, lorsqu'il sera revenu en Angleterre, il répondra en justice contre toute personne qui aurait une action à exercer contre lui à raison de sa félonie. Le bref royal que chacun d'eux reçoit n'était donc ni une amnistie ni une lettre de rémission; il supprimait seulement l'action publique, et c'était un avantage appréciable, car la loi pénale anglaise était cruelle. Il est certain que beaucoup de ces « félons » s'engagèrent dans ces conditions et qu'ils allèrent combattre en Gascogne. — M. Gnos, *les Débuts d'un préfet consulaire*, J.-C.-E. Richard, préfet de la Haute-Garonne. — M. DE SARRAND D'ALLARD envoie trois mémoires : 1^o sur un *Savoisien au service de Napoléon I^{er}*. Il s'agit du capitaine de Viry, fils d'un sénateur de l'Empire, le comte de Viry, qui fut maire de Viry (Haute-Savoie) sous la Révolution. Il mourut à Vienne des suites d'une blessure mortelle reçue

à Essling. 2^o sur les *Troupes portugaises à la campagne des Pyrénées*, écrit en collaboration avec M. Barthélemy SESINANDO RIBEIRO ARTHUR, lieutenant-colonel de l'armée portugaise. 3^o sur le *Portugal à la veille de l'invasion française en 1808*. — M. CAZAC, proviseur du lycée de Bayonne, lit un mémoire intitulé : *l'Espagnol Francisco Sanchez, dit le Sophique, professeur royal de philosophie et de médecine à l'Université de Toulouse (1550-1623)*. Contributions à l'histoire de sa vie. — M. GALLAND adresse une communication sur *l'Administration municipale du canton de Cossé-le-Vivien (Mayenne)*, pendant le Directoire. — M. P. COUELLE fait une communication sur la diplomatie occulte en 1810. On peut, en effet, donner ce nom aux négociations qui eurent pour objet de rapprocher la France de l'Angleterre à l'époque du mariage de Napoléon avec Marie-Louise. Fouché y joua le principal rôle. — M. ROGER-DROUVAULT fait connaître que les paveurs de nos grandes villes sortent presque tous du canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, en Basse-Marche, et montre que c'est vers 1680 qu'on les voit apparaître au milieu des maçons émigrants limousins et marchois dont l'origine est beaucoup plus ancienne. Il communique les clauses d'un contrat d'association, intervenu en 1740 entre trois paveurs d'Arnac-la-Poste, pour entreprendre le pavage de Bordeaux et autres villes voisines. — Au sujet de la qualification de « filleules » de Bordeaux, donnée à un certain nombre de villes de la province, M. BRUTAILS constate que ce titre s'explique simplement par des considérations philologiques, sans qu'il soit besoin de faire intervenir le droit civil ou le droit canonique. *Filleula*, *filleulé* sont des termes populaires pour désigner des objets plus petits à côté d'un objet plus grand de même nature, des clochetons autour d'un clocher, des pinacles de contreforts autour d'une nef. Il était naturel d'appliquer cette appellation à des villes secondaires entrant dans la sphère politique d'une capitale de province. — M. DE SAINT-SAUD, à propos des « filleules » de Bordeaux, demande d'où peut venir l'expression géographique de *Pays de Nouvelle-Conquête* appliquée à une région de la Guyenne composée de paroisses appartenant au Bordelais, à l'Agenais et au Périgord, dont s'intitulait capitale Sainte-Foy-la-Grande, et qui étaient *filleules de Bordeaux*. Ce pays prétendait à une autonomie particulière, comme on le voit par les délibérations des gentilshommes de la région en 1789. On ne doit pas oublier que la bataille de Castillon, qui mit fin à la domination anglaise, eut lieu près de Sainte-Foy. — Au sujet des confréries et de l'assistance mutuelle dans le sud-ouest, M. BRUTAILS expose que la confrérie est un de ces groupements sous le couvert desquels on poursuit des buts très différents de l'objet officiel de l'association ; la confrérie a prêté sa forme à des conspirations politiques, à des communautés d'habitants qui n'étaient pas organisées en communes, à des entreprises d'intérêt public, construction d'un pont, d'un hôpital, etc., enfin à des sociétés de secours mutuels. — Répondant à la quatrième question du programme : Critiquer les actes apocryphes conservés dans les archives publiques et particulières, M. BRU-

TAILS examine, à ce point vue, une charte espagnole de la Sauve, dont l'authenticité est douteuse, d'abord à cause de certains anachronismes du fond, ensuite en raison d'anomalies dans la forme. M. Brutails conclut que l'acte, fût-il authentique, méritait, par ces anomalies même, d'être signalé. — M. l'abbé FOIX démontre, avec pièces à l'appui, que Lahire, le fameux compagnon de Jeanne d'Arc, est né dans le pays d'Auribat (département des Landes), à Préchacq, où se trouvaient la seigneurie et le château de Vignoles (Lahire s'appelait en effet Étienne de Vignoles). — Le chanoine PORTIER signale l'existence : 1° d'un pouillé du diocèse de Cahors écrit en latin et contenant le catalogue des abbayes, prieurés réguliers et séculiers des paroisses (manuscrit sur papier); 2° du cartulaire de Notre-Dame-de-Grâce à Puylaroque, chapellenie fondée au xiv^e siècle par B. de Carit, originaire de Puylaroque, devenu évêque d'Évreux. — M. l'abbé A. DEGERT lit un mémoire sur le *Budget d'un évêque gascon du moyen âge*, celui de Jean Beauffei, conseiller de Charles le Mauvais, roi de Navarre et évêque de Dax, pendant l'année 1376. Les dépenses les plus menues comme les recettes les plus insignifiantes sont relevées au jour le jour et permettent de se faire une idée précise du prix des choses à cette époque dans cette partie de la Gascogne. — Le chanoine FERRAN signale l'existence d'une communauté juive, aux xiii^e et xiv^e siècles, dans la ville de Pamiers, où, sous la protection des abbés de Saint-Antonin, elle jouissait de privilèges et de franchises empreintes d'un grand libéralisme. Leur conduite étant irréprochable, ils furent assimilés aux citoyens, *ciudades*, de Pamiers, et partagèrent avec eux les immunités dont ils jouirent durant la guerre des Albigeois et jusqu'à l'époque (21 juin 1306) où Philippe le Bel les bannit de son royaume. — M. J. DEPOIN envoie un mémoire relatif aux comtes héréditaires d'Angoulême, de Vougrin I^{er} à Audouin II (869-1032). Il se borne à fixer la succession des comtes héréditaires issus de Vougrin l'Ancien, depuis la fin du règne de Charles le Chauve jusqu'à l'avènement de Henri I^{er}. Vougrin I^{er} fut le fondateur de la dynastie, il soutint avec vigueur les assauts des Normands et mourut le 3 mai 886. Audouin I^{er}, l'aîné de ses fils, eut le comté d'Angoulême, Guillaume I^{er} ceux de Périgieux et d'Agen. Audouin devenu impotent, Guillaume de Périgieux administra Angoulême, puis Audouin I^{er} guérit et mourut le 29 mars 916. Vient ensuite Guillaume II, qui rétablit l'ordre à Saint-Cybar, où il se retire. Les deux comtés furent réunis par Bernard, cousin d'Arnaud, fils naturel du comte. M. Depoin énumère la liste des comtes jusqu'à Guillaume IV, dont il raconte la vie, le voyage à Rome, l'expédition en Lombardie. Guillaume IV meurt le 6 avril 1028, laissant la jouissance de ses États à Audouin II.

Section d'archéologie. — M. l'abbé DAUX lit un mémoire sur les croyances et traditions populaires du Montalbanais : des sorts donnés ou jetés, des pouvoirs de la *sourciero*, du mauvais œil sur les récoltes, les animaux, les lessives; les rebouteurs, avec les remèdes empiriques, et les guérisseurs de brûlures, dont le droit héréditaire, dit *poude del*

foe, « pouvoir du feu, » est tenu comme article de foi. Grande confiance règne également dans telles plantes cueillies à certains jours et heures, dans telles eaux et sources, etc. Dans certaines campagnes se perpétue la croyance à la métempsychose, surtout quand il s'agit du décès de personnes tenues pour sorcières. — M. Paul PELLOR donne lecture d'un mémoire intitulé : *Bail des droits de Saint-Julien-des-Ménétriers sur les musiciens du bailliage de Vermandois en 1620*. — M. le chanoine MOREL trace une esquisse de la liturgie des diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis, antérieurement au XIII^e s. — M. VILLEPELET communique un acte de baptême, de la paroisse de Saint-Martin-la-Roche-d'Excideuil (Dordogne), en 1777, d'une fille naturelle du fameux escrimeur le chevalier de Saint-Georges, qui était, quoique mulâtre, un personnage fort séduisant, adonné à la musique en même temps qu'à tous les genres de sport, où il atteignait une véritable supériorité. — M. Pierre PARIS expose les principaux résultats de ses recherches sur l'art et l'histoire de l'Espagne primitive. Il expose les caractères généraux des constructions cyclopéennes qui, bien que dues à des indigènes, n'ont rien d'original. A côté de ces murs cyclopéens, nous trouvons des constructions qui ont un caractère particulier et, tout d'abord, les tombeaux à coupoles qu'on rencontre en Portugal et en Andalousie; c'est tout à fait le type des sépultures de Mycènes. On constate le caractère de l'art ionique sur des chapiteaux à volutes trouvés à Elche. Le modèle grec se modifie cependant chez les Ibères; un goût particulier pour la richesse et l'exubérance de l'ornementation se fait jour. — M. Léon de VESLY signale, sur le territoire de la commune de Charleval (Eure), au sommet d'un promontoire qui domine la vallée de l'Andelle, dans le voisinage des fermes du grand et du petit Thuit, des restes d'une motte et d'une enceinte de terre limitée par des fossés, qu'il considère comme les vestiges d'un ancien poste gallo-romain. Il signale, en outre, un cimetière mérovingien qui entourait la chapelle de Saint-Martin, démolie en 1572. — M. Émile BONNET présente une étude sur les variations de la valeur de la monnaie melgorienne, monnaie qui fut très répandue dans le Midi de la France aux XII^e et XIII^e siècles. M. Bonnet se fonde uniquement sur les actes privés, notamment sur les actes d'obligation (*cartæ de pignore*) qui se trouvent en grand nombre dans les cartulaires méridionaux et qui contiennent très fréquemment une évaluation des espèces melgoriennes en argent fin. — M. Alexandre NICOLAI donne lecture d'une note sur « quelques noms de particuliers appartenant à la langue euskarienne, donnés par des inscriptions romaines de la *Civitas Lugdunum Convenarum* et du territoire des *Onesii*. » Ces noms, M. Nicolai les explique par le basque, en suivant la méthode de M. Achille Luchaire, et les ajoute à la nomenclature des noms antiques de formation aquitano-ibère. — M. Robert KERRIG présente un aperçu sur l'*Historique du commerce des vins à Bordeaux*, depuis les temps les plus éloignés jusqu'à la période contemporaine. — M. LEDIEU étudie le budget communal d'Abbeville en 1464 et 1465. — M. le chanoine FERRAN : *Note sur la Navi-*

gation sur l'Ariège et le commerce des vins à Pamiers au XIII^e et au XIV^e s.

— M. VILLEPELET communique un acte notarié trouvé parmi des papiers de famille et qui est l'inventaire du trésor de l'église collégiale de Saint-Front de Périgueux, dressé le 15 mai 1552. Il remarque, entre autres choses, que cet inventaire ne mentionne pas la fameuse châsse, couverte de lames d'or et d'argent, contenant les reliques de saint Front et qui devait être l'objet le plus précieux du trésor. On ne saurait donc imputer aux protestants le crime d'avoir enlevé et jeté dans la Dordogne, en 1575, comme le dit le P. Dupuy, dans son *Estat de l'Eglise du Périgord*, une châsse qui n'existait point ou plus en 1552. — M. BARRIÈRE-FLAVY signale dans les minutes d'un notaire d'Auterive (Haute-Garonne) un acte du 24 janvier 1601, portant accord entre M. J. de Senaulx, au nom d'un certain nombre de marchands bordelais propriétaires de pastels en Languedoc, et le syndic du diocèse de Toulouse, au sujet de la contribution dudit diocèse aux frais de la construction de la tour de Cordouan.

Section de géographie historique et descriptive. — M. Charles DUFFART fait une communication sur la *Carte manuscrite de Claude Masse*; sa valeur scientifique et les principales modifications du sol landais qu'elle révèle. Cette carte permet de constater les modifications du littoral gascon et des dunes survenues depuis deux siècles. — M. Auguste PAWLOWSKI reconstitue l'ancien pays de Médoc. L'auteur, qui a eu la bonne fortune de pouvoir étudier à fond les archives de la guerre et de la marine, de compiler l'inventaire manuscrit de la sirerie de Lesparre (xvi^e siècle), a pu identifier le fameux Noviomagos, qu'il retrouve sur le banc des Olives, le promontoire Curion, qui se dressait à l'ouest de Cordouan, Antros, sorte de Noirmoutier, ile accostée à la côte médocaine. Pour Metullum ce dut être Brion-sous-Vertheuil. — M. CAMÉNA D'ALMEIDA donne lecture d'un essai de géographie historique et régionale de l'Aunis. — M. CHAUVIGNÉ a envoyé un mémoire intitulé : *les Itinéraires d'un régiment suisse en Touraine et dans l'Ouest en 1568-1569*. — M. l'abbé RICAUD donne lecture d'une communication relative aux pays qui sont entrés en 1790 dans la composition du département des Hautes-Pyrénées. — Des recherches dans le fonds très riche de Saint-Victor de Marseille, conservé aux archives départementales des Bouches-du-Rhône, ont permis à M. l'abbé Arnaud d'AGNEL de dresser la carte des possessions de l'abbaye de Saint-Victor dans le sud-ouest de la France. — M. BOUCHERIE présente une *Esquisse d'une carte des possessions de l'abbaye de la Sauve-Majeure en Guienne*. Ce travail se compose de : 1^o une carte en 13 feuilles; 2^o de tableaux des possessions classées par prieures et par communes; 3^o d'une notice historique sur les origines de l'abbaye fondée par saint Gérard en 1079; sur les privilèges qui lui avaient été concédés; sur ses développements amenés par l'influence de saint Gérard et les pèlerinages à Saint-Jacques-de-Compostelle. La notice se termine par les causes de la décadence de l'abbaye, les ravages causés par la guerre de Cent ans, l'institution des abbés commenda-

taires. — M. l'abbé GAUBIN présente deux cartes qu'il a dressées des possessions de l'abbaye de la Case-Dieu de l'ordre des Prémontrés et communique un commentaire qu'il a dressé de ces deux cartes. — M. MENCHE DE LOISNE présente un nouveau catalogue de noms de lieux du département du Pas-de-Calais déformés dans leur orthographe par les feuilles du cadastre, les dictionnaires des postes, etc. — M. Eugène BELLOC fait un historique rapide des anciennes mont-joies et particulièrement de leur signification au point de vue géographique. — M. DE SAINT-SAUD entretient la section d'une expression de mépris, *gavache*, qui est donnée depuis le nord de l'Espagne, jusqu'aux confins de la langue d'oïl, par des habitants d'une région à ceux qui demeurent au nord et parlent une langue différente. Dans le Bordelais, les enclaves de gens parlant langue d'oïl se nomment *gavacheries*, et tous les noms de lieux qui commencent par *gavach* ou *gabach* sont situés sur une ligne ou au sud d'une ligne qui va des limites de la Saintonge et du Bordelais jusqu'au Rouergue par le Quercy et s'infléchissant en ce point vers les Pyrénées. — M. Joseph FOURNIER étudie l'*Introduction de la culture de la canne à sucre en France au XVII^e siècle*, par un citoyen d'Avignon, Claude Guérin. Autorisé par lettres patentes du 28 avril 1556, il rencontra sans doute des difficultés pour se procurer des cannes à sucre que les Espagnols gardaient jalousement à Madère, alors centre important de production. C'est seulement en 1567 que, par ordre de Catherine de Médicis, Guérin put se procurer douze « sarries » de cannes pour être plantées dans le « jardin du roi » que la reine-mère venait de créer à Hyères, jardin où fut réuni un grand nombre de plantes exotiques achetées à grands frais. Mais ces végétaux ne purent s'accommoder du climat de Provence, moins chaud que celui des Canaries ou de Madère, et séchèrent sans avoir rien produit, sans avoir donné de quoi alimenter ce « moulin à sucre » que la prévoyance du fermier royal avait fait édifier à proximité du jardin. — M. H. FROIDEVAUX communique un mémoire intitulé : *les Travaux géographiques de l'escadre de M. de la Haye en 1670*. — Il est donné lecture d'une étude de M. G. SAINT-YVES sur les *Instructions données à Lally Tollendal par le gouvernement de Louis XIV, d'après les registres du Comité secret pour les affaires de l'Inde*. — M. VUACHEUX a communiqué divers documents dont il est donné un résumé : 1^o sur la Guadeloupe et la Martinique, en 1774 et 1775, sous l'administration de M. de Nozières et du président Tascher; 2^o sur l'établissement d'un siège d'amirauté aux Cayes ou la translation de celle de Saint-Louis dans ce bourg. — L'abbé F. MARRAN communique une relation inédite sur la traite des nègres à l'île de Madagascar en 1751, d'après un manuscrit découvert par lui dans les archives du comte Louis-Hector de Ségur, ancien commandant du château de Péronne, qui est l'œuvre du capitaine Louis Fort, originaire de la ville de Carthagène. — M. Henri CORDIER communique divers documents relatifs aux essais faits par la France pour reprendre ses relations avec la Cochinchine sous le premier Empire. Ces documents peuvent servir

d'introduction aux entreprises faites sous la Restauration pour l'établissement de notre commerce à la Cochinchine et la création d'un consulat à Hué, avec J.-B. Chaigneau comme premier titulaire.

Section des sciences économiques et sociales. — M. Henri LORIN, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, lit deux notes : 1^o sur les relations coloniales de Bordeaux avec Terre-Neuve, Madère et les Açores, la Floride, au temps de Charles IX ; 2^o sur l'émigration des Basques et la colonisation de l'Afrique française du Nord, qu'il s'agirait d'encourager. — M. Jean VILLATTE fait une communication sur les Économistes bordelais, du XVIII^e siècle : Jean-François de Melon, Montesquieu, l'abbé Joubert, de Bacalan ; Saige et Dudevant ; et ceux du XIX^e siècle : Armand du Périer de Larsan, les frères Émile et Isaac Pereire, Théophile Labat, Pierre Laffite. — M. Gabriel FLEURY expose les délibérations prises sous Louis XVI par une assemblée provinciale, relativement à l'abolition de la mendicité. Il analyse d'abord les délibérations sur ce sujet prises par les assemblées provinciales de Tours, d'Angers et du Mans ; il donne ensuite le résumé rédigé par l'assemblée générale de Touraine, qui conclut à la création de bureaux de charité sous la direction des assemblées municipales « qui pourraient, pour cette fonction seulement, s'associer, parmi les femmes qui habitent la paroisse, celles qu'ils croiront les plus utiles à cette honorable fonction. Les charités seront faites en travail et denrées et jamais autrement. » — M. BLOSSIER expose la situation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire à Honfleur vers 1789. — M. CHEYLLUD parle de l'École centrale du département du Cantal ; M. QUIGNON de celle du département de l'Oise. — M. FLOUR DE SAINT-GENIS envoie un mémoire sur l'évolution de l'esprit domanial au XVI^e siècle pour soustraire la perception de l'impôt à l'ingérence et au contrôle des états généraux. C'est un chapitre d'une *Histoire documentaire et philosophique des domaines* que l'auteur est en train de rédiger.

Section des sciences économiques. — M. BENCAZAR, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, se propose de faire connaître l'accueil que reçurent du Parlement de Guyenne les réformes économiques et financières sous Louis XV et Louis XVI. Dans un mémoire sur les règles économiques de l'administration d'Aubert de Tourny, intendant de Bordeaux (1743-1757), il dresse l'inventaire social de Bordeaux de 1743 à 1757 et critique le rôle économique de Tourny, avec un aperçu des conflits de celui-ci avec le Parlement, la Jurade, la Chambre de commerce, l'État. — M. Philippe DELMAS, de la Société de géographie commerciale de Bordeaux : *Étude sur les relations commerciales de Bordeaux avec la côte occidentale d'Afrique (Congo exclu)*. Ces relations ont leur origine dans les établissements français du fleuve Sénégal au XVI^e s. Le commerce de Bordeaux avec ces régions a, jusqu'en 1789, porté exclusivement sur la traite des nègres. L'importance de ce commerce a surtout été grande de 1760 à 1789. Depuis 1850, les premières importations

d'arachides donnèrent une grande extension à notre commerce avec le Sénégal, qui prit chaque année plus d'importance.

— Les érudits accueilleront avec reconnaissance les premiers volumes de la nouvelle série (in-4°) des « Historiens de la France. » L'Académie paraît enfin disposée à renoncer aux lourds et coûteux in-folio qui demandent un quart de siècle et plus de préparation. Signalons donc le tome I des « Documents financiers » : *Inventaire d'anciens comptes royaux dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois*, publié par M. Ch.-Victor LANGLOIS, sous la direction de M. Léopold DELISLE (Klincksieck, XL-433 p., 1899); le tome I des « Pouillés » de l'ancienne France ecclésiastique : *Pouillés de la province de Rouen*, publié par M. Auguste LONGNON (1903, LXXIII-602 p.), enfin les deux premiers volumes des « Obituaires » : *Obituaires de la province de Sens*; tomes I et II : diocèses de Sens et de Paris; 1^{re} et 2^e parties (1902, CIX-1,380 p.), publiés par M. Auguste MOLINIER, sous la direction et avec une préface de M. Auguste LONGNON. Ainsi, l'Académie des inscriptions abdique très sagement le monopole de ces grosses publications, qui dépassent les forces d'un petit nombre de travailleurs même éprouvés, et donne à ses collaborateurs, avec une plus grande responsabilité, la satisfaction de voir leur nom associé au célèbre recueil des Historiens de la France.

— Le *Livre noir* de Dax est un registre des archives municipales écrit au xv^e siècle, où l'on a transcrit : 1^o le texte des coutumes de la ville; 2^o le cartulaire municipal, lequel est encore représenté par un registre plus ancien, appelé le *Livre rouge*. Les chartes contenues dans ces deux cartulaires sont au nombre de 72 et vont de 1170 (environ) jusqu'en 1400. Le contenu du *Livre noir* (Coutumier et Cartulaire) a fait l'objet d'une belle publication de M. François ABBADIE, encouragé, il convient de le dire, par les subsides de la municipalité de Dax et par le concours pécuniaire et moral de la Société des archives historiques de la Gironde, qui paraît disposée, avec raison, à étendre son activité à tout l'ancien domaine gascon. M. Abbadie a donné en outre le texte des *Établissements* d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, qui était jadis déposé aux archives de la ville, mais qui en était sorti pour être prêté à Baluze, lequel oublia de le rendre. Une importante introduction de CLXXXVI pages ajoute encore à l'intérêt de cette notable publication (*le Livre noir et les Établissements de Dax*. Paris, A. Picard; Bordeaux, Feret, 1902, CLXXXVI-592 p. in-4°. Prix : 20 fr.).

— Dans la première série de ses *Études d'histoire*, M. Arthur CHUQUET a réuni quatre intéressants articles : 1^o Bayard à Mézières (1524); 2^o la sœur de Goethe (Cornélie-Frédérique-Christiane, mariée à Jean-George Schlosser et morte en 1777); 3^o l'affaire Abbaticci (un crime judiciaire au xviii^e siècle; condamné aux galères et à la marque en 1779 pour un crime où il n'avait nulle part, Abbaticci obtint la révision de son jugement après trois ans de captivité, fut réhabilité et rentra dans

l'armée avec son grade; il ne cessa de servir fidèlement la France); 4^e le révolutionnaire George Forster. Ce dernier article, consacré au « plus révolutionnaire des écrivains allemands, » républicain de cœur et admirateur des Girondins, occupe à lui seul la moitié du volume. C'est une excellente contribution à l'histoire de l'expansion française en Allemagne au début de la Révolution.

— La *Petite histoire des Landes*, par M. Albert LARROQUETTE (Mont-de-Marsan, A. Dupeyron, 1903, 85 p.), peut être lue avec intérêt et non sans profit, bien qu'elle soit très résumée. La brochure est dédiée à M. Camille Jullian; l'auteur a été à bonne école, on s'en aperçoit.

— M. l'abbé UZUREAU vient de publier un nouveau mémoire sur *l'Enseignement secondaire en Anjou au XVIII^e siècle* (Angers, Germain et Grassin, 1903, in-8^o). Il se compose d'extraits de l'*Almanach d'Anjou*, d'annonces et de prospectus des différentes maisons d'éducation de la province. Il faut sans doute mettre au point toutes les assertions de ces petits factums, sans quoi on devrait admettre que le XVIII^e s. a été l'âge d'or de l'enseignement secondaire. Chaque maître, en bon industriel, fait naturellement un éloge pompeux de son école. Certaines de ces réclames, car ce n'est pas autre chose, sont au surplus amusantes à lire.

— Le R. P. JACQUIN, O. P., vient de faire paraître une *Étude sur l'abbaye de Liessies* (Bruxelles, Kiessling, 1903, in-8^o)¹. Un cartulaire de cette maison, conservé à Cheltenham, a été récemment acheté pour les archives du royaume à Bruxelles; l'auteur donne quelques détails sur ce manuscrit, qui date du XIII^e siècle, et y signale une copie de la chronique de Liessies. Jusqu'ici on ne connaissait l'ouvrage que par la transcription de Jacques de Guise dans ses *Annales Hannoniae*; la copie nouvellement découverte omet également le début, mais elle donne en plus trois longs et curieux passages. Le P. Jacquin publie ces fragments; on peut y noter quelques détails sur le développement de l'ordre de Cîteaux.

— Le mémoire de M. A. LESORT, *la Succession de Charles le Téméraire à Cambrai* (1477-1482)², est un exposé fort intéressant des efforts tentés par Louis XI pour s'emparer de cette cité impériale. Les raisons alléguées par ce prince n'étaient que de misérables prétextes; il réussit pour un temps, occupa la ville, mais les excès de ses agents rendirent odieuse la domination française, et la place, quand le roi l'eut évacuée après quelques échecs en Hainaut, se remit de grand cœur sous la domination bourguignonne. M. Lesort a donné de ce curieux épisode politique un récit tout nouveau, d'après les riches archives de Cambrai.

— Le gouvernement royal avait créé en 1766 une *Commission des*

1. Extrait du *Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique*.

2. *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, t. LV.

réguliers chargée de faire enquête sur la situation des communautés religieuses du royaume; cette commission opéra dans cette forêt épaisse des coupes sombres que les plus croyants estimaient dès lors nécessaires, mais que les écrivains ultramontains modernes ont jugées sévèrement. Les papiers de cette commission sont aujourd'hui aux Archives nationales. M. L. LECESTRE vient d'en tirer les éléments d'une liste générale des *Abbayes, prieurés et couvents d'hommes en France* (Paris, Picard, 1902, in-8°), qui rendra de grands services. Cette liste indique le nombre des religieux de chaque maison, le montant des revenus et la situation géographique actuelle de l'établissement. A cette époque, on comptait en France 2,966 maisons religieuses, comptant 26,674 habitants; le revenu total atteignait 15,340,000 livres.

— Les *Nouvelles recherches sur l'histoire de l'ancien collège d'Auch* (1789-1794), par M. Fr. DELAGE (Auch., impr. Foix, 1902, in-8°), racontent l'agonie de l'établissement, assez prospère en 1789, mais que ruinèrent les lois révolutionnaires supprimant les dîmes. Il végéta encore tant bien que mal jusqu'à 1794, date de la création d'une *école nationale provisoire*.

— Signalons en passant une nouvelle brochure de M. PAGART D'HERMANSART, *les Feux de joie à Saint-Omer et dans le nord de la France sous l'ancienne monarchie* (Saint-Omer, d'Homont, 1903, in-8°); l'auteur donne pour le xviii^e siècle quelques extraits de comptes assez curieux.

— Dans le tome IV, 2^e livr., de sa *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France* (Impr. nat.), M. Robert DE LASTEYRIE a terminé le dépouillement des Sociétés savantes du département de la Seine : Société de l'histoire de l'Art français, de l'histoire de France, de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, de l'histoire du Protestantisme français, Société académique indo-chinoise, Société de linguistique, Société de numismatique et d'archéologie, Société orientale, Société de l'Orient latin, Société de statistique, etc. Puis vient le dépouillement des Sociétés de Seine-et-Marne et le commencement de celle de Seine-et-Oise.

— Une *Société des Études rabelaisiennes* vient de se fonder; elle a pour but « l'étude de Rabelais et de son temps, ainsi que la publication de documents et de travaux relatifs au même sujet. » Le président est M. Abel LEFRANC, secrétaire du Collège de France, qui, depuis deux ans, a consacré à l'étude de Rabelais une partie de l'enseignement qu'il donne, avec un grand succès, à l'École pratique des hautes études.

— Peu de temps avant sa mort, Eugène MUNTZ avait jeté les bases d'une *Société internationale des Études iconographiques* et il en avait rédigé le programme. Cette Société « a pour but d'encourager tous les travaux qui se rapportent à l'iconographie sacrée ou profane du moyen âge, de la Renaissance et des temps modernes. » La Société se compo-

sera de membres, dont la cotisation annuelle est fixée à 40 fr., de Comités régionaux et d'un Comité directeur; dans ce dernier figure-ront les délégués des principaux pays ayant adhéré à l'œuvre. Dès que les ressources de la Société le permettront, elle publiera un Bulletin illustré, qui contiendra des travaux originaux, des comptes-rendus et une bibliographie. Une des premières entreprises auxquelles elle s'at-tachera sera « l'établissement d'un *Thesaurus iconographicus* rédigé conformément au système adopté par Bartsch dans son *Peintre-graveur* ou par Zani dans son *Encyclopédie*. » Les adhésions peuvent être adres-sées dès à présent au secrétaire général, M. DE MANDACH, à Oberhofen, lac de Thoune, Suisse.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS ET INVENTAIRES. — Histoire générale de Paris. Registres des délibérations du Bureau de la ville de Paris. T. X, 1590-1594, publ. p. *Paul Guérin*; t. XI, 1594-1598, publ. p. *Al. Tuetey*. Champion, xx-516 et L-737 p. Prix : 30 fr. chaque. — Inventaire des archives de la Bourse des marchands de Toulouse antérieures à 1790, par *S. Macary*. Toulouse, Arnauné, in-4° à 2 col., 103 p. — *J. Gauthier*. Le testament d'Othon IV, der-nier comte de Bourgogne, 1302. Besançon, impr. Jacquin, 16 p. — *J. Garnier*. Inventaire sommaire des archives départementales. Côte-d'Or. Archives civiles, série G : clergé séculier. T. I. Dijon, impr. Darantière, 540 p. à 2 col. — *P. Le Verdier*. Correspondance politique et administrative de Miromesnil, premier président du parlement de Normandie. T. III et IV, 1763-1767. Rouen, Lestrin-gant, XLIV-471 et XLII-298 p. (Soc. de l'hist. de la Normandie.) — *P.-F. de Remusat*. Mémoire sur ma détention au Temple, 1797-1799, publ. p. *V. Pierre*. Picard, XLII-191 p. (Soc. d'hist. contemporaine.) — *P. Lecacheux*. Bulles du pape Urbain V concernant le diocèse d'Avranches, 1362-1370. Avranches, impr. Durand, 16 p. — *E. Drol*. Recueil de documents tirés des anciennes minutes de notaires déposées aux archives départementales de l'Yonne. Picard et fils, 631 p. Prix : 10 fr. (Bull. de la Soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne, 1899.) — *Id.* et *Porée*. Documents sur la Révolution française. Département de l'Yonne. Procès-verbaux de l'administration départementale de 1790 à 1800. T. V (4 juillet 1792-9 juillet 1793). Auxerre, impr. Gallot, CXXVII-464 p. — Ministère de la Guerre. Inventaire sommaire des archives anciennes. Correspon-dance, t. II, fasc. 2, n° 1916-2188. Impr. nationale.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Abbé Sicard*. L'ancien clergé de France. T. III : les évêques pendant la Révolution, de l'exil au Concordat. Lecoq, 574 p. — *L. Barracand*. L'invasion, 4 août 1870-16 septembre 1873. Lemerre, v-495 p. Prix : 10 fr. — *G. Capon*. Les maisons closes au XVIII^e s. Daragon, iv-279 p. Prix : 15 fr.

HISTOIRE LOCALE. — *C. Doublet*. Un mémorialiste toulousain du XVII^e s. : l'abbé Jean Du Ferrier, 1609-1685. Toulouse, Privat, 46 p. (Rev. des Pyrénées, 1901-1902.) — *A. Fray-Fournier*. Une institution du premier Empire. Limoges et les bonnes villes. Limoges, Ducourtieux, 76 p. — Histoire du Beaujolais; mss. inédits des XVII^e et XVIII^e s., publ. p. *L. Galle* et *G. Guigue*. Lyon, Société des bibliophiles lyonnais, 2 vol., LXXXIV-461 et 502 p. — *Abbé A. Lecler*. Mar-tins et confesseurs de la foi du diocèse de Limoges pendant la Révolution fran-çaise. T. III. Limoges, Ducourtieux, 562 p. Prix : 9 fr. — *A. Loubignac*. Épi-sode de la Révolution en Corrèze, 1793-1794. Tulle, impr. Mazeyril, 35 p. — *J. Gauthier*. Les châtelains domaniaux en Franche-Comté, XIII^e-XV^e s. Besan-

çon, impr. Jacquin, 40 p. — *Abbé L. Loye*. Histoire de l'église de Besançon. T. V. — *D^r A. Fournier*. Le duc Léopold et la Lorraine. Saint-Dié, impr. Cuny, 183 p. (Bull. de la Soc. philom. vosgienne, 1902-1903.) — *Ét. Grousset*. Histoire du diocèse de Montpellier pendant les premiers siècles. Montpellier, impr. de la manufacture de la Charité, 154 p. — *L. Paulet*. Les Baux et Castillon. Histoire des communes des Baux, du Paradou, de Maussane et de Mouriers. Marseille, Ruat, xx-398 p. — *Alf. Prudhomme*. Histoire de Neauphle-le-Château. Blétil, viii-291 p. — *H. Affre*. Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue. Rodez, impr. Carrère, vii-470 p. à 2 col. (Soc. des lettres, arts et sciences de l'Aveyron.) — *A. Bethouart*. Histoire de Chartres, 1789-1900. T. I. Chartres, impr. Garnier, iv-435 p. Prix : 6 fr. — *René Blanchard*. Le 10^e léger et la révolution de juillet 1830 à Nantes. Vannes, impr. Lafolye, 67 p. (Rev. de Bretagne.) — *P. Bliard*. Exécution de Pontcalcé et de ses compagnons. Ibid., 16 p. (Rev. morbihannaise.) — *Abbé Eug. Martin*. Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié. T. III : du démembrement en trois diocèses à la modification des circonscriptions diocésaines après la guerre franco-allemande. Nancy, Crépion-Leblond, 612 p. — *Id.* Un chapitre d'histoire de la Révolution. La persécution et l'anarchie religieuse en Lorraine. Ibid., iii-194 p. — *A. Fray-Fournier*. Le club des Jacobins de Limoges, 1790-1795, d'après ses délibérations, sa correspondance et ses journaux. Limoges, Charles-Lavauzelle. (Arch. hist. du Limousin, 2^e série.)

BIOGRAPHIES. — *H. de Lagüerrenne*. Recherches historiques, biographiques et généalogiques : la famille Gilbert du Deflant. Saint-Amand (Cher), impr. Pinoteau, 19 p. — *A. Bourgeois*. Théroigne de Méricourt et le marquis de Saint-Huruge. Paris, bibliothèque de la Critique, xvi-61 p. in-16. Prix : 3 fr. — *C. Girerd*. Les seigneurs de Chevenon, 1264-1789 ; recherches généalogiques. Combet, vi-163 p. in-16. — *F. Mugnier*. Histoire d'Antoine Favre, 1557-1624. Champion, 539 p. — *A. Pinvert*. Notice sur les sires de Bourbon, comtes de Clermont en Beauvaisis, et sur le comté. Fontemoing, x-87 p. Prix : 3 fr.

Belgique. — M. Alphonse DELESCLUSE, chargé de cours à l'Université de Liège et secrétaire de la rédaction des *Archives belges*, est décédé à Liège le 21 mai, âgé de trente-trois ans. C'était un érudit modeste et consciencieux. Il avait publié, en collaboration avec M. D. BROUWERS, le *Catalogue des actes de Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège* (Bruxelles, Lebègue, 1900, in-8°, 467 p.; voy. *Rev. hist.*, LXXXI, 141). On lui doit aussi d'intéressantes études sur des questions d'histoire médiévale et de bons comptes-rendus périodiques du mouvement historique belge dans la *Revue des Questions historiques*. Il préparait sur l'histoire économique du chapitre de Saint-Lambert à Liège un travail considérable que la mort ne lui a pas permis d'achever.

— Le 14 avril est décédé à Saint-Josse-ten-Noode-lez-Bruxelles, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, M. le baron E.-A.-T.-J. WITTERT-D'HOOGLAND, auteur de travaux estimables sur l'histoire du pays de Liège et surtout sur l'histoire des arts. Nous citerons : *Godefroi de Fontaines, le docteur vénérable* (Liège, 1873, in-8°); *la Bataille d'Othée de 1408* (Ibid., 1879, in-16); *Gilles Demarteau, graveur du roi, 1722-1776* (Bruxelles, 1883, in-8°); *Lucas de Leyde et Albert Dürer, 1470-1530* (Ibid., 1889, in-8°).

— M. G. KURTH a fait paraître le t. I des *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert-en-Ardenne* (*Commission royale d'histoire*. Bruxelles, Kiessling, in-4°, LXXVII-760 p.). Avant de donner le texte d'une charte, le savant éditeur fournit aux lecteurs tous les détails indispensables sur les manuscrits et sur les éditions imprimées avec leur interdépendance; il y joint, lorsque c'est nécessaire, des observations sur l'authenticité, la date et l'histoire du diplôme. Les documents apocryphes sont distingués des documents authentiques par un caractère plus petit. Au bas du texte, il y a des notes contenant les variantes, et les notes réservées au commentaire interprétatif. Ce commentaire abonde en renseignements neufs et curieux. C'est le premier volume édité conformément aux *Instructions pour la publication des textes historiques*, émanées de la *Commission royale d'histoire*, lesquelles font aujourd'hui autorité dans le monde scientifique (voir Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos, *Introduction aux études historiques*, éd. de 1898, p. 55).

— Depuis le 1^{er} janvier 1903 paraît à Bruxelles une nouvelle revue trimestrielle portant comme titre : *Revue des bibliothèques et des archives de Belgique*. Elle publie des travaux de bibliographie et de bibliothéconomie, des comptes-rendus d'ouvrages concernant la profession d'archiviste ou de bibliothécaire, un dépouillement des revues étrangères du même genre, des renseignements d'ordre pratique : indications de ventes importantes, catalogues de libraires, actes officiels relatifs aux bibliothèques et archives, mutations dans le personnel. La nouvelle revue est placée sous la direction du P. J. VAN DEN GHEYN, Hollandiste, conservateur des manuscrits à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

— Le roi des Belges avait mis au concours la question suivante : *Faire l'histoire de la fondation par les peuples anciens et modernes de leurs dépendances d'outre-mer, en exposant surtout les avantages politiques et économiques qu'ils ont retirés directement ou indirectement desdites dépendances*. Le prix, d'une valeur de 25,000 francs, a été décerné, sur les conclusions très élogieuses et unanimes du jury, au mémoire dû à la collaboration de MM. Hermann VAN DER LINDEN, professeur d'histoire à l'Athénée royal d'Anvers, et DELANNOY, chef de bureau au ministère de la Justice. Le jury était composé de MM. le chevalier Descamps, sénateur, ministre d'État; J. Leclercq, membre de l'Académie royale de Belgique; de Ramaix, sénateur; baron Béthune et de Landsheere, membres de la Chambre des représentants; Max, conseiller provincial; Le Marinel, capitaine commandant et explorateur du Congo.

Allemagne. — Jacques-Henri DE HEFNER-ALTENECK, bien connu comme historien de l'art et de la civilisation, est mort à Munich, âgé de quatre-vingt-douze ans. Parmi ses nombreuses publications, nous signalerons un ouvrage en dix volumes intitulé : *Trachten, Kunstwerke und Gerätschaften vom frühen Mittelalter bis Ende des XVIII Jahrh.* (1879-1890).

— Le Dr BRATKE a été nommé professeur extraordinaire d'histoire ecclésiastique à Breslau; le Dr BOEHMER a été nommé au même titre à Bonn; le Dr Aloys SCHULTE professeur ordinaire à Bonn; le Dr C. NEUMANN professeur extraordinaire d'histoire et d'histoire de l'art à Gœttingue. M. Bruno KRUSCH, archiviste de l'État à Breslau, et le prof. Engelbert MUEHLBACHER, de Vienne, ont été nommés membres du Comité central des *Monumenta Germaniae*, et M. LÖESCHKE membre du Comité central de l'Institut archéologique allemand à Berlin.

— Le rapport annuel sur les travaux des *Monumenta Germaniae historica* a été rédigé par le professeur O. HOLDER-EGGER. Pendant l'exercice écoulé ont paru : dans la section des *Scriptores*, le tome IV des *Scriptores rerum merovingicarum* (Passiones vitaeque sanctorum aevi merovingici), par Bruno KRUSCH; le tome XXXI, 1^{re} partie, des *Scriptores*; la *Vita Bennonis II, episcopi Osnabrugensis* (auctore Norberto, abbate Iburgensi), par H. BRESSLAU; dans la section des *Leges*, la sectio I du t. I des *Leges Visigothorum*, par K. ZEUMER; dans celle des *Diplomata*, la seconde partie du tome III, contenant les diplômes de Henri II et d'Arduin; dans celle des *Epistolae*, le tome IV des *Epistolae karolini aevi*. — La 2^e partie du tome XXXI des *Scriptores* contiendra la double chronique, c'est-à-dire le « Liber de temporibus » et les « Cronica imperatorum » du notaire d'Albert Milioli de Reggio d'Emilia, avec trois relations sur le siège et la prise de Damiette en 1218-1219. Dans le tome XXXII figurera la Chronique de Salimbene. L'impression du tome I des *Diplômes carolingiens*, publiés par M. MUEHLBACHER, est presque terminée.

— La librairie Oldenburg, à Munich, a mis en vente une deuxième édition, refondue, de Friedrich RATZEL, *Politische Geographie* (avec 39 cartes. Prix : 48 m.).

— Le Dr STEPHANI a terminé, avec un second volume, son ouvrage : *Das älteste deutsche Wohnbau und seine Einrichtung*; ce tome II traite des maisons d'habitation et de leur système de construction depuis Charlemagne jusqu'à la fin du XI^e siècle (Leipzig, Baumgärtner. Prix : 48 m.).

— Le tome II du grand *Dictionnaire de la conversation* de MEYER contient la fin de la lettre A et se termine avec l'article *Bismarck*. L'article le plus richement illustré est celui qui est consacré à l'histoire de la sculpture (*Bildhauerkunst*) et auquel vingt planches sont annexées. A noter aussi l'article *Autographes*, avec dix planches. Il ne peut être question, naturellement, d'analyser une compilation où il y a de tout; mais il faut dire que l'ouvrage, dont on nous offre la 6^e édition, a été mis au courant des événements. Les vivants y voisinent à côté des morts, et parfois ceux-ci sont sacrifiés à ceux-là : ainsi saint Bernard, à qui l'on a donné quarante-quatre lignes, tandis qu'on en a consacré vingt-trois à M. Tristan Bernard. Berlin et ses monuments occupent dans ce volume une place considérable, non sans doute hors de proportion avec

celle que cette ville occupe dans l'Allemagne et dans le monde. Et nous devons passer sous silence tant d'articles variés qui ne touchent pas même indirectement à l'histoire, mais sur lesquels tout homme instruit est heureux de trouver des renseignements précis, sûrs et récents (*Meyer's Grosses Konversations-Lexikon*, Bd. II. Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut, 1903).

— Au milieu de ses travaux pour les « Deutsche Reichstagsakten » concernant le règne de Sigismond, M. Gustave BECKMANN a trouvé le temps de consacrer une brochure à l'idée politique dominante de cet empereur-roi. *Der Kampf Kaiser Sigmunds gegen die werdende Weltmacht der Osmanen, 1392-1437* (Gotha, F.-A. Perthes, 1902, XII-118 p.), veut prouver que la politique orientale de l'empereur d'Allemagne, roi de Hongrie, était de combattre à outrance les Turcs; que cette idée était comme le centre de son activité politique; qu'il a pu paraître l'abandonner à certains moments de son règne, mais qu'il y est toujours revenu. M. Beckmann croit trouver la confirmation de son hypothèse dans la mission diplomatique que Sigismond avait confiée à Pippo Spano, autrement dit Scolari (chez les Magyars : Ozorai Pippo). Ce général, homme d'État, originaire d'Italie, s'établit en Hongrie, où, le premier, il appela des artistes de son pays natal et inaugura ainsi le mouvement de la Renaissance magyare, si fortement accentué sous Mathias Corvin. Il avait été envoyé, en 1410, par Sigismond, à Rome, pour soumettre ses plans au pape Jean XXIII. Les historiens ont prétendu jusqu'ici que cette mission avait pour but de fortifier, grâce à l'intervention du Saint-Siège, l'autorité de Sigismond auprès du haut clergé magyar, de l'appuyer dans ses visées sur la couronne « royale romaine, » d'intervenir entre Venise et la Hongrie, alors en guerre, et, enfin, de tenter l'union des deux Églises, latine et grecque. Selon M. Beckmann, toutes ces demandes étaient subordonnées au but principal : la lutte contre les Turcs, dont les progrès étaient une menace pour l'Europe catholique. L'auteur voit cette idée dominer dans les actes de Sigismond de 1410 à 1413; même de 1415 jusqu'à sa mort, cette idée le hantait. Seules les circonstances l'empêchèrent d'exécuter ce plan vraiment grandiose! La démonstration de M. Beckmann ne repose que sur des hypothèses; on ne voit vraiment pas de raison à la joie puérile qu'il manifeste dans sa Préface (p. VII) à propos de cette « découverte. »

I. K.

Hongrie. — Parmi les dernières publications historiques de la Hongrie, il importe de signaler les suivantes :

1^o Henri MARCZALI, *Enchiridion Fontium Historiae Hungarorum* (*A magyar történet kultúrájának kézikönyve*. Budapest, Athenaeum, 1902, in-8^o, x-967 p.). M. Wlassics, ministre de l'Instruction publique, a chargé, en 1895, plusieurs professeurs de l'Université de Budapest de publier, à l'usage de leurs élèves, les manuels indispensables à leurs études. Ce besoin se faisait surtout sentir à la Faculté de philosophie

(lettres et sciences), dont les élèves doivent souvent avoir recours aux publications allemandes ou françaises pour s'initier à leur futur métier. S'il s'agit de philologie classique ou d'histoire universelle, le mal n'est pas très grand, mais, pour l'histoire magyare elle-même, il manquait un manuel qui permit de se rendre compte des sources à consulter pour chaque période. M. Marczali, professeur d'histoire de Hongrie, comble cette lacune avec l'ouvrage que nous signalons. Ce livre poursuit deux buts. Il donne d'abord, pour chaque époque de l'histoire des Magyars depuis les origines obscures jusqu'au dualisme (1867), toutes les sources nationales et étrangères avec les indications bibliographiques nécessaires, se bornant cependant aux chroniques, aux mémoires et aux descriptions. Puis il donne un choix d'extraits qui nous montrent le mieux l'état social et politique de la période étudiée. Ce choix est toujours précédé de notices assez développées dont l'ensemble ne forme pas seulement une contribution très précieuse à l'appréciation des sources, mais en même temps un petit cours d'histoire où M. Marczali, avec sa maîtrise habituelle, fait ressortir les points les plus essentiels. Il est tout naturel que, dans un pays où le latin dominait jusqu'au commencement du XIX^e siècle, la plus grande partie des sources soit en langue latine; ces extraits ne sont pas traduits, mais l'auteur a donné la traduction magyare des sources byzantines et italiennes, les premières très importantes pour l'époque la plus ancienne lorsque les Magyars prirent possession de leur pays actuel, les dernières pour l'époque des Anjou et le règne de Louis le Grand (1342-1382). Ce volume rendra service même aux savants qui ne savent pas lire le hongrois; mais son but principal est de former de jeunes historiens magyars et de guider les professeurs des lycées dans leurs recherches.

MM. Mika et Angyal, *privat-docents* à l'Université de Budapest, ont été les collaborateurs de M. Marczali : le premier pour le XVI^e, le second pour le XVII^e siècle.

2^e Mgr Guillaume FRANKÓI a donné rapidement le second volume de son ouvrage sur les *Relations ecclésiastiques et politiques de la Hongrie avec le Saint-Siège* (*Magyarország egyházi és politikai összeköttetése a római szent-székkal*, t. II. Budapest, Société Saint-Etienne, 1902, ix-489 p. in-8^e). Après avoir consacré un volume de 400 pages à une période qui embrasse quatre siècles (voy. *Revue historique*, septembre-octobre 1902), il nous donne aujourd'hui l'exposé de la période qui va du concile de Constance jusqu'à la bataille de Mohács (1418-1526). On peut dire que c'est Mgr Frankói qui a ouvert les sources qui alimentent son œuvre. Depuis qu'il a fondé l'Institut historique magyar à Rome, son principal but était de donner le supplément nécessaire aux *Vetera Monumenta historica Hungarum sacram illustrantia* d'Auguste Theiner. C'est dans ce sens qu'il dirigea les *Monumenta Vaticana Hungariae*. Grâce à ces nouveaux documents, son livre gagne en importance. Il est divisé en trois chapitres. Le premier (1418-1458) expose les relations

des rois magyars, — surtout de Sigismond, — avec les papes Martin V et Eugène IV, et retrace avec beaucoup de détails la mission de Jacobus de Marchia, qui fut envoyé en Hongrie pour combattre les progrès des doctrines de Jean Huss; puis celle du cardinal Julian, qui engagea le roi Wladislas I^{er} à rompre le traité conclu avec les Turcs et à commencer les hostilités, ce qui amena la défaite de Varna (1444), où tomba le roi magyar. Les relations de Jean Hunyad, gouverneur pendant la minorité de Ladislas V, avec le pape Nicolas V, le rôle joué par Saint-Jean Capistrano et par Carvajal en Hongrie terminent ce chapitre. Le deuxième est entièrement consacré au règne de Mathias Corvin (1458-1490), dont Mgr Fraknói est l'historien attitré. Il n'a pas seulement écrit l'histoire de ce règne (1890, traduction allemande 1891), mais il a publié aussi la Correspondance de Corvin avec les souverains étrangers (1893, 1895). Les papes Pie II, Paul II, Sixte IV et Innocent VIII ont entretenu des relations suivies avec le puissant monarque, qui savait maintenir son indépendance même vis-à-vis du Saint-Siège. Après sa mort, la Hongrie tombe en décadence sous Wladislas II et le jeune Louis II. Cette décadence aboutit au désastre de Mohács. Les papes Alexandre VI, — il était en même temps abbé mitré de Pétervárad, — Jules II, Léon X, Hadrien IV, Clément VII font tous leurs efforts pour conjurer le péril turc; Campeggio et Burgio, légats du Saint-Siège, prêchent la croisade, cherchent du secours un peu partout, mais c'est en vain : les Mahométans restent vainqueurs et subjuguent pour cent cinquante ans le pays.

Il est curieux de noter qu'un des concurrents les plus sérieux de Léon X au conclave fut le cardinal hongrois Thomas Bakócz, qui a séjourné à Rome de 1511 à 1513, est revenu pour prêcher la guerre sainte contre les Turcs et ne réussit qu'à exciter une jacquerie (1514).

L'ouvrage de Mgr Fraknói est admirablement documenté; il n'y a pas moins de 1,341 notes qui renvoient aux sources. Dans la bibliographie, très complète, nous voyons l'auteur lui-même figurer avec vingt-sept livres ou articles tous relatifs à cette époque, que personne aujourd'hui, ni en Hongrie ni ailleurs, ne connaît mieux que lui.

3° Les hommes politiques hongrois ne trouvent guère de loisirs pour écrire des ouvrages historiques; quelquefois cependant ils prennent la plume et composent des livres où les vues ingénieuses abondent et où éclate une certaine supériorité que donne le maniement des affaires. Ainsi, Béla GRÜNVALD a donné deux volumes sur l'*Ancienne Hongrie* et sur Étienne Széchenyi qui resteront. M. AKOS BEÖTHY nous présente, dans deux volumes compacts, ses idées sur le *Développement de la constitution hongroise* et sur les luttes qu'elle a dû soutenir au cours des siècles (*A magyar államiság fejlődése, küzdelmei*. Budapest, Athenaeum, s. d. (1901, 1902), t. I, xxxii-895 p.; t. II, 392 p. in-8°). Comme l'auteur le dit dans sa préface, c'est le résumé de son travail politique et parlementaire depuis bientôt quarante ans. Ne cherchons pas dans l'œuvre de M. Beöthy un exposé systématique appuyé de références et de ren-

vois aux sources. Non, ce sont plutôt des causeries spirituelles d'un homme qui a énormément lu, qui connaît les principaux historiens français, anglais et allemands, qui a l'habitude de comparer les constitutions des différents pays, de suivre les changements que ces pays ont subis et d'en montrer les conséquences. M. Beöthy, en parlant du moyen âge hongrois, fait des parallèles très intéressants; malheureusement, ces parallèles dégénèrent souvent en hors-d'œuvre, de sorte que l'ouvrage produit l'impression d'une causerie à bâtons rompus où l'auteur mêle le présent au passé.

Le premier volume, qui porte comme devise ce mot toujours vrai du jurisconsulte Verböczy : « Regnum istud Hungariae, cum partibus sibi subjectis, in medio faucibusque hostium situm et positum est. Quod gladio semper et armis tutari defendique solet, » embrasse toute l'histoire constitutionnelle de la Hongrie depuis l'époque arpadienne jusqu'en 1825. Il se divise en trois parties. La première expose la constitution magyare, sa lente formation, les assauts qu'elle eut à repousser depuis la formation du royaume jusqu'à la bataille de Mohacs. Ces 200 pages donnent la quintessence des travaux des historiens magyars; mais M. Beöthy, visant uniquement à faire ressortir *la raison d'être* de l'autonomie magyare, s'applique à nous montrer cette autonomie dès le début de l'histoire de ce peuple. Sa comparaison entre la Grande Charte anglaise et la Bulle d'or magyare, — il n'y a que sept ans de différence entre ces deux documents, — est un travail solide, qui fait bien saisir la grande parenté des deux plus anciennes constitutions de l'Europe. Ce qu'il dit du « *populus Verboeczianus*, » c'est-à-dire de la petite noblesse magyare, pour laquelle il a un grand faible, de la constitution de la Pologne et de l'importance du *Tripartitum* de Verböczy (1517), ce code célèbre dont la vie politique magyare s'était nourrie jusqu'en 1848, est à lire et à retenir.

La deuxième partie embrasse les deux siècles les plus tourmentés de l'histoire magyare : le xvi^e et le xvii^e. M. Beöthy dit ici de dures vérités aux Habsbourg. On voit par l'exposé de M. Beöthy que la maison de Habsbourg n'avait, pendant ces deux siècles, qu'un but : faire de la Hongrie une province autrichienne; combattre à outrance, et par tous les moyens barbares dont elle disposait, le protestantisme; rendre la Hongrie « d'abord mendiante, puis catholique, » comme l'archevêque Kollonich, cet instrument docile de la cour de Vienne, l'avait dit. M. Beöthy trouve des paroles de blâme sévère pour le cardinal Pázmány, auquel, jusqu'ici, personne n'a osé toucher, parce qu'il est une des gloires non seulement de l'Église catholique du xvi^e siècle, mais aussi de la littérature. Mais c'était un fanatique qui, dans son prosélytisme, convertissait les grandes familles nobles au catholicisme, qui travaillait pour les Jésuites, dont il était le disciple. Le rôle néfaste joué par ces derniers est franchement exposé; ce chapitre pourrait être comparé avec les pages remarquables que M. E. Denis, dans son récent ouvrage : *la Bohême depuis la Montagne-*

Blanche, consacre aux méfaits des Jésuites en Bohême à la même époque. M. Beöthy met, par contre, bien en relief les mérites souvent méconnus des princes de Transylvanie, de Bocskay, de Bethlen et des Rákoczy, qui, pendant la réaction autrichienne, ont su maintenir intact l'esprit national dans leur petite principauté qui rayonnait alors sur toute la Hongrie. Il reconnaît en Martinuzzi, assassiné traîtreusement par le général autrichien Castaldo, un vrai homme d'État, qu'on peut considérer comme le précurseur de ces champions de l'idée nationale magyare, dont le plus illustre représentant était le comte Nicolas Zrinyi. À côté de tels hommes, un Montecuccoli, « ce cadet de Gascogne, » comme l'appelle M. Beöthy, compte à peine, parce qu'il était incapable de comprendre la hauteur des vues militaires et politiques d'un Zrinyi. — Toujours amateur des parallèles, l'auteur nous donne dans cette partie un portrait largement brossé de Léopold I^{er} et de Louis XIV. Il dit très justement du premier : « La cruauté, la perfidie et l'hypocrisie, avec leurs conséquences funestes, ne peuvent pas être contrebalancées par le nombre incalculable de messes qu'il a écoutées et par le fait qu'on ne lui connaît pas de maîtresse. Son bigotisme s'alliait à merveille à la plus grande dureté, à la plus épouvantable cruauté » (p. 414). Il nous montre sa conduite envers les chefs de la conjuration de Wesselényi : Zrinyi et Frangipani.

Dans la troisième partie, M. Beöthy nous donne l'exposé de l'époque *inerte*, « vis inertiae korszaka, » c'est-à-dire depuis la défaite du dernier prince de Transylvanie, François II Rákoczy, jusqu'à l'ouverture de la diète mémorable de 1825. Pour mieux faire comprendre le but que poursuivait la maison d'Autriche, il a divisé le récit en deux parties. Il expose d'abord l'histoire intérieure de l'Autriche sous Charles VI (pour les Hongrois : Charles III), les luttes avec la Prusse, trace un joli portrait de Marie-Thérèse qu'il compare tantôt à Élisabeth d'Angleterre, tantôt à Catherine II. Comme femme, il la place au-dessus d'elles ; mais il n'hésite pas à mentionner son intolérance religieuse tout à fait monstrueuse pour l'époque, son pédantisme et son imitation servile de la bureaucratie prussienne. La caractéristique de Joseph II, sans haine ni parti pris, est également bien réussie. Comme conclusion, nous avons un parallèle entre l'Autriche, au commencement du XIX^e siècle, et l'Empire byzantin, qui n'est pas très flatteur pour François II. « Si la monarchie est restée debout, dit M. Beöthy, elle le doit aux sacrifices des provinces héréditaires, à la force militaire et politique de la Hongrie, mais nullement à l'administration de Vienne. » — Passant ensuite à la Hongrie, l'auteur entame une discussion en règle avec Grünwald, — on sait que cet éminent publiciste s'est suicidé, il y a quelques années, à Paris, — à propos de son volume : *L'Ancienne Hongrie (1711-1825)*. Grünwald avait tracé un tableau très sombre de cette époque ; il a notamment accusé la noblesse magyare de nonchalance, de torpeur et lui a attribué la décadence de l'esprit national. M. Beöthy, de son côté, trouve que le marasme n'était pas si général. La nation, quoique épu-

sée par une lutte deux fois séculaire, travaillait avec courage; elle s'était refaite en silence, grâce à l'autonomie des comitats, et sans le secours de l'administration autrichienne. Cependant, M. Beöthy ne pourrait pas, toutefois, nier que dans le domaine de la littérature la stagnation ne fût complète. On n'imprimait plus que des livres de prières et des almanachs. Les rares écrivains se communiquaient leurs manuscrits, mais ne publiaient presque rien. Il est vrai que quelques Jésuites recueillent les documents historiques, mais ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle que le souffle venu de France commence à vivifier l'arbre étioilé de la littérature magyare. Nous trouvons également que M. Beöthy est trop sévère pour Martinovics, le chef des *Jacobins* hongrois, quoiqu'il dise que même moralement il valait autant que Thugut et ses compagnons. Les Magyars, comme disait Sayous, ne devraient jamais oublier les services que Martinovics a rendus à la cause libérale.

Le tome II, qui conduit le récit jusqu'à la fondation du *Pesti Hirlap*, par Louis Kossuth (1841), se divise en deux parties. Dans la première, l'auteur établit très nettement la différence entre le système gouvernemental en Autriche et en Hongrie; il fait ressortir l'importance des diètes qui se succédèrent de 1825 à 1841 et nous fait assister aux « préliminaires de la tempête. » Ces chapitres montrent en pleine lumière les qualités maîtresses de M. de Beöthy : une connaissance parfaite de la vie municipale magyare et du droit public, un coup d'œil perspicace pour démêler dans les institutions le génie politique de la race magyare. Comme dans le premier volume, les portraits bien réussis ne sont pas rares, tel celui de Metternich. Les comparaisons avec l'état politique et social de la France et surtout de l'Angleterre donnent à chaque chapitre un grand intérêt. — La dernière partie nous apporte enfin l'histoire détaillée des transformations profondes que la Hongrie a subies pendant cette période, peut-être la plus riche en hommes d'État et en grands talents. Celui qui la domine, au moins jusqu'en 1841, est le comte Étienne Széchenyi. M. Beöthy nous semble un peu sévère pour lui. Il lui conteste les connaissances juridiques nécessaires à un homme d'État et ne voit en lui que l'économiste utilitaire, suivant les traces de Bentham. Deák, et surtout Kossuth, l'ont dépassé comme politiques et comme légistes. Même si nous accordons à M. Beöthy que Széchenyi, dans ses réformes, a surtout insisté sur le côté pratique, il conviendra que les diètes de 1825 à 1841 furent autant de triomphes de ses idées, que la vie reprit grâce à son action. Il est vrai que Széchenyi ne comprit pas le rôle important que la petite noblesse avait joué dans le maintien de la constitution, qu'il se moquait souvent de ses privilèges et de cette politique des *grieffs* (*gravamina*) qui cherchait toujours querelle à l'Autriche et restait figée dans son inaction; mais ses pamphlets (*Crédit, Lumière, le Stade*), qui préconisaient surtout des réformes économiques, ont, malgré tout, secoué la nation de sa torpeur. Certes, il n'était pas un légiste consommé, comme Deák, que M. Beöthy appelle « le plus noble exemple des *tabla-*

török, » c'est-à-dire des politiciens formés par le comitat; il n'avait pas non plus la fougue oratoire d'un Kossuth ni son coup d'œil perspicace; mais, malgré « son extrême nervosité, » il était l'homme de la situation; sa politique sage, un peu lente, mais bien calculée, n'éveillait pas les soupçons de la cour et aurait peut-être évité la Révolution.

M. Beöthy termine son volume avec les portraits de Kölcsey, poète et orateur, de Wesselényi et de Deák.

Cette « étude politique, » malgré quelques longueurs, est extrêmement attrayante, fait réfléchir, parce qu'elle ne suit pas les sentiers battus, et montre des connaissances historiques, juridiques et politiques peu communes.

4^o Nous avons signalé le premier volume que M. E. FINÁCZY, professeur de pédagogie à l'Université de Budapest, a consacré à l'*Histoire de l'Instruction publique hongroise sous Marie-Thérèse* (voy. *Revue historique*, janvier-février 1904). Le tome II, qui termine l'ouvrage, vient de paraître. (*A magyarországi közoktatás története Maria Terésia korában*. Tome II, 1773-1780. Budapest, Académie, 1902, VIII-525 pages in-8^o.) Il est presque entièrement consacré à la célèbre *Ratio educationis*, « l'œuvre la plus importante peut-être de la reine, » comme dit M. Fináczy. En effet, la « *Ratio educationis publicae totiusque rei literariae per regnum Hungariae et provincias eidem annexas*, » promulguée en 1777, a donné une organisation solide à l'instruction publique et a servi de base, pendant plus d'un demi-siècle, à toutes les réformes. L'ouvrage de M. Fináczy donne, en treize chapitres, d'abord un coup d'œil sur le mouvement pédagogique en France et en Allemagne dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle; il esquisse les préliminaires de la réforme en Autriche et fait ressortir l'influence que les théories de La Chalotais exercèrent sur le comte Antoine Pergen, qui, de 1770 à 1772, élaborait les projets. M. Fináczy passe ensuite à la Hongrie et retrace l'histoire de la seule Université que le pays possédait alors, celle de Nagy-Szombat (Tyrnavie), fondée en 1635 par le cardinal Pazmány, transférée en 1777 à Bude et de là à Pest; il retrace l'organisation de l'enseignement primaire qui prit naissance avec la *Ratio*, puis celle des écoles d'enseignement secondaire, où, avec la suppression de l'ordre des jésuites, un nouvel esprit pénétra.

M. Fináczy a, le premier, compulsé tous les documents des archives magyares et viennoises pour donner à son récit un fond solide. Il a très bien montré de quelle façon cette *Ratio*, qui, en somme, n'est qu'une réforme élaborée en France et en Allemagne, transplantée en Autriche, fut accueillie en Hongrie; comment on l'a accommodée au génie national, aux exigences des différents cultes; la part que les deux Magyars, Urményi et Tersztyánszky, prirent à l'élaboration de la réforme. Il établit les premières données exactes sur l'organisation des écoles primaires dans le Banat, dévasté pendant des siècles par les Turcs et où des comitats entiers étaient dépourvus d'école. C'est là et dans les confins militaires que le gouvernement fonde pour les habitants du culte grec-orthodoxe les premiers établissements d'instruction primaire.

L'appendice nous donne deux chapitres intéressants. Le premier traite du projet d'un séminaire grec-orthodoxe à Ujvidék (Neusatz) que Marie-Thérèse aurait voulu fonder sur le territoire magyar, mais que la chancellerie hongroise refusa net; le second, de la fondation de l'École des mines de Selmecz (1763). Cette école, située au centre de la contrée minière du Nord, devint bientôt célèbre. C'est auprès de cette école que le géologue Ignace Born fonda un Institut international de géologie dont firent partie Lavoisier, Guyton-Morveau, Klaproth, Gmelin, Werner et Pallas. En 1794, lorsque la Convention décida la création de l'École polytechnique, le rapporteur mentionna avec éloge et proposa comme modèle le laboratoire de Selmecz.

M. Fináczy a ajouté à son volume douze documents inédits dont plusieurs se rapportent à la suppression de l'ordre des Jésuites dans la monarchie des Habsbourg (1773). C'est grâce à cette suppression que la *Ratio* a pu être imposée à toutes les écoles catholiques.

L'ouvrage de M. Fináczy est une des meilleures contributions à l'histoire du règne de Marie-Thérèse et à la connaissance de la vie scolaire des Magyars au XVIII^e siècle.

5^e M. Charles SCHRAUF, archiviste de l'Université de Vienne, a donné le IV^e volume de la série : *les Étudiants hongrois à l'étranger (Magyarországi tanulók külföldön)*. Dans cette série, M. Mokos avait établi la liste des étudiants magyars à l'Université d'Iéna, puis M. Schrauf celle des étudiants aux Universités de Vienne et de Cracovie. Le volume qui vient de paraître reproduit le manuscrit des *Matricules de la Natio Hungarica à l'Université de Vienne de 1453 à 1630 (A bécsi egyetem magyar nemzetének anyakönyve)*. Budapest, Académie, 1902. xciv-544 p. in-8^o. Ce manuscrit, conservé aux archives de l'Université, nous permet de suivre d'année en année cette corporation d'étudiants qui s'était organisée d'après celles de l'Université de Paris. « Nos, advertentes venerabilem Universitatem Parisiensem..., universitatem nostram in quatuor nationes velut illa distincta est... duximus dividendam, » dit un décret. Mais, tandis que les étudiants magyars à l'Université de Paris étaient englobés avec les Tchèques et les Germaines dans la « Natio Anglica, » à Vienne, la « Natio Hungarica » subsistait toujours à part; on lui adjoignit cependant les étudiants slaves. La « Natio Hungarica » est mentionnée dès 1366, mais ses *Matricules* ne datent que de 1453. Nous pouvons y relever le nom de 3,296 étudiants. M. Schrauf a fait précéder la reproduction du manuscrit d'une importante introduction où il retrace les statuts de la corporation, parle de son *procurator* et de ses attributions, de ses membres, qu'il classe selon les villes magyares dont ils étaient originaires, établit la fortune de la *Natio* par des statistiques minutieuses comme s'il s'agissait du budget d'un état; décrit la fête du patron (le 27 juin, jour de la Saint-Ladislav), les cérémonies des enterrements et des anniversaires des décès et donne finalement la description du manuscrit avec deux fac-similés. L'index est très détaillé (p. 387-540). Relevons deux dates intéressantes l'histoire de France.

P. 309. Année 1574, 24 juin. « Praedicto anno Henricus, dux Andegavensium, natus rex in Gallia et coronatus in Polonia (paulo ante in regem electus), Carolo rege Galliae fratre mortuo, turpiter regnum Poloniae et suos deserens in Galliam sese recipiens, die 24 junii, cum Viennam veniret, Caesar Maximilianus II, principes et tota aula ipsi ad pontem usque Lupi, vulgo Wolfspruck, obviam processerunt. » — P. 342. Année 1610. Mai. « Hoc anno in maio visi sunt duo circuli, unus albus, alter coloratus, scilicet albo, rubeo et flavo colore permixtus, et albus circulus recte circa solem aequali distantia habebat suam circumferentiam... Paulo post rex Galliarum cultro misere interfectus fuit a vilissimo quodam homine. »

6^e M. Jean KARACSONYI continue ses recherches généalogiques sur les *Grandes familles hongroises jusqu'au milieu du XIV^e siècle (A magyar nemzetségek a XIV század közepéig)*. T. III. Budapest, Académie, 1901. 254 p. in-8^o (voy. *Revue historique*, sept.-oct. 1902). Ce volume donne les notices depuis *Rád* jusqu'à *Zsidó*. Les familles Rátot (Rátold), Szák, Szalók, Tekele, Tomaj, Zah (Zách) sont traitées avec beaucoup de détails. Aux grandes familles, M. Karácsonyi a joint les *Familles des jobbagyones*, dont les ancêtres n'ont pas pris part à l'occupation du pays, mais qui, au XIII^e siècle, avaient obtenu les mêmes droits que les familles les plus anciennes. L'auteur donne également la liste des familles nobles de Slavonie et de la Croatie, pays qui font partie de la Couronne de Saint-Étienne depuis le XI^e siècle. Un travail très utile termine ce volume : c'est l'énumération des comitats avec leurs familles respectives.

I. KONT.

Grande-Bretagne. — Un Comité s'est formé pour élever un monument à la mémoire de Bède le Vénérable à Roker Point, sur le territoire de l'ancien monastère de Jarrow. Ce monument sera une croix de vingt-cinq pieds de haut, en style anglais; il coûtera 500 l. st. (130 ont déjà été souscrites). L'inscription en anglais portant que Bède mourut à Jarrow « le jour de l'Ascension 735 » suppose résolues les difficultés soulevées par Th. Mommsen sur l'exactitude de cette date traditionnelle.

— Nous avons annoncé la disparition de la *Pipe Roll Society*, morte faute d'argent. De sérieux efforts sont faits en ce moment pour la reconstituer, et ils paraissent devoir réussir. La nouvelle Société adopterait un nouveau mode de publication : les textes, au lieu d'être donnés bruts, avec les abréviations figurées, sans introduction et sans notes, seraient publiés en clair, avec tout l'appareil critique nécessaire; au lieu d'une sorte de fac-similé typographique, on aurait sous les yeux une édition savante. C'est d'après cette nouvelle méthode que l'on prépare le rôle de l'année 1176. On peut espérer que, transformée de la sorte, l'entreprise prospérera, et il est fort à désirer, pour l'intérêt des études historiques, qu'elle prospère en effet.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Chuguet (Arthur)*. Études d'histoire, 434.
Denis (Samuel). Histoire contemporaine, 329.
Hollitscher. Das historische Gesetz, 133.
Hueffer (Hermann). Quellen zur Geschichte von 1799 und 1800, 114.
Lindner (Theod.). Einleitung zu einer Weltgeschichte seit der Völkerwanderung, 132.
Pergamini. Histoire moderne, 217.
Ratzel (Fried.). Politische Geographie, 440.
Stern (Alfred). Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815, 121, 375.
Wirth (Albrecht). Volkstum und Weltmacht in der Geschichte, 132.
Zimmermann (Alfred). Die Europäischen Kolonien; t. IV, 131.

ANTIQUITÉ.

- Beasley (T.-W.)*. Le cautionnement dans l'ancien droit grec, 213.

ALLEMAGNE.

- Acta Borussia*; vol. II et III, 111.
 Acten und Urkunden der Universität Frankfurt-a.-O.; 4^e livr., 103.
 Allgemeine deutsche Biographie, 218.
Bauch (Gustave). Die Anfänge des Humanismus in Ingolstadt, 103.
Baumann (F.-L.). Die Eidgenossen und der deutsche Bauernkrieg, 348.
Baz (E. Belfort). The Peasants' war in Germany, 1525-26, 347.
Bergengrün (Alex.). David Hansemann, 123.
Berner (Ernest). Aus dem Briefwechsel Königs Friedrich I von Preussen und seiner Familie, 110.
Bernhardi (Th. von). Zwischen zwei Kriegen, 128.
Bitterauf (Theod.). Die Kurbayerische Politik im 17^{en} Jahrh. Kriege, 113.
Blumenthal (Feld-marschall Graf von). Tagebücher, 128.

- Blumenthal (Max.)*. Bausteine zur preussischen Geschichte, 121.
Brandenburg (Erich). Politische Correspondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen, 342.
Bray (comte François-Gabriel de). Aus dem Leben eines Diplomaten der alten Schule, 120.
Bremen (Walter von). Voy. *Fransecky*.
Brode (Reinhold). Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich-Wilhelm von Brandenburg, 108.
Cardinal von Widdern (colonel Georges). Die Befehlsführung am Schlachttage von Spichern, 131.
Clemen (Otto). Beiträge zur Reformationsgeschichte, 345.
Cornelius (C.-A.). Historische Arbeiten, vornehmlich zur Reformationszeit, 352.
Darmstädter (Paul). Das Grossherzogtum Frankfurt, 115.
Fransecky (general von). Denkwürdigkeiten; p. p. *W. von Bremen*, 129.
Freystedt (Caroline von). Erinnerungen aus dem Hofleben; p. p. *C. Obser*, 117.
Geiger (Ludwig). Therese Huber, 1774-1829, 119.
Gindely (Anton). Voy. *Hirn*.
Gortze (Alfred). Die zwölf Artikel der Bauern, 1525, kritisch herausgegeben, 349.
Goldmann (Salka). Danziger Verfassungskämpfe unter polnischer Herrschaft, 110.
Grolman (H. von). Ernst Eduard von Krause, 129.
Hasenclever (Adolf). Die Politik der Schmalkaldener, vor Ausbruch des Schmalkaldischen Krieges, 350.
Hassell (W. von). Geschichte des Königreiches Hannover, 125.
Haym (Rod.). Aus meinem Leben, 124.
 Heeresbewegungen im Kriege 1870-71, 129.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Heerwagen.** Die Lage der Bauern zur Zeit des Bauernkrieges in den Taubergegenden, 347.
- Hegler (A.).** Sebastian Francks lateinische Paraphrase der Deutschen Theologie, 344.
- Heydenreich (K. Th.).** Die Belagerung von Hünningen, 118.
- Hirn.** Beiträge zur Geschichte des 30jähr. Krieges, aus den nachgelassenen Papieren A. Gindelys, 106.
- Hofmann.** Der Bauernaufstand im Badischen Bauland und Tauberggrund, 347.
- Hollander.** Sleidaniana, 343.
- Inama - Sternegg (K. - Th. von).** Deutsche Wirtschaftsgeschichte in den letzten Jahren des Mittelalters, 153.
- Jany (Kurt).** Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres, 108.
- Kauserau (Gustav).** Die Versuche Melancthon zur katholischen Kirche zurückzuführen, 345.
- Kerber (Dietrich).** Voy. Mohl.
- Kern.** Die Beteiligung Georges II von Wertheim am Bauernkrieg, 347.
- Kohl (Horst).** Anhang zu den Gedanken und Erinnerungen von Otto, Fürst von Bismarck, 126.
- Koser (Reinhold).** König Friedrich der Grosse, 111.
- Kriege (die) Friedrichs des Grossen.** 3^{er} Teil : der 7jähr. Krieg, 112.
- Lippert (Fr.).** Geschichte der Gegenreformation in der Oberpfalz, 101.
- Manteuffel (Freiherr-Otto von).** Denkwürdigkeiten; p. p. H. von Poschinger, 123.
- Mohl (Robert von).** Lebenserinnerungen; p. p. D. Kerber, 124.
- Monumenta Germaniae historica**, 218, 440.
- Obser (Charles).** Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden, 1783-1806, 115.
- Voy. Freystedt (Caroline von).
- Osten-Sacken (Freiherr von der).** Der Feldzug von 1812, 117.
- Pastor (L.).** Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes, 105.
- Poschinger (H. von).** Voy. Manteuffel.
- Rachjahl (Felix).** Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution, 122.
- Ritter (Moritz).** Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation und des 30jähr. Krieges, 106.
- Roth (F.).** Leonhard Kaiser, ein evangelischer Märtyrer aus dem Innviertel, 346.
- Ruehl.** Briefe und Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Friedrich-Wilhelm III, 121.
- Sayous (André-E.).** La crise allemande de 1900-1902, 335.
- Schnell (H.).** Heinrich V der Friedfertige, Herzog von Meklenburg, 1503-52, 346.
- Schreiber.** Die Veranlassung der Fehde Gatz von Berlichingen's mit dem Erzstift Mainz, 348.
- Seraphim (Aug.).** Eine Schwester des Grossen Kurfürsten, Luise-Charlotte von Kurland, 108.
- Staudinger (colonel Karl).** Geschichte des Bayerischen Heeres, 109.
- Stein (Freiherr von).** Lebenserinnerungen, 122.
- Stephani.** Das älteste deutsche Wohnbau, 440.
- Thurnhofer (Fr.-X.).** Bernhard Adelman von Adelmansfelden, Humanist und Luthers Freund, 346.
- Treuenfeld (Br. von).** Das Jahr 1813 bis zur Schlacht von Gross-Görschen, 118.
- Uhlirz (Karl).** Jahrbücher des deutschen Reichs unter Otto II, 218.
- Virck (Hans).** Des kursächsischen Rathes Hans von der Planitz Berichte aus dem Reichsregiment in Nürnberg, 1521-23, 342.
- Volz (G.-B.).** Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen; vol. XXVI, 112.
- Waltz (Otto).** Die Denkwürdigkeiten Kaiser Karls V, 352.
- Wendland (G.).** Versuche einer allgemeinen Volksbewaffnung in Süddeutschland, 1791-94, 116.
- Winckelmann (Otto).** Zur Geschichte Sleidans und seiner Kommentare, 343.
- Wrede (Adolf).** Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V, 341.

AUTRICHE-HONGRIE.

- Beckmann (Gustav).** Der Kampf Kaiser Sigmunds gegen die werdende Weltmacht der Osmanen, 441.
- Beothy (Akos).** Le développement de la constitution hongroise, 443.
- Finaczy.** Histoire de l'instruction publique sous Marie-Thérèse, 447.
- Fraknői (Mgr Guillaume).** Relations ecclésiastiques et politiques de la Hongrie avec le Saint-Siège, 442.
- Friedjung (Heinrich).** Benedek's nachgelassene Papiere, 127.
- Grünwald (Bela).** L'ancienne Hongrie, 443.
- Helfert (Freiherr von).** Kaiser Franz I von Oesterreich und die Stiftung des Lombardo-venetianischen Königreichs, 119.

- Karacsonyi (Jean)*. Les grandes familles hongroises jusqu'au milieu du XIV^e siècle, 449.
- Lefaiure (Albert)*. Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie, 369.
- Loserth*. Die Gegenreformation in Graz, 1582-1585, 104.
- Marczali (Henri)*. Enchiridion fontium historiae Hungarorum, 441.
- Pribram*. Venetianische Depeschen vom Kaiserhofe, 107.
- Rabenlechner*. Der Bauernkrieg in Steiermark, 349.
- Schrauf (Charles)*. Les étudiants hongrois à l'étranger, 448.
- Turba (Gustave)*. Beiträge zur Geschichte der Habsburger, 103, 351.
- Werner (V.)*. Ursprung und Wesen des Erbgrafentums bei den Siebenbürger Sachsen, 219.

ÉGLISE.

- Angot des Rotours*. Alphonse de Li guori, 98.
- Braunsberger (le P. O.)*. Beati Petri Canisii epistulae et acta, 105.
- Friedrich (J.)*. Ignaz von Döllinger, 124.
- Immich (Max)*. Papst Innocenz XI, 109.
- Lecestre*. Abbayes, prieurés et convents d'hommes en France en 1766, 436.
- Macier (Frédéric)*. Histoire de saint Azazaïl, 213.
- Monumenta historica Societatis Jesu*, 136.
- Paulot (Lucien)*. Un pape français : Urbain II, 363.

ESPAGNE.

- Alvarez-Maldonado*. Relación de la jornada y descubrimiento del río Manu, 148.
- Amunátegui (M.-L. de)*. La crónica de 1810, 146.
- Angelis*. Colección de obras y documentos relativos a la historia de las provincias del Río de la Plata, 147.
- Armengol*. Segunda memoria de las misiones de Fernando Poo, 148.
- Balasi*. Orígenes históricos de Cataluña, 143.
- Boza*. Fundación del colegio de misioneros de Maquegua, 146.
- Bulbena*. Primer assaig de bibliografia Monserratina, 137.
- Canals*. Asturias, 144.
- Carracido*. El P. José de Acosta, 148.
- Carrera*. Colección de historiadores

- y documentos referentes a la independencia de Chile, 146.
- Catalina y Garcia*. Biblioteca de escritores de la provincia de Guadaluajara, 137.
- Castilla y León, durante los reinados de Pedro I, Enrique II, Juan I y Enrique III, 141.
- Chaves*. Larra y su tiempo, 149.
- Codera*. Decadencia y desaparición de los Almoravides en España, 140.
- Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento, conquista y organización de las antiguas posesiones españolas de Ultramar, 135.
- Colección de los tratados, convenios y documentos internacionales celebrados por nuestros gobiernos con los Estrados extranjeros, 135.
- Concas*. La escuadra del almirante Cervera, 145.
- Correspondencia oficial del coronel d. Fr. Requena, primer comisario de demarcación entre los dominios de las coronas de España y Portugal, 1779-1793, 147.
- Cortes de Cataluña, de Castilla, 135.
- Colareto*. Don Ramon de La Cruz y sus obras, 149.
- Danvila*. Historia documentada de las comunidades de Castilla, 135.
- Dario*. Castelar, 149.
- Diaz de Escobar*. Don Fr. de Leiba y Ramirez, autor dramático malagueño del siglo XVIII, 149.
- Documentos históricos relativos a la rebelión de Tupac Amaru, 1780-1781, 147.
- Domenech*. La cuestión catalana, 141.
- Ferrer*. Lope de Rueda, 148.
- Figuerola*. Reseña histórica de la literatura chilena, 146.
- Gaspar*. Voy. Muza II.
- Gómez-Muñoz*. La guerra hispano-americana, 145.
- Gómez-Ocana*. Historia clínica de Cervantes, 148.
- Groussac (Paul)*. Une énigme littéraire : le don Quichotte d'Avellaneda, 224.
- Historia del Tribunal del Santo Oficio de Cartagena de Indias, 146.
- Isabelo de Los Reyes*. Katipunán, 145.
- Jordan de Urries*. Jauregui, 148.
- La Cruz (Fr.-L. de)*. Nuevo descubrimiento del río Marañón, llamado de las Amazonas, 148.
- Lampérez*. Segovia, Toro y Burgos. Observaciones sobre algunos de sus monumentos de la edad media, 138.
- Las Navas* (comte de). El espectáculo más nacional, 150.
- Medina*. Collection de documents inédits pour l'histoire du Chili, 136.

Menendez y Pelayo. Homenaja en el año vigésimo de su profesorado, 139.

Mesonero. Los retratos históricos de Velázquez, 138.

Musa II, rey de Tremecén. El collar de perlas, p. p. *Gaspar*, 141.

Obregón. Época colonial. México viejo, 147.

Pérez. Liquidaciones coloniales, 145.

Pérez-García. Historia natural, militar, civil, sagrada, del reino de Chile, 146.

Pérez de Guzmán. Velázquez, 138.

Pérez-Villamil. Estudios de historia y arte, 138.

Picón. Vida y obras de Velázquez, 138.

Posesiones españolas en la África occidental, 148.

Puente y Olea. Los trabajos geográficos de la Casa de Contratación, 142.

Quesada. Las reliquias de San-Martin, 147.

Retana. La imprenta en Filipinas, 139.

Rey. Las misiones de Apolobamba, 146.

Ruano. Don Martin de Acuña, espía mayor de Felipe II, 148.

Ruis. Bibliografía crítica de las obras de Miguel de Cervantes Saavedra, 136.

Salazar. Crónica troyana, 136.

Saldamando et Boloña. Libro primero de cabildos de Lima, 147.

Serrano. Reseña histórica en forma de diccionario de las imprentas que han existido en Valencia, 139.

Soler. El fallo de Caspe, 141.

— Quien fué d. Fr. de Quevedo, 148.

Soler y Palet. Livre des privilèges de la ville de Tarrasa, 136.

Terron. Bibliografía mercantil, 137.

Tribunal (el) del Santo Oficio de la Inquisición en las islas Filipinas, 146.

Tribunal (el) del Santo Oficio de la Inquisición en las provincias del Plata, 146.

Uña. Las asociaciones obreras en España, 149.

Valdenebro. La imprenta en Córdoba, 137.

Valmar (marquis de). Estudios de historia y de crítica literaria, 140.

Verdades. La guerra hispano-americana, 145.

ÉTATS-UNIS.

Bargy (Henry). La religion dans la société aux États-Unis, 337.

Paris (M^{me} G.). Voy. *Tower*.

Tower (Charlemagne). Le marquis de La Fayette et la révolution d'Amérique, trad. p. M^{me} G. Paris, 315.

FRANCE.

Abbadie (François). Le Livre noir de Dax, 434.

Allier (Raoul). La cabale des dévots, 1637-1666, 90.

Baguenault de Puchesse. Voy. *Catherine de Médicis*.

Beauchamp (M. de). Louis XIII, d'après sa correspondance avec le cardinal de Richelieu, 85.

Bérard (Victor). Questions extérieures, 1901-1902, 333.

Blard. Le cardinal Dubois, 309.

Brutails. Note sur la question de Terre-Neuve, 213.

Catherine de Médicis. Lettres, p. p. *Baguenault de Puchesse*, 84.

Charléty. Histoire de Lyon, 319.

Chavannes (M^{me} Marie). Voy. *Lambert d'Herbigny*.

Coquelle. L'alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre, 1735-1788, 312.

Couyba (Dr. L.). La misère en Agenais de 1629 à 1660, 87.

Delage. Nouvelles recherches sur l'histoire de l'ancien collège d'Auch, 436.

Fagniez (Gustave). Le duc de Broglie, 330.

Godard (Ch.). Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élection, 100.

Graffin. Les notices cadastrales de Terwel sur les villages de la frontière de Champagne en 1657, 88.

Grillot de Givry. Lourdes, 327.

Guiffrey (Jules). Les comptes des bâtiments du roi sous le règne de Louis XIV, 97.

Jac. Le bienheureux Grignon de Montfort, 98.

Lacordaire (le Père). Lettres à M^{me} la comtesse Eudoxie de la Tour du Pin, 327.

Lacour-Gayet. Un utopiste inconnu : les Codicilles de Louis XIII, 161.

Lambert d'Herbigny. Mémoire sur le gouvernement de Lyon, 1697, p. p. M^{me} M. Chavannes, 321.

Langlois (Ch.-V.). Inventaire d'anciens comptes royaux, dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois, 434.

Larroquette (Albert). Petite histoire des Landes, 435.

Lauzun (Ph.). Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 83.

- Laveille* (le Père). Jean-Marie de La Mennais, 1780-1860, 326.
- Lehautcourt* (Pierre). Histoire de la guerre de 1870-71, 331.
- Lelong* (Eugène). Célestin Port, 423.
- Lemoine* (Jean). Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des Réformés en 1698, 94.
- Lesort* (A.). La succession de Charles le Téméraire à Cambrai, 435.
- Locard*. Le XVII^e siècle médico-judiciaire, 89.
- Longnon* (Auguste). Pouillés de la province de Rouen, 434.
- Malet* (Albert). Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand, 325.
- March* (Lucien). Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie, 324.
- Marion* (Marcel). L'impôt sur le revenu, principalement en Guyenne, 307.
- Martin-Saint-Léon*. Cartells et trusts, 338.
- Maugras* (Gaston). Le duc et la duchesse de Choiseul, 313.
— La disgrâce du duc et de la duchesse de Choiseul, 315.
- Ménière* (D^r Prosper). Journal, p. p. son fils, 327.
- Molinier* (Auguste). Obituaires de la province de Sens, 434.
- Noailles* (vicomte de). Marins et soldats français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance des États-Unis, 1778-83, 318.
- Pagart d'Hermansart*. Les feux de joie à Saint-Omer et dans le nord de la France, 436.
- Pariset* (E.). Histoire de la fabrique lyonnaise, 320.
- Pruvost* (Th.). Le général Deplanque, 1820-89, 331.
- Quentin-Bauchart*. Études et souvenirs sur la deuxième République et le second Empire, 328.
- Seilhac* (Léon de). Les grèves, 334.
- Spoelberch de Lovenjoul* (vicomte de). Une page perdue d'Honoré de Balzac, 325.
- Thierry-Mieg* (Aug.). Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle, 322.
- Uzureau* (abbé). L'enseignement secondaire en Anjou au XVIII^e siècle, 435.
- Vatès*. Extrait des œuvres de Quinet, 76.
- Vanderelde*. L'exode rural et le retour aux champs, 339.
- Wahl* (Ad.). Studien zur Vorgeschichte der franzen. Revolution, 114.

GRANDE-BRETAGNE.

- Fortescue* (J. W.). History of the british Army, 220.
- Gilbert* (capitaine G.). La guerre sud-africaine, 332.
- Mélin* (Albert). L'Inde d'aujourd'hui, 338.
- Reich*. A new student's Atlas of english history, 220.
- Reports of the r. Commission on historical manuscripts, 221.
- Salomon* (Felix). William Pitt, 113.

ITALIE.

- Ghio* (Paul). Notes sur l'Italie contemporaine, 335.
- Orano* (Domenico). Il sacco di Roma 1527, 159.
- Persico*. Diomede Carafa, 158.
- Rodocanachi*. Les infortunes d'une petite-fille d'Henri IV : Marguerite d'Orléans, grande-duchesse de Toscane, 1645-1721, 99.

PAYS-BAS
(BELGIQUE ET HOLLANDE).

- Hamande et Burny*. Histoire, expose des opérations et statistique des caisses d'épargne en Belgique, 217.
- Jacquin* (le R. P.). Étude sur l'abbaye de Liessies, 435.
- Julin* (A.). Les grandes fabriques en Belgique vers le milieu du XVIII^e s., 217.
- Kurth* (G.). Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert-en-Ardenne, 439.
- Lannoy* (Fl. de). Origines diplomatiques de l'indépendance belge; la conférence de Londres, 1830-31, 217.
- Masoin*. Histoire de la littérature française en Belgique, 1815-1830, 216.

ORIENT
(ÉTATS DES BALKANS).

- Kunz*. Der Serbisch-Bulgarische Krieg, 131.
- Orlovitch* (Paul). La question de la Vieille-Serbie, 336.

RUSSIE.

- Bourguet* (Alfred). Le tsar Alexandre III, 336.
- Dembinski*. Politique de la Russie et de la Prusse à l'égard de la Pologne, 1768-91, 223.
- Kowalevsky* (Max). Institutions politiques de la Russie, 336.

SUISSE.

- Anshelm (Valerius)*. Die Berner Chronik, p. p. E. Bläsch, 343.
Bläsch. Voy. *Anshelm*.
Claassen (Walter). Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Ulrich Zwingli, 349.
Dunant (Émile). Quellen zur Schweizer Geschichte, 117.
Egli (Emil). Analecta reformatoria, 344.
Finster (G.). Voy. Wyss.
Rott. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, 81.
Wyss (Bernhard). Chronik, p. p. G. Finster, 343.

BIBLIOGRAPHIE.

- Berlière (dom U.)*. Aux archives vaticanes, 217.
Brassinne (Joseph). Liste provisoire des ouvrages à consulter pour la rédaction des Catalogues d'actes, 216.
Delisle (Léopold). Fac-similé de livres

- copiés et enluminés pour le roi Charles V, 423.
 Facsimilés de mss. grecs, latins et français exposés dans la galerie Mazarine à la Bibliothèque nationale, 213.
 Jewish Encyclopedia (the), 151.
Lacombe (Paul). Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle, 423.
Lasteyrie (Robert de). Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes, 436.
Meyer's Grosses Conversation-Lexikon, 440.

IDÉES MORALES ET POLITIQUES.

- Demolins*. A-t-on intérêt à s'emparer du pouvoir? 334.
Demongeot (Marcel). Citoyen et soldat, 335.
Ostrogorski. La démocratie et l'organisation des partis politiques, 214.
Richard (Gaston). L'idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire, 340.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.		Pages
Alfred BOURGUET. Le duc de Choiseul et la Hollande; <i>suite et fin</i>		1, 225
Achille VIALATE. Les préliminaires de la guerre hispano-américaine		242
MÉLANGES ET DOCUMENTS.		
Eug. d'EICHTHAL. Carlyle et le Saint-Simonisme. Lettres à Gustave d'Eichthal		292
Aug. FOURNIER. Marie-Louise et la chute de Napoléon . . .		13
CELSNER. Fragments et Mémoires relatifs à la Révolution française, publ. par Alfred STERN; <i>suite</i>		53
BULLETIN HISTORIQUE.		
Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme, par Alf. STERN.		341
— Publications relatives à l'histoire moderne et contemporaine, par M. PHILIPPSON		103
Espagne, par R. ALTAMIRA		135
France. G. Paris, art. nécrologique, par G. MONOD		63
— Le centenaire d'Edgar Quinet, par G. MONOD		75
— Époque moderne, par H. HAUSER		81, 307
— Époque contemporaine, par A. LICHTENBERGER. . . .		325
Italie. Les Congrès et les Jubilés, par G. MONOD		353
COMPTES-RENDUS CRITIQUES.		
K. Th. VON INAMA-STERNEGG. Deutsche Wirthschaftsgeschichte. (G. Blondel.)		153
The Jewish Encyclopedia. (Israel Levi.)		151
E. LACOUR-GAYET. Les codicilles de Louis XIII. (G. Monod.) .		161
Albert LEFAIVRE. Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie. (I. Kont.)		369
D. ORANO. Il sacco di Roma di 1527. (E. Rodocanachi.) . .		159
Lucien PAULOT. Un pape français : Urbain II. (B. Monod.) .		363
T. PERSICO. Diomedea Carafa. (J. Guiraud.)		158
Alfred STERN. Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815. (Ant. Guillaud.)		375

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

	Pages
1. Abhandl. der k. Gesellschaft d. Wissenschaften (Göttingen)	191
2. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin)	401
3. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	100
4. Annalen des histor. Vereins f. d. Niederrhein	191
5. Archiv d. histor. Vereins von Unterfranken	401
6. Archiv für Hessische Geschichte	402
7. Archiv für katholisches Kirchenrecht	399
8. Archiv für Papyrusforschung	400
9. Baltische Studien	192
10. Beiträge zur alten Geschichte	185
11. Bremisches Jahrbuch	193
12. Byzantinische Zeitschrift	186
13. Deutsche Rundschau	190
14. Freiburger Diöcezan-Archiv	193
15. Göttingische gelehrte Anzeigen	188
16. Hermes	187
17. Historisches Jahrbuch	184
18. Jahrbuch des k. d. archæol. Instituts	397
19. Jahrbuch f. d. Geschichte d. Herzogtums Oldenburg	194
20. Jahrbücher d. Vereins f. Meklenburg. Geschichte	194
21. Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln	402
22. Mitteilungen des k. d. archæolog. Instituts	186
23. Neue Heidelberger Jahrbücher	402
24. Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum	397
25. Neues Archiv	188
26. Neues Archiv f. Sæchsische Geschichte	195
27. Preussische Jahrbücher	190, 402
28. Westdeutsche Zeitschrift	403
29. Zeitschrift des d. Palæstina- Vereins	404
30. Zeitschrift d. Gesellschaft f. Breisgau	195
31. Zeitschrift d. histor. Gesellschaft f. d. Provinz Posen	405
32. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Niedersachsen	195
33. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Schwaben	196
34. Zeitschrift d. Vereins f. Thüringische Geschichte	404
35. Zeitschrift für ægyptische Alterthumskunde	399

ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace	171
-----------------------------	-----

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Archiv d. Vereins f. Siebenbürg. Landeskunde	405
2. Budapesti Szemle	409

	Pages
3. Bull. international de l'Acad. des sciences de Cracovie.	198, 406
4. Carinthia	196
5. Mittheilungen d. Instituts f. oesterr. Geschichtsforsch.	196
6. Századok	407
7. Wiener Studien.	197, 405
8. Zeitschrift d. d. Vereins f. d. Gesch. Mährens . . .	198

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana	172
2. Annales de l'Académie royale d'archéologie	172
3. Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles . .	173
4. Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg .	172
5. Annales du cercle archéologique de Mons	173
6. Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. .	173
7. Archives belges (les)	173
8. Bulletin bibliographique du Musée belge	175
9. Bulletin de l'Académie royale flamande.	175
10. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie	175
11. Bull. de la Classe des lettres de l'Académie royale .	176
12. Bulletin de la Commission royale d'histoire. . . .	176
13. Bulletin de la Société d'histoire de Gand	177
14. Bulletin de la Société royale de géographie	177
15. Bulletin de la Société des Mélophiles de Hasselt. . .	176
16. Bulletin de l'Institut archéologique liégeois	176
17. Fédération archéologique et historique de Belgique. .	177
18. Jadis	178
19. Leodium	178
20. Musée belge (le).	179
21. Muséon (le)	179
22. Ons Hemecht	180
23. Revue belge de numismatique.	181
24. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous	180
25. Revue bibliographique belge	180
26. Revue de l'Instruction publique	181
27. Revue de l'Université de Bruxelles	182
28. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain	182
29. Revue générale	184
30. Revue historique de l'ancien pays de Looz	184

DANEMARK.

1. Aarbøger for nordisk Oldkyndighed	411
2. Danske Magazin	411
3. Oversigt over videnskabernes Selskabs Forhandlinger .	410
4. Videnskabernes Selskabs Skrifter	411

ESPAGNE.

1. Boletín de la r. Academia de Barcelona.	211
--	-----

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres.	394
---	-----

TABLE DES MATIÈRES.

439

	Pages
2. Académie des sciences morales et politiques	168, 394
3. Ami (l') des Monuments et des Arts.	167
4. Annales de Bretagne	169, 396
5. Annales de Géographie	167
6. Annales de l'Est	395
7. Annales des sciences politiques	168
8. Annales du Midi	396
9. Bibliographe moderne (le)	387
10. Bibliothèque de l'École des chartes	383
11. Bulletin critique	162, 387
12. Bulletin de Correspondance hellénique	385
13. Bulletin de littérature ecclésiastique	166
14. Bulletin hispanique	165
15. Bulletin italien	165
16. Correspondance (la) historique et archéologique	162, 384
17. Études par des PP. de la Compagnie de Jésus	168, 388
18. Journal des Sciences militaires	386
19. Mélanges d'archéologie et d'histoire	164
20. Nouvelle Revue historique de droit	166, 386
21. Polybiblion	162, 387
22. La Révolution française	164, 384
23. Revue africaine	170
24. Revue archéologique	385
25. Revue bourguignonne	170
26. Revue critique d'histoire et de littérature	163, 388
27. Revue de Gascogne	170
28. Revue de l'Agenais	396
29. Revue de l'histoire des religions	166
30. Revue de Paris (la)	389
31. Revue de Saintonge et d'Aunis	396
32. Revue des Deux-Mondes	389
33. Revue des Études anciennes	165
34. Revue des Études grecques	385
35. Revue des Études historiques	165, 382
36. Revue d'histoire de Lyon	170
37. Revue d'histoire diplomatique	382
38. Revue d'histoire moderne et contemporaine	165, 382
39. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major	167, 386
40. Revue générale du droit	167
41. Revue historique et archéologique du Maine	397
42. Revue militaire des armées étrangères	386
43. Société de l'histoire de Paris	169, 395
44. Société de l'histoire du Protestantisme français	395
45. Société nationale des Antiquaires de France	169, 394

GRANDE-BRETAGNE.

1. The Athenaeum	198, 411
----------------------------	----------

	Pages
2. Edinburgh Review	199, 413
3. The English historical Review	412
4. The Nineteenth Century	199
5. Quarterly Review	201, 415
6. Review of histor. public. relating to Canada	202, 417
ÉTATS-UNIS.	
1. American (the) historical Review	204
ITALIE.	
1. Archivio della Società romana di storia patria	207
2. Archivio storico italiano	207, 421
3. Archivio storico lombardo	207
4. Archivio storico per le provincie Napoletane	208
5. Archivio storico Siciliano	208
6. Atti e Memorie della r. Deputazione di Romagna	206
7. Bullettino dell' Istituto storico italiano	209
8. Miscellanea di storia italiana	209
9. Nuovo Archivio veneto	209
10. Studi e documenti di storia e diritto	210
11. Studi storici	210
Chronique et Bibliographie	213, 423
Index bibliographique	450
SUISSE.	
1. Bollettino storico della Svizzera italiana	212, 421

ERRATUM DU PRÉSENT NUMÉRO.

Page 360, avant-dernière ligne. La phrase doit être rectifiée comme suit :
 Le gouvernement prussien avait envoyé cinq délégués : MM. Harnack, Willa-
 mowitz, Gierck, Kehr et Bücheler.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

